

France, Allemagne, Afrique Frankreich, Deutschland, Afrika

Représentations, transferts, relations

Repräsentationen, Transfers, Beziehungen

Herausgegeben von / Édité par

Emmanuel Droit, Anne Kwaschik und Silke Mende

Schriftenreihe des deutsch-französischen Historikerkomitees | 22

Franz Steiner Verlag



Schriftenreihe des Deutsch-Französischen Historikerkomitees

Herausgegeben im Auftrag des Vorstands des
Deutsch-Französischen Komitees für die Erforschung der deutschen
und französischen Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts von
EMMANUEL DROIT und SILKE MENDE

Band 22

www.steiner-verlag.de/brand/Schriftenreihe-des-deutsch-franzoesischen-Historikerkomitees

France, Allemagne, Afrique
Frankreich, Deutschland, Afrika

Représentations, transferts, relations
Repräsentationen, Transfers, Beziehungen

Herausgegeben von / Édité par
Emmanuel Droit, Anne Kwaschik und Silke Mende

Franz Steiner Verlag

Publié avec le concours de l'Université de Strasbourg



Dieses Buch ist eine Open-Access-Publikation.

Dieses Werk ist lizenziert unter einer Creative Commons Namensnennung –

Nicht kommerziell – Keine Bearbeitungen 4.0 International Lizenz.

creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de

Bibliografische Information der Deutschen Nationalbibliothek:

Die Deutsche Nationalbibliothek verzeichnet diese Publikation in der Deutschen

Nationalbibliografie; detaillierte bibliografische Daten sind im Internet über

dnb.d-nb.de abrufbar.

© Emmanuel Droit, Anne Kwaschik und Silke Mende, 2024

Veröffentlicht im Franz Steiner Verlag, Stuttgart

www.steiner-verlag.de

Layout und Herstellung durch den Verlag

Satz: DTP + TEXT Eva Burri, Stuttgart

Druck: Beltz Grafische Betriebe, Bad Langensalza

Gedruckt auf säurefreiem, alterungsbeständigem Papier.

Printed in Germany.

ISBN 978-3-515-13702-7 (Print)

ISBN 978-3-515-13707-2 (E-Book)

DOI 10.25162/9783515137072

Préface

Un passé colonial qui ne passe pas

GILBERT DOTSE YIGBE

Les articles regroupés dans le présent ouvrage résument éloquemment l'histoire des relations coloniales entre la France, l'Allemagne et l'Afrique. Une histoire qui a commencé et qui est entretenue plutôt durablement par un désir d'Afrique qui selon les époques, s'exprime entre autres sous forme de rêve exotique, d'appétence ou de convoitise virile voire violente.

Déjà au XIX^e siècle, la fascination exercée par l'Afrique, sa faune, sa flore et son sous-sol sur les puissances coloniales européennes a occasionné l'avènement d'une science coloniale destinée à mieux faire connaître ce continent considéré désormais comme géostratégique. La bousculade coloniale pour l'Afrique qui a marqué les deux dernières décennies du XIX^e et la première du XX^e siècle est la manifestation du désir de posséder, de s'approprier ce continent ou ses symboles tels que le Kilimandjaro dans un élan de conjonction identitaire au détriment des droits naturels des peuples autochtones. Cette bousculade englobe les rivalités entre les puissances coloniales dont la possession et l'occupation des territoires convoités sont essentiellement caractérisées par le vice de la violence comme ce fut le cas symptomatiquement de la colonie allemande du Sud-Ouest africain. La violence comme expression du pouvoir (colonial) et de ses limites¹ est souvent accompagnée d'un discours qui consacre la réification, l'altération², l'aliénation et même l'extermination du colonisé entraînant ipso facto une régression universelle, une gangrène qui corrompt et détruit le colonisateur³ aussi.

1 Hannah Arendt, *Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft*, Munich, Piper Verlag, 1995 (1955).

2 Gilbert Dotsé Yigbe, « Von Gewährsleuten zu Gehilfen und Gelehrigen. Der Beitrag afrikanischer Mitarbeiter zur Entstehung einer verschriftlichten Kultur in Deutsch-Togo », in Rebeka Habermas & Richard Hölzl (Hg.), *Mission global. Eine Verflechtungsgeschichte seit dem 19. Jahrhundert*, Köln/Weimar/Wien, Böhlau Verlag, 2014, S. 159–175.

3 Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, Paris, Présence africaine, 1955.

La Première Guerre mondiale est survenue comme un couperet pour mettre fin définitivement à l'occupation territoriale de l'Allemagne en Afrique poussant ainsi cette puissance à se replier dans ses fantasmes coloniaux et entraînant par rapport à la France une certaine inégalité des expériences coloniales. Les revendications domaniales dans les ex-colonies allemandes dans l'entre-deux-guerres et les mouvements migratoires des Africains en direction et à l'intérieur de l'Europe déjà à cette époque-là présagent les crises migratoires actuelles liées essentiellement à l'intégration européenne après la Seconde Guerre mondiale⁴.

Mais cette fin brutale et la durée relativement courte de l'expérience coloniale n'enlèvent rien à la qualité du butin colonial de l'Allemagne soigneusement conservé dans les collections et les musées ethnologiques et ethnographiques ainsi que dans les bibliothèques et qui fait depuis quelques années l'objet d'une attention particulière de l'opinion avec les demandes de restitution des pays d'origine.

De toute façon, les différentes contributions de cet ouvrage montrent amplement que ces demandes de restitution tout comme le projet colonial à ses débuts, la décolonisation et ses diverses répercussions sont à appréhender à l'échelle européenne, et c'est à ce titre que le concept d'Eurafrique d'Anton Zischka évoqué par Martin Remppe revêt, me semble-t-il, une portée symbolique.

L'œuvre d'Anton Zischka qui conçoit l'Afrique comme complément de l'Europe⁵ apporte une contribution à la connaissance du lien existant entre les processus de décolonisation et l'intégration européenne. Pour mieux comprendre le contexte historique qui a vu émerger la pensée de Zischka ainsi que ses implications politiques et intellectuelles sur les relations euro-africaines depuis les années 1950 avec le processus des « indépendances » africaines et esquisser les perspectives d'avenir en tenant compte de l'actualité mémorielle tout comme des soubresauts qui surviennent en ce moment dans le « Sud global » et dans les relations euro-africaines, il convient de rappeler brièvement le nouvel élan stratégique qu'ont connu les relations franco-allemandes après la Seconde Guerre mondiale.

Ce n'est un secret pour personne que le couple franco-allemand a été dès le début le moteur de l'intégration européenne, et il est de notoriété que le chancelier Adenauer et le général de Gaulle ont été les tout premiers porteurs de ce couple. Or Adenauer incarne le nouvel élan stratégique à travers son revirement personnel dans la politique africaine de l'Allemagne. En effet, cette éminente personnalité de la politique allemande, alors qu'il était encore maire de la ville de Cologne en 1927, faisait partie des révisionnistes coloniaux, tenants de la quête d'espace vital pour l'empire allemand⁶.

Tout en reconnaissant que la politique résolument prooccidentale du chancelier allemand et son rapprochement de la France ont été avant tout dictés par la défaite

4 Nous y reviendrons tout à l'heure.

5 Anton Zischka, *Afrika. Europas Gemeinschaftsaufgabe Nr. 1*, Oldenburg, Gerhard Stalling Verlag, 1951.

6 *Hamburger Monatshefte für Auswärtige Politik* 5 (1927)12, S. 609–676.

du III^e Reich et l'occupation de l'Allemagne par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, il n'est pas incongru de percevoir la politique d'intégration européenne du chancelier allemand dans les années 1950 et 1960 comme une des résonances de la pensée de Zischka. Dans le contexte de la Guerre froide et de la prédominance des États-Unis et de l'URSS, seule la constitution d'une Eurafrique donnerait à l'Europe un droit à la parole. Zischka propose un vaste projet des réalisations infrastructurelles et l'établissement d'une politique économique coordonnée par l'Europe-Afrique.

L'œuvre de Zischka se situe dans un courant de pensée avec des visions en partie utopiques qui a émergé dans les années 1920 et qui misait sur le développement systématique du continent africain. Mais ce qui est à retenir de cette œuvre et qui semble avoir marqué les pionniers de l'intégration européenne, c'est sa foi inébranlable en la colonisation de l'Afrique par l'Europe. Seuls les Européens seraient capables d'exploiter les richesses incommensurables de l'Afrique, « continent de réserve » et de le faire prospérer. L'exploitation de ce continent de réserve servirait à garantir le bien-être et la sécurité de l'Europe.

Les tribulations postcoloniales, les anomalies économiques et monétaires de l'Afrique⁷ dans le contexte de la Guerre froide et de la *globalisation* ne pourront être mieux élucidées qu'en tenant compte de ce paramètre inédit de l'Eurafrique dont la tristement célèbre Françafrique⁸ semble être la cheville ouvrière et la concrétisation et qui, selon Johannes Großmann, fait de la décolonisation française une histoire sans fin.

La face cachée de l'intégration européenne consiste donc à « mettre fin au colonialisme en assurant sa pérennité »⁹ La conséquence à terme en est que l'Afrique, continent de réserve deviendrait inéluctablement un continent de violence politique permanente et de crise multidimensionnelle qui, en raison des flux migratoires, constituerait une menace pour la sécurité de l'Europe, ce qui se traduit d'ailleurs par une politique répulsive de l'UE vis-à-vis de l'Afrique¹⁰ doublée paradoxalement d'un prétentieux droit de regard et d'une ruée sur les richesses naturelles et le sous-sol africains.

Cette focalisation sur le rôle du couple franco-allemand dans l'intégration européenne confinant l'Afrique dans une posture passive et marginale aurait pu être complétée par une rubrique consacrée au refus de l'ordre colonial¹¹ en s'appuyant sur le concept de mémoire multidirectionnelle de Michael Rothberg pour montrer l'autre facette de la réalité coloniale évoquée sommairement par Johannes Großmann dans

7 Kako Nubukpo et. al. (dir.), *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. À qui profite le franc CFA ?*, Paris, La Dispute, 2016.

8 Voir, entre autres, *Politique africaine numéro 2007/1 (N° 105), France-Afrique. Sortir du pacte colonial.*

9 Peo Hansen and Stefan Jonsson : *Eurafrika : The Untold History of european Integration and Colonialism*, Londres, Bloomsbury Publishing, 2015.

10 Christian Jakob, Simone Schindlbein, *Diktatoren als Türsteher Europas. Wie die EU ihre Grenzen nach Afrika verlagert*, Berlin, Aufbau Verlag, 2017.

11 Essoham Assima-Kpatcha & Koffi Nutefé Tsigbé (dir.), *Le refus de l'ordre colonial en Afrique et au Togo (1884-1960)*, Lomé, Presses de l'Université de Lomé, 2013.

sa contribution. Il s'agit de la résistance anticoloniale impétueuse (les preuves sont légion), pacifique, ontologique ou de principe¹² ainsi que des artifices utilisés par les Africains pour jouer les puissances coloniales les unes contre les autres¹³, une résistance multiforme qui a également marqué la mémoire collective et par laquelle l'Afrique se révèle aussi comme actrice, souveraine ou pas encore, de sa propre histoire. Toujours dans le cadre de la mémoire multidirectionnelle et dans la dynamique de *l'agency africaine* dans les relations entre l'Afrique et les deux puissances coloniales, on aurait pu consacrer un chapitre à la contribution et aux tribulations des soldats africains, soi-disant tirailleurs sénégalais, surtout lors de la libération de l'Europe pendant les deux guerres mondiales, pour témoigner de l'empathie à l'autre comme dirait Charlotte Wiedemann¹⁴.

En ce qui concerne les perspectives et eu égard aux soubresauts en cours dans le « Sud global » et à l'ambition tout à fait légitime de l'Afrique de se positionner comme actrice consciente de son destin et de l'évolution du monde, il conviendrait d'adhérer au principe d'une solidarité véritablement universelle, c'est-à-dire sans limite¹⁵. Il ne s'agira surtout pas de chercher à « aider » ou encore moins à « développer » l'Afrique dans le sens où l'entendaient Anton Zischka et les promoteurs de l'intégration européenne, mais de prendre au sérieux, et sur la base de l'actualisation de la mémoire, les mises en garde par rapport à la raréfaction des ressources naturelles et de tempérer les appétences. Et dans ce cas, la pacification de l'Europe (et du monde) passerait effectivement par l'Afrique.

Le mérite de cet ouvrage est d'aborder ces questions d'une brûlante actualité suggérant tacitement une réflexion profonde et peut-être aussi une remise en question des dimensions coloniale et géopolitique des relations franco-allemandes depuis la Seconde Guerre mondiale et de l'intégration européenne.

12 En ce qui concerne la résistance anticoloniale de principe, voir entre autres Gilbert Dotsé Yigbe, « Le quartier de Bè comme lieu d'identité dans l'histoire du Togo », in Esoham Assima-Kpatcha & Koffi Nutefé Tsigbé, *op. cit.*, pp. 381–394.

13 Gilbert Dotsé Yigbe, « Zwischen Autonomie, Autochthonie und politischem Trotz: Die Entwicklung einer selbstständigen evangelischen Ewe-Kirche nach dem Ersten Weltkrieg », in Ulrich van der Heyden und Helge Wendt (Hg.), *Mission und dekoloniale Perspektive. Der Erste Weltkrieg als Auslöser eines globalen Prozesses*, Stuttgart, Steiner Verlag, 2020, S. 265–272.

14 Charlotte Wiedemann, *Den Schmerz der Anderen begreifen. Holocaust und Weltgedächtnis*, Berlin, Ullstein Verlag, 2022, pp. 71–94.

15 *Ibid.* pp. 37–70.

Sommaire

Inhaltsverzeichnis

EMMANUEL DROIT / ANNE KWASCHIK / SILKE MENDE	
Introduction	11
Ordres coloniaux et rivalités impériales Koloniale Ordnungen und imperiale Rivalitäten	
DELPHINE FROMENT	
Le Kilimandjaro, une montagne allemande? <i>Entre discours et pratiques impériales du Kilimandjaro durant la période coloniale allemande</i>	27
MARIE MUSCHALEK	
Everyday Violence <i>The Normalization of Imperial Power in German Southwest Africa</i>	43
EMMANUEL TCHUMTCHOUA	
La diaspora camerounaise en France dans l'entre-deux-guerres <i>L'invention d'un imaginaire manichéiste dans un contexte de grande rivalité entre la France et l'Allemagne</i>	59
Ordres postcoloniaux Postkoloniale Ordnungen	
ROBIN FRISCH	
Sylvanus Olympio, The Franc CFA and His Quest for Monetary Sovereignty (1958–1963)	81

MARTIN REMPE	
Think Global	
<i>Anton Zischka, Eurafrika and His Followers</i>	97
JOHANNES GROSSMANN	
Héritage partagé, mémoires disparates	
<i>Perspectives franco-allemandes sur le passé colonial</i>	111
DANIEL GEORGES NANA KOMEY	
Décoloniser les rapports de tournées administratives au Cameroun.....	127
ELISE PAPE / AGGÉE CÉLESTIN LOMO MYAZHIOM	
Les restes humains issus du continent africain dans une collection d'anatomie strasbourgeoise	
<i>Regards croisés entre Allemagne, Cameroun et France</i>	141
Guerre froide et décolonisation	
Kalter Krieg und Dekolonisierung	
MOUHAMADOU MOUSTAPHA SOW	
Voyager au temps de la Guerre froide en Afrique post-coloniale	
<i>Inquiétudes et tensions intérieures suscitées par le périple du Président du Conseil Mamadou Dia en URSS et dans les pays de l'Est en 1962</i>	159
KODZO GOZO	
Relation triangulaire France, Togo et RFA	
<i>Que retenir du jeu d'influence de la RFA et de la France au Togo, 1960–1966 ?</i>	179
PERRINE VAL	
Entre romantisme exotique et paternalisme socialiste	
<i>L'Afrique et le monde arabe vus par le cinéma est-allemand</i>	197
ROMAIN TIQUET	
Postface	211
Index des auteurs	
Autorenverzeichnis	219

Introduction

EMMANUEL DROIT / ANNE KWASCHIK / SILKE MENDE

L'actualité mémorielle de l'héritage colonial

Depuis plusieurs années, une actualité franco-allemande parallèle et simultanée relative à différentes dimensions du passé colonial en Afrique occupe régulièrement le devant de la scène politico-médiatique. Elle est émaillée de polémiques, de discours mémoriels, de constitution de commissions historiques, de demandes de pardon et de critiques dénonçant cette « tyrannie de la repentance¹ ». Ces différentes expressions d'un « passé qui ne passe pas » participent à cette remise en question que l'Occident se fait de lui-même et à cette affirmation d'un continent géopolitique – le « Sud global » – avancée trop rapidement par de nombreux médias comme l'un des effets indirects de la guerre en Ukraine déclenchée par la Russie en février 2022².

De manière plus globale, ces débats en cours en France et en Allemagne s'inscrivent dans un enjeu plus large, à savoir le défi de mise en forme narrative du monde post-colonial depuis la fin de l'ordre bipolaire. En effet, comment penser l'universalité au moment où le modèle de l'universalisme est fortement remis en cause après avoir, à rebours du projet cosmopolite et humaniste des Lumières, laissé des traumatismes profonds³ et produit des mémoires multidirectionnelles⁴? Comment dépasser la « mélancolie de l'homme blanc » n'ouvrant sur rien et s'appuyer sur la puissance

1 Pascal Bruckner, *La tyrannie de la repentance. Essai sur le masochisme occidental*, Paris, Grasset, 2006.

2 Gilles Paris, Philippe Richard, « Guerre en Ukraine : la revanche du Sud », *Le Monde*, 7 juillet 2023. URL : https://www.lemonde.fr/international/article/2023/07/07/guerre-en-ukraine-la-revanche-du-sud_6181016_3210.html, 14.08.2023.

3 Bill Ashcroft, Gareth Griffiths, Helen Tiffin (dir.), *The Empire writes back. Theory and Practice in Post-Colonial Literatures*, Londres, Routledge, 1989.

4 Michael Rothberg, *Multidirectional Memory. Remembering the Holocaust in the Age of Decolonization*, Stanford, Stanford University Press, 2009.

émancipatrice de l'idée-force décolonisatrice sans tomber dans le piège de l'enfermement dans le relativisme et les identités culturelles⁵ ?

C'est dans ce contexte européen fortement empreint de logiques publiques postcoloniales que se donne à voir une chronologie franco-allemande partagée de l'héritage colonial, d'autant plus remarquable au vu de la diversité des passés et des récits coloniaux en France et en Allemagne. En Allemagne, le Humboldt Forum a été dès le lancement de ce projet muséal au cours des années 2000 le « catalyseur malgré lui » de la prise de conscience coloniale⁶. Pourtant, les débats et les initiatives pour la réconciliation des mémoires et la normalisation des relations franco/germano-africaines se multiplient depuis une dizaine d'années et convergent. Elles se concentrent tout particulièrement dans trois domaines : les demandes politico-symboliques de reconnaissance des crimes commis à l'époque coloniale, qu'ils soient de nature (proto-) génocidaire ou non, articulées parfois à des demandes d'indemnisations financières ; des requêtes de rapatriements de restes humains étudiés à l'époque coloniale à des fins pseudo-scientifiques en France ou en Allemagne et des demandes de restitutions d'œuvres d'art du patrimoine africain. Cette actualité très dense sert de toile de fond à la publication de cet ouvrage collectif.

La reconnaissance des responsabilités françaises et allemandes

La reconnaissance officielle de la part des gouvernements français et allemands vis-à-vis de leur passé colonial constitue un sujet diplomatico-politique toujours très délicat. Tant en France qu'en Allemagne, la prudence, voire parfois l'attentisme des responsables politiques pendant des décennies, témoigne moins d'une amnésie de la conscience historique que des prix politique et financier potentiellement à payer en cas de reconnaissance des crimes coloniaux. Le cas de la politique mémorielle du président Macron illustre les difficultés à tenir une ligne stable. Après avoir qualifié en 2017 la colonisation française en Algérie de « crime contre l'humanité », le candidat Macron devenu président et réélu en 2022 estimait en 2023 que « Je n'ai pas à demander pardon, ce n'est pas le sujet, le mot romprait tous les liens⁷. »

5 Souleymane Bachir Diagne / Jean-Loup Amselle, *En quête d'Afrique(s). Universalisme et pensée décoloniale*, Paris, Albin Michel 2018 ; Markus Messling, *Universalität nach dem Universalismus*, Berlin, Matthes & Seitz, 2019. L'ouvrage vient d'être traduit aux PUF en 2023 : *L'universel après l'universalisme. Des littératures francophones du contemporain*. Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, Paris, PUF, 2023.

6 Daniel Morat, « Katalysator wider Willen. Das Humboldt Forum in Berlin und die deutsche Kolonialvergangenheit », *Zeithistorische Forschungen / Studies in Contemporary History*, 16–1, 2019. <https://doi.org/10.14765/zzf.dok-1342>.

7 Entretien accordé à Karim Daoud le 11 janvier 2023, URL : https://www.lepoint.fr/politique/exclusif-emmanuel-macron-je-ne-demande-pas-pardon-a-l-algerie-et-j-explique-pourquoi-11-01-2023-2504494_20.php, 14.08.2023.

Les propos du président s'inscrivent dans la droite ligne des conclusions du rapport Stora de 2020, qui tout en préconisant une série de mesures pour tenter de réconcilier les deux pays, avait écarté toute forme de repentance et d'excuses : « Plutôt que de repentance, la France devrait donc reconnaître les discriminations et exactions dont ont été victimes les populations algériennes : mettre en avant des faits précis. Car les excès d'une culture de repentance, ou les visions lénifiantes d'une histoire prisonnière des lobbys mémoriels, ne contribuent pas à apaiser la relation à notre passé⁸. »

Fin mai 2022, à Kigali, au Mémorial du génocide, le président Emmanuel Macron était venu « reconnaître [les] responsabilités » de la France dans le génocide de 1994 au Rwanda. Ce discours très attendu au Rwanda s'inscrivait dans le sillage de la publication du rapport Duclert. Cette commission d'historiennes et d'historiens avait produit une étude de 1200 pages qui avait conclu aux « responsabilités particulières » de la France et à l'« aveuglement » du président socialiste de l'époque, François Mitterrand, face à la dérive raciste et génocidaire du gouvernement hutu soutenu alors par Paris⁹.

La question de la reconnaissance est rendue encore plus compliquée quand, comme dans le cas allemand, les descendants de victimes réclament des réparations financières. En effet, au moment où la France reconnaissait ses responsabilités dans le génocide des Tutsi rwandais, le gouvernement allemand, par le biais d'un communiqué du ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, a reconnu en 2021 le génocide des Hereros et des Namas perpétré par les troupes coloniales allemandes dans le Sud-Ouest africain entre 1904 et 1908 :

Unser Ziel war und ist, einen gemeinsamen Weg zu echter Versöhnung im Angedenken der Opfer zu finden. Dazu gehört, dass wir die Ereignisse der deutschen Kolonialzeit im heutigen Namibia und insbesondere die Gräueltaten in der Zeit von 1904 bis 1908 ohne Schonung und Beschönigung benennen. Wir werden diese Ereignisse jetzt auch offiziell als das bezeichnen, was sie aus heutiger Perspektive waren : ein Völkermord¹⁰.

À l'issue de six années de négociations compliquées, les délégations des deux pays étaient parvenues à un accord sur une déclaration politique commune approuvée par les deux gouvernements. L'Allemagne manifestait ainsi son intention de se réconcilier avec son ancienne colonie – l'actuelle Namibie. Il s'agissait dans le même temps d'un aveu de culpabilité, d'une demande de pardon et de l'annonce de la mise en place d'un fonds d'aide doté de 1,1 milliard d'euros. Ce dernier est censé permettre soutenir

⁸ Benjamin Stora, Les questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie, janvier 2021, p. 94.

⁹ Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsis, *La France, le Rwanda et le génocide des Tutsis (1990–1994)*, mars 2021, p. 31.

¹⁰ Communiqué de presse Außenminister Maas zum Abschluss der Verhandlungen mit Namibia, 28.05.2021, URL : <https://www.auswaertiges-amt.de/de/newsroom/-/2463396>, 14.08.2023.

des projets pour une période de 30 ans, principalement dans les zones de peuplement des Herero et des Nama, comme par exemple des investissements dans les domaines de l'agriculture, de l'infrastructure des espaces ruraux, de l'approvisionnement en eau ainsi que de la formation professionnelle. Le gouvernement fédéral souligne toutefois que sa reconnaissance du génocide et la création du fonds d'aide ne donnent aucun droit juridique à une indemnisation, mais qu'il s'agit d'un engagement politique et moral, une aide à la reconstruction¹¹.

Les rapatriements de restes humains

Depuis une dizaine d'années, la question du rapatriement de restes humains ne cesse de gagner en importance¹². Depuis 2011, le gouvernement allemand a restitué les restes de plusieurs victimes hereros et namas, parfois de manière solennelle comme ce fut le cas à l'été 2018 au cours d'une cérémonie où la ministre-adjointe aux Affaires étrangères Michelle Müntefering avait demandé à la délégation namibienne « pardon du fond du cœur¹³. »

Le début de l'été 2023 a été marqué en France par une actualité politico-mémorielle importante sur ce sujet. Le 13 juin 2023, le Sénat a adopté en première lecture une proposition de loi relative à la restitution des restes humains appartenant aux collections publiques. Cherchant à résoudre le problème du principe d'inaliénabilité du code du patrimoine, cette proposition vise à faciliter la restitution claire et transparente de restes humains dans le cadre de démarche scientifique partenariale.

Une dizaine de jours plus tard, l'Université de Strasbourg annonçait par la voix de son vice-président Culture, sciences en société, Mathieu Schneider, la création d'un conseil scientifique international chargé d'évaluer sa collection de restes humains après une double demande de restitution formulée d'une part par la province de Moshi, en Tanzanie, et d'autre part par la fondation namibienne Ovambanderu Genocide Foundation sur de possibles restes humains du génocide perpétré par les troupes im-

11 Versöhnungsabkommen mit Namibia: Deutschland erkennt Kolonialverbrechen als Genozid an, 21.09.2021, URL: <https://www.deutschlandfunk.de/versoehnungsabkommen-mit-namibia-deutschland-erkennt-100.html>, 14.08.2023.

12 Holger Stoecker, Thomas Schnalke, Andreas Winkelmann (dir.), *Sammeln, Erforschen, Zurückgeben? Menschliche Gebeine aus der Kolonialzeit in akademischen und musealen Sammlungen* (= Studien zur Kolonialgeschichte; 5), Berlin, Ch. Links, 2013; Yann LeGall, « < Nur mit Gewalt zu erlangen > : Militärgewalt und Museumssammlungen », in Andrea Meyer und Bénédicte Savoy (dir.), *Atlas der Abwesenheit: Kameruns Kulturerbe in Deutschland*. Berlin, Reimer, 2023, pp. 113–137.

13 Rede von Staatsministerin Michelle Müntefering anlässlich der Rückgabe sterblicher Überreste an Namibia, 29.08.2018, URL: <https://www.auswaertiges-amt.de/de/newsroom/muentefering-namibia/2131046>, 14.08.2023.

périales allemandes contre les Ovaherero et les Ovambanderu en 1904¹⁴. Cette actualité s'inscrit dans la continuité des débats en France et en Allemagne en matière de restitution des biens culturels.

La restitution du patrimoine culturel africain

Depuis plusieurs années, la France comme l'Allemagne sont confrontées à l'épineux problème de la restitution temporaire ou définitive des œuvres d'art issus du patrimoine culturel africain¹⁵. Depuis l'époque coloniale, la quasi-totalité du patrimoine matériel des pays d'Afrique situés au sud du Sahara se trouve conservée hors du continent africain. De manière quasi simultanée, des rapports d'expertise ont permis tant en France qu'en Allemagne de médiatiser l'enjeu et de proposer des pistes concrètes de solutions. Côté français, suite à une demande formulée par le président Macron en novembre 2017 lors d'un discours prononcé à l'université de Ouagadougou, l'écrivain et universitaire sénégalais Felwine Sarr et l'historienne de l'art Bénédicte Savoy ont produit le rapport sur « la restitution du patrimoine culturel africain. Vers une nouvelle éthique relationnelle » qui a été remis au président de la République en novembre 2018¹⁶. Un mois plus tôt, l'Association allemande des musées avait publié un « Guide pour le traitement des biens de collections issus de contextes coloniaux¹⁷. » Les débats actuels autour des usages politiques du passé, de la réorganisation des musées ethnologiques ou du sort des « objets sensibles » au sein de nombreux collections universitaires ont fait résolument entrer le passé africain dans la sphère publique après une longue période d'amnésie¹⁸, avec également une réappropriation académique de la part des universitaires africains.

Depuis la publication de ces rapports, les initiatives de restitutions se multiplient en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Écosse et ailleurs. Elles sont accompagnées

14 Elsa Colobert, Restes humains africains : « Ne pas gommer l'histoire, mais continuer à l'écrire ». URL : <https://savoirs.unistra.fr/societe/collections-de-restes-humains-africains-ne-pas-gommer-l-histoire-mais-faire-progresser-sa-connaissance>, 14.08.2023.

15 Rebekka Habermas, « Restitutionsdebatten, koloniale Aphasie und die Frage, was Europa ausmacht », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 69, 2019, p. 40–42. URL : <https://www.bpb.de/shop/zeitschriften/apuz/297595/restitutionsdebatten-koloniale-aphasie-und-die-frage-was-europa-ausmacht>, 14.08.2023.

16 Felwine Sarr, Bénédicte Savoy, *Restituer le patrimoine africain*, Paris, Seuil, 2018. L'ouvrage a été traduit en allemand en 2019 : *Zurückgeben. Über die Restitution afrikanischer Kulturgüter*, aus dem Französischen von Daniel Fastner Berlin, Matthes & Seitz, 2019. Voir aussi B. Savoy, *Afrikas Kampf um seine Kunst. Geschichte einer postkolonialen Niederlage*, Munich, C. H. Beck, 2021. L'ouvrage a été publié en français aux Éditions du Seuil : *Le long combat de l'Afrique pour son art*, Paris, Seuil, 2023.

17 Deutscher Museumsbund (dir.), *Leitfaden : Umgang mit Sammlungsgut aus kolonialen Kontexten*, Berlin, 2021.

18 Glenn Penny, *Im Schatten Humboldts : Eine tragische Geschichte der deutschen Ethnologie*, Munich, Beck, 2019 ; Anna-Maria Brandstetter, Vera Hierholzer (dir.), *Nicht nur Raubkunst ! Sensible Dinge in Museen und universitären Sammlungen*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2017.

de polémiques sur la responsabilité des musées et sur le fait que l'ensemble des collections extra-européennes sont le résultat de politiques de pillages ou de ventes forcées.

L'histoire est toujours contemporaine

Le tissage d'un « nouveau narratif »

Parallèlement à cette effervescence mémorielle et ce dynamique institutionnel, la re-fondation des liens franco-germano-africains passe par le tissage de ce que le politologue, historien et professeur à l'université du Witwatersrand de Johannesburg, Achille Mbembe a qualifié de « nouveau narratif ». Missionné par Emmanuel Macron pour produire un rapport de 140 pages intitulé « Les nouvelles relations Afrique-France : relever ensemble les défis de demain », A. Mbembe insiste beaucoup sur la nécessaire centralité du « récit de l'histoire des relations entre l'Afrique et la France ». Pour sortir du piège d'une histoire écrite par l'ancienne puissance impériale et qui a ainsi contribué à la construction d'un « écran colonial », derrière lequel les préjugés idéologiques empêchèrent de saisir les évolutions des sociétés colonisées, l'auteur du rapport encourage la formation d'une commission présidée par un ou une historienne ou un tandem d'historiens africains ou franco-africains, chargée d'écrire « une nouvelle histoire des relations entre l'Afrique et la France, à travers des yeux africains¹⁹. »

Les études internationales et pluridisciplinaires consacrées aux traites négrières²⁰, aux voyages scientifiques, aux productions artistiques²¹, aux migrations de travail vers l'Europe ou au « moment colonial » des sciences sociales ont déjà permis de déconstruire le regard occidental²². En même temps, cette histoire a également fait l'objet d'une réflexion très poussée, depuis la seconde moitié du XIXe siècle, sur la modernité, et plus précisément sur les colonies comme « laboratoire de la modernité » pour l'Europe dans l'architecture ou la construction urbaine par exemple, dans les grands projets techniques, l'eugénisme ou la médecine coloniale et bien d'autres domaines de l'histoire de la connaissance²³. Indissociable de la notion de progrès, cette idée se

19 Achille Mbembe, *Les nouvelles relations Afrique-France : relever ensemble les défis de demain*, octobre 2021, p. 123.

20 Sur ces enjeux de terminologie, Olivier Grenouilleau, « Les traites négrières, ou les limites d'une lecture européo-centrique », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 52-4bis, 2005, pp. 30-45.

21 Philippe Dagen, *Primitivismes : une invention moderne*, Paris, Gallimard, 2019 ; P. Dagen, *Primitivismes 2 : Une guerre moderne*, Paris, Gallimard, 2021.

22 Nguigi wa Thiong'o, *Decolonizing the Mind. The Politics of Language in African Literature*, Londres, James Carrey, 1986 ; Anne Kwaschik, « Die Verwissenschaftlichung des Kolonialen als kultureller Code und internationale Praxis », *Historische Anthropologie*, 28, 2020, pp. 399-423.

23 Emmanuelle Sibeud, *Une science impériale pour l'Afrique ? La construction des savoirs africanistes en France 1878-1930*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences sociales, 2002.

manifestait autant dans l'idéologie et la pratique des « missions civilisatrices » que dans la politique des organisations internationales, que ce soit la politique mandataire de la Société des Nations²⁴ ou les politiques de développement et de population après 1945. Dans son essai *Afrotopia*, Felwine Sarr dénonce le mythe occidental du développement projeté sur les sociétés africaines et appelle à décoloniser les esprits de part et d'autre de la Méditerranée pour permettre à l'Afrique de redevenir le « poumon spirituel du monde²⁵. »

Actuellement, les historiennes et les historiens élargissent ces objets de recherche par des approches plus sensibles aux interactions opérées entre les puissances coloniales et les populations dans différents espaces impériaux, notamment à travers le prisme du genre²⁶. Enfin à l'époque de la Guerre froide, le continent africain en voie d'émancipation a dû s'insérer dans le nouvel ordre bipolaire et apprendre à utiliser la nouvelle grammaire politique et idéologique pour mettre en œuvre des politiques de modernisations socio-économique avec le soutien d'acteurs politiques et économiques des deux Blocs²⁷.

Présentation de l'ouvrage

Un colloque inscrit dans une dynamique générale
de coopération scientifique

Dans ce contexte très dense autour des legs du colonialisme européen, le comité franco-allemand des historiens (CFAH) a souhaité en 2021 pour la première fois de son histoire consacrer son colloque bisannuel aux questions de représentations, de transferts et de relations entre la France, les Allemagnes et l'Afrique à l'époque contemporaine. Par le passé, le comité franco-allemand des historiens, enclin à étudier des thématiques sous un angle franco-allemand (les médias en 2008, les syndicats et les

24 Susan Pedersen, *The Guardians. The League of Nations and the Crisis of Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

25 Felwine Sarr, *Afrotopia*, Paris, P. Rey, 2016, p. 155.

26 Joël Glasman, *Les corps habillés au Togo. Genèse coloniale des métiers de police*, Paris, Éditions Karthala, 2014 ; Romain Tiquet, *Travail forcé et mobilisation de la main d'œuvre au Sénégal : années 1920-années 1960*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2019 ; Emmanuelle Bouilly, Ophélie Rillon (dir.), « Femmes africaines et mobilisations collectives (années 1940-1970) », *Le Mouvement social*, n°255, 2016/2, pp. 87-101 ; Florence Wenzel, « Penser la place sociale des femmes. Imaginaires de guerre froide dans la presse tanzanienne (1961-1976) », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 57, 2023/1, pp. 185-196. Voir plus généralement les travaux publiés dans la Revue d'Histoire contemporaine de l'Afrique.

27 Antoine-Denis N'Dimina-Mougala, « Les manifestations de la guerre froide en Afrique centrale (1961-1989) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2009, n° 233, pp. 53-65 ; Pascale Barthélémy, « Macoucou à Pékin. L'arène internationale : une ressource politique pour les Africaines dans les années 1940-1950 », *Le Mouvement Social*, n°255, 2016/2, pp. 17-33.

comportements ouvriers en 2012, le Rhin en 2016, la solidarité en 2018) ou transnational (la condition féminine en 2014), avait déjà fait le choix d'étudier des objets tiers comme la Russie en 1998, l'Amérique du Nord en 2004 ou la mondialisation en 2010. Mais pour la première fois, les organisateurs du 15^e colloque du CFAH avaient souhaité apporter une contribution intellectuelle aux débats historiographiques consacrés à l'histoire de l'Afrique mais aussi de manière plus large à l'histoire globale, connectée et aux études post-coloniales.

Au croisement de plusieurs courants historiographiques – l'histoire impériale, l'histoire culturelle, l'histoire des savoirs, l'histoire à « parts égales », la micro-histoire des violences coloniales, l'histoire décentrée de la Guerre froide et l'histoire de l'Afrique – l'objectif scientifique était de mobiliser la fécondité et les vertus du bilatéral franco-allemand à l'histoire de l'Afrique. Il s'agissait aussi au travers de cette manifestation de constituer un pont intellectuel entre des historiens français, allemands et africains, favorisant ainsi un dialogue historiographique fécond. Avec le Centre Marc Bloch qui a aimablement accueilli notre colloque sous forme hybride du 18 au 19 novembre 2021, nous avons trouvé un lieu où l'on travaille également dans le sens de cet élargissement thématique et méthodologique.

Notre initiative s'inscrit plus largement dans un paysage scientifique franco-allemand de plus en plus soucieux d'établir des collaborations scientifiques avec des universités africaines. Par exemple, depuis plusieurs années, l'Institut Historique Allemand (IHA) de Paris entretient une féconde coopération avec des institutions allemandes, françaises et sénégalaises. Entre 2015 et 2018, en coopération avec le Centre de recherche sur les politiques sociales de Dakar (CREPOS), un projet de recherche portait sur « Identité, identification et bureaucratisation en Afrique subsaharienne (XIX^e–XXI^e siècle) ». Depuis 2017, un groupe de recherche transnational financé par la fondation Max Weber et dédié à la « La bureaucratisation des sociétés africaines » a été créé à Dakar. Ce programme de recherche repose également sur la coopération entre le CREPOS et l'IHA et il est partenaire du nouvel Institut d'Études avancées en Afrique (MIASA) financé par le Ministère fédéral allemand de l'Éducation et de la Recherche dont le site principal se trouve à Accra au Ghana. Parallèlement, l'Institut d'Études Avancées de Nantes créé en 2009 est un lieu de dialogue entre chercheurs occidentaux et africains dans le domaine des sciences sociales et humaines, et tout particulièrement en histoire.

À l'échelle du colloque organisé par le comité franco-allemand des historiens, cette démarche s'est déjà traduite par la mise en place d'un conseil scientifique constitué à parts égales d'historiens français et allemands d'une part, africains d'autre part que nous tenons à remercier chaleureusement pour leur collaboration : Yacouba Banhoro de l'Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou, Hamidou Dia de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Amadou Dramé de l'IHA Paris et du CREPOS-Dakar, Joël Glasman de l'Université de Bayreuth, Nadine Machikou de l'Université de Yaoundé, Romain Tiquet de Institut des Mondes Africains, Jakob Vogel du Centre Marc

Bloch Berlin / Sciences Po Paris et Gilbert Dotsé Yigbe de l'Université de Lomé. Parmi eux, nos collègues Gilbert Dotsé Yigbe et Romain Tiquet ont accepté de rédiger respectivement une préface et une postface, contribuant ainsi à enrichir les regards scientifiques sur les contributions de ce colloque.

Plus concrètement, l'objectif scientifique de notre ouvrage est bien de proposer une histoire à parts égales en tenant compte non seulement de l'histoire allemande et française de l'Afrique subsaharienne et du Maghreb mais aussi de l'histoire africaine de l'Allemagne et de la France à l'époque contemporaine. Depuis l'époque des Lumières, l'histoire de l'Afrique a été racontée par le truchement de catégories et de termes issus du répertoire de ce que Mudimbe a qualifié de « bibliothèque coloniale²⁸. » Indépendamment de leurs histoires nationales propres, l'Allemagne et la France partagent avec d'autres puissances coloniales comme la Grande-Bretagne ou la Belgique, les mêmes discours idéologiques, les mêmes pratiques socio- et biopolitiques. Leurs perspectives (post)coloniales sur l'Afrique se réfèrent constamment l'une à l'autre, elles s'enchaînent parfois.

Nous avons retenu pour cette manifestation scientifique trois grandes thématiques qui constitueront l'ossature de cet ouvrage collectif : les ordres coloniaux et les rivalités impériales, les ordres postcoloniaux ; la Guerre froide et la décolonisation.

Ordres coloniaux et rivalités impériales

Le premier axe vise à interroger la manière dont l'ordre colonial structure les relations ordinaires au cours de la période de domination européenne de l'Afrique. Essentiellement asymétriques, ces relations étaient aussi coopératives avec des phénomènes de co-construction des pratiques savantes et des contenus culturels. Il n'en demeure pas moins qu'en raison de la pénétration bureaucratique limitée des espaces coloniaux, la violence (elle aussi partagée et participative) organisait l'économie des relations quotidiennes.

Dans sa contribution consacrée au Kilimandjaro, *Delphine Froment* montre bien qu'au-delà d'un discours impérial autour de la prétendue « germanité » du Kilimandjaro, l'administration coloniale allemande a dû coopérer avec les autochtones et avec les Britanniques pour gérer les circulations, notamment clandestines, ainsi que les catastrophes naturelles qui dépassent les frontières de l'Empire colonial allemand. La plus-value d'une telle analyse articulant micro-histoire et histoire transimpériale, c'est de mettre en évidence le fait que, contrairement à ce que l'histoire impériale a

28 Valentin-Yves Mudimbe, *The invention of Africa. Gnosis, philosophy, and the order of knowledge*, Bloomington, Indiana University Press, 1988. L'ouvrage a été traduit seulement en 2021 en français : *L'Invention de l'Afrique : Gnose, philosophie et ordre de la connaissance*, traduit de l'anglais par Laurent Vannini, Paris, Présence africaine, 2021.

longtemps laissé penser, les empires coloniaux ne peuvent pas être vus uniquement comme de grands ensembles géopolitiques omnipotents toujours rivaux. La période coloniale allemande en Afrique de l'Est, si elle consacre pour une trentaine d'années le Kilimandjaro comme « montagne allemande », est donc aussi (et surtout) un moment où les pratiques touristiques et alpinistes du Kilimandjaro s'exportent à travers le monde et à travers les sociétés et les cultures, qu'elles soient africaines ou occidentales. Cela tient directement au processus de construction transnationale d'un imaginaire autour du Kilimandjaro, à l'œuvre depuis le milieu du XIX^e siècle.

Dans une approche micro-historique de la violence, *Marie Muschalek* se demande quel rôle la violence a joué dans la structuration de l'ordre colonial. La situation historique spécifique dans laquelle la police d'État a opéré en Afrique du Sud-Ouest allemande, sa composition particulière et ses pratiques policières organisationnelles ont généré des configurations dans lesquelles des alliances éphémères ont pu être constituées au-delà de diverses frontières. La violence était souvent la pratique sociale avec laquelle ces communautés éphémères étaient formées. Selon elle, ces collaborations ont produit un État remarquablement puissant, bien qu'instable. Certes, l'État formel conçu par les juristes et les théoriciens de l'État n'avait pas grand-chose à voir avec l'État improvisé et semi-officiel créé par les échelons inférieurs de l'administration coloniale. Mais les deux se renforcent mutuellement. Il n'est pas rare que l'État formel justifie a posteriori l'État improvisé, ou que l'État improvisé se réfère à la légitimité présumée de l'État formel. Malgré la rupture traumatique de la colonisation allemande et de la guerre génocidaire, une société d'après-guerre a émergé avec toutes les formes de conflit et de coopération typiques de l'ordre social. Il s'agissait certes d'un ordre instable, sujet à des perturbations, effroyablement cruel pour beaucoup et insatisfaisant même pour ses bénéficiaires ostensibles. Mais – et c'est là la conclusion troublante de cette étude – le colonialisme, malgré toute son injustice et sa brutalité, a souvent été à la source de formes de coopération.

En prenant comme objet d'étude la diaspora camerounaise dans la France de l'entre-deux-guerres, *Emmanuel Tchumtchoua* interroge à la fois les modalités de l'intervention de cette dernière dans le domaine politique et la construction d'un imaginaire binaire et manichéiste tant dans ses rapports à l'Allemagne que dans son combat pour un changement du statut du pays. Loin de former un bloc monolithique, cette diaspora composée d'étudiants, d'aventuriers ou de militants indépendantistes avait sa lecture du passé et du présent du Cameroun avec en filigrane une certaine représentation des deux puissances qui avaient administré le pays jusqu'alors. Qu'ils soient partisans de la cause Douala, du panafricanisme, ou des tenants de l'évolution progressive, chacun des groupes se refusait à penser le maintien du *statu quo*. La France, de son côté, n'envisagea aucunement la possibilité d'indépendance ou même de simple changement de statut. Elle chercha à courtiser cette diaspora en l'instrumentalisant dans son combat contre les prétentions coloniales allemandes. Seulement, cette alliance aux intérêts divergents ne dura que le temps du combat contre le nazisme.

Ordres postcoloniaux

La partie consacrée aux ordres post-coloniaux est la plus fournie avec cinq contributions relevant de l'histoire post-coloniale d'une part et des études mémorielles d'autre part. L'enjeu commun est bien de mettre en lumière les phénomènes de continuité avec la période coloniale mais aussi les tentatives de rupture.

La contribution de *Robin Frisch* met en lumière la tentative du premier président du Togo, Sylvanus Olympio (rapidement assassiné en 1963), de créer une monnaie souveraine et d'établir une plus grande indépendance économique par rapport à la France. Pour ce faire, Olympio négocie avec l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne, le Ghana et le Nigeria la possibilité de rattacher une monnaie souveraine ou de créer une zone monétaire. Cette politique monétaire se révéla vite un « choix impossible » car il fallut équilibrer le budget public et satisfaire les besoins des pressions politiques internes et externes. La contribution de *Martin Rempe* consacrée au bestseller d'Anton Zischka sur l'Afrique permet de mettre en lumière le succès dans les années 1950 et 1960 du concept d'Eurafrica parmi un public à la fois large et éclectique composé d'hommes politiques, d'hommes d'affaires, d'universitaires parfois compromis avec le national-socialisme. La large résonance sociétale de l'Eurafrica de Zischka ne peut toutefois pas s'expliquer uniquement par le fait qu'il a puisé dans différentes traditions de pensée et qu'il a su articuler ses idées dans des contextes socioculturels différents. En particulier, les réactions qui se sont rapprochées d'une véritable communauté de croyants doivent être interprétées comme l'indice d'une incertitude et d'une peur généralisées quant à l'avenir proche. Les rêves d'exploitation coloniale côtoyaient des visions de développement pour l'Afrique clairement définies par la théorie de la modernisation, ouvrant la voie à un décollage rapide du continent. L'accent mis sur la technocratie apolitique ne l'a pas empêché de promouvoir l'Eurafrica comme une « troisième force » qui garantirait l'affirmation géopolitique de l'Europe par rapport aux deux superpuissances.

L'ordre post-colonial s'inscrit souvent dans la continuité du régime précédent. C'est ce que montre l'article de *Daniel Georges Nana Komey* sur les rapports de tournées administratives dans le Cameroun indépendant. Il souligne les effets du long travail de l'imaginaire produit par la violence coloniale qui a enfermé des pans entiers de la population camerounaise dans la tribalité. L'inscription du style administratif colonial dans un régime administratif d'un État souverain est rendue possible par la continuité en termes de personnel. Jusqu'au milieu des années 1970, la plupart des anciens subalternes, des adjoints administratifs et des secrétaires d'administration furent propulsés grâce à la politique de camerounisation de la fonction publique, sous-préfets ou préfets.

L'ordre post-colonial est traversé par des dynamiques mémorielles étudiées par Johannes Grossmann, Agée Célestin Lomo Myazhiom et Elise Pape. Dans son article consacré aux perspectives franco-allemandes sur le passé colonial, *Johannes Grossmann*

cherche à esquisser les défis et les avantages d'un regard franco-allemand sur l'histoire coloniale et postcoloniale. Il rappelle que l'héritage délicat et asymétrique du colonialisme que l'on peut saisir à travers l'étude des cultures mémorielles et des traces matérielles ne plus être appréhendé uniquement comme un héritage national. Il faut le penser comme un legs européen et mondial partagé. Il plaide pour faire face à cet héritage partagé et ainsi surmonter le nationalisme méthodologique pour mieux trouver des réponses communes. Dans leur contribution à quatre mains, l'ethnologue *Agée Célestin Lomo Myazhiom* et la sociologue *Elise Pape* analysent les demandes de restitutions de restes humains à l'échelle de l'Université de Strasbourg. Ces dernières exigent selon les auteurs un travail historiographique sur le passé franco-allemand de l'Université et des recherches historiques et socio-anthropologiques sur l'impact de la saisie et de l'étude de ces restes humains sur le long cours. Les continuités, ou les ruptures, les coopérations ou les divergences entre chercheurs en médecine français et allemands demandent à être étudiées. Une enquête sur l'impact de la saisie des restes humains durant l'époque coloniale à partir d'une perspective croisée, notamment franco-allemande, semble également de mise.

Guerre froide et décolonisation

Au sein d'un champ historiographique à la fois aussi imposant, balisé et marqué par des tentatives de renouvellement autour d'une approche globale ou décentrée que le sont les *Cold War Studies*, l'Afrique reste toujours un des terrains les moins exploités en dépit de récentes recherches sur les socialismes africains²⁹. Les histoires des socialismes, que ces derniers soient ou non « réels » ont trop longtemps négligé l'Afrique. Or il a existé en Afrique de très nombreux régimes qui se sont réclamés du socialisme « africain » ou « scientifique » de même que de très nombreux opposants qui ont d'autant plus cherché leur inspiration dans les outils théoriques construits par le marxisme – ou sa vulgate – que celui-ci leur semblait proposer une théorie de l'histoire favorable aux peuples colonisés ou anciennement colonisés.

Les contributions de *Moustapha Sow* et *Kodzo Gozo* sont consacrées à l'analyse de deux trajectoires post-coloniales, celles du Sénégal et du Togo, la première analysée à l'aune de la rivalité politique entre le président Léopold Senghor et son premier ministre Mamadou Dia, la seconde étudiée dans le cadre du triangle France-RFA-RDA. Ces deux recherches partagent plusieurs points communs. Sur le plan méthodologique et thématique, elles croisent essentiellement des archives diplomatiques et des sources de presse et réfléchissent à la manière dont les élites politiques sénégalaises et togolaises cherchent à tirer profit au mieux du contexte international et des rapports bilatéraux

29 Collectif, *Socialismes en Afrique*, Paris, Ed. de l'EHESS, 2021.

avec l'ancienne puissance coloniale et des nouveaux arrivants comme l'URSS, la RFA ou la RDA. Sur le plan heuristique, on est frappé par la présence explicite ou implicite de la notion de jeu. Cette dernière vient nous rappeler que les relations internationales à l'ère de la bipolarité sont de nature concurrentielle et que les différents partenaires sont dans des relations d'interdépendance qui se stabilisent parfois dans un « équilibre des forces ». Les États africains ont aussi cherché à écrire leur propre partition en jouant avec les rivalités de la Guerre froide. Ils ont su demander de l'aide aux « États frères » du bloc de l'Est sans pour autant rompre avec les anciennes puissances coloniales et les États-Unis, même lorsqu'ils revendiquaient explicitement leurs alliances avec le bloc de l'Est. De ce point de vue, les États africains ont cassé les logiques de la Guerre froide guidés par ce souci prioritaire de modernisation socio-économique. Dans le cas du Sénégal étudié par *Moustapha Sow*, on voit comment la Guerre froide produit des effets sur le champ politique sénégalais. On retrouve un modèle de Guerre froide au cœur du régime parlementaire bicéphale au sein duquel Léopold Senghor a la main sur la politique extérieure et où Mamadou Dia, son premier ministre, définit et conduit la politique intérieure sur le plan économique et social. Dia incarne une possible voie africaine vers le socialisme. Il plaide pour la construction d'un socialisme authentique avec l'aide de l'Occident, c'est-à-dire d'un socialisme adapté aux réalités africaines en pensant à une solution yougoslave. Dans le cas du Togo, *Kodzo Gozo* met en lumière une compétition inter-allemande pour la reconnaissance internationale. Bonn et Berlin-Est veulent faire du Togo une vitrine de l'aide au développement. Mais le cas du Togo montre bien qu'il ne faut pas réduire l'histoire de la Guerre froide à une confrontation bloc contre bloc. La rivalité franco/ouest-allemande est de fait le fil directeur de cet article avec une mise en valeur post-coloniale d'une mémoire valorisant la colonisation modèle de l'Allemagne impériale.

Dans une veine relevant de l'histoire culturelle, la contribution de *Perrine Val* permet au travers de la filmographie étudiée d'analyser les représentations est-allemandes sur les pays africains et arabes filmés. L'Afrique permet à la RDA d'adopter une posture valorisante, à travers les liens tissés et l'aide fournie, sans jamais s'interroger sur le regard postcolonial qui imprègne ces échanges. Le passé colonial de la plupart de ces pays est présenté comme un chapitre douloureux mais définitivement clos. Les documentaires donnent très rarement la parole aux Africains et aux Africaines et n'établissent aucun lien entre ces populations et les émigrés venus travailler en RDA, alors que l'un des buts des visites officielles était la signature d'accord pour favoriser l'envoi de main d'œuvre.

Au final, la perspective franco-allemande et africaine développée dans cet ouvrage collectif se donne comme ambition d'éclairer les enjeux actuels de la politique historique et mémorielle et de mettre en lumière les différentes évolutions historiographiques. Ce livre est aussi une promesse : contribuer à un dialogue historiographique à parts égales, capable de déconstruire « l'écran colonial » et d'enrichir les réflexions autour des nouveaux récits historiques.

Ce projet éditorial n'aurait pas été possible sans le généreux financement accordé par l'Université franco-allemande. Grâce à ce précieux soutien et à l'engagement décisif du Centre Marc Bloch de Berlin à travers son ancien directeur, Jakob Vogel, son nouveau directeur, Jay Rowell, et sa secrétaire générale Aurélie Denoyer, le colloque organisé en novembre 2021 fut une réussite sur le plan organisationnel, intellectuel et humain en dépit du contexte de pandémie de covid-19. Le travail préparatoire des membres de la chaire d'histoire des savoirs d'Anne Kwaschik fut également précieux.

Cette publication est une entreprise franco-allemande qui bénéficia du travail soigné de lectorat assuré par Mickaël Georgeault pour la partie française et par Anahita Amanolahi pour la partie allemande. Nous les remercions tous les deux très chaleureusement. Enfin, le suivi éditorial du volume avec Steiner Verlag, de sa conception jusqu'à sa production fut assuré de manière efficace et dans un climat de confiance par Katherina Stüdemann puis par Johannes Klemm.

Ordres coloniaux et rivalités impéiales
Koloniale Ordnungen und imperiale Rivalitäten

Le Kilimandjaro, une montagne allemande ?

Entre discours et pratiques impériales du Kilimandjaro durant la période coloniale allemande

DELPHINE FROMENT

Quelques jours plus tard, je fus autorisé à rendre compte de mon expédition au souverain impérial. Sa Majesté accepta gracieusement l'hommage que je lui avais rendu avec le nom de « sommet de l'empereur Guillaume », que j'avais rapporté *in natura*. Le plus haut sommet allemand repose désormais sur le bureau de celui qui se trouve lui-même au plus haut sommet de l'Allemagne. Que cela soit vu comme le signe tangible et la garantie heureuse de l'expression, autrefois utilisée par le grand César, et désormais appliquée à l'Afrique : « *te teneo, Africa ! je te tiens, Afrique !* » De même que le drapeau allemand flotte triomphalement sur le plus haut sommet de la terre africaine, la morale allemande et la culture allemande répercuteront aussi avec ce patronage impérial leur lumière sur le continent noir : une bénédiction pour la colonie, un bienfait pour les colonisateurs, un honneur pour la patrie¹.

Le 6 octobre 1889, l'explorateur allemand Hans Meyer atteint le sommet du Kilimandjaro, montagne est-africaine récemment intégrée au territoire de la jeune Afrique orientale allemande. De retour en Allemagne, il obtient une audience auprès de l'empereur Guillaume II et lui fait part de ce qui est alors vu comme un exploit : selon une terminologie alors courante, le Kilimandjaro a été « conquis » – et qui plus est, il l'a été par un Allemand. Meyer a d'ailleurs pris soin de mettre en scène son ascension par une double symbolique : il offre à l'empereur une pierre ramassée au sommet, et, en son honneur, rebaptise le point culminant du Kilimandjaro « Kaiser-Wilhelm-Spitze ». La

¹ Hans Meyer, *Ostafrikanische Gletscherfahrten. Forschungsreisen im Kilimandscharo-Gebiet*, Leipzig, Dunc-ker und Humblot Verlag, 1890, pp. 255–256.

pierre, longtemps conservée et exposée au Nouveau Palais de Potsdam, est vue comme le signe tangible d'une prise de possession allemande de cette montagne est-africaine ; quant au nouveau nom donné au point culminant du Kilimandjaro, il atteste définitivement de la présence impériale allemande en Afrique de l'Est. Mieux encore, c'est pour Meyer un marqueur de la grandeur et de la puissance du Deuxième Reich : avec ses 5 895 mètres, le Kilimandjaro est alors déjà réputé plus haute montagne du continent africain. Aussi, que le drapeau allemand y flotte, c'est faire reconnaître à l'ensemble des puissances coloniales européennes – et en particulier au voisin britannique rival – la part du lion que l'Allemagne est en train de se tailler en Afrique. Et c'est un symbole éclatant de la prétendue supériorité non seulement occidentale, mais aussi et surtout allemande, qui justifie une « mission civilisatrice » en Afrique, se manifestant dès lors par la colonisation du continent – et les Allemands seraient, selon cette logique, les plus fiers hérauts de cette civilisation occidentale que les Européens entendent exporter et diffuser dans le monde.

C'est en grande partie sous l'impulsion de Meyer que le Kilimandjaro devient au tournant du xx^e siècle un emblème de la grandeur de l'empire allemand². Le fait que la plus haute montagne d'Afrique ait été explorée par plusieurs Allemands depuis 1848, puis conquise par un Allemand en 1889, et définitivement intégrée à l'Afrique orientale allemande en 1890, est régulièrement rappelé au début du xx^e siècle pour souligner le passé allemand du Kilimandjaro – et ce passé allemand reste glorifié jusque dans la période nazie, bien après la perte des colonies en 1919. Surtout, il est aujourd'hui encore régulièrement mis en avant dans les médias et la culture populaire, ainsi que dans l'historiographie³.

Néanmoins, si le Kilimandjaro est revendiqué comme une montagne « allemande » dans les discours, qu'en est-il en réalité de cette appropriation territoriale, politique et culturelle durant la période coloniale allemande, tant en termes de pratiques que de représentations ? De fait, au-delà de ce discours impérial allemand sur le Kilimandjaro et en dépit des tentatives d'appropriation territoriale de cette montagne par les Allemands dès le tournant du xx^e siècle – tentatives dont témoignent divers récits et correspondances de voyageurs allemands, l'iconographie (photographies,

2 Boris Michel, « Making Mount Kilimanjaro German : Nation Building and Heroic Masculinity in the Colonial Geographies of Hans Meyer », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 44, 2019, pp. 493–508.

3 Du côté des médias, voir par exemple : Marc von Lüpke-Schwarz, « Als Deutschlands höchster Berg in Afrika lag », *Deutsche Welle* [En ligne], mis en ligne le 25 octobre 2013, URL : <https://www.dw.com/de/als-deutschlands-h%C3%B6chster-berg-in-afrika-lag/a-17171342>, 30.10.2023, Autre signe de la mise en valeur du passé allemand du Kilimandjaro, l'exposition « Deutscher Kolonialismus » organisée au *Deutsches Historisches Museum* de Berlin entre le 14 octobre 2016 et le 14 mai 2017, a également consacré une salle entière au Kilimandjaro. Du côté de l'historiographie, voir en particulier : Christof Hamann et Alexander Honold, *Kilimandscharo. Die deutsche Geschichte eines afrikanischen Berges*, Berlin, Klaus Wagenbach, 2011 ; Christof Hamann et Alexander Honold, « Der Kilimandscharo » dans Zimmerer, Jürgen (éd.), *Kein Platz an der Sonne*, Francfort/Main, Campus, 2013, pp. 81–95.

peintures) et les sources administratives allemandes – il semble utile de questionner et de dépasser cette idée du toit de l’Afrique comme « montagne allemande ». En effet, le Kilimandjaro a également été exploré et visité par d’autres voyageurs occidentaux (avant tout britanniques) ou africains, qui ont eux aussi œuvré à la construction et à la diffusion des savoirs et des représentations sur cette montagne. Par ailleurs, l’étude de l’administration allemande au Kilimandjaro montre, dans la lignée du renouvellement historiographique opéré par l’histoire des empires, que celle-ci n’a pas non plus été sans connaître quelques limites, et n’a pu d’ailleurs se faire qu’avec le soutien des populations locales⁴. En outre, le début du xx^e siècle voit le Kilimandjaro attirer de plus en plus de voyageurs, chasseurs et alpinistes venus de l’ensemble du monde occidental – qui voient moins dans le Kilimandjaro un symbole de la toute-puissance coloniale germanique que comme un incontournable *topos* est-africain.

Des expéditions transnationales aux rivalités impériales : la conquête allemande du Kilimandjaro

Inconnu des Européens jusqu’en 1848, le Kilimandjaro entre dans le champ des connaissances occidentales dans la seconde moitié du xix^e siècle. Plusieurs explorations y sont menées entre les années 1860 et 1880, hors de tout contexte colonial – le *Scramble for East Africa* ne débutant qu’en 1884. Essentiellement menées par des acteurs allemands ou britanniques, ces explorations sont d’abord marquées du sceau de la collaboration transnationale avant de céder le pas à des concurrences institutionnelles, qui semblent en fait très vite recouper des rivalités impériales latentes – rivalités qui se concrétisent à partir de 1884–1885.

En 1848, c’est ainsi un missionnaire allemand, Johannes Rebmann qui est le premier à rapporter des observations sur cette haute montagne enneigée de l’*hinterland* est-africain. Mais il est alors au service d’une institution britannique, la *Church Missionary Society* – et c’est donc d’abord dans des médias britanniques et à la *Royal Geographical Society* que sont diffusées (et discutées) les observations rapportées par

4 Voir par exemple : Georges Balandier, « Sociologie de la colonisation et relations entre sociétés globales », *Cahiers internationaux de sociologie*, décembre 1954, vol. 17 ; Georges Balandier, *Sociologie actuelle de l’Afrique noire. Dynamique sociale en Afrique centrale*, Paris, Presses universitaires de France, 1971 ; Ronald Robinson, « Non-European Foundations of European Imperialism : Sketch for a Theory of Collaboration » dans Robert Owen et Robert B. Sutcliff (eds.), *Studies in the Theory of Imperialism*, Londres, Longman, 1972, pp. 117–142 ; Klaas van Walraven, Jan Abbink et Mirjam de Bruijn (eds.), *Rethinking Resistance : Revolt and Violence in African History*, s.l., Brill, 2003 ; John Darwin, *Unfinished Empire. The Global Expansion of Britain*, Londres, Allen Lane, 2012 ; Pierre Singaravélou (ed.), *Les empires coloniaux. xix^e-xx^e siècle*, Paris, Points, 2013.

Rebmann⁵. Après les trois expéditions de Johannes Rebmann en 1848–1849, le baron hanovrien Claus von der Decken se rend à deux reprises au Kilimandjaro, d'abord en 1861 accompagné du géologue britannique Richard Thornton, puis en 1862, accompagné cette fois par le chimiste saxon Otto Kersten – double expédition dont sont tirés plusieurs ouvrages scientifiques sur le massif, et qui reçoit la prestigieuse « Founder's Gold Medal » de la *Royal Geographical Society*⁶. En 1871 et 1875, le missionnaire britannique Charles New, qui avait rencontré von der Decken quelques années plus tôt à son retour du Kilimandjaro, et avait souhaité depuis lors s'y rendre à son tour, entreprend deux expéditions au pied de la montagne dans le cadre de ses activités évangélisatrices⁷. Ainsi, les premières expéditions exploratoires européennes s'étant rendues au Kilimandjaro sont d'abord le fait de rencontres informelles et motivées par des projets individuels, et sont donc des entreprises menées par des acteurs mettant finalement peu en avant leur nationalité.

Néanmoins, devant l'intérêt scientifique croissant que prend le Kilimandjaro comme objet-montagne dans un XIX^e siècle très marqué par les pratiques et représentations humboldtiennes de la nature, plusieurs institutions savantes envisagent, au tournant des années 1880, d'organiser des expéditions passant par le Kilimandjaro, voire faisant de l'étude de la montagne le cœur de leur mission. C'est ainsi de manière presque concomitante qu'entre 1883 et 1885, trois expéditions scientifiques sont organisées entre l'Allemagne et le Royaume-Uni, par d'importantes institutions savantes : celle, côté allemand, de Gustav Adolf Fischer, soutenue financièrement par la Société de géographie de Hambourg, et celles, côté britannique, de Joseph Thomson et de Harry Johnston, envoyées par la *Royal Geographical Society* (RGS) et la *British Association for the Advancement of Science* (BAAS)⁸. Or, les préparatifs de chaque expédition

5 Johannes Rebmann, « Narrative of a Journey to Jagga, the Snow Country of Eastern Africa », *The Church Missionary Intelligencer*, 1, 1, 1849, pp. 12–23 ; Johannes Rebmann, « Narrative of a Journey to Madjame, in Jagga (1/2) », *The Church Missionary Intelligencer*, 1, 12, 1850, pp. 272–276 ; Johannes Rebmann, « Narrative of a Journey to Madjame, in Jagga (2/2) », *The Church Missionary Intelligencer*, 1, 13, 1850, pp. 307–312 ; Johannes Rebmann, « Narrative of a Journey to Madjame, in Kirima, during April, May, and June 1849 (1/2) », *The Church Missionary Intelligencer*, 1, 14, 1850, pp. 327–330 ; Johannes Rebmann, « Narrative of a Journey to Madjame, in Kirima, during April, May, and June 1849 (2/2) », *The Church Missionary Intelligencer*, 1, 16, 1850, pp. 376–381. Voir également : Roy C. Bridges, « Europeans and East Africans in the Age of Exploration », *The Geographical Journal*, 139, 2, 1973, pp. 220–232.

6 Otto Kersten (éd.), *Baron Carl Claus von der Decken's Reisen in Ost-Afrika in den Jahren 1859 bis 1865*, Leipzig, Heidelberg, C. F. Winter, 1869–1879, 3 vols.

7 Charles New, *Life, Wanderings, and Labours in Eastern Africa, with an Account of the First Successful Ascent of the Equatorial Snow Mountain, Kilima Njaro, and Remarks upon East African Slavery*, Londres, Hodder and Stoughton, 1873.

8 Gustav Adolf Fischer, « Bericht über die im Auftrage der Geographischen Gesellschaft in Hamburg unternommene Reise in das Massai-Land. I. Allgemeiner Bericht mit 6 Autotypien », *Mitteilungen der Geographischen Gesellschaft in Hamburg*, 1884–1885, pp. 36–99 ; Joseph Thomson, *Through Masai Land : A Journey of Exploration Among the Snowclad Volcanic Mountains and Strange Tribes of Eastern Equatorial Africa, Being the Narrative of the Royal Geographical Society's Expedition to Mount Kenia and Lake Victoria Nyanza, 1883–1884*, Londres, S. Low, Marston, Searle and Rivington, 1885 ; Harry Hamilton Johnston, *The Kilima-Njaro Expe-*

et la manière dont leur parcours est relaté dans les presses nationales suggèrent une rivalité institutionnelle forte, doublée d'une rivalité nationale et impériale⁹. Du côté de la RGS et de la BAAS, qui sont conseillées et appuyées par le puissant consulat britannique de Zanzibar, et sa figure de proue, Sir John Kirk, il est tout simplement inenvisageable que l'expédition de Johnston doit absolument être menée par un Britannique¹⁰. Quant à Fischer, lui et le consulat allemand de Zanzibar finalisent les préparatifs de son expédition dans la plus grande discrétion, en donnant notamment de fausses informations aux Britanniques sur la route envisagée¹¹. Fischer et Thomson, qui sont sur le terrain en même temps, se succèdent ainsi au Kilimandjaro à quelques jours d'intervalle, mais sans jamais chercher à se croiser, et en essayant même d'avancer plus vite l'un que l'autre. Ces rivalités prennent une dimension nationale et impériale encore plus évidente lorsqu'à l'été 1884 Johnston, parvenu au Kilimandjaro, écrit au *Foreign Office* pour vilipender l'expédition de Fischer et, surtout, implorer le gouvernement britannique de coloniser le massif avant que les Allemands ne le fassent¹².

De fait, au second semestre 1884, la jeune Compagnie de l'Afrique orientale allemande (*Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft*, DOAG), emmenée par Carl Peters, commence à s'approprier des terres dans l'*hinterland* est-africain – et en février 1885, le Reich allemand lui octroie une lettre de protection, reconnaissant les territoires de l'Afrique orientale allemande alors revendiqués par Peters. Ces mouvements inquiètent les Britanniques qui entretenaient depuis près d'un demi-siècle des liens privilégiés avec le sultanat de Zanzibar, principale puissance de la région, et exerçaient par là-même une véritable influence impériale dans cette zone – influence désormais concurrencée par le rival allemand. Au premier semestre 1885, les regards britanniques, zanzibarites et allemands se tournent tous vers le Kilimandjaro, cette montagne désormais bien connue pour la richesse de ses ressources agricoles et son positionnement pensé comme stratégique sur les routes caravanières entre la région des Grands Lacs et la côte swahili. Deux

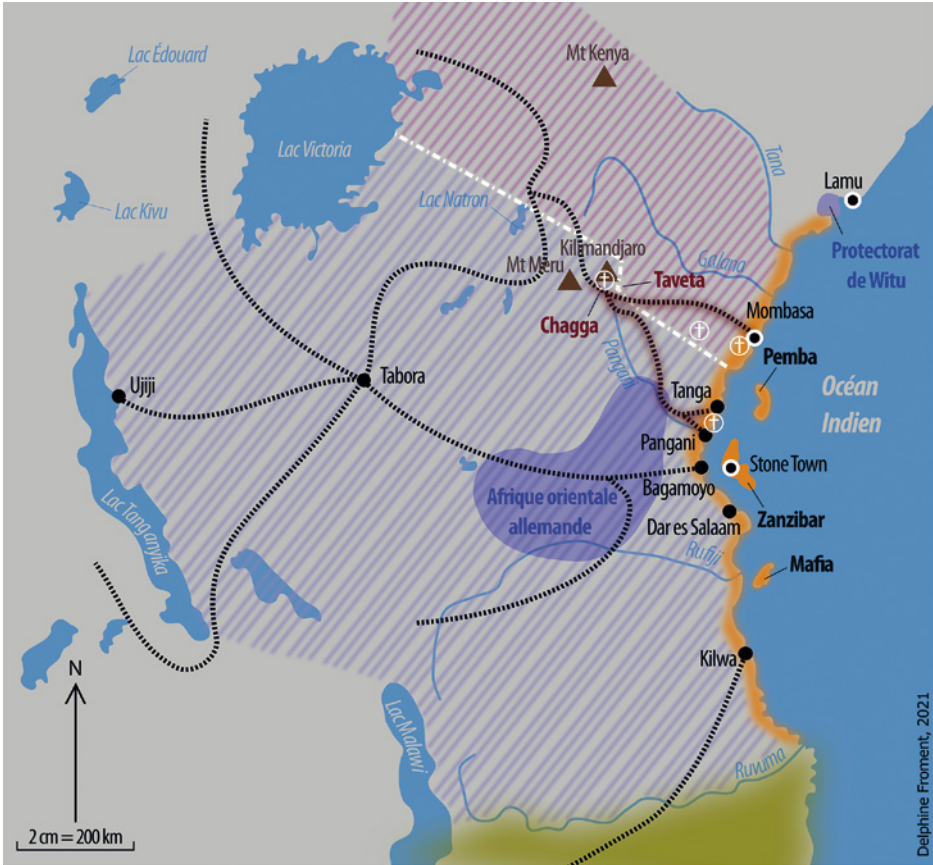
dition. A Record of Scientific Exploration in Eastern Equatorial Africa and a General Description of the Natural History, Languages, and Commerce of the Kilima-Njaro District, Londres, Kegan Paul, 1886.

⁹ Sur l'institutionnalisation, la nationalisation et la politisation des sociétés de géographie au cours du XIX^e siècle, voir notamment : Hélène Blais et Isabelle Laboulais-Lesage (eds.), *Géographies Plurielles. Les sciences géographiques au moment de l'émergence des sciences humaines (1750–1850)*, Paris, L'Harmattan, 2006 ; Jean-Marc Besse, Hélène Blais et Isabelle Surun (eds.), *Naissances de la géographie moderne (1760–1860). Lieux, pratiques et formation des savoirs de l'espace*, Lyon, ENS Éditions, 2010 ; Laura Péaud, *La géographie, émergence d'un champ scientifique. France, Prusse et Grande-Bretagne (1780–1860)*, Lyon, ENS Éditions, 2016.

¹⁰ Voir par exemple : Lettre de Sir John Kirk à Sir Joseph Hooker, Wavertree, 5 novembre 1882, *East Africa – Kilimanjaro Expedition*, RBG Kew, AEX/3/1/13–14.

¹¹ Joseph Thomson, « Mr. Thomson's Report on the Progress of the Society's Expedition to Victoria Nyanza », *Proceedings of the Royal Geographical Society and Monthly Record of Geography*, 5, 9, 1883, pp. 544–550.

¹² Lettre de Harry Hamilton Johnston à Lord Edmond Fitzmaurice, Chagga, 10 juillet 1884, National Archives Kew, FO 881/5037.



L'Afrique de l'Est sous l'influence du sultanat de Zanzibar

- Une influence importante et reconnue des Européens sur la côte swahili
- Les routes caravanières, des voies de pénétration
- Ville avec présence administrative zanzibarite

Une présence européenne croissante

- Consuls, maisons de commerce, compagnies coloniales occidentales
- Station missionnaire
- Territoire revendiqué par l'Allemagne
- Empire portugais

Un Scramble for East Africa menant à un partage germano-britannique

- Route sur laquelle Zanzibar et l'Allemagne obtiennent des traités de cession territoriale
- Chagga** Territoire convoité par Zanzibar, l'Allemagne et la Grande-Bretagne
- Ligne démarquant les deux sphères d'influence allemande et britannique (1886)
- Zone d'influence allemande
- Zone d'influence britannique

Fig. 1 Rivalités impériales en Afrique de l'Est à la fin des années 1880
Carte réalisée par l'auteurice

Delphine Froment, 2021

expéditions diplomatiques rivales (l'une britannico-zanzibarite, l'autre allemande) sont envoyées en parallèle pour tenter d'obtenir des traités de concession territoriale – traités qui, une fois obtenus, sont dénigrés et rejetés par le camp adverse.

Au terme d'après négociations, deux sphères d'influences sont finalement créées en Afrique de l'Est entre 1886 et 1890, séparées par une ligne droite allant de la côte au lac Victoria, la sphère nord étant britannique, et la sphère sud étant allemande [Fig. 1]. Le Kilimandjaro devient alors une montagne allemande, appelée à être intégrée dans l'Afrique orientale allemande aux contours non encore définitivement définis.

La montagne allemande : appropriations territoriales et rhétoriques impériales

À partir du tournant des années 1890, des discours et des pratiques sont développés pour asseoir l'emprise allemande sur la montagne, d'un point de vue tant symbolique qu'administratif.

Diverses sources administratives allemandes consultées aux *Tanzania National Archives* mettent en évidence une réorganisation et une restructuration spatiale pour mieux intégrer la région du Kilimandjaro, en situation de périphérie par rapport au reste de l'Afrique orientale allemande, notamment par les routes et par la triangulation. Alors que les flancs sud du Kilimandjaro se divisaient avant la colonisation en plusieurs chefferies (dites « chaggas ») rivales entre elles, les Allemands s'appuient sur le chef de Moshi pour mieux prendre possession du territoire : la région se réorganise alors autour de la ville de Neu-Moshi ; cette ville devient le point d'aboutissement d'une nouvelle route en provenance de la côte, et de la voie ferrée de l'*Usambarabahn*, ce qui réoriente les flux commerciaux vers les ports allemands de la côte est-africaine, Tanga, Pangani et Dar es Salaam, alors qu'avant la colonisation, les caravanes commerciales qui transitaient par le Kilimandjaro se rendaient de préférence à Mombasa, port désormais britannique. La présence allemande se manifeste également par la mise en place d'une réserve forestière (*Waldreservat*) ceinturant le Kilimandjaro à partir de 1911, la montagne étant perçue comme un environnement naturel à préserver.

Surtout, le Kilimandjaro est investi d'une rhétorique impériale allemande, largement impulsée par Hans Meyer après son ascension réussie en 1889. Fort de cet exploit, il repart à plusieurs reprises en Afrique orientale allemande (et en particulier au Kilimandjaro), et devient dix ans plus tard professeur de géographie à l'université de Leipzig, et s'impose comme l'expert allemand de l'histoire et de la géographie du Kilimandjaro. Fort de cette position, il met en avant dans ses écrits l'histoire allemande des explorations dans la région, et gomme tout l'apport des Britanniques : Rebmann n'est plus présenté que comme un missionnaire allemand, la présence de Thornton aux côtés de von der Decken est minimisée, et les travaux de Johnston, qui a pourtant résidé pendant six mois au Kilimandjaro, sont complètement dénigrés :

Découverte par Rebmann, le missionnaire allemand, elle fut d'abord escaladée, jusqu'à proximité de la limite nivale, par von der Decken et ses deux compagnons, Thornton et Kersten, qui procédèrent également à des investigations scientifiques. Les Anglais New, Thomson et Johnston poursuivirent ensuite l'exploration du Kilimandjaro, mais les résultats de leurs voyages n'allèrent pas plus loin que ceux de Decken et Kersten¹³.

En 1900, Meyer dit ainsi du Kilimandjaro qu'il s'agit de « la plus grande merveille de l'Afrique tropicale », et insiste sur le fait que celle-ci se trouve en territoire allemand¹⁴. Né en 1858, Meyer appartient à une génération qui a été bercée par les discours en faveur de l'unité allemande – et sa trajectoire, à partir de ses premières tentatives d'ascension du Kilimandjaro à la fin des années 1880, jusqu'à son accession à la chaire de « géographie coloniale et politique coloniale » à Leipzig en 1915, tend à faire de lui un véritable intellectuel nationaliste qui voit dans l'empire colonial les fondements de l'Allemagne comme puissance mondiale¹⁵.

Certes, faire du Kilimandjaro un symbole de la grandeur allemande est sans doute aussi un moyen, chez Meyer, de valoriser à l'extrême une montagne sur laquelle il fonde sa propre carrière et notoriété. Mais cette représentation du Kilimandjaro se diffuse aussi parmi ses compatriotes et contemporains, ainsi que l'indiquent notamment les manuels scolaires à destination des écoles élémentaires : celles-ci relaient largement son existence et son appartenance à l'empire allemand, vantant ses ressources et rappelant presque systématiquement qu'il s'agit du toit de l'Afrique¹⁶. Par ailleurs, et de même qu'il a été dans la seconde moitié du XIX^e siècle le lieu d'exportation de l'alpinisme européen et des idéaux d'excellence sportive, de maîtrise de la nature et d'héroïsme viril, le Kilimandjaro semble continuer d'offrir, par ses proportions et son esthétisme, un arrière-plan propre à l'expression d'une forme de masculinité et de puissance – que ce soit dans le cadre de la pratique cynégétique de safari, ou sur un champ de bataille. En effet, le massif est l'un des principaux leitmotifs de la production iconographique du peintre Walter von Ruckteschell, parti pour l'Afrique de l'Est à l'aube de la Première Guerre mondiale, et qui, après la défaite allemande et la perte des colonies, continue en Alle-

13 Hans Meyer, « Über seine Besteigung des Kilimandscharo », *Verhandlungen der Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*, 1887, p. 446.

14 Hans Meyer, *Der Kilimandjaro. Reisen und Studien*, Berlin, D. Reimer, 1900, p. v.

15 Ségolène Débarre et Nicolas Ginsburger, « Géographie der Kolonien, Kolonialgeographie ? Théorisation et objectifs de la géographie coloniale dans les leçons inaugurales de Fritz Jaeger (1911) et Hans Meyer (1915) », *Revue Germanique Internationale*, 20, 2014, pp. 167–186.

16 Voir par exemple : Richard Fritzsche, *Methodisches Handbuch für den erdkundlichen Unterricht in der Volks-, Bürger- und Mittelschule. Nach den Grundsätzen der vergleichenden Erdkunde und den Forderungen der Herbartischen Pädagogik*. 3. Teil : *Länderkunde der fremden Erdteile*, Langensalza, Herman Beyer & Söhne, 1908 ; Ernst von Seydlitz, Adolf Rohrmann et Wilhelm Muhle, *Geographie. Ausgabe für das Königreich Sachsen. Dritter Teil. Die außereuropäischen Erdteile. Überblick über das Erdganze. Grundzüge der mathematischen Erdkunde*, Leipzig, Ferdinand Hirt & Sohn, 1918.

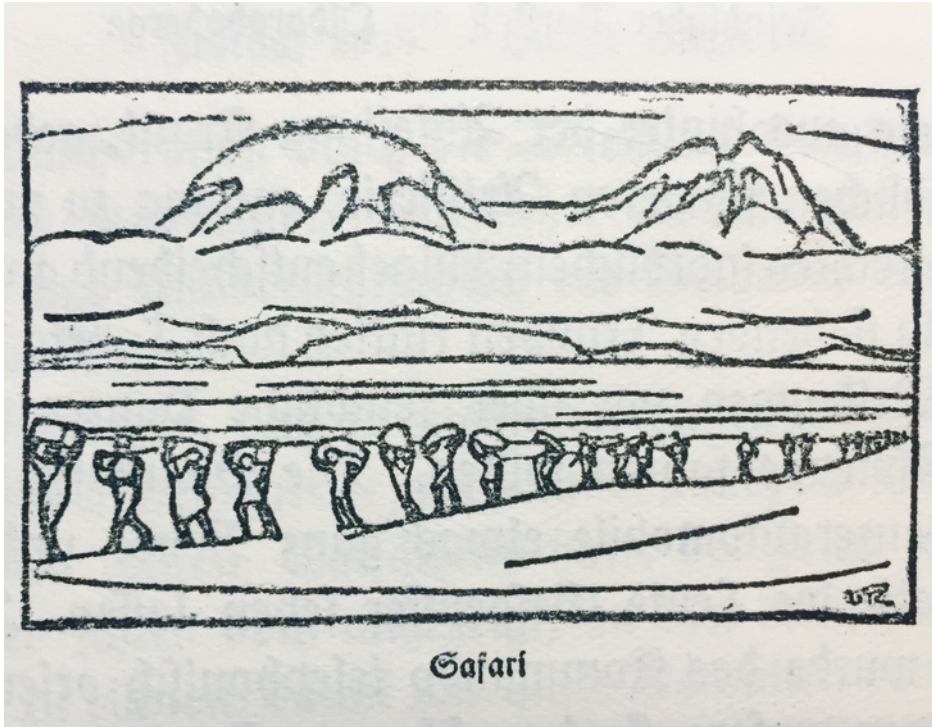


Fig. 2 Colonne militaire allemande au pied du Kilimandjaro durant la Première Guerre mondiale
 Dessin de Walter von Ruckteschell reproduit dans : Paul von Lettow-Vorbeck, *Meine Erinnerungen aus Ostafrika*, Leipzig, Köhler Verlag, 1920, p. 89.

magne de procéder à des communications sur son expérience est-africaines, dans le cadre de conférences organisées par des membres de partis politiques comme le *Volks-partei* (d'obédience nationale-libérale) ou le *Sozialdemokratisches Partei Deutschlands* (sociaux-démocrates), ainsi que par des associations patriotiques ou proches du lobby colonial. Il fait ainsi du Kilimandjaro un décor de la campagne militaire est-africaine du général Paul von Lettow-Vorbeck (dont il fut l'adjuvant) – campagne que les Allemands se glorifient de n'avoir jamais perdue [Fig. 2].

Les Britanniques, pourtant très intéressés par le Kilimandjaro jusque 1889, constatent avec amertume le rapport patriotique qu'ont les Allemands à cette montagne – et ce, dès l'annonce du succès de l'ascension de Meyer :

Le Kilimandjaro a finalement été conquis. Le Dr [H.] Meyer, qui n'avait pas réussi à atteindre le sommet en 1887, a fait un effort déterminé en octobre dernier. Pendant un séjour de vingt jours sur les pentes supérieures de la montagne, il a atteint le sommet du Kibo quatre fois et celui du Mawenzi (ou Kimawenzi) trois fois. Ainsi qu'il le dit de manière fort patriotique, il a pu planter le drapeau de l'Allemagne sur le point le plus haut du territoire

allemand – car, ainsi que le souligne *The Times*, il nous faut bien l'admettre : c'est ce qu'est le Kilimandjaro¹⁷.

De fait, dès le début des années 1890, les Britanniques se désengagent du Kilimandjaro et se tournent en contrepartie vers le mont Kenya. En effet, alors que le monde savant et éditorial britannique avait jusque-là été à la pointe des publications sur le Kilimandjaro – la *Church Missionary Society* étant la première à en diffuser l'annonce de son existence en Europe, la *Royal Geographical Society* animant très largement la controverse des neiges, et la plupart des récits de voyage et communications étant publiés en Grande-Bretagne –, cet intérêt éditorial et savant pour le Kilimandjaro s'estompe au tournant du xx^e siècle. L'ouvrage de Meyer, *Ostafrikanische Gletscherfahrten* (1890) est certes traduit et publié en Grande-Bretagne un an plus tard, sous le titre de *Across East African Glaciers* (1891), mais il s'agit là de la dernière publication britannique en lien direct avec la montagne avant plus de trois décennies – alors même que les publications, côté allemand, se multiplient¹⁸. En fait, il faut attendre un article du *Geographical Journal* de 1923, issu d'une communication prononcée devant la *Royal Geographical Society* par Clement Gillman, pour qu'une publication britannique porte directement sur le Kilimandjaro : l'empire colonial allemand a alors été disloqué et la montagne appartient au mandat britannique du Tanganyika – et, coïncidence ou non, l'article de Gillman fait alors la une de la revue¹⁹. Comment interpréter ce désengagement ? Faut-il y voir la simple conséquence de la partition de l'Afrique de l'Est entre Allemands et Britanniques, chacun des empires cherchant tout d'abord à s'occuper de son nouveau territoire – et donc, les Britanniques se tournant vers le mont Kenya ? Ou est-il possible d'y déceler une forme de vexation face aux affirmations grandiloquentes des Allemands – ou, du moins, de Meyer ? Ces deux hypothèses ne sont pas incompatibles, et de fait, il est intéressant de constater que, tandis que dans la version originale des *Ostafrikanische Gletscherfahrten* (1890) Meyer aime à rappeler que les « voyageurs britanniques » ont été nombreux à échouer dans l'ascension du Kilimandjaro avant

17 « Ascent of the Kilima-Njaro », *St James's Gazette*, 24 janvier 1890, coupure de journal, *East Africa – Kilimanjaro Expedition*, RBG Kew, AEX/3/1/132.

18 Hans Meyer, *Across East African Glaciers. An Account of the First Ascent of Kilimanjaro*, Londres, George Philip & Son, 1891. Plusieurs exemples des publications germanophones qui s'accumulent autour du Kilimandjaro après 1890, et durant toute la période coloniale allemande : Hans Meyer, « Die Mombassa-Kilimandscharo-Route in Britisch-Ostafrika », *Petermanns Geographische Mitteilungen*, 37, 1891, pp. 257–263 ; Georg Volkens, *Der Kilimandscharo. Darstellung der allgemeineren Ergebnisse eines fünfzehnmönatigen Aufenthalts im Dschaggalande*, Berlin, D. Reimer, 1897 ; August Widenmann, *Die Kilimandscharo-Bevölkerung*, Gotha, Perthes, 1899 ; Karl [Kurt] Johannes, « Besteigung des Kilimandscharo », *Mutter Erde*, 1, 40, 1899, pp. 267–272 ; Hans Meyer, *Der Kilimandjaro ...*, *op. cit.* ; Carl Uhlig, « Die Ostafrikanische Expedition der Otto-Winter-Stiftung : Mitteilungen über eine Forschungsreise », *Zeitschrift der Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*, 1908, pp. 75–94 ; Max Lange, « Eine Kibo-Besteigung », *Zeitschrift der Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*, 1912, pp. 513–522 ; Fritz Klute, *Ergebnisse der Forschungen am Kilimandscharo 1912*, Berlin, D. Reimer, 1920.

19 Clement Gillman, « An Ascent of Kilimanjaro », *The Geographical Journal*, 61, 1, 1923, pp. 1–27.

que lui, allemand, y parvienne, le traducteur de la version anglophone de 1891, E. H. S. Calder, jette au contraire un voile pudique sur la nationalité desdits voyageurs²⁰. De même, le géographe Wolfgang Crom remarque que sur des cartes britanniques du début du xx^e siècle, le nom de « Kaiser-Wilhelm-Spitze » n'est pas donné au point culminant, et que celui-ci est simplement indiqué par un point et son altitude²¹. Surtout, dès les années 1890, les Britanniques se concentrent désormais sur le mont Kenya voisin, qui, avec ses 5 199 mètres, constitue le plus haut sommet de leur empire en Afrique – et le deuxième plus haut sommet africain derrière ce que certains appellent alors son « rival allemand »²². Le présentant comme une « montagne presque aussi haute, plus frappante dans ses caractéristiques physiques, plus difficile à gravir, et possédant une flore tout aussi intéressante » que le Kilimandjaro, les Britanniques semblent eux aussi commencer à développer une rhétorique nationaliste concurrente autour du mont Kenya²³.

Dans tous les cas, que ce soit en Allemagne ou à l'international (et en particulier du côté de l'empire britannique voisin), la germanité du Kilimandjaro semble tout à fait reconnue²⁴.

Par-delà les frontières impériales, l'émergence d'un *topos* est-africain

En dépit des rhétoriques nationales qui se développent autour de ces montagnes, en rivalité l'une de l'autre, les frontières impériales ne coupent pas court au désir occidental d'aventures est-africaines qui émerge depuis la seconde moitié du xix^e siècle. Au contraire, le tournant du xx^e siècle voit affluer un nombre croissant de voyageurs qui, plus que se rendre en Afrique orientale allemande ou en Afrique orientale britannique, cherchent surtout à visiter l'Afrique de l'Est pour elle-même – ou du moins, à en voir des lieux déjà emblématiques dans l'imaginaire occidental. Parmi ceux-ci, le Kilimandjaro figure en bonne position.

20 « Dès lors, que son sommet (...) soit d'abord foulé par un pied allemand, et ce, malgré toutes les tentatives des voyageurs anglais, me paraissait presque être un devoir national. » Hans Meyer, *Ostafrikanische Gletscherfahrten. Forschungsreisen im Kilimandscharo-Gebiet*, Leipzig, Duncker und Humblot Verlag, 1890, p. viii. « Malgré les efforts des nombreux voyageurs qui avaient visité la région, de nombreux problèmes restaient à résoudre. » Hans Meyer, *Across East African Glaciers. An Account of the First Ascent of Kilimanjaro*, Londres, George Philip & Son, 1891, p. vi.

21 Wolfgang Crom, « German Names in the Kilimanjaro Region » dans Alexander James Kent et al. (eds.), *Mapping Empires : Colonial Cartographies of Land and Sea. 7th International Symposium of the ICA Commission on the History of Cartography*, 2018, Cham, Springer, 2020, pp. 237–239.

22 James Bryce, cité dans : « Proceedings of the Alpine Club », *The Alpine Journal. A Record of Mountain Adventure and Scientific Observation by Members of the Alpine Club*, 20, 148, 1900, p. 156.

23 Ibid.

24 Iris Schröder, « Der deutsche Berg in Afrika. Zur Geschichte und Politik des Kilimandscharo », *Historische Anthropologie*, 13, 2005, pp. 19–44.

En effet, même si l'empire allemand se targue d'avoir au sein de son territoire la montagne réputée être la plus haute du continent africain, le Kilimandjaro s'impose d'abord dans les représentations occidentales comme une montagne africaine emblématique, qu'il faut au moins voir, à défaut d'en faire l'ascension, lors d'un voyage en Afrique de l'Est. À partir des années 1890, l'administration allemande reçoit de nombreuses lettres de voyageurs, souvent des aristocrates, bourgeois ou officiers, allemands mais aussi étrangers (britanniques, autrichiens, italiens, américains ...) exprimant leur désir de faire un voyage en Afrique de l'Est²⁵. Ainsi, en plus de vouloir se rendre au pied de la montagne, certains disent ainsi vouloir poursuivre leur route jusqu'au bord du lac Victoria à travers le pays maasai ; d'autres mentionnent plutôt une visite de Mombasa ou de Zanzibar²⁶. Certains envisagent un plus grand tour encore, comme le vicomte Robert du Bourg de Bozas, qui entend faire une traversée de l'Afrique de l'Est, en partant de Zanzibar pour se rendre jusque sur la côte est du lac Victoria, tout en passant par le Kilimandjaro et le territoire maasai, ou Peter MacQueen et Peter Dutkewich, qui veulent visiter Zanzibar, puis prendre l'*Uganda Railway* en territoire britannique, voir le mont Kenya, tenter une ascension au Kilimandjaro, et s'adonner à une partie de chasse dans la plaine du Serengeti²⁷.

La répétition de ces diverses destinations envisagées est intéressante à relever. Les récits des Européens qui se sont succédé dans l'*hinterland* est-africain ont longtemps nourri l'idée qu'ils avançaient avec le sentiment d'évoluer librement, en dehors de toute civilisation, dans des territoires du vide. Ils étaient certes soumis aux réalités politiques locales et devaient négocier des droits de passage, et ce, dès Zanzibar – mais, peut-être parce que ces pratiques territoriales et frontalières n'étaient pas les mêmes qu'en Europe, ils en faisaient facilement abstraction, considérant l'*hinterland* est-africain comme un tout, et comme un front pionnier à explorer dans son ensemble. Or, de telles représentations ne semblent finalement particulièrement bouleversées par la colonisation, qui voit pourtant la mise en place de frontières impériales cette fois parfaitement lisibles et intelligibles pour les Occidentaux. Là encore, les droits de passage doivent certes se négocier, cette fois avec les autorités coloniales : les nombreuses lettres laissées dans les archives de l'administration allemande le prouvent, puisqu'il s'agit la plupart du temps de lettres de recommandation ou de rapports indiquant

25 Voir l'ensemble des lettres conservées dans : TzNA, G 1/10, G 1/11 et G 1/12.

26 Lettre de l'*Auswärtiges Amt* au *Kaiserlicher Gouverneur* de Dar es Salaam, Berlin, 28 mars 1890, TzNA, G 1/10 ; lettre de Fischer von Nagy-Szalatanya à l'*Auswärtiges Amt*, Vienne, 4 mars 1891, TzNA, G 1/10 ; lettre de Elsner von Gronow au *Kaiserlicher Gouverneur* de Dar es Salaam, Zanzibar, 25 mars 1892, TzNA, G 1/10.

27 Lettre de recommandation en faveur du vicomte du Bourg de Bozas de l'*Auswärtiges Amt* au *Kaiserlicher Gouverneur* de Dar es Salaam, Berlin, 15 décembre 1900, TzNA, G 1/12 ; Peter MacQueen, *In Wildest Africa. The Record of a Hunting and Exploration Trip Through Uganda, Victoria Nyansa, the Kilimanjaro Region and British East Africa, with an Account of an Ascent of the Snowfields of Mount Kibo, in East Central Africa, and a Description of the Various Native Tribes*, Boston, L. C. Page & Company, 1909, p. vi.

que tel individu souhaiterait transiter sur le territoire. Néanmoins, cela n'arrête pas les voyageurs, qui envisagent un itinéraire non pas à l'échelle de l'Afrique orientale allemande ou de l'Afrique orientale britannique, mais bien plutôt à l'échelle de l'Afrique de l'Est toute entière.

Ainsi, que le Kilimandjaro soit ou non allemand importe finalement peu à ces voyageurs – et si un désengagement britannique a pu être constaté vis-à-vis du Kilimandjaro, celui-ci reste purement institutionnel, puisque d'autres Britanniques continuent de s'y rendre de manière privée, comme William C. West, ayant ainsi réalisé l'ascension sommitale en 1914²⁸. En fait, les voyages qui s'organisent désormais au Kilimandjaro au tournant du XX^e siècle semblent en fait presque systématiquement s'intégrer dans ce qui ressemble à un nouveau type de Grand Tour, similaire à celui auquel s'adonnait la jeunesse de l'élite occidentale à la fin de la période moderne – à savoir un voyage initiatique à travers l'Europe, et surtout l'Italie, avec un parcours stéréotypé car scandé par un certain nombre d'étapes jugées canoniques, avec des lieux bien précis à visiter, et dont le retour est programmé²⁹. Cette fois, ce Grand Tour ne serait non plus italien ou européen comme au XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle, mais bien plutôt est-africain. De même qu'au XVIII^e siècle, les candidats au départ étaient imprégnés des récits de voyage de leurs prédécesseurs, ce nouveau type de Grand Tour, déplacé en Afrique de l'Est, serait largement inspiré par la longue lignée des explorateurs qui se sont succédés sur le terrain depuis le milieu du XIX^e siècle et ont abondamment nourri un imaginaire occidental, suscitant une certaine fascination et nourrissant un véritable désir d'ailleurs – un imaginaire fait, en l'occurrence, de médinas insulaires ou côtières, de savanes africaines et de neiges en haut d'une imposante montagne. En cela, le Kilimandjaro apparaît davantage comme un *topos* est-africain qu'un emblème allemand.

Les Allemands sont d'ailleurs bien forcés de le reconnaître, même lorsqu'ils tentent de procéder à la mise en tourisme de leur territoire colonial. En 1914, dans son guide touristique *Deutsch-Ostafrika und seine Nachbargebiete. Ein Handbuch für Reisende*, dont la préface est une véritable propagande en faveur de la colonisation allemande et de l'empire colonial allemand, Oskar Karstedt (un ancien administrateur colonial ayant servi à Dar es Salaam en 1913) concède avoir accordé, presque à regret, des chapitres aux territoires britanniques, tout en précisant bien que le but n'est pas d'en pro-

28 C. Gillman, « An Ascent of Kilimanjaro », art. cit., p. 1.

29 Les verbes « besichtigen » ou « anschauen », qui peuvent être traduits par « visiter », sont ainsi employés dans des lettres comme celle de Elsner von Gronow : lettre de Elsner von Gronow au *Kaiserlicher Gouverneur* de Dar es Salaam, Zanzibar, 25 mars 1892, TzNA, G 1/10. Sur l'histoire du Grand Tour européen, voir : Pierre Chessex, « Grand Tour » dans Michel Delon (ed.), *Dictionnaire européen des Lumières*, Paris, Presses universitaires de France, 1997, p. 518-521 ; Gilles Bertrand, *Le Grand Tour revisité. Pour une archéologie du tourisme : le voyage des Français en Italie, milieu XVIII^e-début XIX^e siècle*, Rome, Publications de l'École française de Rome, 2008.

mouvoir le tourisme³⁰. Les espaces britanniques alors concernés sont Zanzibar et le sud de l'Afrique orientale britannique, et il est d'ailleurs intéressant de voir qu'il n'est pas question du mont Kenya, pourtant deuxième plus haute montagne de la région (alors que le mont Meru, dont l'altitude est moins élevée mais qui est situé en territoire allemand, est bien mentionné) – un silence qui semble ainsi confirmer l'existence d'une forme de rivalité entre le Kilimandjaro allemand et le mont Kenya britannique.

Les frontières impériales sont en réalité bien plus diaphanes que les Allemands ne le voudraient – et les difficultés rencontrées dans le cadre de l'appropriation territoriale et la gestion administrative du Kilimandjaro par les Allemands le prouvent encore. Le cas de la *Waldreservat* est ainsi peut-être le plus éloquent : malgré la mise en place d'une réserve naturelle, l'administration ne parvient pas à entièrement empêcher les habitants locaux, les Chaggas, de poursuivre leurs usages traditionnels de la forêt du Kilimandjaro, reposant sur la coupe, le pâturage et le brûlis. Les modalités mêmes selon lesquelles cette *Waldreservat* a été mise en place et pensée (processus de négociations avec les chefs et habitants locaux) montrent que l'administration est consciente de ces problèmes possibles (et donc des limites de la domination coloniale) et que, tout en insistant sur la nécessité de renforcer le personnel forestier pour s'occuper de la réserve et de sa surveillance, il est aussi nécessaire de restituer aux populations colonisées leur capacité d'action en recherchant avec elles un compromis.³¹ De plus, quand bien même le Kilimandjaro se trouve du côté allemand de la frontière anglo-allemande, cette frontière reste poreuse, et la montagne reste sous l'influence de phénomènes ou d'événements qui peuvent se dérouler du côté du territoire britannique : feux qui embrasent le Kilimandjaro au nord après avoir démarré en territoire massai britannique, trafic d'armes transfrontaliers, incursions de Maasai britanniques ... Enfin, les infrastructures mises en place pour réorienter le territoire du Kilimandjaro vers le territoire colonial allemand n'empêchent pas la permanence d'échanges transfrontaliers et de trafics entre les habitants (autochtones et colons) et le territoire britannique (notamment pour les produits issus de la culture du café).

Conclusion

À bien des égards, en dépit d'une insistante rhétorique impériale et nationale autour de la germanité du Kilimandjaro, une analyse plus fine des faits et pratiques permet de mettre en évidence que l'appropriation de cette montagne dite « allemande » a en fait

³⁰ Oskar Karstedt, *Deutsch-Ostafrika und seine Nachbargebiete. Ein Handbuch für Reisende*, Berlin, D. Reimer, 1914.

³¹ Voir notamment: Froment Delphine : « < Des terres sans propriétaires > ? Les forêts du Kilimanjaro, entre pratiques locales et politiques coloniales dans la seconde moitié du XIX^e siècle », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*; 67, 2, 2023. pp. 85–102.

connu des limites, et doit s'appuyer sur des coopérations transimpériales et des jeux de négociations avec les autochtones. Ces limites montrent que, contrairement à ce que l'histoire impériale a longtemps laissé penser, les empires coloniaux ne peuvent pas être vu comme de grands ensembles géopolitiques omnipotents toujours rivaux : dans le cas du Kilimandjaro, l'administration allemande doit combiner avec les autochtones (résistances ou négociations) et coopérer avec les Britanniques pour gérer les circulations, notamment clandestines, ainsi que les catastrophes naturelles qui dépassent les frontières³². Surtout, les acteurs qui vont au Kilimandjaro pour le tourisme s'y rendent moins parce qu'il s'agit d'une « montagne allemande » (même s'ils bénéficient des infrastructures mise en place par le colonisateur allemand) que parce qu'elle fait partie de ces lieux incontournables à visiter lors d'un voyage est-africain, indépendamment des frontières impériales – et cela tient directement au processus de construction transnationale d'un imaginaire autour du Kilimandjaro, à l'œuvre depuis le milieu du XIX^e siècle.

La période coloniale allemande en Afrique de l'Est, si elle consacre pour une trentaine d'années le Kilimandjaro comme « montagne allemande », est donc aussi (et surtout) un moment où les pratiques touristiques et alpinistes du Kilimandjaro s'exportent à travers le monde et à travers les sociétés et les cultures, qu'elles soient africaines ou occidentales.

32 Ulrike Lindner, *Koloniale Begegnungen: Deutschland und Großbritannien als Imperialmächte in Afrika, 1880–1914*, Francfort/Main, Campus, 2011 ; Pierre Singaravélou (ed.), *Les empires coloniaux ...*, *op.cit.*

Everyday Violence

The Normalization of Imperial Power in German Southwest Africa

MARIE MUSCHALEK

In 1904, the Herero and the Nama, two African groups living on the territory of the German settler colony of Southwest Africa, took up arms against their oppressors. What followed between 1904 and 1907 (some date the end date to 1908) was a particularly brutal war of extermination waged by German colonial troops against these population groups as well as others, which has since finally, and rightly so, gone down in history as the first genocide of the 20th century.¹ This article is about what happened after.² Let me start with a small anecdote from the archive.

On March 14, 1909, at 10:30 in the morning, Police Assistant Hans, stationed at the southern edge of German Southwest Africa, shot himself with his service weapon. Ear-

1 There is a vast amount of literature covering this genocide. For orientation, cf. Matthias Häussler, “‘Collaboration’ or Sabotage? The Settlers in German Southwest Africa between Colonial State and Indigenous Polities”, In: Tanja Bühner, Flavio Eichmann, Stig Förster and Benedikt Stuchtey (eds) *Cooperation and empire: Local realities of global processes*. New York, Oxford: Berghahn, pp. 169–193; M. Häussler, *Der Genozid an den Herero: Krieg, Emotion und extreme Gewalt in “Deutsch-Südwestafrika”*, 2018; Isabel V. Hull, *Absolute destruction: military culture and the practices of war in imperial Germany*. Ithaca [u. a.], Cornell Univ. Press, 2005; Susanne Kuß, *Deutsches Militär auf kolonialen Kriegsschauplätzen: Eskalation von Gewalt zu Beginn des 20. Jahrhunderts*. Berlin: Links, 2012; David Olusoga, Casper W. Erichsen, *The Kaiser’s Holocaust: Germany’s forgotten genocide and the colonial roots of Nazism*. London, Faber and Faber, 2010; Jeremy Sarkin, *Germany’s genocide of the Herero: Kaiser Wilhelm II, his general, his settlers, his soldiers*. Cape Town, South Africa, Woodbridge, Suffolk: UCT Press, 2011; Jürgen Zimmerer, *Der Koloniale Musterstaat? Rassentrennung, Arbeitszwang und totale Kontrolle in Deutsch-Südwestafrika*. In: Jürgen Zimmerer, Joachim Zeller (eds.) *Völkermord in Deutsch-Südwestafrika: Der Kolonialkrieg (1904–1908) in Namibia und seine Folgen*. Berlin, Links, 2004 pp. 26–41. J. Zimmerer, *Völkermord in Deutsch-Südwestafrika: Der Kolonialkrieg (1904–1908) in Namibia und seine Folgen*. Berlin, Links, 2004; J. Zimmerer, J. Zeller (eds.), *Völkermord in Deutsch-Südwestafrika: Der Kolonialkrieg (1904–1908) in Namibia und seine Folgen*. Berlin, Links, 2004.

2 It is based on my publication Marie Muschalek *Violence as Usual: Policing and the Colonial State in German Southwest Africa*. Ithaca, Cornell University Press, 2019.

lier in the day, Hans had questioned a command he deemed unfair. For this, he had been beaten by his superior, Staff Sergeant Adolf Bauer. After his own punishment, Hans then hit a prisoner himself with the butt of his rifle. His supervisor, Police Assistant Daniel Pinnar, took the rifle away from him and went to report the incident. When Bauer heard that Hans had used the butt of his rifle, he told Hans that he should have beaten the prisoner with a *sjambok* (Afrikaans: whip) instead. Then Bauer handed Hans the whip—the very same whip with which Bauer had beaten him earlier. The latter then struck the prisoner three more times. Returning to his colleagues, Hans reportedly exclaimed that he did not want to serve in the police force any longer. Shortly thereafter, he killed himself.³ To resume, Bauer hit Hans, Hans hit an unnamed prisoner, Bauer ordered Hans to hit the prisoner again, and then Hans killed himself. Already confusing in itself, the story is further complicated by race: Police Assistant Hans and the unnamed prisoner were black, Sergeant Bauer was white, and supervising Police Assistant Pinnar was Baster (mixed-race).

The concatenation of events leading up to Hans' tragic end gives us a first indication of the complexity of "petty" violence in the colonial theater of German Southwest Africa. This short episode shows that violence was pervasive but also highly differentiated: blows were dealt along social and racial hierarchies, with some tools considered more appropriate than others. It also shows that policing was often about *showing* rather than telling what acts of physical violence constituted proper social conduct. Moreover, extended exchanges among officials, debating the possible reasons for Hans's suicide, demonstrate that the act of hitting an African man (although a run-of-the-mill affair) did not have one clear and simple meaning.⁴ Often, colonial bureaucrats struggled in their rationalizations, and their writings reveal that within the colonial state apparatus, the appropriate "treatment of natives" [*Eingeborenenbehandlung*] was laden with what Ann Stoler has called "epistemic anxieties."⁵ The anxiety was about *how much* and,

3 Compelled to produce a comprehensive bureaucratic record, the colonial state left a sizeable amount of documentation regarding Hans' death. From these sources, we do not learn much about the African man himself or about his life. We do not know whether "Hans" was his given name or whether he had come up with it for the convenience of his German employers. Statements taken by acting District Chef v. Kage-neck (District Office Warmbad), 14.03.1909, Bundesarchiv Berlin-Lichterfelde (hereafter BArch-B), R 1002, 2783, 63–68; Statements taken by acting District Chef v. Kage-neck (District Office Warmbad), 17.03.1909, BArch-B, R 1002, 2783, 70–72.

4 Magistrate Schmidt (District Office Keetmanshoop) to Police Headquarters (Inspektion der Landespolizei [hereafter IdL]), 26.03.1909, BArch-B, R 1002, 2783, 57–58; Telegram by acting District Chief v. Kage-neck (District Office Warmbad) to District Office Keetmanshoop, 15.03.1909, BArch-B, R 1002, 2783, 69; acting District Chef v. Kage-neck (District Office Warmbad) to IdL via District Office Keetmanshoop, 16.03.1909, BArch-B, R 1002, 2783, 57; Internal legal commentary by senior civil servant Kastl (Governorate of German Southwest Africa [hereafter Gouv. SWA]), 07.04.1909, BArch-B, R 1002, 2783, 57–58; Chief of Police Heydebreck to District Office Warmbad, 11.04.1909, BArch-B, R 1002, 2783, 59–61.

5 Ann Laura Stoler, *Along the archival grain: epistemic anxieties and colonial common sense*. Princeton, Oxford: Princeton University Press, 2009, p. 59.

more importantly, *what kind* of violence was necessary to control indigenous labor and ensure colonial rule—and, it was about *who* were the proper wielders of this violence.

My research deals with the power of violence and its normalization. Not warfare but the workings of everyday violence are its object of study. Slaps in the face, kicks, beatings, painful cuffing, shoving, and forceful dragging: these are the quotidian practices of colonial life I seek to analyze. Asking about the meanings people attributed to them and about the social order built on such violent acts, I hope to contribute to the slowly evolving, but still rather marginal scholarship on everyday colonial violence.⁶

Violent acts do not exist without actors who commit them and without a specific historical context in which they take place. I therefore follow a particular group of men: a small police force of about six to seven hundred men – one third black, two thirds white – called the *Kaiserliche berittene Landespolizei für Deutsch Südwestafrika*.⁷ After 1907–1908, these men were given the task to reestablish a “peacetime” order. In the following article, I first address the composition and working conditions of the *Landespolizei*. Second, I briefly discuss the relationship between violence and power and how it has been addressed in the historiography on German colonialism. Third, and finally, I offer my observations on quotidian violent police practices and how they contributed to normalizing imperial power, building and maintaining a powerful colonial state in the process.

The *Landespolizei*: Men of Honor

First of all, the *Landespolizei* was a racially mixed institution. On the one hand, there were the African *Polizeidiener*, as they were depreciatively called (I refer to them as police assistants). Dag Henrichsen has appropriately named them the “lost generation”: young men whose entire social organization and their place in it had collapsed with the German war. But in the process, these men had become the African “new men,” who had seized the opportunity of securing social standing as well as masculine,

⁶ These studies primarily explore the role of police, prison, and punishment regimes. Cf. Florence Bernault, “The Shadow of Rule: Colonial Power and Modern Punishment in Africa”, In: Frank Dikötter, Ian Brown (eds) *Cultures of confinement: A history of the prison in Africa, Asia and Latin America*. London, Hurst, 2007, pp. 55–94; Florence Bernault, Jan-Georg Deutsch, “Introduction: Control and Excess: Histories of Violence in Africa”, *Africa* 85(3), 2015, pp. 385–394; F. Dikötter, I. Brown (eds), *Cultures of confinement: A history of the prison in Africa, Asia and Latin America*. London, Hurst, 2007; Steven Pierre, Anupama Rao (eds), *Discipline and the other body: Correction, corporeality, colonialism*. Durham, Duke Univ. Press, 2006; Jonathan Saha, “Histories of Everyday Violence In British India”, *History Compass* 9 (11), 2011, pp. 844–853; Martin Thomas, *Violence and colonial order: Police, workers and protest in the European colonial empires, 1918–1940*. Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

⁷ The name translates to *Imperial Mounted National Police for German South-West Africa*.

warrior honor within the new social system of colonial occupation. They had done so by holding on to some of the economic principles of an older social order while abandoning some of the ancestral, generational principles. On the other hand, there were the German *Polizei Sergeanten* and *Wachtmeister*, those “old men” coming from the *Altmittelstand* (i. e., the lower middle classes, mostly artisans) who had found refuge in the armed forces as a stable employer and as a representative of the old regime. In the military and by extension in the colonial police force, which conferred important markers of pioneer masculinity and soldierly honor on them, these men had found compensation for their perceived loss in social prestige and class honor.

Its interracial composition, though perpetually a sore point, allowed, at least partially, for the police force’s effectiveness. I have found that there was an overlap—a sometimes uncanny synchronicity—in the values and attitudes among the German and African policemen. Both were deeply invested in honor and the martial, masculine, professional identities attached to that concept. All of them highly valued their clientage relationship to the state, and the attributes of status (horses and guns) provided by it. But the relationship between African and German policemen must neither be misconstrued as mutual understanding, nor as cultural exchange. Rather, policemen worked together on a kind of “middle ground,” a field of “creative, and often expedient, misunderstandings,” to quote Richard White: This enabled them, on the one hand, to steer the colonial project in their direction, and, on the other hand, to relate to both the colonizer (i. e., settler) and the colonized populations.⁸ Yet, the collegial relationships between German and African policemen were by no means equal. Instead, they can best be characterized as asymmetrical reciprocity.

Second, besides being an interracial organization, the police force was also a semi-civilian, semi-military, that is, yet another form of hybrid institution. Partly due to the lack of resources and of proper training, police leadership held on tightly to military notions of etiquette, proper appearance, comradeship, and loyalty. (All white men were expected to have served at least six years in the military and to have reached the rank of NCO (non-commissioned Officer) in order to be considered for police service.⁹ African men had usually been socialized either in pre-colonial *Kommando* units or on German military bases as so-called *Bambusen* and military auxiliaries.¹⁰ Not legal knowledge or administrative skills but an imposing military habitus and access to lethal force were to provide the foundation for quality policing and state authority. This notwithstanding, being military men charged with civilian tasks, the policemen

⁸ Richard White, *The middle ground: Indians, empires, and republics in the Great Lakes region, 1650–1815*, New York, Cambridge University Press, 2011, p. 26.

⁹ *Ausführungsbestimmungen gemäß Verordnung betr. die Rechtsverhältnisse der Landespolizei in Deutsch-Südwestafrika vom 4. Oktober 1907*, BArch-B, R 1002/2692, 3.

¹⁰ Dag Henriksen, “Ozombambuse and Ovasolondate: Everyday Military Life and African Service Personnel in German South West Africa”, in: Wolfram Hartmann (ed) *Hues between black and white: Historical photography from colonial Namibia 1860 s to 1915*. Windhoek, Out of Africa Publishers, 2004, pp. 161–184.

of the *Landespolizei* created a professional culture that introduced textual and administrative techniques as modes of validation and legitimization. For policemen were also expected to be more than just soldiers. They were to be perceptive, sensitive, and calm professionals – guardians of “peace.” They strove for qualities that would dignify them as members of a modern, rational state, not a traditional, atavistic, military institution. Policemen were taught to be caring agents, not warriors.¹¹ They were to be fatherly figures embodying the paternal state. Their honor was founded on values such as sober-mindedness, restraint, and temperance. Accordingly, colonial police regulations advised their members to use circumspection and moderation in interaction with the public.¹² “Obedience towards all superiors, discipline [*Manneszucht*], sense of honor, and a comradely mind” – those were the principles policemen had to abide by.¹³ Thus, policemen were men of guns *and* paper, seeking to distinguish themselves from both the settler community as well as the military caste.

Police Work

The *Landespolizei* operated in a land that was sparsely populated, harsh, and inhospitable. Constantly understaffed and lacking crucial resources, like most colonial police, the policemen struggled to assert their authority and their claim to the monopoly of the legitimate use of physical force.¹⁴ Policemen’s training was minimal, to say the least. Regulations about how they were to go about their tasks were incomplete contradictory, and not seldom simply unknown to the policemen. They operated in the wide-open spaces of a colonial territory one and a half times as large as the motherland, stationed on outposts, in small interracial groups of usually two to six men.

These men were responsible for an overwhelmingly wide variety of tasks. In his history of the force (from 1930), former policeman Hans Rafalski enumerated some of them:

[...] for instance, the execution of health and veterinarian police measures, the procurement of bacteriological and toxicological samples, of blood tests and such, the monitoring of mining regulations, the management of weapons and ammunition stocks for trade,

11 See, for instance, BArch-B, R 1002/2796, 78, written examination by Sgt. Albrecht (District Office Bethanien), 18.03.1909.

12 Kaiserliches Gouvernement DSWA (ed.), *Dienstvorschrift für die berittene Landespolizei* (Breslau 1910), 9–12.

13 Ibid., 9.

14 Cf. J. Zollmann, *Koloniale Herrschaft und ihre Grenzen: Die Kolonialpolizei in Deutsch-Südwestafrika 1894–1915*. Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2010. On policing in other colonial African contexts, cf. Jean-Pierre Bat, Nicolas Courtin (eds.), *Maintenir l'ordre colonial : Afrique et Madagascar (XIXe – XXe siècles)*. Rennes, PUR, 2012 ; Emmanuel Blanchard, Marieke Bloembergen, Amandine Lauro (eds), *Policing in colonial empires: Cases, connections, boundaries (ca. 1850–1970)*. Bruxelles, Peter Lang, 2017; Vincent Denis, Catherine Denys (eds), *Polices d'Empires. XVIIIe–XIXe siècles*. Rennes, PUR, 2012.

meteorological observations, route surveying, the supervision of prisons and lost livestock [*Fundkral*], and oftentimes also postal and customs duties as well as juridical duties.¹⁵

The list is far from complete and can be extended with seemingly endless, random activities. Policemen enforced hunting and nature protection laws, oversaw alcohol licensing and distribution, erected road signs, and maintained sewage systems, wells, telegraph lines, fences, soldiers' graves, and other public equipment. They collected dog taxes, and so on and so forth. Significantly, Rafalski's list above does not mention the *one mission* that occupied most of the police's time: namely finding, capturing, registering, organizing, monitoring, guarding, protecting, and punishing African labor on the one hand, and supervising, inspecting, controlling, supporting, defending, and restoring European property on the other.

Combining security with welfare, reactive with proactive, repressive with supportive measures, the police's virtually limitless responsibilities opened up room for maneuver. In the field – in which immediate accountability was limited – policemen proceeded according to what can best be described as a tactics of making do. Policemen frequently improvised, they mixed duty and sociability, and they deployed both formal and informal techniques. Trickery paired with bureaucratic rationalization featured prominently. As a result, an organizational culture emerged in which policemen insisted on the primacy of their own experience and established a “commonsensical” course of action. Their discretion coupled with the all-encompassing responsibility had the consequence that everything could be, but nothing had to be, a policeman's concern. Policemen necessarily made choices. What mattered was that something was done, whatever it was, and that it happened promptly. The call for immediacy and pragmatism buttressed the importance of their experience. Ultimately, it motivated many policemen to “make short shrift,” that is, to use some form of violence or the threat thereof.

Violence and Power

In *On Violence*, Hannah Arendt famously argued that the (excessive) use of violence reveals the limits of power of its users. She insisted that one cannot treat violence and power as synonyms. Power, in her definition, is “the human ability to act in concert.” Violence, she claims, “can always destroy power,” and power “can never grow” out of

15 Hans Rafalski, *Vom Niemandland zum Ordnungsstaat: Geschichte der ehemaligen Kaiserlichen Landespolizei für Deutsch-Südwestafrika*. hrsg. von dem Verband d. Polizeibeamten f. die deutschen Kolonien e. V. am Tage seines 10jährigen Bestehens: Geschichte der ehemaligen Kaiserlichen Landespolizei f. Deutsch-Südwestafrika; Zum Gedenken an die 25 Wiederkehr des Tages der Gründg der Kaiserl. Landespolizei f. Deutsch-Südwestafrika am 1. März 1930. Berlin, Wernitz, 1930, p. 28.

it.¹⁶ Assessing this relationship between violence and power in the colonial theater, scholars recently and frequently contend that the power of the colonial state was drastically limited, that these states were “weak” (or failed) states: for German Southwest Africa, historian Jürgen Zimmerer has indeed been able to convincingly demonstrate that the “utopia of absolute rule” as dreamed up by senior colonial officials and military leaders in Berlin and Windhoek was far from being put into practice.¹⁷ Their normative expectations were nowhere near fulfilled. To the contrary, the gap between aspiration and reality was considerable. The colonial administration still lacked the means and personnel to enforce its visions. Competition and conflict between colonial institutions thwarted the colonial government’s plans. Moreover, settlers were unwilling to cooperate with the government, despite many shared interests. Last but not least, the project of absolute control was hampered by continued individual and collective resistance from the colonized even after their lives and social organization had been almost entirely destroyed. But what happened instead? What were the alternate workings of the colonial state, and how was it possible that it had such devastating and transformative effects on the colonized society nevertheless? This is where many historical narratives fall short, and where I wish to make a contribution. I believe that analyses of the nature of colonial states oftentimes remain locked in an understanding of the state that is too schematic and formalistic, and linked to this, in an understanding of violence in relation to state power that is too simple and instrumental.

Scholarship often emphasizes that in the postwar period, excessive violence emanated primarily from German settlers on their farms and from foremen in mines and railroad construction, while the state under the new, reformist leadership of Secretary of State Bernhard Dernburg had been eager to prevent these excesses of violence as much as possible (not out of humanitarian considerations, but out of economic calculation). Matthias Häussler claims, for instance, that settler “aggressiveness was boundless, undermining the weak colonial state entirely.”¹⁸ Thus, “private” violence had forced itself into the power vacuum of the state. Alternatively, violence is assigned a compensatory role on the part of the state. Scholars argue that it was precisely the limitations of its political, bureaucratic, and administrative penetration that produced the arbitrary and terrorizing violence of the colonial regime (here, they cite the drastically increasing numbers of state mandated corporal punishment after 1907 that can be found in the

16 Hannah Arendt, *On Violence*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1970, pp. 44–53.

17 J. Zimmerer, *op.cit.*, p. 31. Expanding on this argument, Jakob Zollmann who, like me, also focuses on the police force in German Southwest Africa, emphasizes the significance of space for the limits of police accountability, as well as the complexities of the rule of law, notably that it was often unfixed, fluid, and open to interpretation. His main argument about law enforcement remains, however, the same as Zimmerer’s: just like the state as a whole, the *Landespolizei* was a weak organization and failed to make law and order reign. Especially in the peripheral spaces far removed from the centers of power, the police was, according to Zollmann (2010: 270), unable to effectively control settlers who acted like “little kings” on their farmlands.

18 M. Häussler, *op. cit.*, p. 180.

archive).¹⁹ In both narratives, the Arendtian interpretation of an opposition between power and violence takes hold, which is then construed into a causal relationship: because no power, therefore violence (either from civil or state side).

I claim that the relationship is more complicated than a mere opposition. If, with the help of anthropological and sociological approaches to violence,²⁰ we look less at its causes, that is, less at the *why*, but turn, instead, our attention to the violent event itself, and strive for a dense description, that is, if we look more closely at the *how*,²¹ then new insights emerge regarding the complex relationship between violence and power in the colonial context. For it was precisely in the period after the genocidal war that violent dynamics unfolded that cannot simply be explained by an ends-means causality, that is by the rational decision of individuals to resort to the cheap means of violence. If, in addition, we turn our gaze away from the centers of government and colonial elites and direct it to the lowest echelons of state rule and its social practices instead, one can observe that everyday violence produced communities that abetted and consolidated the power of the colonial regime. To put it differently, police action generated a social order in which people “acted in concert,” to refer back again to Arendt’s definition of power.

Everyday Practices of Police Violence

Two points about the workings of police violence as a social practice need to be emphasized: First, the nature of violent practices is such that besides being destructive, these activities were also constructive, for they were shared, participative, and authorized. Second, these quotidian practices drove rationalization. Instead of having rules and regularities implemented from above, I would like to demonstrate how the “messy,” improvised activities of state representatives on the ground drove bureaucratization and rationalization, and thus state formation.

¹⁹ See, for instance, Martin Schröder, *Prügelstrafe und Züchtigungsrecht in den deutschen Schutzgebieten Schwarzafrikas*. Münster, Lit Verlag, 1997, p. 94–95; for a critical reassessment of these numbers Zollmann, *op. cit.*, pp. 120–121.

²⁰ For excellent introductions into the field, see Teresa Koloma Beck, Klaus Schlichte, *Theorien der Gewalt zur Einführung*. Hamburg, Junius, 2020; Nancy Scheper-Hughes, Philippe Bourgois, “Introduction: Making Sense of Violence”, In: N. Scheper-Hughes, P. Bourgois (eds) *Violence in war and peace: An anthology*. Oxford, Blackwell, 2004, pp. 1–31; I. W. Schröder, B. Schmidt, “Introduction: Violent Imaginaries and Violent Practices”, In: Ingo W. Schröder, Bettina Schmidt (eds) *Anthropology of Violence and Conflict*: Abingdon, Taylor & Francis, 2001, pp. 1–25. For an anthropology and a sociology of policing respectively, see Didier Fassin, *La force de l'ordre: Une anthropologie de la police des quartiers*. Paris, Editions du Seuil, 2011; Dominique Monjardet, *Ce que fait la police: Sociologie de la force publique*. Paris, La Découverte, 1996.

²¹ Cf. Randall Collins, *Violence: A Micro-Sociological Theory*. Princeton, Princeton University Press, 2008; Wolfgang Knöbl, “Collins im Kontext: Zur Vorgeschichte der jüngeren Gewaltsoziologie”, *Mittelweg* 36, 28, (1–2), pp. 15–39.

Although not as clearly visible as in the case of war and genocide, the colonial archive is quite revealing when it comes to everyday violence. If you look closely, you will find the evidence: police officers beat and battered the colonized – with their bare hands or with whips, sticks and ropes. They threatened people with their firearms or used the butt of their gun to hit. They pushed, kicked, and slapped. They molested and raped. They bound the colonized with leather straps, tied them to pillars, trees, or oxcarts, and put them in heavy iron chains. All of these were everyday “unspectacular” forms of police violence that rarely receive historians’ attention.

To start, let me cite a longer passage, in which Sergeant Ludwig Maletz recounted his experiences in a short report entitled “From my service book: At station Kalkfeld” (1930):

Much has been written and said about the necessity and justification of corporal punishment against natives. As unworthy of a cultured people and incompatible with social and educational principles, one wanted to abolish it from Germany, from the green table. But in Africa, it could not and would not be dispensed with as a means of education and punishment against the uncultured local natives, who were devoid of all sense of honor. The natives themselves would have been astonished. For many reasons it could not be done without beatings. [*Es ging eben aus vielen Gründen nicht ohne Prügel.*] For example, what should the farmer do on a remote farm whose contractually obligated workers disobeyed him, became insubordinate, and grossly and continuously neglected their work? Should he report them? Then he had to write to the district office. The office instructed the station in charge to bring the culprit before them and investigate the case. There followed a march to the district office, custody, scheduling of a trial date. Possibly the farmer himself had to appear. Finally, after weeks, he was sentenced to prison, which the lazy native enjoyed. But the farmer had only disadvantages from all this: trouble, loss of time, costs and work. On top of that, he missed the worker for weeks. The authorities had paperwork and expenses disproportionate to the importance of the matter. A fine left the native completely cold, given his lack of need and his communist views. Moreover, a punishment that did not immediately follow the offense was incomprehensible to him. Was it not simpler, cheaper, and more effective to have insignificant offenses punished by the officers of the *Landspolizei*, who were vested with disciplinary power and regularly visited the farms?²²

One could say a lot about this passage. Above all, it makes clear how, in the case of this policeman, racist ideology and a certain pragmatic attitude intertwined in the face of his mission. Less formal rules, but quick, “simple,” that is violent solutions, which the colonized allegedly “understood” better than formal legal solutions, and which the German settler preferred anyway, determined the actions of this policeman. But the point I want to draw attention to is that African and German police officers practiced

22 Ludwig Maletz, “Aus meinem Dienstbuch. Auf Station Kalkfeld,” in Rafalski (1930: 403).

a division of labor in violence. Maletz had Black police assistant Gustav carry out the punishment for him. In addition to the fact that African policemen could enter different spaces than German policemen, police violence underwent a specialization along racial lines. Some violent tasks were performed by Black, others by white policemen. Violence was shared – both in the sense of being apportioned out to different actors and in the sense of being collectively undertaken by those actors. This dynamic of collectively experienced violence made the colonial project an interracial enterprise apt to strengthen intra-institutional bonds and to affect a wide public.

Furthermore, everyday violence was participatory. Policemen spent much of their time on horseback, on the road, far from the centers of power. There, policing was formal and informal at once. Policemen took liberties without disregarding their mission. They acted *eigensinnig* (self-willed), to use the now well-known concept of one of the founders of *Alltagsgeschichte*, Alf Lüdtke. When visiting a farm on official business, it did happen that people also exchanged ideas, ate and drank together, etc. In these situations of sociability, policemen could invite settlers or even the colonized to participate in undertakings. For this, there is ample evidence in the colonial archive. In June 1908, a manager from a remote stud farm wrote an angry letter to the police in which he waxed nostalgic about the “good old days” when vigilante justice reigned: “In the past, when stock was stolen, a well-armed patrol of two whites and four natives would ride out that same evening to track down the thieves. They were almost always successful. The thieves were usually shot down and the stolen cattle recovered.”²³ But now, he complained, “these tasks are solely for the police!” Chief of Police Heydebreck reacted to the letter stating that the police “by no means follows the principle that every cattle theft is their exclusive concern. Rather, it would be grateful for any support.”²⁴ Policemen did operate within a state aspiring to claim the monopoly of legitimate force. This included laying claim to being the sole keepers of the law. However, as the source above illustrates, policemen also operated within a social system of multiple alliances and dependencies. Examples of cooperation between policemen and European employers are numerous. Some farmers relied on the police’s violent services to exercise paternal chastisement for them from the beginning. Reciprocally, local administrations not only tolerated or acknowledged non-state violence, but explicitly invited employers to administer violence by themselves. District Office Rehoboth, for instance, advised a sheep farm manager to “observe closely” a Nama worker it was sending to the farm and “in addition, to handle him harshly.”²⁵ The men of the *Landespolizei* invited settlers to go on armed raids with them, thus allowing them to participate in (and at the same time legitimate) violent state action. Farmer Funk, junior, for example, went

23 Letter by stud farm manager Clavé, Nauchas, 11.06.1908, BArch-B, R 1002/2708, 127.

24 Marginalia by Heydebreck, *ibid.*

25 Letter by District Office Rehoboth to *Deutsch-Südwestafrikanische Wollzüchterei*, 12.09.1913, NAN, BRE, 28 E.2.d, 133.

out with Sergeant Wernicke to hunt down Africans accused of having stolen some of his livestock. Two African men were arrested, a third one was killed by the farmer with a shotgun.²⁶ In another case, farmer Grüner was told by Sergeant Frahm that he was “allowed to raid an [African] settlement, to keep as reward the people [he] needed, and to deliver the rest to the district office.”²⁷

Hence, participative violence was an important component of everyday white-white cooperation between the police force and settlers. It could consist of joint raiding parties or of concerted efforts of punishment against Africans. But it was also present, in a more concealed form, in the system of daily local arrangements over the distribution of African labor. Such daily practices occurred because the *Landespolizei* had a chronic shortage of manpower and resources, and thus was by no means capable of fulfilling its vision of complete control on its own. In fact, a concession to delegated policing was already made in the pivotal “native regulations” of 1907. Paragraph 16 of the decree “relating to native registration” stipulated that any white person could stop any African and ask for identification, and hand over those without a pass to the police.²⁸ In everyday life, the state’s power lay in permitting the participation in policing activity, not in the successful claim for exclusive force on the ground. When it happened without authorization, the police condemned violence. But there was a practice of outsourced violence which fostered state power because it was authorized by the state. On the other side, in a climate in which the settler community felt that crucial decisions, like the 1907 “native regulations,” had been made without them and that they had been excluded too long from political power, violent practices represented to these “dependent masters” a way of expressing their claim to sovereignty.²⁹

Finally, and related to the participatory element, violence was authorized as well as authored, in the sense of textually inscribed. This becomes apparent when looking at important function of the police to supervise colonized labor. The issue of the “proper treatment of natives” was paramount. On this question, the police were the ones who defined – mostly in bureaucratic fashion – what form of violence was acceptable and what was not. Their state care [*Fürsorge*] was directed both at the colonized and the settlers. If a German employer had their trust, they authorized him to exercise his “paternal right of chastisement.” If this was not the case, his authorization to use force was withdrawn. What was essential here was that policemen could decide on the spot on the one hand, but at the same time could always refer to the law, or rather the bureaucratic state, to lend weight to their judgment about “right” and “wrong.” Afore-

26 Note by Magistrate Berengar Zastrow, 14.04.1911, BArch-B, R 1002/2710, 90.

27 Statement by farmer Grüner, 16.02.1908, BArch-B, R 1002/2708, 19–37.

28 Verordnung betr. die Paßpflicht der Eingeborenen, 18.08.1907, in *Deutsche Kolonial-Gesetzgebung*, vol. 11 (1907), 350–352.

29 Helmut Bley, *Namibia under German rule*, Hamburg, Lit, 1971, pp.174–201.

mentioned account by Sergeant Maletz illustrates the creative way with which police used the letter of the law (he claimed to have been conferred disciplinary authority, which in fact was not the case) to give credence to their pragmatic (i. e. violent) policing solutions.

How shooting at fleeing subjects was regulated demonstrates best, however, what I mean when I contend that policemen authorized and authored their own violent action through narrative inscription in formalized procedure. This needs longer elaboration: In August 1908, the colonial official responsible for instructing higher-ranking policemen at the police school in Windhuk reported to police headquarters that “policemen were quite surprised when I told them that they were not allowed to shoot at fleeing subjects. After inquiry, I discovered that they were without exception of the opinion that it was their duty to use firearms against escaped prisoners. Some of them had even been so instructed.”³⁰ As a consequence, Chief of Police Heydebreck issued a circular to all administration offices and depots a month later, ordering them to “instruct all policemen that they are allowed to use their weapon only in cases of self-defense” and not “against escaped white prisoners” or against any fleeing person. In the case of Africans, the circular specified, one was permitted to shoot at them only “if they appear hostile, that is, if they themselves are shooting or their behavior leads one to believe with certainty that they want to open fire on the patrol.”³¹ This decree marked the beginning of a discussion among colonial officials regarding the rules of gun usage that lasted until the end of the German colonial era. At that point, the police manual still stipulated that the use of one’s firearm was permitted only in defense or if a subject caught in an act of crime resisted arrest “with violence or threats,” or escaped after an accomplished arrest.³² Both the manual and the 1908 circular had as a reference point § 53 of the Imperial Penal Code (*Reichsstrafgesetzbuch*), basing colonial police policy on metropolitan norms.³³ Yet, along the way, restrictions were slowly but surely loosened. Police practice, framed by economic and ideological imperatives, drove the change.³⁴

In the 1908 decree one can already discern a distinction between the treatment of white and black subjects. Concerning the first group (“whites”), the decree formulated a prohibition. Regarding the second group (“natives”), the decree formulated a permission granted in certain cases. Throughout the colonial period, this differentiation was developed further. The regulations on the use of weapons expressed and enabled

30 Kelz (Police School Windhuk) to IdL, 12.08.1908, BArch-B, R 1002/2560, 1.

31 Circular by Chief of Police Heydebreck, 17.09.1908, BArch-B, R 1002/2560, 4.

32 *Dienstvorschrift*, 31.

33 J. Zollmann, op. cit., 2010, p. 164.

34 J. Zollmann, op. cit., 2010, pp. 163–179 comes to a different interpretation regarding the use of weapons. He claims that the discussion was among superiors who then eventually condoned an already practiced procedure of their subordinates, whereas I claim that the rank and file significantly influenced the decision-making process of the superiors.

the range of distinctions that defined colonial society – prominently, those between policemen and settlers or between whites and nonwhites. The surprise of policemen when they heard that they were not supposed to shoot at people who fled when the police appeared shows that common practice was contrary to regulation. Likely, this was also the case after police headquarters released its reminder in September 1908. The ruthless seizure of Africans for the colonial economy regularly involved shootings in cases where neither threats nor prior arrests had occurred. Moreover, reports describing settlements that were abandoned in a hurry, leaving valuable belongings behind, indicate that many colonized indeed chose to flee when they had the chance.³⁵ A number of accounts of shootings fail to mention any form of armed confrontation, suggesting that these were committed against unarmed victims.³⁶

How often policemen shot at colonized for reasons other than what one might reasonably construe as self-defense I cannot assess. But by reading the statements carefully, one can detect recurring rationales and behavioral patterns. A 1906 template that served as an illustration of how to fill out the patrol book at the police station at Hohewarte had as one of its entries the following statement: “Camp of the thieves taken by surprise. 1 Herero shot. Rest escaped. 1 ox slaughtered. The second recovered.”³⁷ The district office in Rehoboth telegraphed in fall 1908: “Patrol [constituted of] two police sergeants, 8 voluntary Basters, in area near [illegible] mountains caught cattle thieves unawares. One Bushman shot dead. Three men and sixteen women a[nd] children apprehended, three old rifles seized.”³⁸ In 1909, a police patrol led by Inspection Officer Trenk captured two San men. Further, “3 Bushmen, among them the murderer of cattle herder Zarus, were shot dead after they attempted escape.”³⁹ What is noteworthy in these citations is the surmised criminality of the victims, and that this criminality always pertained to the whole collective and not to one individual. The reports needed to imply that the group posed an imminent danger in order to comply with the directive. It is striking that in all cases the police force had overwhelming power and tactical advantage. In the first two cases, the groups were “taken by surprise,” and the numerical proportion was always in favor of the assailants. In the first and last examples, no firearms among the police’s opponents were even mentioned, indicating that they had none, since the police were instructed to report all apprehended weapons.⁴⁰

35 For instance, patrol report by Sgt. Dufring (Police Station Okahandja), 16.02.1908, BArch-B, R 1002/2708, 19–37.

36 For a detailed discussion of manhunts, see M. Muschalek, *op. cit.* pp. 137–140.

37 Template of patrol book by Sgt. Kraus (Police Station Hohewarte), 12.03.1906, NAN, DAR, 20 P.II.1, 40.

38 Telegram by Magistrate Hoelscher (District Office Rehoboth) to IdL, 28.09.1908, NAN, ZBU 479 D.V.0, 46.

39 Report by District Chief Seydel (District Office Maltahöhe), 17.03.1909, NAN, ZBU, 479 D.IV.0 (vol. 1), 206.

40 J. Zollmann, *op. cit.*, 2010, p. 68.

Only within the framework of an ideology that perceived the colonized as collectively responsible for committed crimes could the police practice of shooting gain the meaning of self-defense.

Furthermore, understanding shooting as a regulated act was crucial, for it established it as bureaucratized and professional. In this manner, the police distinguished their actions from those of other colonizers in the colonial realm. Although settlers using their guns were not necessarily punished, the police had a specific way of doing things, a police procedure.⁴¹ People were shot, in the wording of the police, “according to regulations” – even when the actual rules were ignored or unknown, and even when the actual shooting had been done in an irregular, hasty, or thoughtless way.⁴² Especially the idea that one could shoot if one had called out to an escapee persisted. It was the most common formulation used by police to indicate that they had proceeded in accordance with rules. Sergeant Becker, accompanied by the African policeman Abraham, for instance, pursued two armed African men who were suspected to have stolen a goat.⁴³ The policemen killed the first man in circumstances not specified. When they approached the second man a day later, Becker observed that, as the man was going to escape again into the hills, “he was hailed. And since he did not stand, he was shot at. While running, he dropped a pot and a blanket, his rifle he kept in his hand until he was lethally hit by the fifth shot and fell to the ground.”⁴⁴ When the bodies were examined, it turned out that the first victim had had only two bullets, of which one was a misfire, and the second victim had had no ammunition at all.⁴⁵ The bureaucratic practice of inscribing shootings into a specific narrative formula (suspected criminals were hailed, then shot) eventually gave the formula such inertia that it was accepted as regulated practice. In regulations issued in October 1911 and February 1914, the formulation was formally institutionalized by headquarters, retroactively justifying what was common practice.⁴⁶ A police practice generated out of misunderstanding the rules had become a new rule.

Conclusion

In this article, I have endeavored to demonstrate how imperial power and colonial statehood can look different if one approaches it from an everyday-life perspective and asks what role violence at the grass root played in this context. The specific histori-

41 Cf. M. Muschalek, *op. cit.* pp. 98–129.

42 Vice Governor Hintrager to RKA, 30.10.1908, BArch-B, R 1001/1914, 53.

43 Patrol report by Sgt. Johannes Becker (Police Station Ramansdrift), 22.11.1908, NAN, ZBU, 479 D.IV.o (vol. 1), 126–28.

44 *Ibid.*, 128.

45 *Ibid.*

46 Circular by Governor Seitz, 24.10.1911, BArch-B, R 1002/2560, 48–49; circular by Governor Seitz, 04.02.1914, BArch-B, R 1002/2560, no page number.

cal situation in which the state police operated in German Southwest Africa, its particular composition, and its organizational police practices generated constellations in which short-lived alliances could be constituted across diverse borders. Violence was often the social practice with which these ephemeral communities were formed. These collaborations, in my view, produced a remarkably powerful, if unstable, state.⁴⁷ To be sure, the formal state that lawyers and state theorists devised had little to do with the improvised, semi-official state that the lower echelons of the colonial administration created. But the two were mutually reinforcing. Not infrequently, the formal state post-facto justified the improvised one, or the improvised state referred to the presumed legitimacy of the formal one.

Despite the traumatic break of German colonization and genocidal warfare, a post-war society emerged with all the forms of conflict and cooperation typical of social order. It was, to be sure, an unstable order, prone to disruption, appallingly cruel to many, and unsatisfying even to its ostensible beneficiaries. But – and this is the unsettling conclusion of my study – colonialism, for all its injustice and brutality, was often livable (if only barely). People made do.⁴⁸ They sought an elusive stability through the regularized ways in which they built individual lives, formed and reformed communities, and organized social life. We have to confront the uncomfortable fact that, in this colonial life, violence was constructive, not just destructive. It was a form of cooperation/accommodation – across different categories.

47 Michel Foucault *Discipline and Punish: The Birth of the Prison*. New York, Vintage Books. [1977] 1995, p. 26. He has described these “micro-physics of power” as operating on the level of tactics and techniques, as a “network of relations, constantly in tension, in activity, rather than a privilege that one might possess.”

48 See Michel Certeau, *The Practice of Everyday Life*. Berkeley, University of California Press, 1984; Alf Lüdtkke, *Alltagsgeschichte: Zur Rekonstruktion historischer Erfahrungen und Lebensweisen*. Frankfurt/M, Campus Verlag, 2020.

La diaspora camerounaise en France dans l'entre-deux-guerres

L'invention d'un imaginaire manichéiste dans
un contexte de grande rivalité entre la France
et l'Allemagne

EMMANUEL TCHUMTCHOUA

À la fin de la Première Guerre mondiale, le Cameroun, ancienne colonie allemande, devint, à la suite de la Conférence de paix de Versailles, un territoire sous mandat de la Société des nations (SDN), administré par la France et l'Angleterre. Ce changement de la puissance tutrice entraîna, surtout pour la partie confiée à la France, un déplacement du centre de gravité des mouvements migratoires des Camerounais vers l'Europe. Petit à petit, s'installa dans ce pays une petite élite camerounaise constituée d'aventuriers, d'étudiants, de militants de la cause Duala¹, d'anciens combattants et d'émigrés camerounais venus d'Allemagne et qui, avec la montée du nazisme, ne pouvaient plus rester dans ce pays.

Cette diaspora aux origines très hétéroclites, dont le nombre dépassait la centaine en 1937, manifesta au cours de cette période une intense activité politique tant en France qu'à Genève, au siège de la SDN. Cette activité, qui fut marquée par des pétitions, la publication dans des journaux, l'envoi des lettres aux autorités, ou encore la création d'associations et de mouvements politiques aux idéologies souvent très divergentes,

1 Il s'agit en réalité des revendications domaniales. Les Duala avaient été chassés de leurs terres par les Allemands. Après le départ de ces derniers, les chefs et les élites menèrent auprès de l'administration française et de la SDN une véritable campagne afin de recouvrir la pleine possession de leurs droits.

Sur ces revendications lire Ralph A. Austin et Jonathan Derrick, *The middlemen of the Cameroons Rivers. The Duala and their Hinterland : c.1600-c.1960*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, pp. 138–175.

Emmanuel Tchumtchoua, « Parler pour Dieu et pour les hommes. Les missionnaires de la SMEP entre conflits doctrinaux et revendications domaniales des Duala au Cameroun pendant l'entre-deux-guerres » in Jean Pirotte, Jean-François Zorn et Luc Courtois (dir.), *Quel Dieu ? Quel homme ? Variations de l'annonce missionnaire des réformes du XVI^e siècle à nos jours*, Paris, Karthala, 2018, pp. 201–217.

connut à la fin des années 1930 une inclinaison pro-française d'une part et anti-allemande d'autre part, instrumentalisée en cela par les autorités françaises de l'époque.

Nous nous proposons, dans ce papier, de jeter un faisceau de lumière sur ces Camerounais de l'étranger, sur leurs engagements politiques et sur ce compagnonnage intrigant entre cette élite souvent nationaliste et des hommes politiques français.

Une diaspora très hétéroclite

Bien qu'ils fussent tous, dans leur immense majorité, originaires de la région côtière, les membres de cette communauté singulière n'avaient pas le même passé, le même itinéraire et encore moins le même engagement politique. On pourrait *grosso modo* les classer en quatre catégories : les étudiants, les activistes de la cause duala, les militants et les réfugiés politiques, enfin les aventuriers.

Les étudiants

Il faut dire d'emblée que dès la fin du XVIII^e siècle, alors que le commerce sur la côte était encore dominé par les Anglais et que le travail de la « *Baptist Missionary Society* » prenait son envol, s'était créée à Douala une sorte de passion pour l'école et les études à l'étranger. L'élite de ce peuple, devenu au fil de l'histoire un véritable intermédiaire² entre les Européens et l'hinterland, avait besoin de former ses enfants afin qu'ils maîtrisent la complexité nouvelle née de la densité et de la variété des échanges commerciaux qui avaient cours dans le golfe de Guinée. L'entreprise coloniale qui s'annonçait, les maisons de commerce qui s'étaient implantées et surtout la mission qui étendait chaque jour son emprise et son empire avait besoin de plus en plus de manœuvres qualifiés, de petits clercs, de catéchistes, d'interprètes, bref de produits de l'école occidentale. Avoir fait des études à l'étranger était donc un gage d'accession à un statut meilleur dans la société coloniale naissante et les élites locales les plus en vue, particulièrement les rois locaux, bataillaient pour envoyer leurs enfants à l'étranger. C'est ainsi que le roi Ndumbe Lobé Bell envoya son fils Douala Manga Bell faire ses études à Bristol³.

Cette tendance à envoyer les enfants étudier en Europe de l'Ouest s'accrut avec la colonisation allemande. En réalité, l'administration coloniale allemande mit en place une politique qui maintenait le Cameroun dans un état de sous-développement éducatif calculé. Ainsi, l'école s'arrêtait à la classe supérieure du primaire. Tous ceux

2 Sur ce rôle d'intermédiaire, lire Ralph A. Austin et Jonathan Derrick, *The middlemen of the Cameroons Rivers*, *op. cit.*

3 Adalbert Owona, *La naissance du Cameroun 1884-1914*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 36.

qui voulaient se perfectionner ou simplement continuer les études étaient obligés de partir à l'étranger et plus précisément en Allemagne. Ni la distance, ni le coût des études, ni même les nombreuses déperditions scolaires ne décourageaient les parents. Pour ces Camerounais, dont certains s'étaient enrichis dans les plantations ou dans le commerce, avoir un enfant qui faisait des études à l'étranger rehaussait le prestige des parents. Pour prendre l'exemple de la seule année 1908, on dénombrait plus d'une vingtaine d'élèves et d'étudiants Camerounais en Allemagne. On peut citer à titre illustratif, Lobe et Ekwe qui fréquentaient le Lycée de Hambourg et qui avaient pour ambition de devenir médecin pour le premier et avocat pour le deuxième⁴ ; Douala Manga Bell était lui au lycée d'Ulm et souhaitait devenir architecte, son frère Richard Din Manga Bell était à l'école d'agronomie d'Oranienburg. Il devint plus tard agronome⁵. On peut aussi ajouter à cette liste Stéphane Douala Missipo, le fils du planteur Thomas Missipo qui étudiait à Francfort et qui devint plus tard médecin, Maria Mandessi Bell, la fille du riche Mandessi Bell, ou Joseph Ekwe Bile, autre fils d'une élite Douala⁶.

L'arrivée des Français à la suite de la Grande Guerre accentua cette tendance, car comme du temps des Allemands, les études s'arrêtaient au niveau de la classe terminale de l'école primaire qu'on appelle aujourd'hui cours moyen deuxième année (CM2). Le grade de diplôme le plus élevé était alors le CEPE⁷. Il existait par contre à Yaoundé une école supérieure à laquelle on accédait par un concours très sélectif et qui préparait en deux ans les élèves au non moins prestigieux poste d'« écrivain interprète ». La petite bourgeoisie naissante qui tenait à ce qu'un des fils fasse des études secondaires et supérieures était obligée d'envoyer les enfants très tôt à l'étranger une fois le cycle primaire achevé. Ce fut le cas de Léopold Epée Moumé Etia qui, par la durée de son séjour dans l'Hexagone (12 ans) et la multiplicité de ses combats sur le sol français, représente à nos yeux l'archétype de l'étudiant camerounais de cette époque.

Léopold Épée Moumé Etia est né le 22 décembre 1913 à Bonateki (Deïdo). Il est le fils aîné d'Issac Moumé Etia, écrivain-interprète, et de Christine Mouna Ntone Ekwala⁸. Son père était l'un des rares fonctionnaires à avoir servi successivement les administrations allemande, britannique et française. Il parlait couramment ces trois langues. Contrairement à une grande majorité de l'élite duala, dont la prospérité provenait du commerce, des rentes et des baux ainsi que des activités agricoles avec des grandes plantations dans le Moungo et l'arrière-pays, Isaac Moumé faisait partie de

4 Yvette Monga, *Les entrepreneurs Duala. (Ca 1890-1930)*, ANRT, Aix-en-Provence, 1996, p. 353.

5 *Ibid.*

6 *Ibid.*, p. 354.

7 Certificat d'études primaires élémentaires. C'est ce diplôme qui clôture les études au niveau du cycle primaire.

8 Léopold et Abbey Moumé Etia, « Notice bibliographique de monsieur Isaac Moumé-Etia. Ex-écrivain interprète, étoile noire du Bénin, chevalier de l'ordre universel du mérite humain, officier d'Académie », N.E., p. 10.

ce que Jonathan Derrick a appelé l'élite de la « fonction publique⁹ ». Il s'agit d'une sorte de « sub-élite » ou élite de petit échelon pour emprunter l'heureuse formule de Martin Kilson¹⁰, à qui l'éducation occidentale avait donné un semblant de vernis de la culture européenne et, parce qu'elle servait d'intermédiaire entre l'administration coloniale et le reste de la population, échappait un peu à « l'état d'exception qui sévissait dans la colonie¹¹ » et dont les visages les plus marquants étaient l'indigénat et les travaux forcés.

Cette position de prestige, même si au demeurant elle n'était pas comparable à celle de n'importe quel Européen travaillant dans la même structure¹², donnait à ceux qui la possédaient un sentiment de supériorité vis-à-vis des autres Camerounais. Léopold Moumé Etia naquit donc dans une famille aisée pour l'époque. Il fit ses études à l'école régionale de Bonamouti à Akwa avec son frère Abel.

En 1927, il est envoyé en Europe pour poursuivre ses études¹³. Il arriva à Marseille, qui était le port de débarquement de la plupart des voyageurs en provenance de l'Afrique, le 8 août 1927. Il fut accueilli par une famille franco-antillaise que son père avait connue au Cameroun¹⁴. Son cursus scolaire en métropole n'est pas très clair. Ce que l'on sait de manière à peu près certaine, c'est qu'en douze ans de séjour en France, il n'obtint pour tout diplôme qu'un CAP d'ajusteur mécanique¹⁵. C'est pendant les douze années passées en France, précisément du 8 août 1927 au 30 août 1939, que ce fils de « bourgeois », comme il se faisait appeler, fut initié à la politique. Le premier qui lui tint la main pour le conduire dans les dédales de la vie parisienne, et qu'il cite d'ailleurs dans son livre autobiographique, fut son compagnon de voyage pour Paris, Richard Din Manga Bell, délégué du *Ngondo* en France¹⁶.

C'est lui qui mit Léopold Moumé Etia en contact avec quelques Camerounais de la diaspora et surtout les plus grands activistes comme Joseph Ebelé Ngoto, panafricaniste et indépendantiste, fondateur du premier journal camerounais dénommé *Mbalé*, « La vérité ». C'est d'ailleurs Joseph Ebelé Ngoto qui permit à Moumé Etia de quitter

9 Jonathan Derrick, « Elitisme colonial au Cameroun : Le cas des Douala dans les années trente » in Martin Zachary Njeuma (dir.), *Histoire du Cameroun (XIXe s. – début XXe s.)*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 184.

10 Martin Kilson, « The emergent elites of Black Africa 1900–1960 » in Lewis H. Gann et Peter Dui-gnan (dir.), *Colonialism in Africa 1870–1960*, Vol II, Londres, New York, Cambridge University Press, 1970, pp. 351–397.

11 Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Françoise Vergès, *La République coloniale. Essai sur une utopie*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 33.

12 Il faut ici préciser qu'avant la fin de la Seconde Guerre mondiale, il n'existait pas de fonctionnaires camerounais. Ceux qui servaient dans l'administration étaient logés dans ce qu'on appelait alors « Statut local » dont la principale caractéristique était contenue dans la célèbre formule : « à titre précaire et essentiellement révocable ».

13 Léopold et Abbey Moumé Etia, Notice bibliographique de monsieur Isaac Moumé-Etia. p. 10.

14 Léopold Moumé Etia, *Cameroun. Les années ardentes. Aux origines de la vie syndicale et politique*, Paris, JAPRESS, 1989, p. 45.

15 *Ibid.*

16 *Ibid.*

le cadre purement ethnique et qui était constitué de Richard Din Manga Bell, Joseph Ebelé Ngoto, Gaston Kingué Jong et Jean Mandessi Bell, pour élargir ses horizons en faisant la rencontre de tout ce que Paris comptait d'étudiants, d'écrivains, d'hommes politiques noirs originaires d'Afrique ou des Antilles.

C'est dans cette mouvance que Léopold Moumé Etia fit la rencontre d'un autre Camerounais qui, pour un temps, remplaça Joseph Ebelé dans son tutorat politique. Il s'agit de Chan Gottfried, alias Kurz Hermann¹⁷. C'est ce « panafricaniste de gauche pétri de culture communiste » qui allait initier Léopold Moumé Etia au militantisme politique de type associatif en faisant de lui le secrétaire général de son Comité national de défense des intérêts du Cameroun¹⁸. Il est vrai que les rapports entre Chan Gottfried et Léopold Moumé Etia, ce fils de « bourgeois¹⁹ », se détériorèrent rapidement, au point où les deux finirent par se séparer en 1937. Léopold Moumé Etia se joignit alors à Jean Mandessi Bell et à Mandengue Thomson pour créer en juin 1937 une association : Union nationale du Cameroun ou Union camerounaise²⁰. Même si le cas de Léopold Moumé Etia était assez représentatif de l'itinéraire suivi par la plupart des élèves et étudiants camerounais présents sur le sol français à cette époque, il n'était pas le seul. On pourrait citer à titre purement illustratif un certain Bell qui était étudiant en médecine, Mudute Bell qui était titulaire du Baccalauréat et qui cherchait à s'inscrire en faculté, Jean et Sam Mandessi Bell.

Les activistes de la cause « Duala »

Pour comprendre la présence d'activités de cause Duala à Paris dans l'entre-deux-guerres, il faut remonter à la colonisation allemande. Les dernières années de leur présence au Cameroun avaient été marquées par un grave contentieux domanial avec ce peuple. Dès 1911, les Allemands avaient décidé de faire du plateau Joss, une bande de terre qui longe le fleuve Wouri et qui était le domaine des Bell, un quartier européen. Malgré une forte mobilisation, avec des actions en justice et même des débats au Parlement allemand, la décision allemande prévalut. Les Duala, qui avaient énormément investi sur ce plateau et qui pour quelques-uns en tiraient des rentes substantielles, furent expropriés sans ménagement. Pour mettre tout le monde au pas, le

17 Sur ce personnage lire Emmanuel Tchumtchoua, « Chan Gottfried alias Kurz Hermann : panafricaniste et nationaliste camerounais dans la France de l'entre-deux-guerres », in Jules Kouosseu et Noubissie. M. Tchouké (dir.), *Figures de l'histoire du Cameroun. XIXe-XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp. 267-272.

18 *Ibidem*.

19 Ce titre lui aurait été donné par ses adversaires. Voir Léopold Moumé Etia, *Cameroun. Les années ardues*, p. 83.

20 *Ibid.*, p. 45 et p. 46.

prince Douala Manga Bell, le principal acteur dans cette lutte, fut pendu ainsi que son secrétaire Ngoosso Din le 8 août 1914²¹.

Après la fin de la guerre et le départ des Allemands, les Duala espéraient que les Français, qui leur avaient succédé, allaient annuler les expropriations et leur redonner leurs terres, mais ce fut peine perdue. Lorsque les nouveaux occupants décidèrent de ressusciter le vieux projet allemand d'expropriation des Duala du plateau Joss afin d'y construire une ville européenne, Richard Din Manga Bell, qui avait succédé à son frère comme chef de canton Bell, prit lui aussi la tête de la résistance Duala. Aidé en cela par le pasteur Charles Maître, il mobilisa tout ce qu'il avait comme ressources afin de contrecarrer ce projet « funeste²² ». A l'issue de plusieurs négociations conduites par le pasteur Charles Maître avec le gouverneur Marchand et toute l'administration coloniale, un compromis fut trouvé. Il consistait à réserver le plateau Joss aux Européens et à créer une ville indigène, tracée et lotie à Bali²³.

Pas entièrement satisfait par ce compromis, il décida avec l'aide des missionnaires protestants, surtout du pasteur Charles Maître, et le soutien de sa population, de démissionner de son rôle de chef du canton Bell pour aller en Europe, précisément en France, afin de porter devant la SDN les revendications domaniales de son peuple. Son clan, les Bonadoo, cotisa pour l'occasion la somme de 100 000 francs, dont 40 000 francs provenant des caisses de Mandessi Bell, afin de payer les frais de voyage et d'installation en France²⁴. Pour comprendre le soutien de presque tout le canton Bell à cette initiative portée par Richard Din Manga Bell, il faut dire que sa compétence, son honnêteté et son histoire personnelle forçaient l'admiration de tous ses administrés, les missionnaires compris.

En effet, et comme nous l'avons indiqué plus haut, cet autre fils du roi Manga Ndumbe et de Mousongo Din de Bonatoné fit des études en Allemagne où il obtint un diplôme d'agronome de l'université d'Oranienburg. De retour au Cameroun, il mit sa science aux services des planteurs de sa région. À la suite du décès par pendaison de son frère, il lui succéda à tête du canton. Dans son engagement constant pour son peuple, il resta d'une grande cohérence et ce dernier lui rendit bien en hommage et en reconnaissance. Dans une pétition adressée le 23 août 1927 au gouverneur des colonies, 31 notables du clan des Bonadoo écrivaient : « Chaque année le producteur améliore

21 Pour en savoir plus, voir Richard Joseph, *Le mouvement nationaliste au Cameroun. Les origines sociales de l'UPC*, Paris, Karthala, 1986, pp. 34–42 ; Ralph A. Austin et Jonathan Derrick, *The middlemen of the Cameroons Rivers*, *op. cit.*, pp. 128–137.

22 Sur ce combat, lire Emmanuel Tchumtchoua « Parler pour Dieu et pour les hommes. Les missionnaires de la SMEP, entre conflits doctrinaux et revendications domaniales des Duala au Cameroun pendant l'entre-deux-guerres », in Jean Piroette, Jean-François Zorn et Luc Courtois (dir.), *Quel Dieu ? Quel homme ?*, *op. cit.*, pp. 201–217.

23 *Ibid.*, p. 214.

24 Jonathan Derrick, « Douala under French Mandate, 1916–1936 », Ph.D thesis, School of Oriental and African Studies, Londres, 1979, p. 281.

son cacao ou son huile, selon les données rationnelles que lui fournit inlassablement Richard Bell avec un désintéressement qui n'avait d'égal que sa popularité²⁵. » Sur le plan des techniques agricoles, Richard Din Manga Bell conçut aussi une caisse de fermentation de cacao qu'il présenta à l'administration coloniale. Celle-ci l'apprécia tellement qu'elle se proposa de l'acheter à 200 francs l'unité²⁶.

C'est donc cette mobilisation contre une injustice que les missionnaires protestants appelaient « ségrégation » qui explique la présence de Richard Din Manga Bell en France. Il voyagea en compagnie de Léopold Moumé Etia et du missionnaire suisse Bâtard. Il s'implanta à Vincennes, au sud-est de Paris. Pendant cinq ans, il coordonna la lutte pour la défense des intérêts de sa communauté, avec l'aide de Vincent Ganty, un Guyanais anticolonialiste chassé du Cameroun pour son engagement militant en faveur de la population locale²⁷, de maître Breton, avocat d'origine guadeloupéenne, et de quelques Duala dont Joseph Ebelé Ngoto, et Gaston Kingue Jonc. Pour ce faire, ils inondèrent la SDN et l'administration française de pétitions et de lettres. Son activité déplut à l'administration française qui l'accusa de menées anti-françaises et même de complot en vue d'acheter des armes pour mener des troubles au Cameroun²⁸. En 1932, il contracta une grave maladie, et, rapatrié, il mourut à Douala le 8 avril 1932²⁹.

Les réfugiés, les activistes politiques, et la société civile naissante

La fin de la Première Guerre mondiale ne mit pas fin à la présence camerounaise en Allemagne. En dehors des étudiants dont nous avons fait cas plus haut, plusieurs Camerounais s'y étaient établis et y avaient fait souche, soit en épousant des Allemandes, soit en y travaillant, ou les deux à la fois³⁰.

L'arrivée des Nazis au pouvoir ébranla la quiétude de cette autre diaspora camerounaise. Certains, à l'instar Harry Thomson Mandengue, comprirent vite le danger et se réfugièrent en France. La majorité par contre resta sur place, espérant que les jours mauvais passeraient rapidement. Pour se prémunir d'éventuelles tracasseries que les Nazis pourraient à l'avenir leur causer, certains de ceux qui étaient restés essayèrent

25 Archives privées de Douala Manga Bell citées par Yvette Monga, *Les entrepreneurs Duala. (Ca 1890–1930)*, op. cit., p. 354.

26 Archives d'outre-mer d'Aix-en-Provence (AOM), Agence FOM, C1003 Dossier 3518, renseignements concernant les indigènes. Correspondance du 1er août 1927.

27 Sur ce personnage, lire Simon Nken, *Vincent Ganty « homme politique camerounais ». Itinéraire d'un indocile et anticolonialiste guyanais (1881–1957)*, Paris, MEDUNETER, 2020.

28 Léopold Moumé Etia, *Cameroun. Les années ardentes*, op. cit., pp. 45–46.

29 <https://www.facebook.com/639475016239749/posts/911374162383165/> consulté le 08/11/2021.

30 Sur la formation de cette diaspora, lire Robbie Aiteken et Eve Rosenhaft, *Black Germany, The making and Unmaking of a diaspora community, 1884–1960*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

de se faire établir un passeport français avec la mention usuelle « administré sous mandat français³¹ ».

Dès 1935, la pression nazie s'accroît avec l'entrée en vigueur des lois de Nuremberg. Des Camerounais comme Thomas Ngambi, Kuo Otto Makube, Theophilus Dualla Missipo, Paul Malapa, Bruno Malapa, Peter Makembe, Kassin Ndanke, Dominikus Manga, Ngoto Ebale, ou encore André Manga Bell, ainsi que leurs familles respectives, quittèrent l'Allemagne pour s'établir en France, et particulièrement à Paris pour la très grande majorité³².

En ce qui concerne les politiques et la société civile naissante, la figure la plus représentative est Joseph Ebelé Ngoto. On ne sait pas grand-chose sur son passé. Par contre, sur sa vie parisienne, on sait qu'il était un habitué des milieux panafricanistes et indépendantistes. C'est lui qui introduisit la plupart des Camerounais dans ces milieux. Comme nous l'avons écrit plus haut, Il fonda le premier journal camerounais, *Mbalé*. Il en confia la rédaction en chef à Gaston Kingué Jonc qui s'acquitta de cette tâche pendant à peine une année, car il dut rentrer au Cameroun dès 1931³³, où ce journal fut d'ailleurs, pour un temps, interdit de circulation³⁴. Loin de décourager Joseph Ebelé, cette décision de l'administration française décupla son énergie et il prit fait et cause pour les problèmes fonciers des Duala, les intérêts des Africains en général et ceux des Camerounais en particulier. Sous le pseudonyme de « Doualaman », il se servit de la tribune qu'offrait son journal pour porter des attaques contre tous les impérialismes, allemand comme français³⁵. En 1933, il publia un article au titre très provocateur : « le Cameroun revendique son indépendance³⁶ ». L'année suivante, il publia dans le journal panafricaniste « le cri des Nègres » un article très détaillé sur le problème de l'expropriation des terres à Douala³⁷. Tous ces articles témoignent de la qualité de l'engagement de Joseph Ebelé et surtout de son idéologie politique, à savoir l'indépendance et le panafricanisme.

31 AOM, Carton 31 dossier 281–287, lettre en date du 15 mars 1934 du directeur de l'agence des territoires africains sous mandat français au ministre des Colonies.

32 Robbie Aiteken et Eve Rosenhaft, *Black Germany*, *op. cit.*, p. 279.

33 Léopold Moumé Etia, *Cameroun. Les années ardentes*, *op. cit.*, p. 46 ; Jonathan Derrick, « élitisme colonial au Cameroun », *art. cit.*, p. 184.

34 Archives Nationales Yaoundé (ANY), APA 10367, circulaires sur les activités révolutionnaires, 30 mai 1929.

35 Ralph A. Austin et Jonathan Derrick, *The middlemen of the Cameroons Rivers*, *op. cit.*, p. 156.

36 AOM, agence FOM, C.1003, dossier 3542 Commissaire Bonnacarré. Lire aussi Ralph A. Austin et Jonathan Derrick, *The middlemen of the Cameroons Rivers*, *op. cit.*, p. 156.

37 *Ibid.*

Les aventuriers

Le goût du large et de l'aventure chez les Camerounais ne date pas d'aujourd'hui. Pendant les administrations allemandes et françaises, plusieurs parmi eux essayèrent avec plus ou moins de succès d'embarquer de manière clandestine soit pour l'Europe, soit pour l'Amérique. On peut à titre illustratif citer le cas de David Njaso alias Harry Thompson, refoulé des États-Unis³⁸, ou Heinemann Eboumbou qui fut débarqué le 5 juillet 1921 d'un bateau allemand à Monrovia au Liberia³⁹.

Celui qui au sein de la diaspora camerounaise en France avait le profil du parfait aventurier était Chan Gottfried. Cet « ardent défenseur de l'indépendance du Cameroun⁴⁰ », pour reprendre les mots de l'administration française, naquit le 9 mars 1906 à Yabassi au Cameroun de Ngen et d'Anna Yete. Il arriva clandestinement en France en 1926. Le 17 août 1931, il s'engagea dans la Légion étrangère sous le pseudonyme de Kurz Hermann, né le 19 mars 1909 au Nigeria de Jean et Marie Hinn. Il faut dire en passant que l'article 22 du traité de Versailles dans son alinéa 5, interdisait au mandataire « de donner aux indigènes une instruction militaire si ce n'est pour la police ou la défense du territoire ». Sans cette falsification de son identité, Chan Gottfried ne pouvait donc pas être recruté dans l'armée française.

Son séjour dans ce corps d'armée fut de courte durée, car dès 1932, lors d'un séjour de son unité au Maroc, il fut forcé de retourner à la vie civile à cause d'un problème de cataracte. On lui accorda alors une pension d'invalidité de 2 000 francs français de l'époque, ce qui lui donnait une certaine aisance matérielle par rapport à ses autres compatriotes vivant en France à ce moment. Après une longue bataille juridique de plus d'un an et grâce au soutien de l'ancien ministre des Colonies Marius Moutet, il épousa le 31 mars 1934 à Saint-Ouen Émilie Ducamus, avec qui il eut deux enfants. Son combat épique contre l'administration et la justice française fut l'un des éléments déclencheurs de son engagement politique, car il lui révéla l'ambiguïté du statut des Camerounais dans la France de l'entre-deux-guerres. Écrivant le 28 février 1934 au ministre de l'Intérieur, il affirma :

Nous étant citoyens Cameroun, nous vous demandons de nous éclaircir certains points pour que nous ne nous trouvions pas demain en désaccord avec le gouvernement français. Nous ne sommes pas des révolutionnaires ni les agitateurs politiques ... Nous sommes des soldats sans armes, sans défense et sans drapeau ... Depuis 1914 jusqu'aujourd'hui, le gouvernement français ne peut pas nous dire quelle nationalité sommes-nous. La police et la mairie de Paris nous demandent de posséder des papiers étrangers, mais sur quelle

38 AOM, Agence FOM, Carton 31 dossier 287.

39 AOM, Agence FOM, Carton 31 dossiers 287, dépêche télégraphique chiffrée en date du 5 juillet 1921 du gouverneur de l'AOF au ministre des Colonies.

40 ANY, APA 12419/167, Chan Gottfried alias Kurz Hermann. Lettre en date du 23 janvier 1938 du chef de la sureté à monsieur le Haut-commissaire.

nationalité ... Quels (sic) sont les différences entre Maroc, Tunisie et Cameroun ... Pour le moment, nous sommes des citoyens hors-la-loi. Si le gouvernement français ne nous reconnaît pas. Il faut bien que nous trouvions une autre nationalité⁴¹.

Ce texte truffé de fautes de grammaire et d'orthographe est très révélateur. Il décrit toute l'ambiguïté du statut juridique des Camerounais. Pour bien le comprendre, il nous faut, au préalable, contextualiser la trajectoire de cet individu. Chan Gottfried voulait se marier et il saisit à cet effet la mairie de sa ville, Saint-Ouen, qui refusa d'enregistrer son mariage parce « qu'il n'a pas de nationalité⁴² », n'étant ni Français ni ressortissant d'une colonie ou d'un protectorat français. Devant ce refus, Chan Gottfried saisit le tribunal, qui lui aussi confirma la décision de la mairie. De guerre lasse, Chan se tourna vers le ministre de l'Intérieur afin de lui demander des éclaircissements sur le statut juridique des Camerounais présents sur le sol français, d'où cette lettre. C'est pour résoudre ce problème du statut juridique des Camerounais que le gouvernement français fit entrer dans la législation la notion nouvelle d'« administré sous mandat français⁴³ ».

Ce long combat contre la machine administrative française fit voir à Chan la singularité du statut de son pays, ainsi que celui des Africains présents en Europe. Il se lança alors dans ce qui, pour lui, faisait sens et qui pouvait modifier cette condition singulière, à savoir la politique. Il commença par militer dans la plupart des associations panafricanistes, garveyistes, communistes qui avaient pignon sur rue à l'époque. Il fréquenta tour à tour l'Union des travailleurs nègres, la Ligue universelle pour la défense de la race nègre, le Comité de défense de la race nègre sans oublier les milieux communistes français⁴⁴. Il garda de ces associations une culture politique de gauche teintée de panafricanisme et de nationalisme⁴⁵.

Dès 1935, il regroupa les Camerounais de France dans une association qu'il nomma tour à tour « Union Cameroun-France », puis « Association franco-camerounaise », enfin « Comité national pour la défense des intérêts du Cameroun ».

41 AOM, Agence FOM, Carton 31 dossiers 281–287, Lettre en date du 29 février 1934 de monsieur Chan Gottfried à monsieur le Ministre de l'Intérieur.

42 AOM, Agence FOM, Carton 31 dossier 281, note du 1^{er} bureau de la direction des affaires politiques.

43 AOM, Agence FOM, Carton 31 dossier 281, lettre en date du 15 mars 1934 du directeur de l'agence des territoires africains sous mandat français au ministre des Colonies.

44 *Ibid.*

45 Emmanuel Tchumtchoua, « Chan Gottfried Alias Kurz Hermann : panafricaniste et nationaliste camerounais dans la France de l'entre-deux-guerres », in Jules Kouosseu et Noubissie M. Tchouaké, *Figures de l'histoire du Cameroun, op. cit.*, p. 257.

Une diaspora politisée

Il ressort du panorama que nous venons de présenter que la diaspora camerounaise à Paris pendant l'entre-deux-guerres était très politisée. Beaucoup avaient fréquenté les milieux garveyistes, panafricanistes et même communistes. Mais ce fut Chan Gottfried qui, le premier, prit l'initiative de regrouper les Camerounais vivant en France dans un cadre associatif. La première fut Union Cameroun-France, créée avec l'aide de l'anticolonialiste Vincent Ganty, mais elle fit long feu⁴⁶. Puis vint l'Association franco-camerounaise. Cette dernière ne fut même pas déclarée comme le voulait la loi. C'est le Comité national de défense des intérêts du Cameroun, créé à Paris en octobre 1936, déclaré par Chan Gottfried à la préfecture de police le 6 novembre 1936⁴⁷, qui fut la première et la plus grande association de la diaspora camerounaise dans la France de l'entre-deux-guerres. Quelques mois après sa création, cette association comptait déjà plus d'une vingtaine de membres, et constituée, à trois exceptions près, de Camerounais. Ce nombre témoigne et de l'influence que Chan Gottfried avait acquise sur ses compatriotes de l'Hexagone et de l'adhésion de ces derniers à son projet politique.

Le tout premier bureau du Comité national de défense des intérêts du Cameroun était constitué comme suit :

Président :	Chan Gottfried
1 ^{er} Vice-président :	Harry Thomson Mandengue
2 ^{eme} Vice-président :	Gottfried Sabena Amoussou
Secrétaire Général :	Léopold Moumé Etia
Trésorier :	Louis Marcel Tronchon
Chargé de la commission des contrôles :	Jean Mandessi Bell ⁴⁸

Sur le plan idéologique, la vision politique de cette association était à l'image de l'engagement personnel de son leader. Dès le préambule de ses statuts, le Comité national de défense des intérêts du Cameroun affirme :

Lutter pour la libération de tout régime dictatorial, d'amener peu à peu les masses camerounaises à la claire conscience de leurs intérêts de classe et de lutter pour leur émancipation sociale ... par le travail commun et syndical⁴⁹.

46 La paternité de Chan Gottfried sur cette association n'est pas établie de manière certaine. Les renseignements de la police disent qu'il en est le fondateur : ANY, APA 12419/167, Chan Gottfried alias Kurz Hermann. Lettre en date du 23 janvier 1938 du chef de la sureté à monsieur le Haut-commissaire. Léopold Moumé Etia attribue la création de ce mouvement plutôt à Richard Din Manga Bell : Léopold Moumé Etia, *Cameroun. Les années ardentes, op. cit.*, p. 46.

47 ANY, APA 12419/167, Chan Gottfried alias Kurz Hermann. Lettre en date du 23 janvier 1938 du chef de la sureté à monsieur le Haut-commissaire.

48 *Ibid.*

49 ANY, APA 12419/167, Chan Gottfried alias Kurz Hermann, Procès-verbal de la séance extraordinaire du 12 juin 1937.

Il ne faut pas utiliser une grille d'analyse très sophistiquée pour lire à travers ce texte teinté d'une phraséologie marxiste, que le projet du Comité était porteur d'une volonté d'émancipation et de libération. Celle-ci devait s'acquérir par le travail et l'action syndicale. Point n'était besoin d'avoir des tuteurs pour y arriver. C'est pourquoi le Comité national de défense des intérêts du Cameroun s'opposait « au régime dictatorial » que représentait à ses yeux la France et à la politique « de la nation qui considère les nègres comme des déchets sociaux » que représentait l'Allemagne hitlérienne⁵⁰.

En somme, il ne s'agissait pas pour les membres de cette association de quitter une dépendance pour une autre. Le peuple était, selon eux, assez mature pour s'assumer. Le Comité national de défense des intérêts du Cameroun était donc un mouvement nationaliste et même indépendantiste. La conclusion de ses statuts est à cet égard édifiante :

Nous sommes camerounais et nous voulons le rester. Le Cameroun est résolu à faire front contre tous ceux qui le réclament comme colonie. Nous n'entendons rien renier et nous demeurons fidèles à l'idée de patrie et à l'union pour la défense de la liberté. Telle est la doctrine du Comité pour la défense des intérêts du Cameroun, elle est nationaliste sans être raciste⁵¹.

Les mots que très peu de personnes dans le microcosme politique français étaient prêtes à entendre et encore moins à accepter comme projet politique pour un territoire sous leur contrôle étaient lâchés, à savoir « patrie » et « nationaliste ». Il fallait, à ce moment-là, avoir beaucoup de courage et même un peu de naïveté pour exprimer aussi ouvertement son nationalisme. Ce courage qui frise l'insouciance, Chan Gottfried, le principal rédacteur des statuts de ce Comité, allait en donner des preuves surabondantes tout au long de sa vie. Écrivant quelques mois plus tard au ministre français des Colonies, il affirma :

Je suis citoyen camerounais comme vous, vous êtes citoyen français. Vous travaillez pour la paix et la tranquillité de votre pays, nous cherchons à faire autant, car l'avenir du Cameroun nous regarde⁵².

C'est donc en toute logique que la première cause à laquelle s'attela ce Comité de défense des intérêts du Cameroun fut celle des expropriations à Douala. Pour ce faire, il rédigea à l'adresse du gouvernement français et de la SDN un pamphlet intitulé « Cessation des expropriations au profit des colons⁵³ ». Seulement, un concours de circonstances peu ordinaire poussa le gouvernement français à faire fi de cette vision

50 *Loc. cit.* Lettre en date du 23 janvier 1938 du chef de la sureté à monsieur le Haut-commissaire.

51 *Ibid.*

52 ANY, APA 12419/167, Lettre de Chan Gottfried au ministre des Colonies.

53 AOM, Agence FOM, C 1003, dossier 3560 CNDIC.

indépendantiste de Chan et de son Comité et à chercher à l'utiliser dans sa stratégie politique, afin de lutter contre les revendications coloniales allemandes.

Une diaspora très courtisée

Dès l'accession d'Hitler au pouvoir, les revendications coloniales allemandes pour le retour dans le giron national des anciennes colonies perdues après la Première Guerre mondiale et qui étaient longtemps entretenues par des groupuscules privés, souvent d'extrême-droite, devinrent une partie intégrante et une donnée essentielle de l'action diplomatique du Troisième Reich⁵⁴. Comme une traînée de poudre, ces thèses allemandes gagnèrent du terrain aussi bien dans ses ex-colonies, comme le Cameroun, que sur la scène internationale. Au Cameroun, la persistance de la crise ainsi que les balbutiements de l'administration française firent naître chez certaines personnes des sentiments anti-français doublés d'une certaine nostalgie de la période allemande, transformée pour l'occasion en une sorte de pseudo-paradis.

Tous ceux qui avaient connu les Allemands ou qui en avaient entendu parler, et tous ceux qui souffraient de la présence française se joignirent aux quelques Allemands qui avaient réussi à revenir et à s'établir au Cameroun après la défaite, dans une sorte de constellation d'intérêts avec, pour seul point commun, la volonté de voir partir les Français. Des tracts pro-allemands furent distribués, des défilés de partisans organisés et même des associations permanentes de germanophiles furent créées. L'association germanophile qui donna beaucoup de fil à retordre à l'administration française au Cameroun fut le « *Kamerun Eingeboren Deutsch Gesinnten Verein* » (KEDGV) ou « Association de Camerounais de pensées ou de sentiments allemands⁵⁵ ».

Sur le plan diplomatique, certains hommes politiques européens, devant l'intransigeance d'Hitler qui commençait à lier paix et retour des colonies, proposèrent que l'on rendit à l'Allemagne ses anciennes colonies afin de préserver la paix en Europe. Des rumeurs publiques non démenties affirmaient aussi que l'Angleterre avait entamé des pourparlers avec l'Allemagne à ce sujet. Répondant à une question lors d'un débat à la Chambre des communes consacré au problème colonial, le Premier ministre Chamberlain affirma qu'un tel transfert était non seulement plausible, mais possible à la seule condition que « les intérêts de toutes les sections de la population (soient) pris en compte⁵⁶ ».

54 Sur la politique hitlérienne envers l'Afrique et plus particulièrement ses anciennes colonies, lire Alexandre Kum'a Ndumbe III, *Hitler voulait l'Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1980.

55 Le livre d'Alexandre Kum'a Ndumbe III donne une vue globale de ces mouvements germanophiles. *Ibid.*, pp. 44-48.

56 Archives Nationales Buea (ANB), TA 1938/2, Transference of colonies and protectorates and mandated territories under British government to others European powers. Citation traduite par nos soins.

Devant le succès grandissant des thèses allemandes et surtout de la paranoïa qui s'était emparée des Français installés au Cameroun ou ayant des intérêts dans les colonies, il devenait évident pour la France, qui était la plus grande bénéficiaire du partage des colonies allemandes, qu'il y avait péril en la demeure et qu'elle ne pouvait pas rester sans rien faire. Elle décida d'agir. À la propagande coloniale allemande utilisant les milieux indigènes, elle décida d'opposer ceux des Camerounais qui n'avaient pas connu l'Allemagne et qui ne tenaient pas à ce que cette dernière revînt, ou encore ceux qui avaient acquis quelques petits privilèges avec le pouvoir colonial français (fonctionnaires, chefs) et qui pouvaient les perdre avec le retour de ces derniers. Au Cameroun, le gouvernement parraina la création d'une association dénommée JEUCAFRA, la Jeunesse camerounaise française⁵⁷.

En métropole, elle décida d'utiliser les associations créées par les natifs dans son action de contre-propagande. Il fallait démontrer aux Allemands et à la communauté internationale que les sujets de ces anciennes colonies allemandes étaient, comme le disait la JEUCAFRA, « fiers d'être des sujets de la France ». C'est dans ce sens que le gouvernement français entra en contact avec le Comité national de défense des intérêts du Cameroun, qui était l'unique organisation légale créée par les Camerounais, et qui était pleinement actif sur le terrain.

La lettre du ministre des Colonies au Haut-Commissaire de la République française au Cameroun résume à elle seule la stratégie française :

L'activité que déploie depuis l'année dernière le président du Comité National de défense des intérêts du Cameroun est louable. Dans ses déclarations répétées contre un retour éventuel du Cameroun au Reich ... C'est dans ce sens que nous pouvons l'utiliser⁵⁸.

Il est donc clair que le gouvernement français n'appréciait pas le Comité national de défense des intérêts du Cameroun et son président pour ce qu'ils étaient, mais pour la possibilité de les utiliser pour contrer la propagande allemande. Face à ce danger éminemment plus grand, la sagesse prescrivait que l'on ne s'attardât pas sur les détails comme la tendance autonomiste et indépendantiste du Comité, mais sur l'essentiel, à savoir la capacité de cette organisation à mobiliser les Camerounais pour contrer les Allemands. Tant que cette association pouvait aider à conjurer le péril allemand, elle était la bienvenue. Pour le reste, on verrait. Telle fut, à l'égard de Chan Gottfried, l'attitude du gouvernement français. Chan Gottfried, de son côté, pensait prendre au mot la France, et retourner en faveur des Camerounais ce discours anti-allemand articulé autour des principes universels comme la liberté, la fraternité, l'égalité. Si la France reproche à l'Allemagne hitlérienne le fait d'avoir foulé aux pieds ces principes

57 Emmanuel Tchumtchoua, *De la Jeucafra à l'UPC. L'éclosion du nationalisme camerounais*, Yaoundé, Clé, 2006, pp. 35-58.

58 ANY, APA 12419/167, Chan Gottfried alias Kurz Hermann. Lettre en date du 17 septembre 1938 du ministre des Colonies au gouverneur Boisson.

qui fondent « le monde civilisé », comment pouvait-elle en toute logique les refuser aux habitants de ces colonies qui, qui plus est, avaient lutté avec elle contre l'« hydre raciste » ? Telle est la vision naïve et infantile de Chan Gottfried.

De cette rencontre entre partenaires aux intérêts très divergents naquit un mariage qui ne pouvait durer que le temps de la propagande anti-allemande. Fort du soutien du gouvernement français, plus précisément du ministre des Colonies Marius Moutet, la première initiative prise par le Comité national de défense des intérêts du Cameroun fut de s'intéresser au sort des Camerounais vivant sur le sol allemand. Pour ce faire, il adressa plusieurs correspondances à l'ambassadeur de France à Berlin, Jean-François Poncet, pour lui faire part des récriminations des Camerounais installés souvent de longue date dans ce pays et qui voyaient chaque jour les lois racistes hitlériennes assombrir leur horizon et réduire leur marge de liberté. Il demanda par conséquent à l'Ambassadeur de France de placer ces Camerounais, qui étaient depuis la Conférence de Versailles des sujets français, sous la protection de la France⁵⁹. Une démarche similaire fut entreprise en direction de l'ambassadeur d'Allemagne à Paris. Elle consista pour le Comité national de défense des intérêts du Cameroun à prendre auprès de l'autorité diplomatique allemande des informations sur le nombre exact des Camerounais vivant en Allemagne, et sur les moyens à mettre en œuvre pour faciliter leur transfert volontaire vers la France⁶⁰.

Pour ce qui est de la propagande anti-allemande proprement dite, le Comité national de défense des intérêts du Cameroun reçut du ministre des Colonies Marius Moutet une subvention de 4 000 francs français de l'époque en vue d'organiser un grand bal visant à collecter des fonds pour alimenter la caisse de propagande contre la rétrocession du Cameroun à l'Allemagne, que Chan Gottfried avait l'intention de créer. Cette grande manifestation, qui se tint effectivement le 24 avril 1937 à Paris à l'avenue Hoche, connut outre la participation du ministre des Colonies Marius Moutet, celles des députés Gaston Monnerville de Guyane, Galandou Diouf du Sénégal et Camdance de Guadeloupe⁶¹.

La présence de quelques ténors de la vie politique française originaires de l'outremer est à elle seule un message. La France indiquait par ce geste comment elle traitait les noirs et les originaires des colonies, ce qui n'était pas le cas dans l'Allemagne nazie.

Pour le Comité national de défense des intérêts du Cameroun et son leader Chan Gottfried, ce bal fut une sorte de consécration, mais aussi la source de ses premières difficultés. Une partie des membres de l'association, originaire principalement de la région de Douala, sous la conduite de Jean Mandessi Bell, Léopold Moumé Etia et

59 Sur ces différentes correspondances, lire Léopold Moumé Etia, *Cameroun. Les années ardentes*, op. cit., pp. 97-98.

60 *Ibid.*

61 ANY, APA 12419/167, Chan Gottfried alias Kurz Hermann. Lettre en date du 23 janvier 1938 du chef de la sûreté à monsieur le Haut-commissaire.

Mandengue Thomson, reprochant au président son opacité dans la gestion des fonds, ou tout simplement prenant ombrage de son aura qui s'affermissait, décidèrent de se séparer pour créer une organisation concurrente, à savoir l'Union nationale du Cameroun, encore appelée l'Union camerounaise⁶². Au-delà des arguments avancés, nous pensons que les véritables raisons de cette rupture sont d'ordre idéologique. La jeunesse bourgeoise et urbaine que représentait ce trio ne partageait pas toujours les idées révolutionnaires de Chan Gottfried et son projet indépendantiste. Ils voulaient « une évolution progressive vers la souveraineté nationale », avec tout ce que ce mot « évolution progressive » recèle comme ambiguïté et non-dits. On avait, d'un côté, ceux qu'on pouvait appeler les « maximalistes », qui voulaient l'indépendance du pays dans un avenir très proche, et, de l'autre, ceux que nous pouvons appeler les « minimalistes », qui militaient pour une évolution progressive du statut politique du pays, le faisant passer du mandat B à A. Faisant fi de cette division ou refusant de pendre parti pour l'un ou pour l'autre, la France décida d'utiliser ces deux groupes, qui d'ailleurs étaient volontaires dans sa stratégie de combat contre la propagande allemande.

Pour ce qui est du Comité pour la défense des intérêts du Cameroun, il organisa, le 3 mars 1938, un meeting public dans la salle des Sociétés Savantes à Paris. Ce meeting, qui connut selon les services de renseignements français la participation de plus de 150 personnes, avec comme hôtes de marque Marius Moutet, ministre des Colonies dans le gouvernement du Front populaire, Maurice Violette, Gaston Monnerville et le colonel Mornet, servit de point d'orgue au travail de proximité entrepris par les membres du Comité auprès des Africains vivant en France afin de les convaincre de soutenir le combat de la France contre l'Allemagne⁶³.

Après le souhait de bienvenue de Chan Gottfried, les quatre hôtes de marque, à savoir Marius Moutet, Maurice Violette, Gaston Monnerville et le colonel Mornet, prirent tour à tour la parole pour expliquer à l'assistance constituée à 95 % d'Africains « le danger d'un démembrement de l'empire français au profit d'une puissance marquée par le seul souci d'hégémonie⁶⁴ ». Après les Français, ce fut le tour des Africains, en l'occurrence Azoume du Togo et Mudute Bell du Cameroun, deux anciennes possessions allemandes revendiquées par le *Reich*, de clôturer le meeting au nom du Comité national de défense des intérêts du Cameroun. Les deux essayèrent de tracer le parallèle entre la colonisation allemande, porteuse selon eux d'inégalité et de racisme,

62 Il serait fastidieux d'analyser dans les détails les causes de cette scission. Lire à cet effet ANY, APA 11234/C, Campagne antifranaçaise et xénophobe de l'Union nationale du Cameroun ou Union camerounaise ; Léopold Moumé Etia, *Cameroun. Les Années ardentes, op. cit.*, pp. 98–110 ; Daniel Abwa, *Commissaires et Haut-commissaires de la France au Cameroun (1916–1960). Ces hommes qui ont façonné politiquement*, Yaoundé, Presses Universitaires de Yaoundé, 2000, pp. 239–243.

63 ANY, APA 11234/C, Campagne antifranaçaise et xénophobe de l'Union nationale du Cameroun ou Union camerounaise, lettre confidentielle du directeur de l'Agence économique des colonies autonomes et du Cameroun à monsieur le gouverneur général et commissaire de la République française au Cameroun.

64 *Ibid.*

et la colonisation française qui, comme elle a fait avec les orateurs précédents, promet pour les Africains des lendemains qui chantent.

Seulement, un tel discours et un mariage contre nature de ce genre ne pouvaient pas tenir longtemps. Les masques devaient nécessairement tomber un jour ou l'autre, et il ne fallut pas longtemps pour que cela se réalise. En effet, auréolé par le succès de ses différentes campagnes en France, Chan Gottfried se proposa de se rendre au Cameroun en compagnie de trois de ses camarades afin d'expliquer aux chefs et à la population le danger que représentait pour eux, le retour à l'Allemagne⁶⁵.

Le gouvernement français, en l'occurrence le ministre des Colonies qui l'avait toujours soutenu, flaira tout de suite le danger que représentait pour la France l'accroissement de la sphère d'influence d'un homme aux idées taxées d'« ambigües », et pour empêcher que le côté non conformiste de ses idées ne contaminât la masse de ses compatriotes, il décida que « son action devait s'exercer uniquement dans le milieu des indigènes fixés dans la métropole⁶⁶ ».

En somme, tant que Chan Gottfried restait en métropole, il était contrôlable et ses idées indépendantistes et nationalistes n'étaient pas à craindre. Les directives du ministre des Colonies étaient à cet égard très claires. On devait l'utiliser dans la contre-propagande, mais l'empêcher « d'élargir » ses attributions, ou éviter de lui donner « une consécration officielle⁶⁷ » auprès des indigènes. Dans la stratégie française, Chan Gottfried et son Comité national de défense des intérêts du Cameroun n'étaient que des pions et non des interlocuteurs. Il faut préciser qu'au pays, l'association créée par l'administration française, la JEUCAFRA, faisait déjà un travail de propagande pro-française, et ceci dans une complète docilité. La France pouvait donc se passer allégrement du soutien du Comité national de défense des intérêts du Cameroun et de son chef Chan Gottfried.

Malgré ce refus, il pensa qu'en s'engageant plus dans une sorte de fidélité à la France et en multipliant les gages de fidélité comme la demande d'enrôler les membres de son association dans l'armée française⁶⁸, il fléchirait la position du gouvernement français, mais ce fut peine perdue. Jusqu'à la veille de la guerre, il persévérait dans cette sorte d'utopie.

Pour ce qui est de l'Union nationale du Cameroun ou Union camerounaise, en dehors d'une intense activité épistolaire en direction des autorités françaises et des

65 AOM, Agence FOM, carton 31, dossier 281, Lettre en date du 10 février 1937 du ministre des Colonies au Commissaire de la République au Cameroun portant sur les projets de Chan Gottfried.

66 APA 11234/C, Campagne antifrançaise et xénophobe de l'Union nationale du Cameroun ou Union camerounaise, Lettre confidentielle du directeur de l'Agence économique des colonies autonomes et du Cameroun à monsieur le gouverneur général et commissaire de la République française au Cameroun.

67 *Ibid.*

68 AOM, Agence FOM, carton 31, dossier 281, Lettre en date du 26 septembre 1938 du président du comité de défense des intérêts du Cameroun à monsieur Gaston Joseph, directeur politique, ministère des Colonies.

responsables de la SDN et de quelques chancelleries occidentales en faveur des Camerounais souvent retenus en Allemagne contre leur gré⁶⁹, et du plaidoyer en faveur de l'octroi de la nationalité française à tous les Camerounais vivants sur le sol français⁷⁰, cette association s'éclipsa peu à peu de la scène médiatique hexagonale avec le retour au pays de ses dirigeants.

Conclusion

Nous nous sommes proposés dans ce travail d'analyser les conditions de la formation d'une diaspora camerounaise dans la France de l'entre-deux-guerres ainsi que les modalités de son intervention dans le domaine politique, avec, en filigrane, une sorte d'imaginaire binaire et manichéiste tant dans ses rapports à l'Allemagne que dans son combat pour un changement du statut du pays. Cette diaspora, dont le bouillonnement était très visible, masquait les lignes de clivages idéologiques qui l'enserraient. Les relations avec la France et l'Allemagne et le devenir du Cameroun étaient les principaux points de discorde sur lesquels cette diaspora ne s'accordait pas toujours. En ce qui concerne les relations avec la France et l'Allemagne, chaque composante au sein de cette diaspora avait sa lecture du passé et du présent du Cameroun, avec en filigrane une certaine représentation des deux puissances qui avaient administré ce pays jusqu'alors. Si l'on peut dire qu'ils étaient tous à des degrés divers pro-français et anti-allemands, il faut préciser qu'il s'agissait souvent de postures de circonstance. Que ce soient les partisans de l'indépendance, du panafricanisme, des doctrines « pan-nègres » ou ceux de l'évolution progressive, chacun des groupes n'envisageait pas le maintien du *statu quo*. La France, par contre, n'envisagea aucunement la possibilité d'indépendance ou même de simple changement du statut du pays. En dépit de cette profonde divergence idéologique, elle courtisa cette diaspora en l'instrumentalisant dans son combat contre les prétentions coloniales allemandes. Seulement, cette alliance de groupes de personnes aux intérêts divergents ne dura que le temps du combat contre ce qu'ils pensaient être l'ennemi commun.

Ce travail sur ces précurseurs du nationalisme camerounais nous a permis de mettre en lumière l'un des contentieux qui ont existé entre la France et une partie de l'élite camerounaise, en particulier les nationalistes. La France les avait invités à combattre l'ogre nazi au nom des droits de l'Homme, de la fraternité et de l'égalité. Ils l'avaient fait. Ils étaient montés au front et s'étaient battus. Lorsqu'ils essayèrent de demander, au nom de ces mêmes droits de l'Homme, un retour de l'ascenseur avec, par exemple,

69 Léopold Moumé Etia, *Cameroun. Les Années ardentes*, op. cit., pp. 98–110.

70 ANY, APA 11234/C, Campagne antifrançaise et xénophobie de l'Union camerounaise ou Union nationale du Cameroun, résolutions du 3 mai 1938.

un changement de statut politique pour le Cameroun, la réaction de la France fut sans appel : un non cinglant.

Alors que, pour des personnes comme Chan Gottfried, la lutte contre la barbarie nazie devait déboucher inéluctablement sur la fin de toutes les autres barbaries partout où elles se manifestaient, y compris dans l'espace colonial, pour une grande partie de l'administration française, ce discours n'était qu'un alibi, un slogan de mobilisation. L'égalité et la réciprocité des droits étaient des chimères.

**Ordres postcoloniaux
Postkoloniale Ordnungen**

Sylvanus Olympio, The Franc CFA and His Quest for Monetary Sovereignty (1958–1963)

ROBIN FRISCH

On January 13 1963, Sylvanus Olympio was shot by Togolese soldiers in front of the American Embassy in Lomé. Ten days earlier, Olympio had annulled the negotiations with France about a national Togolese currency which were in a cul-de-sac at that moment. This dramatic, first *coup d'état* in West Africa disrupted Togolese independence as well as the decolonization of the franc zone. While much has been said about his assassination, little research uncovers the underlying diplomatic and economic struggles of Olympio. One version of the events in the early 1960s stresses the French conspiracy, hinting at a French implication in the assassination of Olympio¹. Joël Glasman, Kate Skinner and Alexander Keese reconsider this “conplotist” reading by highlighting the internal pressures from mutinying soldiers, tensions with Kwame Nkrumah and a rising opposition against Olympio’s authoritarian regime². This perspective offers a more complex view on Togo’s political history and does not try to make an anti-colonial hero or a pro-Western devil out of him³. This research is in line

1 Tètèvi G. Tété-Adjalogo, *Histoire du Togo: la palpitante quête de l'Ablodé, 1940–1960*. Jean Attias, 2000; Gilles Labarthe, *Le Togo, de l'esclavage au libéralisme mafieux*, No. 20, Agone, 2005; Fanny Pigeaud, Ndongo Samba Sylla, *La laisse monétaire: contestation et consolidation du système CFA* in: Thomas Borrel et al. (dir.), *L'empire qui ne veut pas mourir: une histoire de la Françafrique*, Paris, Éditions du Seuil, 2021.

2 Joël Glasman, *Les corps habillés au Togo. Genèse coloniale des métiers de police* Paris, Karthala, 2014; Kate Skinner, *The Fruits of Freedom in British Togoland: literacy, politics and nationalism 1914–2014*, No. 132, Cambridge University Press, 2015, Alexander Keese, “Building a New Image of Africa: ‘Dissident States’ and the Emergence of French Neo-colonialism in the Aftermath of Decolonization.” *Cahiers d'études africaines* 3, 2008, pp. 513–530.

3 The trend of “heroizing” Olympio as an anti-colonial is not only visible in current research by Fanny Pigeaud and Ndongo Samba Sylla, but was also reactivated by his son Gilchrist Olympio in the 1990s. Olympio is still a very important figure of identification in Togolese politics, especially when it comes to the ambivalent and colonial “ethnic” division between Northerners and Southerners (which Olympio embodies).

with the second, less normative perspective and contributes to a story on Olympio's policy making in currency affairs.

In the historiography on the Franc CFA, the moment of decolonization was often described as a moment of French continuity within colonial networks. Especially, since Francois-Xavier Verschave coined the term "Francafrrique", it is widely agreed that France tried to keep control over the former colonies. Recently, this perspective on French African networks in business, politics and the army was renewed convincingly in the collective volume *L'empire qui ne veut pas mourir*⁴. Thus, the Franc CFA is seen as an instrument of neocolonial power or an "invisible weapon" of the Francafrrique⁵. Little research details the complex negotiations, lacking alternatives and economic struggles during the process of economic and monetary decolonization. This article discusses how monetary history can inform the history of decolonization in Togo.

Olympio's biography bridges three different scales – empire, nation and community. As a successful businessman for the United Africa Company (UAC) and LSE-trained economist, he was well connected in the colonial metropolises of Paris and London. As prime minister and first president of Togo, he was considered the "father of the nation"⁶. The particularity of Olympio's nationalism was the embeddedness in the Ewe community⁷ and his decade-long fight for the reunification of the Ewe communities living in the Gold Coast and Togo. However, Olympio was far from being a "typical" revolutionary anti-colonial fighter. Togolese decolonization was not at all a radical struggle, but an ambivalent process of change, shifting between neocolonial usurpation and a nationalistic, sometimes confrontational, diplomacy mediated by Olympio. His charisma as a leader for *Ablɔde* (freedom), derives from his role as a founding member of the *Comité de l'Unité Togolaise* (CUT)⁸, the political movement that paved the way to independence⁹.

My argument is that Olympio was torn between French imperial monetary plans and nationalistic ambitions to establish a progressive national currency system. Olympio and his government negotiated simultaneously with West Germany, Great Britain, but also with Ghana and Nigeria about the possibility to peg a sovereign currency

4 Th. Borrel (dir.), *op.cit.*

5 F. Pigeaud, N. Samba Sylla, *op.cit.*

6 T. G. Tété-Adjalogo, *op.cit.*, p. 412.

7 Ewe people refers to the ethnicity of several communities living in Southern Togo, as well as former Gold Coast. Their region was divided between British and German colonies until World War I and later between the French and British protectorates. Benjamin Nicholas Lawrance, Francis Agbodeka: *A Handbook of Eweland*. Band 3: *The Ewe of Togo and Benin*. Woeli Publishing Services, Accra 2005.

8 Formed in 1941, this political party with elites became more and more a vehicle to support the rights of Ewe people against French administration. During the 1950s, the agenda became more "anti-colonial" and put the French administration under pressure. However, the "negotiated" independence in 1960 was far from the party's ideal of a reunified Ewe nation.

9 K. Skinner, *op. cit.*, p. 173.

or to create a monetary zone. Finding an alternative to the French dominated franc zone mattered to control trade and national development. The big question was: how to make a national currency work? While the technical advisors, central bankers and economists mostly stressed the economic problems of currency-issuing for a young nation-state, I argue that the answer to that question was rather political. Beyond the orthodox economic argument that a state can only issue money in case of budgetary balance and a competitive economy, it was primarily a political and maybe a geopolitical problem to create a sovereign currency and make it work. What makes the Togolese case special is that Olympio did not try to radically break with international or even French support (as did Modibo Keita or Sekou Touré at the same time) but tried to find an alternative within the system of the CFA franc. He did not introduce a sovereign currency at any sacrifice as it was done in Guinea or Mali but challenged the former colonial power with never ending negotiations¹⁰.

Research on decolonization in Togolese has stressed the dissent between Olympio and France¹¹. Historians have insisted on French contempt towards Olympio. Obviously, some of the protagonists in the negotiations, such as Hénri Mazoyer, French Ambassador in Lomé or Michel Debré, French Prime Minister in charge of the negotiation of economic agreements, were not amused about the ambitious and in their eyes provocative plan to leave the franc zone. For them, the future of the monetary zone, thus the future of French influence in West Africa, was at stake. However, this “diplomatic” story tends to overemphasize French positions and represent chess play-like negotiations between only these two countries. However, Kate Skinner has shown how important the antagonism between Togo and Ghana, and personally between Kwame Nkrumah and Olympio, was in this phase. Alexander Keese highlighted that Togo was not just a “dissident state” but that Olympio also strategically used French alliances to secure his regime. One way of widening the picture of Togolese decolonization is to investigate Togo’s role in the “Eurafrican” project of European and African market integration in the late 1950s¹². Olympio tried to find an alternative to French domination by associating his country to the European Economic Community. In April 1960, one week before independence, he wrote to Walter Hallstein, president of the Commission, to associate his country to the EEC (same status as Greece and Turkey). In order to give a full picture of Togolese independence, one must reconsider

10 For further discussion, see Jean-Pierre Bat, *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2012, pp. 270–333.

11 T. G. Tété-Adjalo, *op.cit.*; F. Pigeaud, N. Samba Sylla, *op.cit.*

12 Guia Migani, “L’indépendance par la monnaie: la France, le Mali et la zone franc, 1960–1963”, *Relations internationales*, 1, 2008, pp. 21–39, Guia Migani, *La France et l’Afrique sub-saharienne, 1957–1963: histoire d’une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance*, Vol. 41, Francfort/M, Peter Lang, 2008; Peo Hansen, Stefan Jonsson, *Eurafrica: The untold history of European integration and colonialism*, London, Bloomsbury Academic, 2014.

Olympio's orientation towards other European countries such as West Germany and Great Britain.

Guia Migani considers Olympio's monetary politics as an "impossible choice"¹³. Indeed, the first Togolese President did not have many alternatives. However, his way of negotiating the economic future of Togo was exceptional compared to other francophone West African countries. This ridge line was in between cooperation and confrontation. Olympio was neither embodying a loyal pro-French politician, like Félix Houphouët-Boigny, nor a radical reformist like Sékou Touré. What mattered in the negotiations between the French and Togolese government were orthodox economic reasons such as the cost of an independent central bank and budgetary balance. Austerity measures that Olympio imposed on his country in order to balance the public budget, made him increasingly unpopular – also among the soldiers who were involved in the mutiny that led to his death. This interplay between economic and political factors complicated Olympio's quest for monetary sovereignty. In the late 1950s, the range of possibilities to the franc zone was much wider as in 1963, when internal as well as external political pressure culminated in his assassination and Togo remaining in the franc zone.

This article reconsiders the story of Olympio and the franc zone by using German reports on financial negotiations (located at Bundesarchiv Koblenz¹⁴) and French archives (Fonds Foccart at the French National Archives¹⁵, Archives Nationales d'Outre Mer and Banque de France) as well as technical reports by advisors of the United Nations and West Germany between 1959 and 1963. Based on ministerial notes, reports and diplomatic telegrams from French and German ambassadors, ministers and other diplomats, this article shows how complex, interwoven in colonial networks and at the same time promising, ambitious and self-confident Olympio's quest for monetary independence was.

First, I will contextualize Olympio's currency politics in the economic situation of the mandated territory with close relations to the Gold Coast. Second, I will discuss the role of economic advisors of the UN and the West German Government. Finally, the article will try to shed light on the connection between Olympio's assassination and the abrupt end of the negotiations of a national Togolese currency.

13 Guia Migani, "La CEE ou la France, l'impossible choix de Sylvanus Olympio, président du Togo", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 77/1, 2008, pp. 25–31.

14 Files from the "presidential affairs" located at Koblenz, concerning negotiations and visits from Olympio, B 126/23975, Finanzverhandlungen Togo.

15 AN (Archives Nationales France), AG/5 F 1209, Dossier "Vie politique au Togo".

Political and economic background in the 1950s

Togo's economic and political situation in the late 1950s was in a transition from a colonial economy controlled from the metropole towards a system with more independence. It was never officially a French colony, but a mandated territory since the end of WWI. This different status implied that the mandated territory did not receive the same budget from the metropole. Togo's economic situation was special compared to other French colonies in West Africa because of its status as a mandated territory and since 1956 as a (misleadingly called) "*République Autonome*". Although more participation and self-government were allowed by the French administration, it was only the pro-French forces that benefited from this reform. Nationalist parties such as CUT led by Olympio and the more radical JUVENTO¹⁶ were excluded or boycotted elections. On the one hand, this process was a way of reacting to Togolese advocacy for independence at the United Nations. On the other hand, there was a broader trend in late French imperialism to territorialize responsibilities in order to reduce the cost of the colonial administration¹⁷ (Cooper 1994). Imperial powers tried to cut costs further, but territorialization only took place in certain areas but not in others: ruling, administration and even police was supposed to be "domestic" but money and trade rules and export quotas remained key pillars of a harmonized imperial structure. Although France framed the creation of the "*République Autonome*" as a political reform for more autonomy, it was in practice more weight on the shoulders of the Togolese government. In monetary affairs, the reform of 1956 did not change anything. The newly established code still declared "France conserves all legal rights concerning the monetary regime, because of the membership of this territory to the franc zone and the international responsibilities France holds in this domain"¹⁸.

Togo had a large surplus on the external commercial balance with the franc zone (France and other CFA franc countries). Most of its exports went to the franc zone. In 1958, 75 % of all exports went to the common monetary union, but only 54 % of the imported goods came from it. This large surplus can be explained by the fact that the entire coffee and cotton production was exported to the franc zone (France included). Togolese traders imported goods such as textiles or bicycles mostly from Gold Coast with more beneficial prices.¹⁹ The reason for this were the important labor force from Togo in Gold Coast, which received their payment West African Pounds. Togo's role in the franc zone was rather advantageous if one only considers the external trade

16 "Mouvement de Jeunesse Togolaise" was the radical youth wing of Olympio's CUT. It separated from CUT because of ideological differences and became a standalone party in 1958.

17 Frederick Cooper, "Conflict and connection: rethinking colonial African history", *The American Historical Review*, 99/5, 1994, pp. 1516–1545.

18 T. G. Tété-Adjalo, *op.cit.*, p. 333.

19 Banque de France, BDF, Dossier, AR 419, Rapport Denizet, p. 10–20.

balance. However, the export of raw materials does not stimulate economic growth because there is little industrial production involved. In contrast to the Gold Coast for example, Togo did not have competitive manufacturing industries. In his report to Olympio's government, Jean Denizet, advisor to the United Nations, argues that the country needs to back up the sovereign currency with a stable trade and financial balance.

From a critical economic point of view, this argumentation was a neocolonial preconditioning for independent states. Those conditions have never applied to other regions or states before. Also, if a self-sufficient country introduces a currency, neither trade nor financial balance would matter at all.

In this regard, the growing costs of the Togolese administration was a heavy burden on public finances – and on the plan for a sovereign currency. The French development aid instrument FIDES²⁰ filled one fourth of the public annual budget, but it was still largely in deficit. Denizet also forecasted that the “togolisation” of all public institutions would increase the expenses for civil servants. The only way of balancing finances and gaining more national autonomy would mean to increase the taxes – not the most popular instrument for a new government in power.

Despite his rhetoric of neutralism, visiting John F. Kennedy and accepting a car as a gift from Joseph Tito, Olympio was clearly closer to Western countries. His liberal politics were rooted in the experiences at the LSE, where he graduated in 1925. He studied under Harold Laski, Marxist political theorist and influential socialist. He pursued a career (far from Marxist ideas) for the British colonial firm United Africa Company (later Unilever). The idea of free trade, rather than protectionism in the franc zone, was also in line with the liberal orthodoxy of the post-second world war period. This also explains Olympio's proximity to the United Nations, international financial institutions, but also the West German government²¹. Olympio's liberal politics were framed as an “open door policy”. His capitalist free-trade ideology was a source of conflict with Nkrumah's socialist pan-African project. Olympio advocated for African economic cooperation, but not for a radical pan-African revolution:

By breaking up Africa into economic and commercial compartments the colonial powers did their greatest harm²².

Nevertheless, Olympio was a nationalist and advocated for independence from France. In 1951, the French Governor Digo in Lomé actively tried to prevent Olympio from working for Unilever in Paris. French diplomats negotiated with Unilever to stop him from “lighting up” anti-colonial groups such as Togolese students, or the delegation of

20 Fonds d'Investissements pour le Développement Économique et Social

21 Jamie Martin, *The Meddlers: Sovereignty, Empire, and the Birth of Global Economic Governance*, Cambridge, Harvard University Press, 2022.

22 Sylvanus E. Olympio, “African problems and the Cold War”, *Foreign Affairs*, 40/1, 1961, p. 51.

Iraq and the Philippines, which shared a common interest in independence and supported each other in the General Assembly of the United Nations in a session in Paris.²³

In Togo at the same time in 1951, colonial police killed nine civilians during protests against French taxation in Vogang. Olympio and the CUT were fighting for more independence, especially for electoral participation. In this struggle, the United Nations and the support by anticolonial milieus – mostly from politicians of the non-alignment movement, were very important. Olympio declared in a speech about “African Unity” that “we cannot afford to be involved in the cold war with all its consequences”²⁴. In practice, his position on African unity was in line with the Monrovia conference, a moderate and less radical approach on Pan-Africanism. The “Casablanca group” considered these positions as a neocolonial project and advocated for radical independence. Olympio’s capitalist-friendly regime on African unity does not fit into the picture of an anti-French freedom-fighter and his quest for monetary sovereignty. How could he support this modernization according to Western standards of capitalism on the one hand and advocate for radical independence on the other?

Monetary politics was a problematic field for the French administration after the First World War. War-triggered inflations and the transformation of international monetary organization, negotiated at Bretton Woods in 1944, brought changes to colonial currency management. The (monetary) border between French and British Togoland, the franc zone and West African pounds, was controlled more severely in order to maintain stability. However, Togoland on both sides, mostly used West African pounds until the 1950s²⁵. Togo was never completely monetized with francs. Ewe communities who lived in the South of French and British Togoland were particularly affected by the colonial border control, because they had to smuggle goods and currencies²⁶. Thus, having more monetary control would mean to make a big step towards the reunification of the Ewe community.

Nicoué Gayibor called Togo’s currency situation an “*imbroglio monétaire*”, because of the multitude of currencies (left over German pfennigs, French francs and British pounds) used in daily transactions²⁷. The French administration tried enforcing the CFA franc, officially created in 1945, as the only legal tender in the colony. In a petition to the United Nations in 1948, Sylvanus Olympio complained about the problem of currency exchange at the Anglo-French border for the entire population. Border controls in the Southern territories did not allow transporting West African pounds into French territories and vice-versa. It was not possible to transfer enough money

23 AN, Dossier: Togo 20040095/2, Letter from Commissaire de la République au Togo (Y. Digo), 1951 au ministère de la FOM, Lomé, 10/11/1951.

24 Sylvanus E. Olympio, “African problems and the Cold War”, *Foreign Affairs*, 40/1, 1961, p. 50.

25 Nicoué Lodjou Gayibor, *Histoire des Togolais, des origines à 1884*, Presses UB, Lomé, 1997, p. 13–68.

26 Paul Nugent, *Smugglers, Secessionists and Loyal Citizens of the Ghana-Togo Frontier: the lie of the borderlands since 1914*, Melton, James Currey Ltd, 2003.

27 N. L. Gayibor, *op. cit.*

for the living of a family or pay school fees in Ghana²⁸. For the Ewe community, the right to use foreign currency became an increasingly important political issue during the decolonization period. In contrast to that, the French administration downplayed the currency problems by considering it a purely technical problem.²⁹ In the 1950s, the Ewe community advocated for a common monetary and customs zone during Visiting Missions of the United Nations³⁰. French and British diplomatic services negotiated a “plan for a conventional zone” between Gold Coast and Togo. The plan could have even involved a common currency zone, as the Ewe community requested, but it was never signed – mainly because of inter-imperial rivalries between UK and France³¹.

At the same time, the European Economic Community (EEC), established in 1957, did not only comprise Belgium, France, Italy, Luxembourg, the Netherlands and West Germany, but also the colonial possessions of the member states. French West Africa and Togo were formally integrated in the EEC (yet excluded from certain provisions of the Treaty). Peo Hansen stresses that this geopolitical conception of Eurafrika influenced the establishment of the European market, but also decolonization in West Africa³². The Franc Zone was almost naturally integrated in European market strategies. The Yaoundé (1963) and Lomé (1975) conventions allowed preferential access to African markets for the European states and are one of the most obvious institutional colonial continuities.

Neocolonial economic advising

In 1959, Jean Denizet, an official at the French Ministry of Finance, was asked by the United Nations to write a report on the currency problem in Togo. His report with the title “*Rapport d’assistance technique dans le domaine des finances publiques (en particulier le problème monétaire)*” triggered a heated discussion among central bankers at the Banque de France and the BCEAO³³. Mister Bolgert from the Banque de France acknowledges that Denizet produced a well-researched report but criticizes that he tried too hard to be “impartial” and ended up being too partial – which meant for him

28 ANOM, 1 AFFECO 626, réglementation des changes, Problème de changes 1948, note/aide-mémoire

29 This rhetorical dichotomy reappeared in today’s debates on reforms of the CFA francs in West Africa. Although, there seems to be a much greater awareness for the “symbolic problem” of the currency, cf. Rapport Achille Mbembe: <https://www.elysee.fr/admin/upload/default/0001/11/47114246c489f3e605ab189634bb1bf832e4ad4e.pdf>, 30/10/2023.

30 P. Nugent, *op. cit.*

31 Mélanie Torrent, *Diplomacy and Nation-Building in Africa: Franco-British relations and Cameroon at the end of empire*, London, Bloomsbury Publishing, 2012, pp. 240–260.

32 P. Hansen, *op. cit.*

33 Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO) is the central bank of the franc zone in West Africa.

not in favor of the zone franc.³⁴ For French officials, Denizet appears to be too much of a “theorist and accountant” because he does not see the advantages of a large monetary union. Bolgert blames Denizet for not seeing the risk of a “tribalization” of the franc zone. This paternalistic term suggests that it would be dangerous if every “tribe” issues their own currency. This colonialist rhetoric, implying that West African countries are not “real” states reveals how much the option of national currencies was out of the box for French bureaucrats. Issuing of sovereign national currencies represents a significant loss of control and possible consequences on the metropolitan franc. Olympio, who discussed the currency issue several times with Denizet, made a strategic move by asking United Nations for assistance and not directly France, West Germany or Great Britain. Olympio did not “close doors” and remained open for the advice of a French expert, who was finally recommending creating an independent central bank, but remaining in the franc zone for a period of transition.

With the proclamation of independence on April 27 1960, the Togolese government signed a bilateral agreement with France, and the National Assembly votes for the creation of a national Togolese currency as well as the creation of a Banque centrale du Togo (BCT). French Prime Minister Michel Debré agreed to this project of law and insisted that Togo should stay a member of the franc zone³⁵.

Olympio’s closest ally in the first years of independence was the West German government in Bonn. Investments in the new harbor and a brewery plant helped Olympio to foster the image of an economically successful nation. His journey to Bonn in 1961 was one of his first official trips as Togolese President. In a report on Olympio’s participation at the conference on the franc zone in Paris, a German diplomat describes the monetary negotiations as follows:

“Togo will refuse the French currency plan because it is perceived as discriminating and outvote. One gets the impression here, that France just wants to use the monetary plan for their own advantages. The Togolese position of refusal goes so far that, if France insists on that plan, Togo looks for another currency basis.

As far as can be learned here, Togo will reject the new French currency plan as discriminatory and intrusive. There is the impression here that France wants to expand its own benefits at Togo’s expense in the currency plan. Togo’s rejection goes so far that if France persists in the new plan, it will look for another currency basis. It wants either the Federal Republic or Britain to be sponsor. President Olympio is said to have sound out on this during his unofficial visit to London³⁶.

34 BDF MA AD 33 a 02: 1466200601 AR 419, Note for Monsieur le Gouverneur Calvet, 9/02/1960

35 Kako Nubukpo, “Du franc CFA à l’éco en Afrique de l’Ouest”, *Études*, 3, 2021, pp. 19–32, here p. 25.

36 B 126/23975, Finanzverhandlungen Togo 16.06.1961, gez. Dr. Kolb, Bericht an das Auswärtige Amt, “Teilnahme Togos an der ‘conférence Monétaire’ in Paris”, Translation by the author.

West German Ambassador Török was frequently talking with Togolese Minister of Finance Coco during 1961, when the “monetary problem” became a diplomatic concern between the BRD and France. The Ministry of Foreign Affairs in Bonn was primarily interested in maintaining a good relationship with France. Diplomats informed Olympio that he should visit De Gaulle in Paris first before coming to Germany.³⁷ For some diplomats, the priority was to prevent the spread of “pro-communist circles” connected to the Soviet Union and Yugoslavia. In their eyes, Olympio’s first years were far from being stable and they framed it as “Togolese swing politics [*Schaukelpolitik*]”³⁸.

Learn from the Minister of Finance that Togo [...] intends to leave the group of CFA countries. Togo would like to enter into direct monetary relations with Paris, following the example of Madagascar. Emphasized strongly that federal government would very much welcome agreement with France, since German measures to support local currency are not to be expected³⁹.

Since the German economist von Mann advised the Togolese government, the reasons for Olympio’s free-trade and austerity politics were very understandable for the German Ministry of Foreign Affairs.

The advantage for Togo [...] would be that at present it would be quite impossible for it to exert even the slightest influence on the West African bank of emission of the franc zone, because most of the member countries, whose budgets would still be covered by France in some cases up to two-thirds of the total expenditure, would in any case always vote with France, so that Togo would always find itself in a hopeless minority⁴⁰.

The negotiations about the Togolese currency demonstrate the ambiguous agency that Olympio had during the period from 1958 to 1963. In 1958, he was no longer the leader of the popular patriotic movement but needed to maneuver difficult financial and geopolitical situations. His government heavily relied on French loans to balance the budget. Economically, the country was barely independent, also because the exploitation of phosphates and other industries did not start yet. In his speech to proclaim independence, Olympio expressed gratitude and “*reconnaissance*” to France:

Despite the enormous challenge of reconstruction that the country had to carry after the Second World War, France invested an important amount of capital to assure our

37 B 126/23975, Telegramm von der Deutschen Botschaft aus Lomé, Dr. Török, 22.06.1961, “[Deutscher] Bankexperte trotz beabsichtigter Gründung Notenbank mit französischer Hilfe weiterhin erwünscht.”

38 B 126/23975, Bonn, 14.12.1960, Auswärtiges Amt an Bundesbank, Gewährung eines 5 Mio. Kredits.

39 B 126/23975, Finanzverhandlungen Togo, 21.06.1961, Török Fernschreiben aus Lomé, Translation by the author.

40 B 126/23975, Finanzverhandlungen Togo, 21.06.1961, Török Fernschreiben aus Lomé, Translation by the author.

economic and social development and it would be ingratitude to deny the effectivity of the FIDES⁴¹.

Beyond this official declaration, in which Olympio also stressed the importance of the United Nations, he had to satisfy nationalist positions of his own party and the more radical JUVENTO. What was ambiguous about his diplomatic negotiations, was that he proclaimed an official “open-door policy” in foreign relations, and a patriotic policy with regards to internal and industrial politics. Yet it is unsure how much leverage he had.

French diplomats were concerned with Togolese ambitions for more autonomy in economic and monetary affairs. Sylvanus Olympio was referred to as a “lone wolf” (*cavalier seul*). In a report of the monetary commission, Togo was compared to the city of “Tanger”⁴², which was at that time a model place for freedom, economic independence and modernity in North Africa.

In June 1962, when the Togolese delegation asked for a “time of reflection” during the negotiation process, Olympio had refused the membership of the UMOA (Union Monétaire de l’Afrique de l’Ouest). Togo just became a transitory member and continued to use the CFA Franc before the delegation negotiated a bilateral agreement.⁴³ French ambassador Mazoyer blamed Olympio’s “*esprit de surenchère*”⁴⁴ (*escalation*) during the negotiations and considered:

Togo paraît toujours résolu à faire cavalier seul⁴⁵.

French diplomats criticized Olympio’s politics of austerity and deflation, unpopular measures for France during this period, with a deficit spending approach. Moreover, French President De Gaulle was afraid, after the experience in Guinea and Mali, that the Togolese case was about to become a precedent for the zone franc. This danger of “distortion and break-up of the zone”⁴⁶ might influence the situation in Benin and Niger. Yet, Olympio declared that he was not interested in monetary isolation. In September 1962, a very short note from Charles De Gaulle addressed to Jacques Foccart, underlined the importance of a general solution for the cooperation agreements with

41 T. G. Tété-Adjalogo, *op. cit.*, p. 457.

42 Banque de France, BDF MA AD 33 a 02: 1466200601 AR 419, Report of the monetary commission of the CFA zone, 07/05/1962.

43 AN AG/5 (F)/613, Négociations et accords Togo, Note à l’attention du Monsieur le Secrétaire Général Jacques Foccart, 5.06.1962.

44 AN AG/5 (F)/613, Négociations et accords Togo, Note à l’attention du Monsieur le Secrétaire Général Jacques Foccart, 5.06.1962.

45 AN AG/5 (F)/613, Négociations et accords Togo, Télégramme, Mazoyer, 19.05.1962.

46 AN AG/5 (F)/613, Négociations et accords Togo, Télégramme, Mazoyer, 19.05.1962.

Togo: “We do not have to conclude anything except as a package. It would be very bad to “settle” e. g. the monetary issues without having settled the rest.”⁴⁷

A report from the Minister of Cooperation, was skeptical whether Olympio would still change his opinion on the monetary cooperation agreement:

In Lomé, the same mistrust of the financial management of other African states is professed, the same proud assurance of the virtue of austerity and deflation practised by Mr. Olympio.

Perhaps he adds to this the desire to lighten the state’s burdens later on by a deep devaluation, even to the point of bringing the Togolese monetary unit back to the level of our old franc? In any case, there is little chance that we will be able to bring Togo to join the new West African monetary union, no matter how advantageous this may be for it⁴⁸.

Despite the new negotiations in September 1962, Togo was preparing the opening of an “Institut d’Émission” (National Currency Board) for the November 1st 1962. This measure was not yet confirmed by the cooperation agreement and was irritating the French side.

In order to prevent the Government of Lomé from taking measures which contravene the commitments made by Mr. Hospice Coco [Minister of Finance] I would like you to make the following urgent communication to the Togolese authorities: [...] the intervention of the Central Bank of Togo has not been foreseen in the regime defined by the draft convention between the Togolese Republic and the BCEAO [...]. Such intervention presupposes the agreement of the BCEAO’s Board of Directors and the Togolese Republic cannot take a unilateral decision in this matter. [...] On this occasion, you will remind the Togolese Government of the French governments’ interest in the opening negotiations aimed at concluding agreements that will normalize relations between our two countries, as soon as possible⁴⁹.

The French and Togolese delegation had a different understanding of the form and the content of the agreement. While Olympio preferred a looser declaration of common intentions (similar to what he signed with the US and West German government before), the French government advocated for a stricter legally binding “cooperation agreement” as it signed with the other former colonies. The Togolese government was still reluctant to join the monetary union, because the member states would not be in line with austerity politics. However, Olympio agreed with the French government to

47 AN AG/5 (F)/613, *Négociations et accords Togo*, De Gaulle à Foccart, 27.09.1962, Translation by the author.

48 AN AG/5 (F)/613, *Négociations et accords Togo*, ministère de la Coopération à Ministère des Finances, 23.05.1962, Translation by the author.

49 AN AG/5 (F)/613, *Négociations et accords Togo*, Télégramme au Départ, ministère des Affaires étrangères, Midelcoop, 29/10/1962, Translation by the author.

create a national currency guaranteed by the *Banque de France*. Neither the Togolese nor the French government was unanimous about this plan. Hospice Coco seemed eager to end the negotiations. He was less confident than Olympio, who put into question the essential principles negotiated in December 1962. In the correspondence, Mazoyer named Olympio sarcastically a “virtuoso of bargaining”⁵⁰ implying that the negotiations were difficult. In a letter on January 3rd 1963, just ten days before the *coup d’État*, Olympio underlined the importance of free trade and declared that he refused to become a member of UMOA.⁵¹ French ambassador Mazoyer informed De Gaulle and complained about Olympio’s unsatisfying letter and his never-ending “open door politics”.⁵²

The French reports on Olympio’s monetary politics give an impression of how French diplomats wanted to gain control over the Togolese negotiations. One important source of information for French diplomats were the technical advisors with a mandate from the United Nations. The Vietnamese advisor Vu Van Thai reported in Mai 1962 that the Togolese government became more and more opposed to Ghana, but seriously considered “integrating in the monetary system of Nigeria”. He also interpreted this as a risk to cut off Dahomey from the franc zone.⁵³

As one of the first development aid projects in 1960, the BRD sent the economist Prof. von Mann to assist the Togolese government in the planning of a national currency. West German Ambassador Török called the monetary negotiations between France and Togo a “dialogue on deaf ears” [*dialogue de sourds*].⁵⁴ The BRD played a mediating role after it became clear that monetary cooperation with Togo was a French-reserved domain. On the one hand, BRD diplomats assured the French Ministry of Foreign Affairs about the loyalty and on the other hand, the technical advisor Von Mann supported Olympio’s plans on monetary and economic sovereignty. French diplomats were reassured that the West German government would not provide an anchor to a national Togolese currency.

The German representative stated emphatically that no promise of substitution for France had ever been made and that there was obviously no question of bringing Togo into a “deutschmark zone” that did not exist⁵⁵.

50 AN, AG/5 (F)/1887, Accords Franco-Togolais, Mazoyer, télégramm, 21.06.1962

51 AN, AG/5 (F)/1887, Accords Franco-Togolais, Olympio, 3/01/1963

52 AN, AG/5 (F)/1887, Accords Franco-Togolais, Mazoyer, 3/01/1963

53 Banque de France, BDF MA AD 33 a 02: 1466200601 AR 419, Report of the monetary commission of the CFA zone, 07/05/1962.

54 B 126/23975, Finanzverhandlungen Togo, Bericht Dr. Török, 08/03/1962.

55 5 AG F/1887: Accords Franco-Togolais, Note à l’attention du Président, objet: Négations avec le Togo, 25/06/1962, Translation by the author.

History of Franc CFA in the shadow of Olympio's assassination

While the rhythm of negotiations between French and Togolese delegations was almost monthly with weekly exchanges of telegrams and letters with modified drafts, the communication suddenly stops in January 1963. Olympio was assassinated by mutinying Togolese soldiers.

There is no proof that his assassination is in a direct connection with his refusal of the Franc CFA, but it was definitively a factor for the lack of support in this situation. After two years of uncertainty and unfinished negotiations, the economic situation was difficult. Unpaid soldiers were an easily influenceable tool in the hands of geopolitical forces⁵⁶. The internal and external political pressure was high on Olympio and his assassination ended his visionary plans abruptly. Shortly after Olympio's death, the French-loyal president Grunitzky signs a cooperation agreement with the French government. Togo stays permanently in the franc zone and adapts the same regulations as the other members of UMOA such as the deposit of the reserves at the French treasury and the parity mechanism between the Franc CFA and metropolitan francs.

In the reading of Olympio's death, the interpretation of a conspiracy prevails⁵⁷. Glasman stresses the importance of dynamics within the Togolese army. Soldiers did not receive salaries and needed to be integrated into the new national army after having served for the colonial French army overseas. Les "sodjas" (ewe word which translates to "soldier") were extensively reformed during Olympio's presidency. Glasman explains how Olympio enforced the bureaucratization of the military which increased the North and South ethnic division. In this colonialist ethnic view, *kabyè* men from the North, the ethnicity of the putschist and later President Eyadéma were attributed with a martial force in opposition to the educated elites from the South. Glasman interprets the assassination as a "brutal and desperate tentative of revalorization of the martial capital"⁵⁸. Olympio ignored and excluded the "declassified" soldiers who fought for the imperial French army in Algeria and Indochina. Eyadéma built his charismatic capital on the image of a strong fighter and staged in his propaganda that he was the man who killed Olympio personally (which was not confirmed). Glasman's deconstruction of the colonial origins of the army and the ambivalence of the ethnic, but also class divisions, shows that there is more behind Olympio's death than a French conspiracy.

The archival material concerning the Franc CFA adds to the story that Olympio was definitively under high external pressure in January 1963. His strong position in the monetary negotiations was an underlying factor for the events leading up to his death.

56 Gilles Labarthe, *Le Togo, de l'esclavage au libéralisme mafieux*, No. 20, Paris, Agone, 2005, pp. 45–66.

57 G. Labarthe, *op. cit.*, M. Pigeaud, *op. cit.*

58 J. Glasman, *op. cit.*, p. 267.

Conclusion

This monetary history of Olympio shows that he had promising plans about a national currency board and a sovereign currency. However, the assassination caused an abrupt end to these plans. In combination with existing research concerning Olympio's presidency, it is important to stress the relative international isolation of Olympio at that moment. Although he propagated the image of a liberal open-door policy, he did not have sufficient support from Western states. From a broader geopolitical perspective, one might argue that the decolonization of the Franc CFA was trapped into the Cold War dynamics of the 1960s. Neither West Germany, nor Great Britain or the United States supported the African nation in the quest for economic and monetary sovereignty. The European integration also excluded the state from closer association and West African integration was trapped in ideological divides enhanced by the binary Cold War order.

What distinguishes Sylvanus Olympio from Sekou Touré in Guinea or Modibo Keita in Mali, who introduced sovereign currencies at the same time, was his straightforward capitalist orientation. From an economic point of view, the "socialist" monetary experiences in Mali and Guinea were not more successful than the states which remained in the franc zone. However, Olympio's monetary politics showed how important the symbolic and political role of the currency was. In order to break with the colonial past and develop a strong and independent economy it mattered to have control over a national currency. This became even more important after his death.

Since the reform process of the Franc CFA was announced in 2019, alternatives to the franc zone are debated more openly again. West African monetary cooperation becomes again a political priority for the West African states. Alternatives that have not been realized in the early 1960s, such as monetary cooperation between Ghana, Nigeria, Togo and Dahomey (Benin) are debated in ECOWAS today.

This spotlight on the monetary history in Togo shows that monetary relations between West African nations were blocked by colonial currency planning for decades. Economic rationales such as the importance of a "balanced budget" and comparable economic competitiveness were already used in the 1960s to exclude deeper monetary cooperation. However, these rationales were embedded in imperial monetary policy making and were not neutral or objective economic rules.

Think Global

Anton Zischka, Eurafrica and His Followers

MARTIN REMPE

“Africa is the future”. These were the words of former Commission President Jean-Claude Juncker in his State of the Union Address to the European Parliament in September 2018 in which he called Africa “Europe’s twin continent”. Juncker’s message: One should stop thinking about the continent in terms of development aid only. Africa would need investments, not gifts. Africans would like to overcome relationships shaped by traditional hierarchies and instead build a genuine partnership that would aim for the formation of a transcontinental free-trade zone as a long-term goal.¹ Africa was the future in Juncker’s imagination, and it seemed as if it would also become the future of Europe.

The idea of close political and economic ties between Europe and Africa can be traced back at least to the late 19th century. Apart from political Sunday speeches, however, today, the idea has no significant societal impact on either shore of the Mediterranean. Instead, Europeans predominantly perceive Africa as a continent of permanent political violence and multidimensional crisis that, due to ongoing migration flows, is said to be a threat to Europe’s security. In reaction to the “refugee crisis” of 2015, discussions to combat the causes of flight locally loomed large among European governments. Instead of ever-closer ties, maximum distance dominates the thinking about Africa within the “Fortress Europe”²

In contrast to today, “Eurafrica”, as this idea of close ties was called for a long time, met with a broad resonance in the 20th century – not only in the political realm but also in social circles, both in Europe and in Africa. An important resonator, among others, for the spread of Eurafrica in the German-speaking world after 1945 was the Aus-

1 Jean-Claude Juncker, State of the Union Address: The Hour of European Sovereignty, p. 8. URL: https://ec.europa.eu/info/priorities/state-union-speeches/state-union-2018_en, p. 8 27.09.2022

2 See, e.g., Stephen Smith, *The Scramble for Europe: Young Africa on Its Way to the Old Continent*. Cambridge, Polity Press, 2019, pp. 169–172.

trian journalist, energy expert and nonfiction writer Anton Zischka, who published a book entitled *Afrika: Europas Gemeinschaftsaufgabe Nr. 1* (Africa: Europe's no. 1 community task) in 1951. This book is quite familiar among historians. It is mentioned in almost any scholarly study that explicitly discusses Eurafrika, and it is usually cited to demonstrate the broad response to the Eurafrikan idea in the 1950s. However, Zischka's Eurafrikan vision is usually not addressed in detail, and resonance fields are hardly discussed. Put bluntly, it is just the book title that stands as evidence of some sort of resonance – a neglect which is justified by the fact that this literature is primarily interested in political history.³

Against this backdrop, I will approach Zischka's Eurafrika from an intellectual history perspective and explore how it resonated in society. "Think global" was a phrase that recurred in Zischka's book from the very beginning. It was meant as an early invitation to his readers to participate in the intellectual exercise he deemed so necessary and at the same time found lacking among contemporary political leaders. Accordingly, his publisher even promoted him as a "spearhead of global thinking."⁴ In the following, I will show in detail what exactly Zischka conceived by this phrase with regard to Eurafrika. I will trace the traditions in which his global thinking must be situated and discern the images of Africa that were associated with it. Furthermore, I will discuss how he actively disseminated his ideas and the reactions it provoked in his readers. Thus, I use Zischka as a biographical lens to relate author, text, and recipient. Following up on discussions within intellectual history to broaden the field, the aim is to examine both the production contexts and the impact of ideas equally and to highlight their sociocultural and socioeconomic contexts and effects. This way, intellectual history connects to the history of culture and knowledge without being completely absorbed by them.⁵

At the same time, this article will contribute to Global Intellectual History, which in itself is an academic exercise to "think global" and which has gained considerable ground in recent years. As Samuel Moyn and Andrew Sartori have pointed out in their

3 See, e. g., Peo Hansen, Stefan Jonsson, *Eurafrika: The Untold History of European Integration and Colonialism*, London, Bloomsbury, 2014, p. 125 f.; Papa Dramé, Samir Saul, "Le projet d'Eurafrrique en France (1946–1960): Quête de puissance ou atavisme colonial?", *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 216, pp. 95–114, here p. 100.

4 Anton Zischka, *Afrika. Europas Gemeinschaftsaufgabe Nr. 1*, Oldenburg: Gerhard Stalling Verlag 1951, p. 9 f. On the promotion, see Zischka to Strub-Roessler, 11.2.1954. Archives of the Deutsches Museum, Munich (ADM). Nachlass Anton Zischka: NL 184/215. Unfortunately, the brochure itself has apparently not survived.

5 See Lutz Raphael, "Ideen als gesellschaftliche Gestaltungskraft im Europa der Neuzeit': Bemerkungen zur Bilanz eines DFG-Schwerpunktprogramms", n: Lutz Raphael, Heinz-Elmar Tenorth (eds) *Ideen als gesellschaftliche Gestaltungskraft im Europa der Neuzeit. Beiträge für eine erneuerte Geistesgeschichte*. Munich, R. Oldenbourg, 2006, pp. 11–27; Martin Mulsow, "Neue Perspektiven der Ideengeschichte", in: Helmut Reinalter (ed), *Neue Perspektiven der Ideengeschichte*. Innsbruck, Innsbruck University Press, 2015, pp. 25–36; Judith Surkis, "Of scandals and supplements: Relating Intellectual History and Cultural History", in: Darin M. MacMahon, Samuel Moyn (eds.), *Rethinking Modern Intellectual History*, Oxford: Oxford University Press, 2014, pp. 94–111.

pathbreaking anthology, this approach examines intellectual connections between different world regions and aims to overcome nationally fixed and Eurocentric modes of argumentation. Perhaps most of all, however, Global Intellectual History focuses on changing imaginations of the global as such.⁶ Following Jürgen Osterhammel, one may also speak of “concepts of world order,” which he conceives as “notions of relatively stable patterns of relations in the relationship of collectives.”⁷ Whereas Osterhammel was primarily interested in mapping and categorizing what he still called the “history of international thought” ten years ago, the historical investigation of “global orders” and “worldmaking” has been increasing ever since. This new strand of research has revealed both the simultaneousness of competing concepts of world orders and their specificities in terms of time and place. In addition, these studies pointed to the ideational agency of thinkers as well as politicians and raised awareness for ideas that did not materialize. However, the resonance of such global concepts beyond intellectual and political circles has been rarely considered in detail.⁸

Zischka’s Eurafrika seems an appropriate case study to examine in this kind of detail. In three steps, I want to show that Eurafrika became a distinct concept of world order and that Zischka contributed significantly to its popularization after the Second World War: Zischka was kind of an intellectual for everyone. His Eurafrika was attractive not only to imagine world order, but also to serve various traditional images of Africa. For this reason, it appealed to scholars and experts as much as to the “yellow press” and its audiences. For some of his readers, Zischka was almost a prophet, and some African voices expressed their approval too. In the 1950s, therefore, the future seemed in fact to be Africa – a finding to which I will return at the end of this chapter.

The Transformative World: Zischka’s Life and Work

“World Transformation Experienced” – in German: *Weltwandlung erlebt* – is the title of Zischka’s unpublished autobiography. It is part of his papers, which are preserved in the archives of the Deutsches Museum, Munich.⁹ In fact, Anton Emmerich Zischka

⁶ See Samuel Moyn, Andrew Sartori, “Approaches to Global Intellectual History”, in: S. Moyn, A. Sartori (eds), *Global Intellectual History*. New York, Columbia University Press, 2013, pp. 3–30.

⁷ Jürgen, Osterhammel, “Weltordnungskonzepte”, in Jost Dülffer, Wilfried Loth (eds), *Dimensionen internationaler Geschichte*, Munich, Oldenbourg, 2012, pp. 409–427, here p. 410.

⁸ See Daniel Bell, ‘Making and Taking World’, in: S. Moyn, A. Sartori (eds), *op.cit.*, pp. 254–279, Adom Getachew, *Worldmaking after Empire: The Rise and Fall of Self-Determination*. Princeton, Princeton University Press, 2019; George Fujii, H-Diplo Discussion Forum 2022–1 on Histories of Global Order. URL: <https://networks.h-net.org/node/28443/discussions/9986671/h-diplo-discussion-forum-2022-1-histories-global-order-march-2022> 29.09.2022; see also Amitav Acharya, *Constructing Global Order: Agency and Change in World Politics* Cambridge, Cambridge University Press, 2018.

⁹ See *Weltwandlung erlebt: sechs Jahrzehnte Wahrheitssuche*. ADM NL 184/073.

von Trochnov, which was his full name, would also be a suitable candidate for the field of global biography, as Dirk van Laak points out in his illuminating but brief portrait of Zischka.¹⁰ Nonetheless, a more comprehensive biography of Zischka has yet to be written.

Born in Vienna in 1904, he descended from an old noble family in the succession of the Hussite leader Jan Ziska, who was responsible for the First Defenestration of Prague in 1419. Anton was not a particularly good student at the secondary school in Laa an der Thaya and left in 1923 without graduating.¹¹ He found his first job the following year as an editor at the Vienna *Neue Freie Presse* where he made valuable international contacts and became acquainted with the famous American journalist Walter Lippmann. During this time, Zischka regularly used his vacations for field trips all over the world. Once, he went to the Romanian oil fields near Ploieshti, another time he visited the German chemical plants of Bayer and BASF. In 1928, Zischka travelled to the United States, and a year later took his own plane to “unknown Europe,” as Zischka was to call his trip to Salonika in his travelogue. In 1930, Zischka moved to Paris, where he came to work as a travel reporter for the newspaper *L’Intransigeant* and as a correspondent for the Belgian newspaper *Le Soir*. In these roles, he travelled to see, among other people, Ibn Saud, the first king of Saudi Arabia, he interviewed Stalin in his birthplace Gori, and he gave a powerful account of the Yangtze floods from China.¹²

Zischka incorporated all these impressions of the world in his first book *Le monde en folie*, which was published in 1933 and became a bestseller, selling over 200,000 copies. This success allowed Zischka to become self-employed and to settle in Mallorca in 1935 with his second wife, where he lived until his death in 1997, and where he also wrote his book on Eurafica. All in all, his literary oeuvre includes more than 50 books, some of which have been translated into up to 18 languages, as well as countless articles in magazines and newspapers worldwide.¹³

To this day, apart from van Laak highlighting Zischka’s lifelong leitmotif of technological, especially energetic world exploitation, he has been judged primarily on the basis of his commitment to National Socialism (NS). Zischka’s most successful book, *Wissenschaft bricht Monopole* (Science breaks monopolies), published in 1936, was indeed entirely to the taste of the NS regime. In view of its main argument that all natural raw materials could in principle be replaced by chemical processes, the book fit seamlessly into the autarky efforts of the Nazi state.¹⁴ Fritz Todt, engineer and founder of the Organisation Todt that was responsible for military engineering projects, per-

10 Dirk Van Laak, “Energie von A bis Z: Anton Zischka erschließt die Welt”, *Non Fiktion. Arsenal der anderen Gattungen* 2–1, 2007, pp. 79–93.

11 See Realschule in Laa an der Thaya. Jahreszeugnis Anton Zischka 1922/23. ADM: NL 184/1.

12 On Zischka’s biography, see various documents in ADM: NL 184/5.

13 D., Van Laak, *op.cit.*, pp. 79–81.

14 A. Zischka, *Wissenschaft bricht Monopole* Leipzig, Goldmann, 1936.

sonally promoted Zischka. He distributed his books among executives and made them compulsory reading in schools. Zischka repaid him by joining the party in 1940, by taking care of the Legion Condor troops stationed in Mallorca, and by writing political reports on the situation in Spain. Last but not least, he wrote other books that were entirely in line with fundamental themes of national socialist ideology such as the formation of a *Volksgemeinschaft* or the acquisition of new *Lebensraum*.¹⁵ Historian of technology Heike Weber has deduced from this a far-reaching sympathy of Zischka for National Socialism and stated that even after 1945, his thinking and writing did not change fundamentally.¹⁶ While the first part of her thesis is certainly true, with regard to Zischka's Eurafrika, I will put the second part to the test and paint a more complex picture.

Exploitation, Colonial Policy, Thinking Large: Zischka's Eurafrika

First of all, some words on the context of the book's making of are in order. Eurafrika was Zischka's third book after the end of the Second World War. In 1949, his first book was published by the Austrian Leopold Stocker-Verlag under the title *Länder der Zukunft* (Countries of the future). This was followed a year later by *Asia: Hoffnung einer neuen Welt* (Asia: Promise of a new world) before Zischka turned his attention to Africa. Stocker also published these two books in Austria, while the Oldenburg-based Stalling-Verlag marketed them in Germany. Another planned book on "America", however, did not materialize, nor did Zischka's idea for a book titled *Rise of the Occident*, in which Eurafrika would again play a central role. In this context, Zischka's "global thinking" appears first and foremost as a marketing strategy that was developed together with his publishers. Of course, there was no agreement as to the original idea for one book or another. For example, Zischka resolutely denied publisher Leopold Stocker's claim that he had suggested the book on Africa. At the same time, this conflict and many others in the making of these books with both publishing houses illustrate the socioeconomic side of the production of ideas: Material reward was at least as important to Zischka as the ideal content of his books, and in case of doubt, the former took precedence.¹⁷

In other words, imagining the global was a quite flexible exercise for Zischka. His Eurafrika oscillated between technocratic development project, apology of colonial politics, and German large-scale fantasy. Ultimately, he blended all the dominant con-

15 D. Van Laak, *op. cit.*, pp. 83–85; Weber 1999: 217–219.

16 Heike Weber, "Technikkonzeptionen in der populären Sachbuchliteratur des Nationalsozialismus. Die Werke von Anton Zischka" *Technikgeschichte*, 66, 205, 1999, pp. 223 f.

17 See the correspondence between Zischka and the publishing houses in ADM: NL 184/253–257.

ceptions of the relationship between the two continents that had unfolded since the interwar period into a grand Eurafrikan peace project.

After the First World War, various plans to systemically develop the African continent emerged. Among them, the utopian Atlantropa project of Munich architect Herman Sörgel certainly stands out. Sörgel had the idea of converting the Mediterranean Sea into an inland lake by raising huge dams near Gibraltar and Gallipoli to gain energy and fertile land.¹⁸ Right from the beginning, Zischka was a great supporter of this project. In his book *Le monde en folie*, published in 1933, which dealt almost exclusively with human predicaments around the world as a result of economic crises and natural disasters, Zischka already referred to Atlantropa. He presented Sörgel as a “prophet” leading Europe to a better future with his “gigantic plan” and even explicitly contrasted him with another “prophet” active in Munich, Adolf Hitler, who, as Zischka pointed out, was not working to save Europe, but to destroy it.¹⁹

Parallel to *Le monde en folie*, Sörgel’s Atlantropa forms the final point of argumentation in Zischka’s book on Africa from 1951: It would be suitable as an organizational basis as well as a propaganda tool to inspire people for Eurafrika. Zischka devoted entire chapters to infrastructure and development projects for the extraction of raw materials and energy, from the “Trans-Saharan Railway” and “Africa as a Leading Light Metals Producer” to “Africa’s Nuclear Power Sources” and the “Industrialization of the Sahara.”²⁰

The visionary description of such development projects raises questions about the power relations between Europeans and Africans and thus about the function of colonial policy in Zischka’s Eurafrika. A good illustration of his positioning can be found in the status of Ethiopia, then called Abyssinia by Europeans. In his 1951 book on Africa, this independent country posed a “problem” for Zischka, and it did so for the second time: Because Britain had driven out the Italian colonial power during the Second World War and reinstated Emperor Selassie, the “excellent” Italian development work would have remained unfinished and Abyssinia once more been condemned to stagnation.²¹ As early as 1935, Zischka had written an entire book on Abyssinia with the subtitle “Africa’s last unsolved problem.” At that time, studying Ethiopia was key for Zischka, “because the attempts to conquer it represent the most modern chapter of colonial policy, because the tactics of its neighbours, the political, economic and military conquest attempts of France, England and Italy are exemplars of the latest imperialist technique”, as he put it.²² In comparison, one looks in vain for such aggressive sounds

18 For the original concept, see Herman Sörgel, *Atlantropa*. Zürich, Fretz & Wasmuth A.G, 1932; See also Alexander Gall, *Das Atlantropa-Projekt. Die Geschichte einer gescheiterten Vision. Herman Sörgel und die Absenkung des Mittelmeers*. Frankfurt/M, Campus, 1998.

19 A. Zischka, *Le monde en folie*. Paris, Les Editions de France, p. 240.

20 A. Zischka, *op. cit.*, p. 5 f.

21 A. Zischka, *op. cit.*, pp. 195–200.

22 A. Zischka, *Abessinien. Das letzte ungelöste Problem Afrikas*, Bern, Wilhelm Goldmann Verlag, p. 10.

in Zischka's book on Eurafrika, but the message was nevertheless unmistakable: Only Europeans would be capable of exploiting the immeasurable riches of the "reserve continent" and of making it flourish.²³

German *Großraumdenken* – thinking in large spaces – left remarkable traces in Zischka's Eurafrika as well. From the 1920s, this thinking emerged in Germany alongside the concept of geopolitics, with Karl Haushofer, Carl Schmitt and Erich Obst (in its economic variant) as the most enigmatic representatives and the *Zeitschrift für Geopolitik* its main discussion forum. Explicitly oriented towards action, this thinking shaped Hitler's politics of expansion and warfare.²⁴ Indeed, in some places, Zischka's dissatisfaction with the outcome of the Second World War flashes up quite bluntly. An unpublished article entitled "Vier Milliarden Hektar Wirtschaftsraum" (Four billion hectares of economic space), which Zischka wrote in August 1942, a few weeks before the start of the Second Battle of Al Alamein, clearly shows his vision of Africa during that time. The "4 billion hectares" meant "our Greater Europe + Africa", and Zischka demanded that the Germans discard their self-restraint: "Germany must once again become a world nation."²⁵

Roughly ten years later, Zischka invoked again "4 billion hectares of economic space" in his Africa book, this time however as the territory of Eurafrika. In addition, he emphasized that the neighbouring continent would be the only remaining "way out".²⁶ Indeed, the "way out" turned into a crucial figure of thought for Zischka in view of the barred expansion space towards the East as a result of the Second World War. Originally, Zischka even wanted to name his book *Ausweg Afrika* (Africa: A way out).²⁷ Following his main geopolitical argument, Eurafrika was the wiser answer to the centuries-old question: what to do with Russia. It was wiser than conquering or "liberating" Russia by force. The fact that he, explicitly referring to Napoleon and Hitler, conceived his Eurafrika concept as another attempt to form Europe into a unified metropolitan area fits in here only too well.²⁸

Geopolitically, however, Zischka's Eurafrika was also directed against the United States and Great Britain, which he characterized as non-European and which was certainly not by chance absent from his globe. Instead, Zischka viewed Germany and France as the core area of his Eurafrika that asserted itself as a "third force" between the blocs. The path to genuine European freedom, peace, and prosperity would only lead through Africa and would thus be a prerequisite for easing the East-West conflict,

23 A. Zischka, *op.cit.*, p. 326.

24 See Ulrike Jureit, *Das Ordnen von Räumen. Territorium und Lebensraum im 19. und 20. Jahrhundert*. Hamburg, Hamburger Edition, 2012, pp. 250–257; D. Van Laak, *Über alles in der Welt. Deutscher Imperialismus im 19. und 20. Jahrhundert*. Munich, C. H. Beck, pp. 126–128.

25 A. Zischka. Vier Milliarden Hektar Wirtschaftsraum. August 1942. ADM NL 184/114.

26 A. Zischka, *op. cit.*, p 17 and 59.

27 Zischka to Venzky-Stalling, 27.2.1951. ADM: NL 184/256.

28 A. Zischka, *op. cit.*, pp. 56 f.

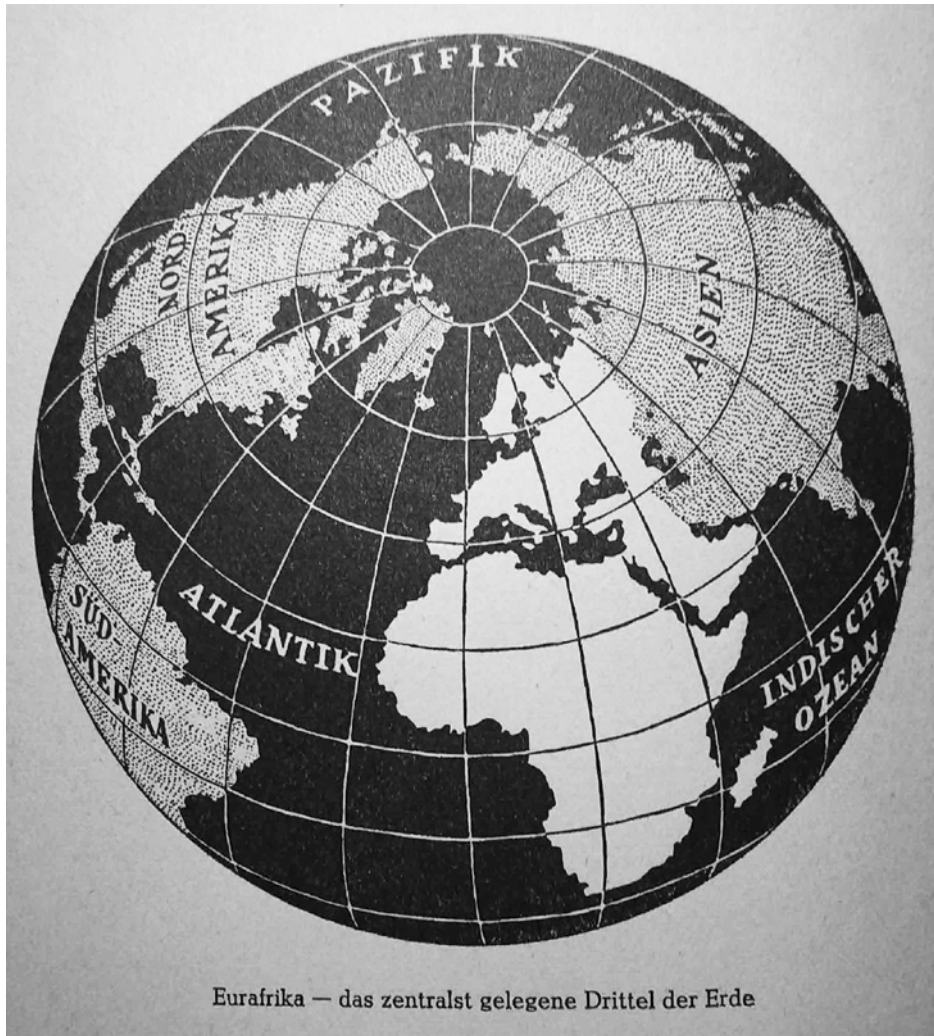


Fig.1 Zischka's Eurafrika. Taken from Zischka 1951: n. p.

because, as Zischka put it literally, “the preservation of peace is the number one global problem, and it is Europe’s vital question per se.”²⁹

Overall, Zischka’s Eurafrika echoed many thoughts of Richard Coudenhove-Kalergi, the Austrian leader of the Pan-European movement. He is considered the wordsmith of “Eurafrika” because from the beginning, he considered the neighbouring continent as part of his “Pan-Europe”: economically as a resource reservoir; demographically

²⁹ A. Zischka, *op. cit.*, p. 57.

as an outlet for imperialist and colonial-revanchist currents; and geopolitically as a prerequisite to build a “United States of Europe”, alongside and competing with the United States, the British Empire, the Soviet Union, and East Asia. Africa’s indigenous population was relegated to a purely functional role in Coudenhove’s visions; racism and a European sense of superiority were constitutive components of his Eurafrikan Pan-Europe.³⁰

Zischka, however, did not mention Coudenhove at all because, in short, politics was suspect to him; as already indicated, he clearly preferred technocratic solutions. This was also the case for Eurafrika. The build-up and implementation of the trans-continental structures would be placed in the hands of competent experts instead of nationalistic politicians, thereby citing the European Coal and Steel Community and its architect Jean Monnet as prime example. It would be a matter of creating a “Nation of Europe” through active work of the masses directed by scientific leadership and, at the same time, meant a rejection of Coudenhove’s “United States of Europe,” paralyzing parliamentary debates, and laborious territorial re-divisions of colonies among European states.³¹

Precisely because such a technocracy would make domination-based colonialism obsolete, as Zischka put it, it would also become easier to regulate the living together of Europeans and the indigenous population. Zischka envisioned a “permanent co-existence of diverse organisms for mutual benefit” – strictly separated, but on equal footing.³² Thus he was able to put a positive spin on apartheid and, in the same breath, demanded the development of Black industrial areas and equal pay for equal work for Africans and Europeans. The prerequisite for such coexistence would be the significant rise in African people’s standard of living through housing and school construction as well as the founding of hospitals.³³ In a nutshell, Zischka described quite precisely the phenomenon the French philosopher and government functionary Alexandre Kojève famously called “donor colonialism” (*gebender Kolonialismus*), which paved the way for postcolonial development cooperation.³⁴

30 Thomas Moser, *Europäische Integration, Dekolonisation, Eurafrika: eine historische Analyse über Entstehungsbedingungen der Eurafrikanischen Gemeinschaft von der Weltwirtschaftskrise bis zum Jaunde-Vertrag, 1929–1963*, Baden-Baden, Nomos, 2000, pp. 100–103; on Coudenhove, see also Ulrich Wyrwa, “Richard Coudenhove-Kalergi (1894–1972) und die Paneuropa-Bewegung in den zwanziger Jahren”, *Historische Zeitschrift*, 283, 2006, pp. 103–122; Vanessa Conze, *Richard Coudenhove-Kalergi. Umstrittener Visionär Europas*, Gleichen, Muster-Schmidt, 2004.

31 A. Zischka, *op. cit.*, pp. 307–312 and 321–325, quote p. 325.

32 A. Zischka, *op. cit.*, p. 13 and 254.

33 A. Zischka, *op. cit.*, pp. 255–257.

34 Alexandre Kojève, “Kolonialismus in europäischer Sicht. Vortrag, gehalten beim Rhein-Ruhr-Klub am 16. Januar 1957”, in: Piet Tommissen (ed), *SCHMITTIANIA. Beiträge zu Leben und Werk Carl Schmitts, Band VI*. Berlin, Duncker & Humblot, 1998, pp.125–140, here p. 136. On Kojève, see also Timo Luks, *Die Ökonomie der Anderen. Der Kapitalismus der Ethnologen – eine transnationale Wissensgeschichte seit 1880*, Tübingen,

All in all, Zischka's 1951 world order concept of Eurafica assembled various and partly contradictory figures of thought with regard to the relations between the two continents.

Dreams of colonial exploitation stood next to developmental visions for Africa scripted by modernization theory, paving the way for the continent's speedy take-off. Emphasizing apolitical technocracy did not prevent him from promoting Eurafica as a "third force" that would guarantee Europe's geopolitical self-assertion. And German *Großraumdenken* primed his grand design for a peace-bringing Eurafican integration scheme to come. As such, Zischka demonstrated how much eclecticism was possible in the art of thinking global after the Second World War, what creative forms "world making" could take and how flexibly seemingly antagonist ideas could be merged. Which tradition of thought he himself most agreed with is however less important than the identification of these distinct traditions because they explain why Zischka's Eurafica was attractive to quite different audiences.

Zischka's Followers: Fields of Resonance

Admittedly, the sales figures of Zischka's book on Africa were by no means exhilarating and did not come close to matching his bestsellers during the time of National Socialism. The first edition was to have 14,000 copies; 6,000 of them were sold after about a year, and not many more were sold after that. Unfortunately, no exact figures are available for Austria; however, his first book, *Länder der Zukunft* (Countries of the future), was a considerable success in this country, selling more than 10,000 copies, a fact which suggests that Zischka found a solid audience in Austria as well.³⁵

Anyway, reactions to his book went beyond the German-speaking world: Eurafica was quickly translated into Dutch, Italian and French. In addition, it was widely and predominantly positively reviewed, from the influential conservative and Protestant weekly *Christ und Welt* to the renowned London-based *Geographical Journal* to the eminent Parisian *politique étrangère* and the political weekly *Der Spiegel* in Hamburg. Particularly striking in these reviews is the fact that Zischka was praised as a knowledgeable provider of ideas and the obvious suspicion of utopia was regularly rejected.³⁶

On his actual readership, however, Zischka's secondary publications and his correspondence provide more detailed information. They reveal, first, that the political

Mohr Siebeck, 2019, p. 42 f. On the history of development, F. Cooper, "Writing the history of development", *Journal of Modern European History*, 8, 2010, pp. 5–23.

³⁵ See sales figures in ADM: NL 184/257.

³⁶ See *Idee und Kraft*, in: *Christ und Welt*, 3.1.1952; M.-J. Bénéité, A. Zischka, *op.cit.*, pp. 426–428; Africa, in: *Geographical Journal*, Oct./Nov. 1952; all these reviews can be accessed in ADM: NL 184/288; *Der Spiegel* 1951.

realm took Zischka's Eurafrica as seriously as his reviewers. For example, Zischka published regularly from 1950 onwards in the *Berichte und Informationen* of the Austrian Research Institute for Economics and Politics, based in Salzburg. This institute was founded in 1946 by Austrian journalist Herbert Kraus whose political agenda aimed at a re-integration of former Nazis into the public life of the Second Republic; indeed, in early 1949, Kraus became one of the initiators of the *Verband der Unabhängigen*, a new political party gathering war returnees, displaced persons and supporters of the NS regime, and the forerunner of today's FPÖ (Freedom Party of Austria).³⁷ The cooperation with the journal came about on Zischka's initiative, but both Kraus and the members of its editorial office claimed to be great fans of Zischka's books and considered themselves equally fortunate to have won him as an author.³⁸ Secondly, his Eurafrica also found great favour among development experts. For one thing, the Swiss engineer and dam expert Hermann Strub-Roessler was so impressed by Zischka's book that he wanted to publish together.³⁹

Thirdly, the resonance in business circles was similarly positive. This holds true for the French colonial milieu in the Moroccan *Comité d'action eurafricaine* as well as for the *Europe-Africa Union* based in Basel, whose German section had only been founded in 1954 with reference to Zischka. A second reference of this association, however, was Otto Strasser, brother of Gregor, the NSDAP renegade and, after his return from exile in Canada in 1955, leading figure of the right-wing extremist *German Social Union*. Here, then, Zischka's large-scale thinking came full-circle.⁴⁰

In addition to the political realm, experts and business circles, Zischka fourthly reached out to the masses. From 1951 onwards, he wrote regularly for the Nuremberg-based *Wochenend, Bilderzeitung zur Erholung vom Alltag* (Weekend: Illustrated journal for the recreation from everyday life). Founded in 1949, it was among the first and largest yellow press weeklies in the Federal Republic and Austria.⁴¹ Zischka's book also received a review in *Wochenend*. In addition, he provided articles on Africa on several occasions, precisely tailored to what the editors of the journal described as "a rather quite simple and not very complex thinking readership".⁴² As the clipping

37 See Erich Marx, "Herbert Kraus", in: Herbert Dachs, Peter Gerlich, Wolfgang Müller (eds) *Die Politiker. Karrieren und Wirken bedeutender Repräsentanten der Zweiten Republik*. Vienna, Manzsche Verlags- und Universitätsbuchhandlung, 1995, pp.344–352.

38 For the correspondence with the research institute, see ADM: NL 184/243.

39 See correspondence between Strub-Roessler and Zischka in ADM NL 184/215. See also D. Van Laak, *Imperiale Infrastrukturen, op. cit.*, p. 345.

40 See correspondence in ADM: NL 184/215. On Strasser, see Armin Nolzen, "Otto Straßer", *Neue Deutsche Bibliographie*, 25, 2013, pp. 479–481. URL: https://www.deutsche-biographie.de/gnd118755749.html#ndbcontent_01.10.2022.

41 For information about this weekly, see ADM: NL 184/260; Oskar Stodiek, *Die Medienagenda in der Medizinpublizistik der "Regenbogenpresse"*. *Thematisierungsmuster einer Printmediengattung*. Münster, LIT Verlag, 2009, p. 153 f.

42 Krakauer to Zischka, 5.1.1953. ADM NL 184/260.



Fig. 2 *Wochenend* Nr. 3, 14.1.1953, 3. Taken from ADM NL 184/25.

makes evident, he used this platform to both disseminate his visions for EurAfrica and to consolidate the most vulgar clichés about Africans being uncivilised, wild and even cannibalistic among his mass readership.

The collaboration with *Wochenend* proved quite successful over several years. Zischka received a number of short portraits as a “favourite author,” and at some point, a science fiction novel was even planned as a sequel in which Herman Sörgel was to play the leading role; however, these publication plans were never realized.⁴³ Nonetheless, he seems to have gone down very well with this clientele. Alongside general approval, he also received letters from concerned mothers and fathers asking for advice on their sons’ career choices. Zischka undoubtedly became an authority. For some, he became something more: several letters speak of great admiration for Zischka as a preacher of a new doctrine – one wanted to found “Zischka cells,” another wanted to “unleash a

43 See correspondence in ADM NL 184/260.

European people's movement [...] with Zischka's help," and a third wanted to work for Zischka personally in Mallorca.⁴⁴

The Innsbruck history teacher Hermann Gsteu was particularly convinced of Zischka's ideas. He not only recommended Zischka's books to his students, but also *zischte* extensively himself, as he called the study of the former's works. Finally, he wrote a peasant novel himself in which Zischka was given a prophet-like role. One must, Gsteu said, "approach humanity like a doctrine of salvation. [...] That is why Zischka must have apostles winning people over without science."⁴⁵

Last but not least, the book was met with a positive response even among readers from the African continent. A prominent and staunch supporter of Eurafrica was the later Senegalese president Léopold Sédar Senghor. Early on after the Second World War he became convinced that French Africa's futures would depend on close cooperation – on equal footing – with France and other European countries. At the same time, Senghor was obviously ready to embrace any colonial initiative that would pave the way to such an arrangement, as his strong support for the so-called Strasbourg Plan of the Council of Europe evidences, which was adopted in 1952. Accordingly, Senghor appreciated Zischka and his book on Eurafrica so much that he repeatedly cited it in public. For one, during the debates on the establishment of a European Political Community, he referred explicitly to him to lend weight to his demand for full incorporation of the overseas territories.⁴⁶ But it was not only African elites like Senghor who expressed such positive views. African students like the Sudanese Abbas El-Hamidi, who was enrolled at the University of Zurich, also wrote to Zischka, eager to meet the "scholar" in Mallorca or in Switzerland; in his polite response, Zischka sounded quite interested in making a meeting happen.⁴⁷

Global Futures

With his book on Africa Zischka became an intellectual for virtually everyone. Politicians and businessmen, academics and the masses, Europeans and Africans, ex-Nazis and supporters of European integration, and, not least, older and younger generations could take some pleasure in Zischka's Eurafrica – precisely because his highly eclectic way of thinking global offered something to all of these groups. Through the biographical lens of Anton Zischka, imagining Eurafrica as a concept of global order appears in

44 Zischka to Schwerdtfeger, 8.3.1952; Krauss to Zischka, 1.1.1952; Meyer-Küster to Zischka, 7.11.191; Terluch to Zischka, 29.3.1952; Trübsach to Zischka, 14.5.1952. ADM NL 184/291.

45 Gsteu to Zischka, 11.7.1952; Gsteu to Zischka, 22.3.1952. ADM NL 184/291.

46 P. Hansen, S. Jonsson, *op. cit.*, p. 143; Yves Montarsolo, *L'Eurafrrique: contrepoint de l'idée d'Europe: Le cas français de la fin de la deuxième guerre mondiale aux négociations des Traités de Rome*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2010, pp. 95–118.

47 El-Hamidi to Zischka, 29.6.1952; Zischka to El-Hamidi 2.7.1952. ADM NL 184/291.

a different light than political historical accounts have drafted it so far. To be sure, in terms of content, his originality was largely reduced to skilfully linking various older (and a few more recent) images of Africa and traditions of thoughts. However, combining intellectual history with the history of culture, knowledge and global intellectual history have revealed contexts of production and response that go far beyond the political process proper and shed some light on the extent to which such global orders could enter and fuel the social imaginary as well.

The broad societal resonance to Zischka's Eurafrica, however, cannot be explained solely by the fact that he drew on different traditions of thoughts and knew how to articulate his ideas within different sociocultural contexts. In particular, those reactions that came close to equal a veritable community of believers must be interpreted as an indication of widespread uncertainty and fear about the near future around 1950. At the intersection of the intensifying Cold War between the superpowers and the progress of decolonization in Asia, the need for orientation and the desire for positive designs of the future was apparently enormous. Against this background, Zischka's "worldmaking", namely to resurrect Eurafrica as a third "force for peace", appeared to be a plausible economic and geopolitical option for broad sections of society in the German-speaking world.⁴⁸

Given these findings, the future ought to belong to Africa already – not only for people in German-speaking lands but also in France, elsewhere in Europe, and not least in the African territories themselves. Indeed, imaginations of the Euro-African relationships should not be reduced to dichotomous role attributions: Despite being so heavily laden with the spirit of late colonialism, Zischka's Eurafrica was also attractive to some Africans because of its developmental promises it would never fulfil.⁴⁹

Usually, historians stick to debating past futures. However, it seems safe to state that the prospective future belongs to Africa as well in the sense that it will concern Europe more directly again in the decades to come than it did in the age of decolonization, which was characterized by increased distance from both sides. What this common future will look like ultimately depends on the direction (and degree of convergence) in which global thinking will develop on both continents beyond Sunday speeches like the one by Juncker cited in the beginning. Facing the pandemic, the war against Ukraine and a highly fragile economic world order, at least in one respect Zischka's words count more today than ever and resound rather as a warning: "The world is one. We all now belong to a single, highly complicated [...] organism."⁵⁰

48 On West German fear of the "communist threat", see e. g., Frank Biess, *Republik der Angst. Eine andere Geschichte der Bundesrepublik*. Reinbek bei Hamburg, Rowohlt Verlag, 2019, pp. 122–123.

49 On the attractiveness of the developmental promise for Africans, see Joseph M. Hodge, "Beyond dependency: North-South relationships in the Age of Development", in: M. Thomas, A. Thompson (eds), *op. cit.*, pp. 621–638.

50 A. Zischka, *op. cit.*, p. 9.

Héritage partagé, mémoires disparates

Perspectives franco-allemandes sur le passé colonial

JOHANNES GROSSMANN

Le 6 août 1908, le journal hebdomadaire du Jardin zoologique d'acclimatation de Paris publia un article sur une nouvelle « exhibition ethnographique », qui fut ensuite repris par de nombreux journaux français. Selon les termes de l'auteur, le Jardin d'acclimatation venait d'accueillir « une caravane [...] composée de cinquante Gallas (hommes, femmes, enfants) et d'une très importante troupe d'animaux (Zèbres de Grévy, Autruches, Mulets, Chevaux d'Afrique, Moutons à tête noire, Chèvres, Dromadaires, Lions et Hamadryas) de la région¹ ». « Les Gallas », pouvait-on lire, « occupent au sud de l'Abyssinie, jusqu'au-delà de l'Équateur, un pays beaucoup plus grand que la France ». Les hommes exhibés à Paris seraient, « malgré leurs habitudes errantes et leur barbarie dans les combats », des représentants d'« une belle race à peau claire, qui n'a rien en commun avec les peuples nègres² ».

Ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas tant le fait, déconcertant et critiqué à juste titre aujourd'hui, que des êtres humains furent exhibés en compagnie d'animaux et classés anthropologiquement selon leur apparence. Il s'agissait de pratiques courantes à l'époque, qui ont désormais fait l'objet de recherches approfondies³. Ce qui mérite

1 « Une caravane Gallas au Jardin d'Acclimatation », *Le Chenil*, 06/08/1908. Voir par exemple aussi « Variété », *Le Progrès* (Mascara), 08/08/1908 ; « Variété », *Journal de Confolens*, 09/08/1908 ; « Variétés », *Le Franc-parler* (Orthez), 18/08/1908 ; « Les Gallas », *Marseille Annonces*, 22/08/1908.

2 *Ibid.*

3 Voir Nicolas Bancel, Pascal Blanchard, Gilles Boëtsch, Éric Deroo et Sandrine Lemaire (dir.), *Zoos humains. Au temps des exhibitions humaines*, Paris, La Découverte, 2004, version complétée et élargie sous le titre *Zoos humains et exhibitions coloniales. 150 ans d'inventions de l'Autre*, Paris, La Découverte, 2011 ; Dagnosław Demski et Dominika Czarnecka (dir.), *Staged Otherness. Ethnic Shows in Central and Eastern Europe, 1850–1939*, Budapest, Central European University Press, 2021. Plusieurs études se consacrent à des pays spécifiques. Voir, par exemple, Anne Dreesbach, *Gezähmte Wilde. Die Zurschaustellung « exotischer » Menschen in Deutschland 1870–1940*, Francfort/Main, Campus, 2005 ; Sadiyah Qureshi, *Peoples on Parade. Exhibitions, Empire, and Anthropology in Nineteenth-Century Britain*, Chicago, University of Chicago Press,



Fig. 1 Rencontre de l'empereur Guillaume II avec un groupe de Somaliens dirigé par Hersi Egeh Gorseh au zoo de Hagenbeck à Stellingen, près de Hambourg, 1909.

Source : Bundesarchiv, Bild 183-R 52035.

une attention particulière, par contre, c'est que les personnes présentées à Paris en 1908 n'étaient probablement pas des Gallas, mais un groupe d'origine somalienne. Ce dernier travaillait en fait pour le marchand d'animaux, propriétaire de zoos et imprésario Carl Hagenbeck, de Hambourg⁴. Il voyageait déjà depuis des années à travers de l'Europe, tantôt sous la dénomination d'un village somalien, tantôt sous celle d'un village abyssin, éthiopien ou érythréen, tantôt en tant que « guerriers Dankali » ou, comme cette fois-ci, en tant que « troupe Galla ». En 1905, des membres de la troupe s'étaient produits en tournée à Oldenburg⁵, au Crystal Palace de Londres et à l'Hippodrome de Paris, l'année suivante à Berlin, à Milan et à Zwickau. En 1907, la troupe avait été l'une des principales attractions de l'exposition organisée à l'occasion du 300^e anniversaire de la ville de Mannheim⁶. En 1908, elle voyageait à Paris et à Prague. Et pour les années suivantes, des séjours à Aarhus, Edinburg, Munich, Turin et Vienne sont documentés⁷.

2011 ; Guido Abbattista, *Umanità in mostra. Esposizioni etniche e invenzioni esotiche in Italia (1880–1940)*, Trieste, Edizioni Università di Trieste, 2013.

4 Sur le rôle de Hagenbeck en tant qu'organisateur d'« exhibitions ethnographiques », voir Hilke Thode-Arora, *Für fünfzig Pfennig um die Welt. Die Hagenbeckschen Völkerschauen*, Francfort/Main, Campus, 1989.

5 Pour une analyse détaillée de cet épisode, voir Mamoun Fansa (dir.), *Das Somali-Dorf in Oldenburg 1905 – eine vergessene Kolonialgeschichte ?*, Oldenburg, Isensee, 2005.

6 Voir Marion Jourdan, « Koloniale Spektakel, kosmopolitische Kontaktzonen. Völkerschauen in Mannheim », in Bernhard Gissibl et Katharina Niederau (dir.), *Imperiale Weltläufigkeit und ihre Inszenierungen. Theodor Bumiller, Mannheim und der deutsche Kolonialismus um 1900*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2021, pp. 291–335, ici pp. 313–333.

7 Les lieux de séjour des Somaliens peuvent être reconstitués grâce aux archives en ligne, réalisées par Clemens Radauer, de photographies publicitaires et de cartes postales de nombreux « exhibitions ethnographiques », classées par année et par lieu : <https://humanzoos.net/>, consulté le 04/02/2023. La compilation illustre également le fait que les représentations du groupe dans différents lieux étaient souvent promues avec les mêmes motifs photographiques.

Le groupe avait sa base logistique et ses quartiers d'hiver dans le jardin zoologique de Hagenbeck à Hambourg-Stellingen, qui ouvrit ses portes aux visiteurs en 1907. Ses membres furent initiés et gérés par le Somalien Hersi Egeh Gorseh, qui s'occupa des mises en scène ethnographiques et seconda Hagenbeck pour recruter des compatriotes pour les tournées européennes. Hersi Egeh sut tirer profit de l'appétit insatiable des Européens pour les représentations de mondes étrangers et « exotiques ». Son groupe était principalement composé de membres de sa famille et de son propre clan. Afin d'éviter tout conflit avec les autorités européennes, les Somaliens se présentaient de préférence comme des Abyssins ou des Éthiopiens, et donc comme des ressortissants d'un pays qui n'était pas sous domination coloniale européenne⁸. Ils ne prenaient pas non plus la question de l'authenticité de leurs mises en scène trop au sérieux – ce qui n'empêcha pas des ethnologues allemands et français de considérer le groupe et ses pratiques comme des objets d'étude valables⁹.

Le séjour des prétendus Gallas à Paris en 1908 illustre que l'histoire des « exhibitions ethnographiques » de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle était plus complexe et plus embrouillée que l'on ne pourrait le supposer à première vue. En effet, elle démontre bien que les habitants des pays colonisés ont su développer leurs propres stratégies en dépit de toutes les difficultés, et comment ils exploitèrent les intérêts des colonisateurs en leur faveur. Les représentations du groupe somalien de Hersi Egeh à Paris, Berlin, Hambourg et dans de nombreuses autres villes européennes illustrent également le fait que les idées et les pratiques coloniales n'ont jamais suivi une logique exclusivement nationale, mais doivent toujours être perçues comme un phénomène transnational et transfrontalier. Cela ne vaut pas seulement pour la conquête et la colonisation des pays lointains, mais aussi et surtout pour les répercussions du colonialisme et de la décolonisation sur l'Europe¹⁰.

Partant de ces réflexions, la présente contribution souhaite formuler un plaidoyer pour une perspective méthodologique post-nationale, c'est-à-dire résolument comparative et croisée, sur le passé colonial allemand et français. Celle-ci pourra ensuite servir d'inspiration conceptuelle à une histoire européenne du colonialisme et de ses postériorités. La contribution ne prétend pas à l'exhaustivité. Elle vise plutôt à esquis-

8 Cf. Bodhari Warsame, « A Brief History of Staging Somali Ethnographic Performing Troupes in Europe, 1885–1930 », in D. Demski et D. Czarnecka (dir.), *Staged Otherness*, op. cit., pp. 77–100.

9 Voir, par exemple, « Sitzung vom 20. Januar 1906 », *Zeitschrift für Ethnologie*, vol. 38, t. 1/2, 1906, pp. 156–219, ici pp. 159–161 ; Adolphe Bloch, « Quelques remarques d'anthropologie et d'ethnogénie sur les Gallas du Jardin d'Acclimatation », *Bulletins et mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris*, V^e série, t. 9, 1908, pp. 681–687.

10 Voir, à ce sujet, Florian Wagner, *Colonial Internationalism and the Governmentality of Empire, 1893–1982*, Cambridge, Cambridge University Press, 2022 ; Matthew G. Stanard, « Interwar Pro-Empire Propaganda and European Colonial Culture. Toward a Comparative Research Agenda », *Journal of Contemporary History*, vol. 44, t. 1, 2009, pp. 27–48 ; Elizabeth Buettner, *Europe after Empire. Decolonization, Society, and Culture*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016 ; Dietmar Rothermund (dir.), *Erinnerungskulturen post-imperialen Nationen*, Baden-Baden, Nomos, 2015.

ser les défis et les avantages d'un regard franco-allemand sur l'histoire coloniale et post-coloniale et à les illustrer par des exemples choisis.

L'inégalité des expériences coloniales

Une perspective franco-allemande sur le passé colonial doit, en premier lieu, tenir compte des politiques et expériences coloniales très inégales des deux pays. Force est de constater que la France avait une histoire continue d'expansion coloniale en outre-mer depuis le XVI^e siècle. Son premier empire colonial, situé principalement sur le continent américain, fut liquidé entre la Guerre de Sept Ans et les Révolutions atlantiques. À partir de 1830, la France concentra ses efforts coloniaux principalement sur l'Afrique du Nord, sur l'Afrique occidentale et sur l'Indochine. Après la guerre franco-prussienne de 1870/71, la politique coloniale de la nouvelle Troisième République permit en quelque sorte de compenser la perte de l'hégémonie française sur le continent européen. La France consolida alors son emprise sur l'Indochine. Elle étendit son empire colonial en Afrique occidentale et centrale, s'empara de Madagascar et élargit sa zone d'influence en Afrique du Nord à la Tunisie et au Maroc¹¹. A la fin du XIX^e siècle, le pays devint alors la deuxième puissance coloniale après la Grande-Bretagne.

L'Allemagne, en revanche, est souvent décrite comme en retard par rapport aux autres puissances coloniales de l'Europe. Les premiers projets coloniaux allemands, tels que la fondation de la forteresse Groß Friedrichsburg dans l'actuel Ghana par les princes de Brandebourg à la fin du XVII^e siècle, avaient été rapidement abandonnés. Ce n'est qu'en 1884 que l'Empire allemand entra formellement dans la course aux colonies. Malgré les réticences initiales, le chancelier Otto von Bismarck, puis l'empereur Guillaume II poursuivirent dès lors rapidement et avec beaucoup de zèle l'expansion coloniale. Cependant, l'étendue, la signification politique et les bénéfices économiques de l'empire colonial allemand restèrent faibles par rapport à l'importance attribuée aux colonies dans le contexte français. Pendant la Première Guerre mondiale, les colonies allemandes furent rapidement occupées par des troupes alliées. Les dispositions du traité de Versailles confirmèrent la dissolution de l'empire colonial allemand, dont les anciens territoires furent formellement placés sous mandat de la Société des Nations, ce qui revenait en fait à un partage entre les puissances victorieuses de la guerre mondiale¹².

11 Pour un bon aperçu de l'histoire coloniale française, voir Raoul Girardet, *L'idée coloniale en France. De 1871 à 1962*, Paris, La Table Ronde, 1972. Voir également Claude Liauzu (dir.), *Colonisation. Droit d'inventaire*, Paris, Colin, 2004.

12 Pour un bon aperçu de l'histoire coloniale allemande, voir Sebastian Conrad, *Deutsche Kolonialgeschichte*, 4^e éd., Munich, C. H. Beck, 2019 ; Winfried Speitkamp, *Deutsche Kolonialgeschichte*, 4^e éd. Ditzingen, Reclam, 2021 ; Horst Gründer, *Geschichte der Deutschen Kolonien*, 7^e éd., Paderborn, Schöningh, 2018.

Lorsque, pendant l'entre-deux-guerres, l'idée coloniale atteignit sa plus grande attractivité sociale et politique en France – apogée symbolisée par la magnifique Exposition coloniale de Paris de 1931¹³ – l'Allemagne avait donc déjà cessé d'être une puissance coloniale. Cependant, l'idée coloniale et la nostalgie des colonies restèrent bien présentes dans la République de Weimar, par exemple à travers les récits héroïques d'anciens protagonistes coloniaux comme le général Paul von Lettow-Vorbeck ou dans la formule de Hans Grimm qui considéra l'expansion coloniale comme le seul remède pour un « peuple sans espace »¹⁴. Le régime nazi reprit ces discours et nourrit l'espoir d'un retour de l'Allemagne dans le cercle des puissances coloniales¹⁵. Cette propagande des années 1920 et 1930 a peut-être eu plus d'influence sur la mémoire culturelle des Allemands que les expériences réelles du colonialisme allemand en outre-mer. En tout état de cause, on ne peut pas dire que la fin de la domination coloniale allemande formelle en Afrique et dans le Pacifique se soit accompagnée d'une décolonisation des cœurs et des esprits en Allemagne.

Des traces coloniales inégalement réparties ?

L'inégalité des expériences coloniales s'accompagne d'un déséquilibre apparent dans les traces que ce passé a laissées en France et en Allemagne. Notamment à Paris et à Marseille, ces traces sont encore évidentes¹⁶. Le Palais de la Porte Dorée par exemple, qui avait été construit pour l'Exposition coloniale de Paris de 1931, servit ensuite de « Musée des colonies », voire « de la France d'outre-mer ». Même s'il changea de nom en 1960 pour devenir le « musée des Arts africains et océaniques », il conserva ses fonctions et son arrangement intérieur en principe jusqu'en 2003. Après le transfert des collections au Musée du Quai Branly dit « des arts premiers », le Palais de la Porte Dorée fut rénové et rouvrit ses portes en tant que « Musée national de l'Histoire de

13 Alexander C. T. Geppert, *Fleeting Cities. Imperial Expositions in Fin-de-Siècle Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2010, surtout pp. 134–200.

14 Uwe Schulte-Varendorff, *Kolonialheld für Kaiser und Führer. General Lettow-Vorbeck – Mythos und Wirklichkeit*, Berlin, Links, 2006 ; Annette Gümbel, *Volk ohne Raum. Der Schriftsteller Hans Grimm zwischen nationalkonservativem Denken und völkischer Ideologie*, Marburg, Historische Kommission für Hessen, 2003. Pour une contextualisation du révisionnisme colonial sous la République de Weimar, voir Reiner Fenske, *Kolonialismus in der Weimarer Republik. Der « Deutsche Ostbund » und die « Deutsche Kolonialgesellschaft » in den 1920er Jahren*, Berlin, Münster, LIT, 2022.

15 Karsten Linne, *Deutschland jenseits des Äquators. Die NS-Kolonialplanungen für Afrika*, Berlin, Links, 2008 ; Willeke Sandler, *Empire in the Heimat. Colonialism and Public Culture in the Third Reich*, Oxford, Oxford University Press, 2018.

16 Voir Robert Aldrich, *Vestiges of the Colonial Empire in France. Monuments, Museums, and Colonial Memories*, New York, Palgrave Macmillan, 2005 ; Catherine Atlan et Johannes Großmann, « Villes impériales. Regards croisés franco-allemands sur le passé colonial – Imperiale Städte. Deutsch-französische Blicke auf die koloniale Vergangenheit », *Ultramarines. Histoire et cultures des mondes coloniaux*, n° 28, 2015, pp. 58–77.

l'immigration » en 2007¹⁷. Un autre exemple d'architecture coloniale en France est l'escalier monumental de la gare Saint-Charles à Marseille avec son décor exotique plein de stéréotypes coloniaux genrés et d'allusions à la vocation coloniale de la ville¹⁸. En revanche, dans le paysage urbain de Hambourg et surtout de Berlin, les vestiges architecturaux de l'époque coloniale sont beaucoup moins nombreux et moins visibles¹⁹.

Le regard comparatif sur les anciennes métropoles coloniales ne doit cependant pas dissimuler le fait que des millions d'objets de contextes coloniaux se cachent en Allemagne jusqu'à nos jours : ils sont conservés non seulement dans les collections et les musées ethnologiques et ethnographiques, mais aussi, par exemple, dans les musées d'histoire naturelle, les bibliothèques et, surtout, chez des collectionneurs et des férus d'arts africains et océaniques privés. Certains de ces objets, comme la Bible et le fouet du leader et résistant Nama Hendrik Witbooi, sont brusquement entrés dans la conscience publique allemande à la suite des demandes de restitution de leurs pays d'origine²⁰. D'autres – comme le grand squelette de brachiosaure d'Afrique orientale allemande exposé au Musée d'Histoire naturelle de Berlin²¹ – n'ont été identifiés et remis en cause que récemment en tant qu'objets de provenance coloniale. Bien entendu, de tels objets et des discussions à leur sujet existent également en France. Cependant, l'élargissement de la perspective sur les musées et collections montre clairement que l'inégalité au niveau des traces architecturales et publiquement visibles n'est qu'un indicateur limité des répercussions culturelles du colonialisme sur les sociétés européennes. Des travaux récents, par exemple sur la Suisse²², ont bien montré qu'une implication formelle en tant que puissance coloniale n'était pas une condition préalable et obligatoire à une participation économique et culturelle au projet colonial.

La thèse de l'inégalité franco-allemande en termes de vestiges coloniales doit être nuancée et relativisée, d'autant plus si l'on s'intéresse au niveau immatériel de l'héritage colonial. En effet, l'histoire moderne et contemporaine de l'Allemagne, comme celle de la France, a été profondément marquée par la pensée coloniale et un esprit

17 Voir Gwendolin Lübbecke, *Die Cité nationale de l'histoire de l'immigration im Palais de la Porte Dorée. Transformation eines Kolonialpalastes von der Exposition coloniale 1931 bis heute*, Stuttgart, Franz Steiner, 2020.

18 R. Aldrich, *Vestiges of the Colonial Empire*, op. cit., pp. 174 ; Catherine Marand-Fouguet, « Le genre des colonies, sur les escaliers de la Gare Saint-Charles à Marseille », *Clio*, n° 12, 2000, pp. 189–191.

19 Voir Jürgen Zimmerer et Kim Sebastian Todzi (dir.), *Hamburg : Tor zur kolonialen Welt. Erinnerungsorte der (post-)kolonialen Globalisierung*, Göttingen, Wallstein, 2021 ; Ulrich van der Heyden et Joachim Zeller (dir.), *Kolonialmetropole Berlin. Eine Spurensuche*, Berlin, Berlin-Edition, 2002.

20 Jochen von Bernstorff et Thomas Thiemeyer, « Südwestdeutsch trifft Deutsch-Südwest. Baden-Württemberg gibt zwei kolonialzeitliche Objekte an Namibia zurück », *Merkur*, n° 840, 2019, pp. 17–29 ; Bernd-Stefan Grewe, « Restitution aus der Nähe betrachtet. Die Rückgabe der Witbooi-Bibel und -Peitsche », *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, vol. 72, t. 9/10, 2021, pp. 566–577.

21 Voir Ina Heumann, Holger Stoecker et Marco Tamborini (dir.), *Dinosaurierfragmente. Zur Geschichte der Tendaguru-Expedition und ihrer Objekte, 1906–2018*, Göttingen, Wallstein, 2018.

22 Patricia Purtschert, Francesca Falk et Barbara Lüthi (dir.), *Postkoloniale Schweiz. Formen und Folgen eines Kolonialismus ohne Kolonien*, Bielefeld, transcript, 2012.

de supériorité par rapport aux peuples extra-européens. Au niveau des discours, de la production de savoirs, des théories et pratiques de différenciation ethniques, les Allemands n'étaient certainement pas moins impliqués dans le projet colonial des XIX^e et XX^e siècles que les Français. Allemands et Français interagissaient étroitement au sein d'un espace de communication et d'action transnational, marqué par des représentations et des expériences coloniales.

Le colonialisme et ses répercussions en tant qu'histoire européenne

En y regardant de plus près, une interprétation des traces du passé colonial limitée au niveau national semble de toute façon inappropriée et trompeuse. Déjà les débuts de la colonisation furent une entreprise européenne partagée. Cela vaut d'un part pour les acteurs sur le terrain – les commerçants, les missionnaires, les explorateurs et les colons – qui, aussi selon leur propre perception, n'agirent souvent pas dans le cadre national et travaillèrent généralement ensemble plutôt que les uns contre les autres²³. Les convictions et revendications nationales furent souvent exprimées bruyamment, mais surtout en fonction de leur caractère instrumental envers les gouvernements et leurs appareils administratifs. Les réalités *on the spot* étaient plutôt marquées par les nécessités de coopération dans un environnement perçu comme étranger et par une démarcation commune vis-à-vis des groupes de population non européens. D'autre part, l'expansion coloniale européenne en Asie et surtout en Afrique fut, malgré toutes les rivalités nationales, également soutenu par une volonté politique de coordination et d'entente internationale²⁴. Celle-ci fut par exemple illustrée par la Conférence de Berlin de 1884–1885²⁵, par le soutien mutuel dans la lutte contre les insurrections indigènes²⁶ ou par la coopération dans le domaine de la médecine tropicale²⁷.

À bien des égards, l'expansion coloniale des puissances européennes a été influencée par des perceptions mutuelles – qui, certes, pouvaient également entraîner des dynamiques de démarcation. Cela vaut, par exemple, pour la réticence décidée de

23 Voir, pour l'exemple des missionnaires, Rebekka Habermas et Richard Hölzl (dir.), *Mission global. Eine Verflechtungsgeschichte seit dem 19. Jahrhundert*, Cologne, Böhlau, 2014 ; Karolin Wetjen et Linda Ratschiller (dir.), *Verflochtene Mission. Perspektiven auf eine neue Missionsgeschichte*, Cologne, Böhlau, 2018.

24 Pour une analyse conceptuelle, voir Volker Barth et Roland Cvetkovski (dir.), *Imperial Co-Operation and Transfer, 1870–1930. Empires and Encounters*, London, Bloomsbury, 2015.

25 Amaury Lorin et Christine de Gemeaux (dir.), *L'Europe coloniale et le grand tournant de la Conférence de Berlin (1884–1885)*, Paris, Le Manuscrit, 2013.

26 Ulrike Lindner, *Koloniale Begegnungen. Deutschland und Großbritannien als Imperialmächte in Afrika 1880–1914*, Francfort/Main, Campus, 2011, pp. 190–296.

27 Sarah Ehlers, *Europa und die Schlafkrankheit. Koloniale Seuchenbekämpfung, europäische Identitäten und moderne Medizin 1890–1950*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2019. Voir également Klemens Wedekind, *Impfe und herrsche. Veterinärmedizinisches Wissen und Herrschaft im kolonialen Namibia 1887–1929*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2020.

Bismarck à construire un empire colonial à la française²⁸. Entre les années 1870 et la Première Guerre mondiale, la rivalité coloniale devint à la fois le reflet et le moteur des conflits intra-européens. C'est notamment le cas pour l'Allemagne et la France, qui en arrivèrent presque à des affrontements militaires dans leur conflit sur l'avenir du Maroc en 1904–1905 et 1911²⁹. La relation n'était pourtant pas toujours et partout aussi conflictuelle que dans le cas du Maroc. Dans sa thèse récemment publiée sur les relations « transimpériales » entre le Togo allemand et le Dahomey français, Isabell Scheele montre de façon exemplaire que les processus de démarcation, d'apprentissage et de rapprochement allaient de pair et que les dynamiques locales échappaient souvent aux interventions de Paris et de Berlin³⁰.

Pas seulement la situation et les développements dans les colonies, mais également les répercussions et les appropriations du colonialisme sur le continent européen sont difficiles à saisir dans les catégories de l'État-nation et doivent plutôt être analysées comme une histoire croisée et profondément européenne. Deux exemples semblent particulièrement aptes à souligner ce propos. Les bronzes pillés en 1897 dans le palais royal du Bénin, dans l'actuel Nigeria, lors d'une expédition punitive britannique, furent ensuite vendus à des musées, des marchands et des amateurs d'artefacts « exotiques » dans toute l'Europe et l'Amérique du Nord. Nombre de ces œuvres d'art magnifiques furent achetées par des musées ethnologiques français et allemands³¹. Les bronzes du Bénin ont été un cas paradigmatique dans les débats sur la restitution des biens culturels d'outre-mer depuis les années 1960³². Un deuxième exemple illustrant le caractère transnational et transfrontalier de la culture coloniale en Europe porte sur les continuités de la propagande impériale en Alsace et Moselle au-delà des changements d'appartenance nationale. Strasbourg, par exemple, avait été, avant 1914, une des métropoles allemandes où l'idée coloniale était particulièrement promue. En 1924, la ville accueillit l'une des premières grandes expositions coloniales françaises après la fin de la guerre mondiale³³. Ici comme à Metz, l'extension urbaine de l'époque du

28 Cf. le discours de Bismarck devant le Reichstag, 26 juin 1884, cité d'après H. Gründer, *Geschichte der deutschen Kolonien*, op. cit., pp. 61–63. Sur la pensée et la politique coloniale de Bismarck voir toujours Hans-Ulrich Wehler, *Bismarck und der Imperialismus*, 2^e éd., Francfort/Main, Suhrkamp, 1985.

29 Voir Jost Dülffer, Martin Kröger et Rolf-Harald Wippich, *Vermiedene Kriege. Deeskalation von Konflikten der Großmächte zwischen Krimkrieg und Erstem Weltkrieg 1856–1914*, Munich, Oldenbourg, 1996, surtout pp. 557–578 et 615–639. L'analyse la plus profonde de la seconde crise marocaine est toujours celle de Jean-Claude Allain, *Agadir 1911. Une crise impérialiste en Europe pour la conquête du Maroc*, Paris, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, 1976.

30 Isabell Scheele, *Les relations transimpériales. L'exemple du Togo allemand et du Dahomey français à l'apogée de l'impérialisme européen*, Berlin, Peter Lang, 2021.

31 Dan Hicks, *The Brutish Museums. The Benin Bronzes, Colonial Violence and Cultural Restitution*, Londres, Pluto, 2020.

32 Voir Bénédicte Savoy, *Afrikas Kampf um seine Kunst. Geschichte einer postkolonialen Niederlage*, Munich, C. H. Beck, 2021.

33 Cf. Odile Goerg, « Exotisme tricolore et imaginaire alsacien. L'Exposition coloniale, agricole et industrielle de Strasbourg en 1924 », *Revue d'Alsace*, n° 120, 1994, pp. 239–268 ; Alison Carrol, « Imagining

Reichsland révéla d'étonnants parallèles urbanistiques et architecturaux avec la « colonie modèle » (*Musterkolonie*) allemande de Kiautschou en Chine³⁴.

La décolonisation française : une histoire sans fin

L'empire colonial français n'a pas connu une fin abrupte et imprévue comme c'était le cas pour l'empire colonial allemand. La décolonisation française est généralement décrite comme un long processus en plusieurs étapes, marqué surtout par les guerres coloniales sanglantes en Indochine et en Algérie³⁵. On oublie souvent que la plupart des colonies subsahariennes de la France ont obtenu leur indépendance dans un délai très court et sans violences majeures à la fin des années 1950 et au début des années 1960 – même si cette cession pacifique du pouvoir ne suivit pas de stratégie à long terme, mais se déroula de manière non systématique et largement imprévue³⁶. Une petite partie de l'ancien empire colonial a par ailleurs été préservée après la fin de la guerre d'Algérie. Aujourd'hui encore, la France tient à ses départements et territoires d'outre-mer pour des intérêts géostratégiques et militaires, mais aussi pour des raisons de politique intérieure³⁷.

La transition de la France dans l'ère post-coloniale était donc – et continue de l'être – un processus de longue durée. Pendant longtemps, il n'y a pas eu de rupture fondamentale avec les idées et les héritages de l'époque coloniale. Jusqu'à nos jours, l'héritage de l'époque coloniale et la manière de le gérer font régulièrement l'objet de débats politiques et d'affrontements sociaux³⁸. Sur le plan international, la France continue d'entretenir des relations étroites et privilégiées avec la plupart de ses an-

Greater France in the Provinces. The Strasbourg Colonial Exhibition of 1924 », in Philip Wahlen et Patrick Young (dir.), *Place and Locality in Modern France*, Londres, New York, Bloomsbury, 2014, pp. 42–52 ; Francis Grandhomme, « « Retour à la France » et « Plus grande France ». Le fait colonial, composante de l'éblouissement tricolore et du malaise alsacien (à travers le cas de l'Exposition coloniale de Strasbourg en 1924) », *Revue d'Alsace*, n° 144, 2018, pp. 303–342.

34 Sur le développement urbain dans le *Reichsland*, voir Rainer Hudemann et Rolf Wittenbrock (dir.), *Stadtentwicklung im deutsch-französisch-luxemburgischen Grenzraum (19. und 20. Jahrhundert) – Développement urbain dans la région frontalière France-Allemagne-Luxembourg (XIX^e et XX^e siècles)*, Sarrebruck, Kommission für Saarländische Landesgeschichte und Volksforschung, 1991. Sur Kiautschou, voir Torsten Warner, « Der Aufbau der Kolonialstadt Tsingtao. Landordnung, Stadtplanung und Entwicklung », in Hans-Martin Hinz et Christoph Lind (dir.), *Tsingtao, ein Kapitel deutscher Kolonialgeschichte in China 1897–1914*, Berlin, Minerva, 1998, pp. 84–95.

35 Pour cette interprétation classique, voir par exemple Anthony Clayton, *The Wars of French Decolonization*, Londres, Longman, 1994.

36 Voir Tony Chafer, *The End of Empire in French West Africa. France's Successful Decolonization ?*, Oxford, Berg, 2002.

37 Voir Robert Aldrich et John Connell, *France's Overseas Frontier. Départements et Territoires d'Outre-Mer*, 2^e éd., Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

38 Voir Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Sandrine Lemaire (dir.), *Culture post-coloniale 1961–2006. Traces et mémoires coloniales en France*, Paris, Autrement, 2006 ; Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Do-

ciennes colonies. Les rapports de force inégaux qui en découlent sur les plans politique, économique et culturel se traduisent également par une forte immigration en provenance de ces pays³⁹.

C'est ainsi que l'ère coloniale et les conflits qui en découlent sont restés très présents en France jusqu'à nos jours. En témoignent, par exemple, les manifestations matérielles et immatérielles de la mémoire des Pieds-noirs, ces colons d'origine européenne qui ont quitté l'Algérie à la suite de l'indépendance pour s'installer principalement dans le sud de la France⁴⁰. Il en résulte une situation paradoxale. D'une part, il y avait et il y a toujours un lobby puissant qui promeut une image positive ou au moins nostalgique de l'époque coloniale française. Cela a été visible par exemple lors de la polémique sur la loi de février 2005, qui préconisait entre autres une appréciation du prétendu « rôle positif de la présence française outre-mer » dans l'enseignement scolaire⁴¹. D'autre part, des intellectuels français et francophones tels qu'Aimé Césaire, Frantz Fanon, Jean-Paul Sartre, Albert Memmi et Achille Mbembe ont – précisément en raison de cet héritage colonial – joué un rôle d'avant-garde dans la verbalisation et diffusion des théories post-coloniales et dans le débat critique sur le passé colonial⁴².

La décolonisation comme une histoire franco-allemande

Comme pour l'histoire de la colonisation et de ses répercussions sur le continent européen, la perspective nationale est tout aussi insuffisante, déficiente et trompeuse pour comprendre l'histoire de la décolonisation et de ses conséquences pour l'Europe. C'est ainsi que l'histoire de la décolonisation française comporte une dimension franco-

minic Thomas (dir.), *The Colonial Legacy in France. Fracture, Rupture, and Apartheid*, Bloomington, Indiana University Press, 2017.

39 Voir E. Buettner, *Europe after Empire*, op. cit., pp. 283–302.

40 Voir *ibid.*, pp. 236–242 ; Yann Scioldo-Zürcher, *Devenir métropolitain. Politique d'intégration et parcours de rapatriés d'Algérie en métropole (1954–2005)*, Paris, EHESS, 2010. Pour une comparaison stimulante entre les Pieds-noirs en France et les « expulsés » (Heimatvertriebene) allemands d'Europe de l'Est et d'Europe centrale, voir Manuel Borutta et Jan C. Jansen (dir.), *Vertriebene and Pieds-Noirs in Postwar Germany and France. Comparative Perspectives*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2016. Ce n'est que récemment que la recherche s'est intéressé de plus près au destin tragique des « harkis », ces Algériens musulmans qui, après l'indépendance, ont été persécutés en tant que collaborateurs de l'ancienne puissance coloniale et n'ont pourtant été accueillis qu'avec beaucoup de réticence par la France. Voir, à ce sujet, Fatima Besnaci-Lancou, Benoît Falaise et Gilles Manceron (dir.), *Les Harkis. Histoire, mémoire et transmission*, Ivry-sur-Seine, Atelier, 2010 ; Anna Laiß, *Universalistisches Ideal und koloniale Kontinuitäten. Die « harkis » in der Fünften Französischen Republik*, Heidelberg, Heidelberg University Press, 2021.

41 Voir Romain Bertrand, *Mémoires d'empire. La controverse autour du « fait colonial »*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006.

42 Voir Thorsten Schüller, « Frankophone postkoloniale Theorie », in Dirk Göttsche, Axel Dunker et Gabriele Dürbeck (dir.), *Postkolonialismus und Literatur*, Stuttgart, J.B. Metzler, 2017, pp. 2–10 ; Charles Forsdick et David Murphy (dir.), *Postcolonial Thought in the French-Speaking World*, Liverpool, Liverpool University Press, 2009.

allemande non négligeable, qui a été maintes fois évoquée, mais dont la portée est encore insuffisamment comprise. Le recrutement et le déploiement de soldats coloniaux français lors de la Première Guerre mondiale contre l'Allemagne fut sans aucun doute un catalyseur important pour la montée en puissance du mouvement anticolonial dans l'entre-deux-guerres – même si les effets immédiats sur le système colonial ont été ambigus et souvent contradictoires⁴³. La mise sous tutelle des anciennes colonies allemandes par d'autres puissances coloniales telles que la France, la Grande-Bretagne et la Belgique, dans le cadre du système mandataire établi par le traité de Versailles, inscrivit la possibilité d'une indépendance ultérieure des peuples colonisés pour la première fois sur l'ordre du jour de la politique internationale⁴⁴. L'occupation allemande de la France pendant la Seconde Guerre mondiale accéléra le processus de désengagement colonial, même si – ou bien parce que – les colonies jouèrent un rôle important dans l'organisation de la résistance extérieure et de nombreux soldats coloniaux risquèrent leur vie pour la libération de la France⁴⁵.

L'implication des légionnaires étrangers allemands dans les guerres de décolonisation en Indochine et en Algérie n'a également reçu que peu d'attention. Près de 73 000 légionnaires combattirent en Indochine entre 1946 et 1954, dont près de la moitié en provenance d'Allemagne. Lors de la guerre d'Algérie de 1954 à 1962, environ 50 000 légionnaires étrangers furent employés, dont environ un tiers d'Allemands. Il s'agissait principalement de vétérans de la Wehrmacht, de jeunes chômeurs et de personnes déplacées voire réfugiées des territoires de l'Est ou de la zone d'occupation soviétique, qui étaient sans perspectives, en quête d'un bon salaire et attirés par la promesse d'aventures. Les légionnaires furent déployés en première ligne sur les théâtres de guerre coloniaux. Leur taux de mortalité était donc beaucoup plus élevé que celui des soldats réguliers. En outre, ils étaient chargés de tâches particulièrement violentes, comme la lutte contre les partisans ou la torture des prisonniers⁴⁶. Il y a donc lieu d'interpréter les guerres d'Indochine et d'Algérie non pas comme une histoire de violence purement française mais franco-allemande voire européenne.

43 Cf. Christian Koller, « The Recruitment of Colonial Troops in Africa and Asia and Their Deployment in Europe during the First World War », *Immigrants & Minorities*, vol. 26, t. 1/2, 2008, pp. 111–133.

44 Susan Pedersen, *The Guardians. The League of Nations and the Crisis of Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

45 Sur la contribution des colonies africaines à la *Résistance*, voir Eric T. Jennings, *Free French Africa in World War II. The African Resistance*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015. De manière aussi détaillée que nuancée sur le rôle des troupes coloniales au cours de la libération, voir Claire Miot, *La Première armée française. De la Provence à l'Allemagne, 1944–1945*, Paris, Perrin, 2021.

46 Cf. Eckard Michels, *Deutsche in der Fremdenlegion 1870–1965. Mythen und Realitäten*, Paderborn, Schöningh, 1999, surtout pp. 170–209 et pp. 228–303 ; Pierre Thoumelin, *L'ennemi utile, 1946–1954. Des vétérans de la Wehrmacht et de la Waffen-SS dans les rangs de la Légion étrangère en Indochine*, Giel-Courteilles, Schneider, 2013. Sur les campagnes contre le recrutement de légionnaires étrangers en Allemagne de l'Ouest, voir Frank Biess, *Republik der Angst. Eine andere Geschichte der Bundesrepublik*, Reinbek, Rowohlt, 2019, pp. 85–115.

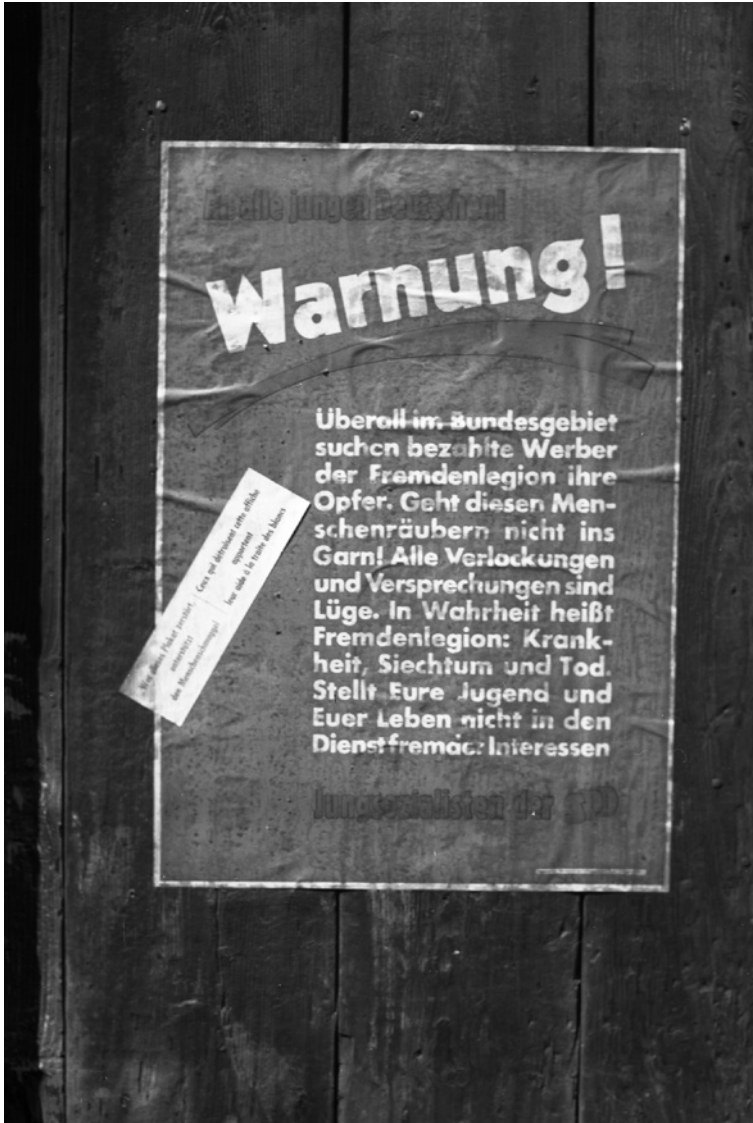


Fig. 2 Affiche d'avertissement des jeunes socialistes allemands contre l'enrôlement dans la Légion étrangère française, printemps 1952. Photo: Alfred Göhner.
Source: Stadtarchiv Tübingen, D 170/5458.

Une perspective franco-allemande est également révélatrice en ce qui concerne les mouvements d'indépendance dans les colonies. Le Togo est un exemple particulièrement intéressant à cet égard. Ici, la contestation de la domination française à partir de 1919 a contribué à l'émergence d'une mémoire étonnamment positive de la période coloniale allemande, promue notamment par des élites ayant servi dans l'administration

coloniale allemande ou ayant été éduquées en Allemagne. Dans le but de critiquer la France et sa politique coloniale, ces élites promurent une image de la colonisation allemande comme bienveillante et modernisatrice. Ainsi, en 1984, la poste togolaise émit une série de timbres à l'occasion du « centenaire de l'amitié germano-togolaise ». Parmi ces timbres figuraient des portraits de Bismarck, de Guillaume II et de quatre des gouverneurs de l'ancienne colonie allemande du Togo. Cependant, de telles pratiques symboliques ne se prêtent certainement pas à une réhabilitation historique du colonialisme allemand. Ils doivent plutôt être compris comme un instrument des élites togolaises pour prendre leurs distances avec la France et d'améliorer leurs chances dans la course à l'aide au développement allemande⁴⁷.



Fig. 3 Deux motifs d'une série de timbres émis par la poste togolaise en 1984 à l'occasion du « centenaire de l'amitié germano-togolaise » : portrait du chancelier Bismarck et signature du traité de protectorat en 1885.

Histoire coloniale et mémoire du national-socialisme en Allemagne

Ces exemples montrent clairement que l'Allemagne – ou, plus précisément, des acteurs allemands – a bel et bien participé au processus de décolonisation après la Seconde Guerre mondiale. Malgré ce constat, toute proximité de l'histoire allemande après 1945 avec l'histoire du colonialisme fut longtemps niée, et l'est encore souvent jusqu'à nos jours. Ce n'était qu'en RDA que les liens de l'Allemagne occidentale avec le colonialisme furent discutés à voix haute⁴⁸, tandis que les continuités et les vestiges

47 Pour une contextualisation critique, voir David Thiele, *La mémoire de la colonisation allemande au Togo. Enjeux et construction du « centenaire de l'amitié germano-togolaise »*, Mémoire de recherche, Paris, Université Paris 1, 2020, URL : <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02967539>, 04.02.2023 ; Dotsé Yigbe, « Togo. Eine Dauer-Musterkolonie ? », *Revue du CAMES*, vol. 4, t. 1, 2016, pp. 167–178. Pour une déconstruction du mythe de la colonisation allemande modernisatrice et bienfaitrice, voir Kuassi Amétowoyona Akakpo, *Discours et contre-discours sur le Togo sous l'empire allemand*, Paris, Le Manuscrit, 2014.

48 Cf., par exemple, Paul Friedländer et Hartmut Schilling, *Kolonialmacht Westdeutschland. Zum Wesen, zu den Besonderheiten und Methoden des westdeutschen Neokolonialismus*, Berlin, Dietz, 1962 ; Heinz Tillmann

coloniaux dans sa propre sphère furent délibérément ignorés. Pendant longtemps, les Allemands furent convaincus que l'empire colonial allemand n'était qu'un épisode bref et lointain sans effets ni répercussions durables sur l'histoire nationale. Toutefois, la situation a considérablement évolué au cours des vingt dernières années, et l'histoire coloniale allemande reçoit aujourd'hui une attention publique croissante. Un facteur décisif de ce changement – déclenché notamment par des acteurs de la société civile au niveau local – fut le fait que le sujet a été lié, sur le plan sémantique et argumentatif, à l'histoire du national-socialisme. Dans ce contexte, le génocide des Hereros et des Namas commis entre 1904 et 1908 par les soldats et représentants de l'Empire allemand dans le Sud-Ouest africain a reçu une attention particulière – au plus tard avec la thèse de Jürgen Zimmerer, vivement débattue, d'un lien entre « Windhoek » et « Auschwitz »⁴⁹.

La conséquence de tels débats est que l'histoire coloniale en Allemagne est traitée principalement d'un point de vue normatif. Les réflexes et mécanismes entraînés et répétés maintes fois dans la gestion du passé national-socialiste sont repris et transposés à la confrontation avec le passé colonial. Les questions portent sur les malfaiteurs et les victimes, sur la culpabilité et la responsabilité, sur l'injustice et sa réparation. Cette perspective normative s'appuie sur une grille de lecture qui n'est guère sensible aux nuances, aux demi-teintes et aux ambiguïtés. Une partie considérable du débat public sur l'histoire coloniale allemande s'est limitée à la question du génocide – ce qui risque d'occulter d'autres aspects de la domination coloniale et d'autres injustices et violences commises par les colonisateurs allemands.

En France, une rupture aussi radicale avec le passé colonial qu'en Allemagne n'est actuellement pas en vue, malgré certaines initiatives prises sous la présidence d'Emmanuel Macron. L'héritage colonial français est encore trop étroitement lié à un grand récit soulignant l'unité, la continuité et les acquis positifs de l'histoire nationale. On pourrait objecter que le débat français sur les atrocités de la guerre d'Algérie fut incité par une réévaluation critique de la dictature de Vichy (par exemple dans le contexte du procès contre Maurice Papon) – s'insérant ainsi dans une logique de déconstruction du grand récit national⁵⁰. Néanmoins, des jugements normatifs très hétérogènes et ambivalents sur le passé colonial continuent de coexister dans le discours public fran-

et Werner Kowalski, *Westdeutscher Neokolonialismus. Untersuchungen über die wirtschaftliche und politische Expansion des westdeutschen Imperialismus in Afrika und Asien*, Berlin, Rütten & Loening, 1963.

49 Jürgen Zimmerer, *Von Windhuk nach Auschwitz? Beiträge zum Verhältnis von Kolonialismus und Holocaust*, Münster, LIT, 2011. Pour une récapitulation critique du débat sur l'argumentation de Zimmerer, voir Steffen Klävers, *Decolonizing Auschwitz? Komparativ-postkoloniale Ansätze in der Holocaustforschung*, Berlin, De Gruyter Oldenbourg, 2019, surtout pp. 55–103.

50 Cf. Étienne François, « Die späte Debatte um das Vichy-Regime und den Algerienkrieg in Frankreich », in Martin Sabrow, Ralph Jessen et Klaus Große Kracht (dir.), *Zeitgeschichte als Streitgeschichte. Große Kontroversen nach 1945*, Munich, C. H. Beck, 2003, pp. 264–287. Pour un regard global sur la mémoire de la guerre d'Algérie en France, voir Raphaëlle Branche, *La guerre d'Algérie. Une histoire apaisée ?*, Paris, Seuil, 2005.

çais jusqu'à nos jours⁵¹. En Allemagne, en revanche, il y a jusqu'à présent un consensus beaucoup plus large au regard d'une condamnation claire et nette de l'ère coloniale. Rien d'étonnant à cela : tant que la perception du colonialisme allemand reste limitée à un bref épisode d'avant 1918, ce jugement ne fait de mal à personne. Le sujet se prête plutôt à renforcer l'idée d'un supposé rôle allemand de pionnier moral dans la gestion des « chapitres noirs » de l'histoire nationale.

Historiographie post-coloniale et post-nationale

Comme dans beaucoup d'autres domaines, l'exemple de l'histoire coloniale montre combien nous pouvons apprendre d'un regard croisé et dans quelle mesure une perspective franco-allemande peut nous aider à combler les lacunes d'une historiographie limitée au cadre national. Car les revendications de la théorie post-coloniale ne peuvent être satisfaites que si celle-ci est combinée à une vision post-nationale de l'histoire des XIX^e et XX^e siècles.

Le colonialisme fut inextricablement lié au développement de l'État-nation moderne. Les colonies étaient un point de référence pour la production de savoirs sur le monde, un laboratoire de conceptions politiques et sociales ainsi qu'un outil de l'expansion capitaliste. Elles servirent de source d'imagination et de défouloir pour des conflits politiques et sociales internes. Elles étaient considérées comme des preuves de la grandeur nationale et devinrent un théâtre de rivalités intra-européennes. Si nous voulons historiciser le colonialisme, nous devons également historiciser l'État-nation.

L'héritage délicat du colonialisme ne doit donc pas être compris comme un héritage national, mais comme un héritage partagé, européen voire mondial. Ce n'est pas un hasard si une historienne de l'art française enseignant en Allemagne, Bénédicte Savoy, et l'économiste et publiciste sénégalais Felwine Sarr, ont revendiqué la restitution inconditionnelle des objets des collections et des expositions coloniales à leurs sociétés d'origine⁵². Cette formule dépasse largement le cadre national et la situation française que le président Macron avait en tête lorsqu'il sollicita un rapport de ces deux auteurs. Il est donc temps de faire face à cet héritage partagé, de surmonter le nationalisme méthodologique et de trouver des réponses communes.

51 Pour un regard critique sur les tentatives de réhabilitation du passé colonial, voir Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Dominic Thomas (dir.), *Vers la guerre des identités ? De la fracture coloniale à la révolution ultranationale*, Paris, La Découverte, 2016.

52 Felwine Sarr et Bénédicte Savoy, *Restituer le patrimoine africain*, Paris, Seuil, 2018.

Décoloniser les rapports de tournées administratives au Cameroun

DANIEL GEORGES NANA KOMEY

Cette canne symbole de pouvoir traditionnel dans la tribu Ekang-Béti (...) mais je l'ai assimilée à la canne que le Seigneur avait donnée à Moïse lorsqu'il conduisait le peuple d'Israël vers la terre promise. Cette pipe dégage la fumée du pouvoir, cette fumée qui me permet de soumettre toutes les peuplades de mon territoire de commandement¹.

Ainsi s'exprima le préfet de la Mvila dans la région du Sud-Cameroun, à la fin de sa tournée de prise de contact dans le groupement Efafe II, dans une vidéo polémique postée sur *Facebook* le 20 mai 2020. Les propos ignominieux du haut fonctionnaire s'inscrivent dans une dimension longitudinale, compulsive et martiale². Confus et anachroniques, ils promeuvent l'ethnisme dans un espace public fort cosmopolite, réinventent la pacification, le messianisme et les dérives de l'ethnologie coloniale³. Commander reste donc synonyme d'ordonner, de soumettre, de maintenir la distance, dans un enchevêtrement de temporalités et d'imaginations (ir)rationnelles et anachroniques⁴. Tonda qualifie ce paradigme d'*afrodystopie*⁵. Ainsi, l'expression écrite du discours du rapport administratif est de style et d'esprit rétrospectif, soixante ans

1 Angie Forbin le 20 mai 2020 : « Hum ! Il paraît que c'est le Préfet qui menaçait le chef à Ebolowa l'autre jour. [Sylvac] Marie Mvogo », URL : <https://www.facebook.com/angie.forbin/videos/3478689888825921,02.02.2024>. Je remercie le Dr Erik Sourina qui au détour d'une discussion m'a fait part de cette anecdote.

2 Sur les réflexes d'authenticité, cf. Hugh Trevor-Roper, « The invention of tradition : The Highland Tradition of Scotland », in Terence Ranger et Eric Hobsbawm (dir.), *The invention of tradition*, Cambridge University Press, 1983, p. 15–41.

3 Cf. Terence Ranger et Eric Hobsbawm (dir.), *The invention of tradition*, op. cit., pp. 1–14.

4 Cf. Homi Bhabha, *Les lieux de la culture*, Paris, Payot & Rivages, 2007, p. 127 ; Olivier Le Cour Grandmaison, *Coloniser, Exterminer. Sur la guerre et l'État colonial*, Paris, Fayard, 2005, pp. 22–23.

5 Joseph Tonda, « Peut-on décoloniser le rêve de la valeur, rêve du Blanc en Afrodystopie », *Multitudes*, 3/84, 2021, pp. 97–107.

après les indépendances, une prison sans issue qui embrigade dans « la vie dans le rêve d'autrui » et ses « désirs irréalisables⁶ ». C'est pourquoi, l'étude postule que les rapports de tournées administratives reflètent des négatifs photographiques reproductibles, et prolonge les réflexions sur les ordres du discours administratif colonial et ses résonances contemporaines⁷.

Continuité ou mimétisme⁸ ? La scénographie n'est pas nouvelle, comme l'a décrit Bassek Ba Kobbio dans sa satire contre l'humanisme-développementaliste colonial, *Le Grand Blanc de Lambaréné*, en 1995. Replacés dans l'histoire, ces propos rappellent « l'utopie royale » d'un administrateur du Haut-Nyong dans le Sud-est du Cameroun, Jean-Joseph David, taxé d'« Empereur » entre 1939 et 1944⁹. Tonda et Bernault y voient une dystopie qui désigne « un modèle qui inclut en lui-même un principe de contradiction et de dysfonctionnement travaillant l'ensemble du système social et des régimes de pouvoir¹⁰ ». Les théoriciens postcoloniaux la relient à « une catégorie politique et, plus spécifiquement, un régime politique de la violence. Son fonctionnement est instable, elle tient à la fois de la réalité et du simulacre¹¹. » Selon Eboussi Boulaga, c'est un régime discursif et métaphorique construit dans la fonction, qui est l'« actualisation d'un des aspects distincts, mais solidaires des autres, de la réalité d'une tribu, d'un clan. Chaque homme n'est réel qu'à vivre les archétypes constitutifs et normatifs de la réalité tribale¹². »

Ce texte analyse donc « la préfectorale » comme un dispositif de la colonialité du pouvoir qui ressasse par son énonciation la distanciation entre « celui qui sait tout » (l'administrateur), qui a le pouvoir de tout dire et celui qui n'en sait rien (le sujet)¹³. Cette schématisation caricaturale typifie les peuples de la forêt dense équatoriale au sein desquels est puisé le matériau d'analyse, à savoir : ceux qui se situent entre les grands fleuves, la Sanaga, le Lom, le Djérem, la Kadey, la boucle du Dja, le Nyong et

6 Joseph Tonda, « D'une crise l'autre : l'Afrodystopie », *Politique africaine*, n° 148, 2017/4, pp. 148–152.

7 Frederick Cooper, *Decolonization and African Society. The Labour Question in French and British Africa*, Cambridge University Press, 1996 ; Daniel Abwa, *Commissaires et hauts-commissaires de la France au Cameroun (1916–1960)*, Yaoundé, PUY/PUCAC, 2001 ; Véronique Dimier, « De la France coloniale à l'outremer », *Pouvoirs*, n° 113, 2005/2, pp. 3–57 ; Samia El Méchat (dir.), *Les administrations coloniales XIXe-XXe siècles. Esquisse d'histoire comparée*, Rennes, PUR, 2009 ; Jane Burbank, Frederick Cooper, *Empire in World History. Powers and Politics of Difference*, Princeton University Press, 2010.

8 *Ibid.*, p. 149.

9 Guillaume Lachenal, *Le médecin qui voulut être roi. Sur les traces d'une utopie coloniale*, Paris, Seuil, 2017.

10 Florence Bernault, Joseph Tonda, « Le Gabon : une dystopie tropicale », *Politique africaine*, n° 115, 2009/3, p. 9.

11 Achille Mbembe, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, La Découverte, 2020, p. 19.

12 Fabien Eboussi Boulaga, *La crise du Muntu. Authenticité et philosophie africaine*, Paris, Présence africaine, 1977, p. 48.

13 Samia El Méchat (dir.), *Les administrations coloniales XIXe-XXe siècles, op. cit.*, p. 15.

la Ngoko dans la région administrative de l'Est-Cameroun¹⁴. Ce sont, entre autres, les Gbété (Képéré), les Gbaya, les Maka, les Kaka, les Bobilis qui sont présentés depuis 1892 dans la cartographie du Sud-Cameroun de Morgen comme « une ceinture de forêt vierge réputée impénétrable et des territoires ou peuples encore complètement inconnus¹⁵ ». Les bornes de l'étude oscillent de ce fait, entre l'aurore de la pacification (1890) et les premières heures du second multipartisme (1991), où les ethnographies administratives sont marquées par une linéarité névrotique¹⁶.

Ce faisant, la contribution mobilise une combinatoire transdisciplinaire de technique de collectes des données. Leur traitement croise travaux scientifiques et divers rapports (pacification, tournées politiques, économiques, situation générale, etc.) retrouvés aux Archives nationales de Yaoundé, aux Ministères de la recherche scientifique et de l'administration territoriale, mais aussi à des échelles plus locales : la Région, les préfectures du Lom et Djérem et de la Kadey à Bertoua et à Batouri ; dans les sous-préfectures de Bélabo, Diang, Bétaré-Oya, Garoua-Boulaï et Ngoura. Elle y associe, enfin, les relevés de l'observation réalisée sur le terrain entre novembre et décembre 2019. Le texte est, en conséquence, structuré en trois axes : d'abord la modélisation dystopique (1890–1914), puis la colonisation française et le discours cannibale-sorcellaire (1916–1959) et enfin l'administration territoriale comme hologramme de l'anomie coloniale (1960–1991).

De la modélisation dystopique du sud-est (1890–1914)

Situé à 143 km de Yaoundé et à 341 km de Douala sur le corridor Douala-Bangui, le Sud-est du Cameroun a une superficie de 134.900 km²¹⁷ avant l'arrêté n° 787 du 29 décembre 1951, créant le département du Dja et Lobo, qui le réduit à 109.002 km²¹⁸. L'ethnologie coloniale répartit son peuplement entre les grands ensembles bantouphone, soudano-sahélien, Kwasio et Pygmées (encore taxés de « Négrilles » et souvent exclus des recensements)¹⁹. Deux bassins hydrographiques (Océan Atlantique et Congo) qui se

14 Curt Von Morgen, *À travers le Cameroun du Sud au Nord*, Paris, Serge Fleury / Publications de la Sorbonne, 1982, p. 12.

15 Curt Von Morgen esquisse les jalons de cette vision dès 1890, en distinguant la région qui va de Yaoundé à Nguilla [actuel Mbam-et-Kim] comme « le pays de l'ivoire et comme le grand réservoir des hommes du Cameroun » de la marge allant de l'autre rive de la Sanaga à Moloundou. *Ibid.*, p. 19.

16 ASPD, Rapport de la tournée du Sous-préfet de Diang du 25 juillet au 02 août 1991, p. 1.

17 Le terme Sud-est est préféré à la dénomination Est, par souci de précision géographique. La Boumba-et-Ngoko demeure à la pointe Sud du Cameroun, frontalière du Congo. Voir Archives des Nations Unies [en ligne], La région du Haut-Nyong, 1949 ; La région du Lom et Kadéï, 1949. Ces documents définissent les superficies à 39.900 Km² et 95.000 km².

18 Journal officiel du Cameroun français [JOCF], 16 janvier 1952, p. 43.

19 Présents dans plusieurs pays d'Afrique centrale et australe, du fait de leurs morphologies singulières, les Négrilles symbolisent dans la pensée coloniale le type le plus primitif du stade de l'évolution de l'homo

subdivisent en de nombreux fleuves et affluents (Sanaga, Djérem, Lom et Pangar, Kadey, Doumé, Ngoko, Dja, etc.) côtoient des savanes, des forêts de galerie, clairières et une immense forêt tropicale²⁰.

Après la phase exploratoire qui commence en 1890 et se solde en 1899 par la création du poste de Molundu (unique poste de 1899 à 1905), débute le processus d'administration²¹. Achille Mbembe remarque que la relation coloniale n'est pas « qu'une simple relation de dominants et d'assujettis » mais elle aboutit à la recomposition des intelligibilités²². La mécanique de cette recomposition consiste en l'appréhension, l'appropriation et la domestication de l'altérité à travers des fantasmes qui déterminent et affectent les processus d'écriture et de subjectivation propres à chaque entité engagée dans le travail administratif. L'écologie sociale du Sud-est est, en ce sens, un déterminant qui donne ainsi l'orientation essentielle à la compréhension des formations mentales des administrateurs qui y exercent. Les écosystèmes naturel (dominé à 71 % par la forêt, environ 16 % des zones humides)²³ et humain se caractérisent par la prégnance des maladies tropicales et des phases d'oppositions plus ou moins vives des sociétés polycéphales, qui ne favorisent pas une relation de commandement unilatérale jusqu'en 1958²⁴. Celles-ci expliquent, pour partie, la modélisation dont le territoire est l'objet suivant les pouvoirs coloniaux entre 1890 et 1958.

Morgen, qui pénètre le pays par son extrémité sud-ouest (Woutchaba et ses contrées) en 1891, le nomme Nguila ou Sanseri-Tibati. Ces appellations réfèrent au système administratif multiscalair construit sur l'idéologie islamo-peule²⁵. Les poussées musulmanes des lamidats de Ngaoundéré (nord), de Tibati et de Banyo (sud-ouest) s'y effectuèrent entre 1850 et 1895²⁶. Ce système est d'essence tributaire, vassale ou commerciale dans les parties du sud-ouest (Woutchaba) et du nord (Bertoua, Batouri

sapiens. Cf. Traductions Allemandes [TA] 61–1, B 4455, Rapport du Capitaine de Cavalerie V. Stetten, 1895, p. 6 ; Henri de Pedrals, « Contribution à l'établissement d'un inventaire ethnique du Cameroun », *Bulletin de la société d'études camerounaises*, 15–16, Douala, Institut Français d'Afrique Noire, 1946, pp. 7–16.

20 Patrick Dubreuil et al., *Monographies hydrologiques ORSTOM n°3*, Paris, ORSTOM, 1975, pp. 133–157.

21 TA 84, Rapport du Lieutenant Scheunemann, 1904.

22 Achille Mbembe, *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun*, Paris, Karthala, 1996, pp. 24–25.

23 AMAT, Rapport politique, économique et social de la province de l'Est au 15 octobre 1988, p. 6.

24 TA 46, Rapports sur l'insurrection des Makas en 1906 et 1910. Selon Batéranzigo, l'occupation allemande qui dura moins de dix ans dans les territoires des Gbaya et des Kaka fut émaillée de crises, comme celle du caoutchouc jusqu'à la guerre 14–18. Cf. Léonidas Batéranzigo, *Les Gbaya et les Kaka de l'Est-Cameroun, des origines à 1960. Approche historique*, Thèse de doctorat 3^e cycle, Université de Yaoundé I, 1995, p. 135–136. Entre 1916 et 1958, le pouvoir colonial est éprouvé par les Maka, les Bobilis et les Bamvelé. Cf. Daniel Georges Nana Komey, « Les représentations sociales des élections dans le Lom et Djérem : des déclinaisons du processus d'altérisation ethnique (1927–2013) », Thèse de Doctorat PhD, Université de Douala, 2021, p. 83–94, 236–245.

25 Curt Von Morgen, *À travers le Cameroun du Sud au Nord*, op. cit., pp. 133–149. Pour les traditions, voir Archives Sous-préfecture Bélabo [ASPB], Arbre généalogie du canton Képéré-Woutchaba.

26 ASPB, Arbre généalogie du canton Képéré-Woutchaba.

et Bétaré) soumises aux Peuls²⁷. Les Kapullans et les Wuté, intermédiaires privilégiés des Peuls dans le sud-ouest, s'affairent à l'intendance militaire et économique; les Gbaya et les Kaka dans le Nord à la sous-traitance guerrière et douanière en forêt pour s'acquitter de leurs tributs²⁸. Plus que les Gbaya et les Kaka, unis à Ngaoundéré par des liens lâches et gardant des marges d'autonomie, les Gbété, catégorisés comme des populations à faible capacité politique et militaire, sont intégrés dans le dispositif administratif de Tibati à une échelle inférieure comme *lawanat* (chefferie de 2^e degré)²⁹. Pour ces derniers, l'idée de souveraineté est écartée dès 1850 et des Foulbé forment à Woutchaba le lignage *Djou Hoi* (étrangers), qui prend part à l'exercice du pouvoir entre 1896 et 1926³⁰.

L'hégémonie occidentale se superpose donc à cette strate, qu'elle instrumentalise avec des réserves suivant la nature des situations rencontrées sur le terrain, lorsque celle-ci ne déteint pas sur la leur³¹. C'est une administration hybride, conjoncturelle bien qu'arc-boutée sur des principes impériaux comme l'idéal centralisateur qui s'appliquera³², au regard du profil particulier des sociétés, de l'outrecuidance ou de la docilité des acteurs, des intérêts du moment.

Les rationalités de la pacification (*Pax Germanica*) dans cette partie d'exploitation économique servile, sous administration militaire exclusive durant la période allemande (1890–1916) et les dix premières années françaises, sont à l'origine de la catégorisation du Sud-est. Car, si la pénétration européenne est liée aux rumeurs sur les « fabuleuses richesses du milieu en ivoire et caoutchouc » et à la concurrence avec la France, on y redoute des « peuples obscurs » et potentiellement belliqueux³³. La tendance colonialiste s'affirme pathologique dès les premiers rapports écrits par Radtre, Dominik, Schlosser, Muhling, Engelhardt, ou encore von Schimmelpfennig, à travers « l'invention de la bestialité » qui s'observerait dans le caractère farouche et anthropophage des peuplades à partir de 1901³⁴. Trois idéaux-types émergent des premières classifications ethnologiques : les *foulbésisés*, les *Sere-mbum-Képéré* et les anthropophages³⁵.

27 Cf. Jean-Claude Froelich, « Le commandement et l'organisation sociale chez les Foulbé de l'Adamaoua (Cameroun) », *Études Camerounaises*, 45–46, 1954; Eldridge Mohammadou, « Le poney conquérant des savanes du Cameroun (c. 1750–1850) », in Catherine Baroin et Jean Boutrais, *L'homme et l'animal dans le bassin du Lac Tchad*, Paris, IRD, 1999, pp. 81–108; Philipp Burnam *et al.*, « Gbaya et Mkako : contribution ethno-linguistique à l'histoire de l'Est-Cameroun », *Paideuma*, 32, 1986, pp. 87–128.

28 Léonidas Batéranzigo, « Les Gbaya et les Kaka de l'Est-Cameroun, des origines à 1960. Approche historique », Thèse de Doctorat 3^e cycle, Université de Yaoundé I, 1995, p. 93.

29 *Ibid.*

30 *Ibid.*

31 TA 23, L'organisation politique des indigènes et son emploi dans l'administration et la juridiction du protectorat du Cameroun.

32 TA 83, Rapport du lieutenant Schlosser sur le district de Lomié.

33 TA 52, Expédition contre les Kaka. Rapport du 1^{er} Lt Werner, 1909.

34 Sur le processus d'invention de la tradition, Cf. Terence Ranger et Eric Hobsbawm (dir.), *The invention of tradition*, Cambridge University Press, 1983.

35 TA 96–115, Tournée effectuée dans les régions au Sud et au Sud-Est de Yoko, 1901, p. 4.

Les deux premiers se caractérisent par leur extrême faiblesse, d'où leur sujétion à d'autres *nègres*³⁶, alors que la dernière est l'évidence irréfragable du primitivisme et de l'attardement des êtres à mi-chemin entre l'humain et l'animal³⁷.

Entre 1901 et 1910 sont posés les jalons d'une narrativité pathologique par l'assignation de clichés mêlant bellicisme et anthropophagie. Stéréotypés comme *Byrre*³⁸, les Bobilis puis les Maka sont qualifiés de « mangeurs d'hommes ». Radtre écrit dans cette perspective que chez les *Byrre* :

Tout ennemi qui est pris ou tué à la guerre est mangé. Les têtes de ces victimes servent alors à la limitation de la place de rassemblement soit fichés sur des piquets soit enterrés (...). J'ai encore trouvé des restes d'ossements dans la case des réunions³⁹.

Le Maka et le Bobilis sont, dans cette verve, les « races » les plus documentées dans cette ethnographie militaro-commerciale. Le 31 décembre 1905, Mühling relate qu'après l'avoir accompagné dans son expédition victorieuse contre les Maka, les Bobilis se livrent à une « boucherie de chair humaine⁴⁰ ». Le 7 décembre 1906, Dominik atteste que « Les Makkas sont des races cannibales⁴¹ ».

Cette imagination ne procède pourtant pas du vide. Elle est une survivance de la mythologie gréco-romaine antique sur les Barbares et de la démonologie médiévale popularisée par Jean Bodin en France avec sa hantise sorcellaire et ténébreuse⁴². Le « Noir » reste cet ogre invariant, insouciant, primitif demeurant au *Cœur des ténèbres* de Joseph Conrad⁴³. Des intellectuels aussi bien que des agents ordinaires de la colonisation participent de la vulgate qui nourrit l'imagination exotique⁴⁴. C'est ce que fait remarquer Franck Beuvier en mettant en exergue cette dérive sorcellaire en pays

36 TA 96–115, Expédition du Commandant V. Schimmelpfennig, 1901.

37 TA 96–115, Rapport du Capitaine Engelhardt sur son voyage de Mbua-Besimbo à Bertoua, 1903, pp. 33–34.

38 Terme d'une grande ambiguïté ethnologique qui regroupe circonstanciellement et indistinctement les Gbété, les Bobilis, les Yekaba, Pol, Mbethen. Le mot est tiré du parler bobilis pour subjectiver les Pol. Cf. Daniel Georges Nana Komey, « Les représentations sociales des élections dans le Lom et Djérem : des déclinaisons du processus d'altérisation ethnique (1927–2013) », Université de Douala, 2021, pp. 57–73.

39 TA 62, Tournées effectuées dans les régions au Sud et au Sud-est de Yoko par le Lieutenant Radtre, 1901.

40 TA 46, Extrait d'un rapport du secrétaire Mühling du 29/01/1906.

41 TA 46, Rapport du Chef de district Capitaine Dominik, 07/12/1906.

42 Fabienne Taric Zumteg, *Les sorciers à l'assaut du village Gollion (1615–1631)*, Lausanne, Éd. Zèbre, 2000, pp. 13–19.

43 Emmanuelle Sibeud, « Une science coloniale inutile ? Pratiques anthropométriques et colonisation au début du XX^e siècle », *Les Carnets de Bérose*, 2015, pp. 115–122 ; Youssouf Diallo, « L'africanisme en Allemagne hier et aujourd'hui », *Cahiers d'études africaines*, XLI-1 (161), 2001, pp. 14–43.

44 Joseph Mbouï, « À propos de l'exotisme. Contribution à la critique de l'Anthropologie », *Cahiers de l'ONAREST*, 1 (2), 1979, pp. 5–9 ; Gayatri Spivak, *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, Paris, Amsterdam, 2009, pp. 15–16.

Bamiléké incarnée ici par des sectes, à la suite d'Evans-Pritchard dans ses travaux chez les Azandé et les Nuer de l'Afrique de l'Est⁴⁵.

Colonisation française et discours cannibale-sorcellerie (1916–1959)

Sous exception militaire dans sa quasi-totalité entre 1899 et 1926 (Doumé est dirigée par les officiers Marabail, Martin, De Lalande, etc., entre 1916 et 1926), le maillage français est plus complexe au Cameroun qu'en Afrique équatoriale française (AEF) et en Afrique occidentale française (AOF). En raison de la persistance de la maladie du sommeil dans le Haut-Nyong par exemple, alors que le Lom et Kadéi est déclaré assaini en 1935, l'administration repasse entre 1939 et 1945 sous l'exception de région administrative et médicale. Ses chefs, tous des médecins-militaires, sont Jean-Joseph David, à la région, dans les subdivisions, Pape à Abong-Mbang, Gailhbaud à Doumé, Koch à Messamena⁴⁶. Le Lom et Kadéi et la Boumba-et-Ngoko, demeurent sous l'égide civile des hommes reconnus dans le jargon colonial comme des *broussards*⁴⁷. Ce sont dans les subdivisions des agents subalternes de l'administration de la FOM, conducteurs agricoles ou des travaux publics, chefs de bureau de l'AGOM, adjoints coloniaux et des services civils et financiers qui, avec le temps, deviennent des administrateurs adjoints comme Pierre Bardel ou Brothier Oubre à Bertoua. Leurs adjoints sont de jeunes diplômés de l'école coloniale, comme Jacques Cheminade. Les administrateurs formés à l'école coloniale ayant une expérience éprouvée au Cameroun ou ailleurs, coiffent les régions. Les plus en vue sont René Dugast, René Aimont ou Pierre Chaumeil.

Durant l'entre-deux-guerres et pendant la Seconde Guerre mondiale (1916–47), la tribalisation du pays entier⁴⁸ accentue l'orientation discursive cannibale sur le Sud-est. À la différence des récits allemands, la vulgate française généralise la pratique à toute la région⁴⁹. Elle explique le retard des sociétés d'ici tout comme celles dites « fétichistes du Nord » sur les autres régions créées entre 1916 et 1959, par leur attachement aux

45 Franck Beuvier, « In saisissable sorcellerie. Législation, compétence et pratique au Cameroun (1916–1959) », *Cahiers d'études africaines*, 231–232, 2018, p. 593–621 ; Edward Evans-Pritchard, « Witchcraft », *Journal of the International Institute of African Languages and Cultures*, vol. 8, n° 4, 1935, pp. 417–422.

46 Guillaume Lachenal, *Le médecin qui voulut être roi*, op. cit., p. 21.

47 Marcel Blanchard, « Administrateurs d'Afrique Noire », *Revue d'histoire des colonies*, 140–141, 1953, p. 377–430 ; Julien Hélar, « Des empereurs sans empire : l'administrateur colonial devient coopérant », *Outre-mers*, t. 101, 384–385, 2014, p. 37–63.

48 C'est en 1916 que l'organisation du territoire crée les cantons et les groupements comme unités tribales subalternes dans les subdivisions pour remplacer les centralités allemandes. Le Sud-est est réparti en 32 cantons. Cf. TA 96–115, Tournée du Capitaine Thieny », 1903, p. 22 ; Journal officiel du Cameroun [JOC], Arrêté du 14 mai 1916, pp. 2–4 ; JOC, Arrêté du 5 mars 1920, p. 46 ; JOC, 15 décembre 1927, pp. 599–600 ; AMRSI, Taxes et impôts, 1938, pp. 1–7.

49 Rapport annuel 1922, p. 8.

pratiques rétrogrades : la guerre, le cannibalisme, la traite humaine⁵⁰. Ce prêt à penser abêtissant est performatif, car il dépersonnalise les Pol, les Maka et les Gbété en s'introduisant dans leurs récits de soi⁵¹. Les Pol et les Gbété présentent le cannibalisme comme la cause majeure des changements politiques que l'administration effectua entre 1921 et 1930⁵². En pays Maka, il est lié à l'idée de sociétés secrètes ou *Djambe*. Cette auto-narration coïncide avec la création du poste administratif de Deng-Deng et ses ramifications en 1922, et participe désormais de l'herméneutique de soi, de la culture de soi, des techniques de soi sur soi⁵³.

La sortie de guerre et les évolutions sociales de 1945–46 n'ont en rien été épargnées par cette vulgate. Les administrateurs clament toujours « l'inadaptation des mentalités des populations aux codes métropolitains ». Sont incriminés, par cette formule, l'abolition du travail forcé et de l'indigénat. L'administrateur Cheminade de Bertoua écrit en 1946–47 qu'il était « hors de doute que la situation ne pourra aller que s'empirant si la législation ne tient pas compte de la réalité⁵⁴. »

Pour lui, cette législation favorise un recul de la discipline sociale et le retour atavique au vagabondage. Il ajoute que « l'état des mœurs, le stade de civilisation de ce canton, _ comme tant d'autres _ ne correspondent pas aux conditions supposées nécessaires pour l'application des codes métropolitains⁵⁵ ». Le chef de région Ladurentie à Batouri et le Haut-commissaire réagissent en lui prescrivant un rétropédalage⁵⁶. En septembre 1947, Ladurentie instruit tous ses subalternes que : « Seules de fréquentes tournées du Chef de subdivision ramèneront les hommes au travail. Conseillez, persuadez sans vous lasser et faites le maximum de tournées. Refoulez les villageois autour de leur cadre traditionnel comme le demande le Chef du Territoire (circulaire 1040 CF A. P. A. du 24 juillet 1947). Tenez-moi au courant des résultats obtenus. J'ai demandé la création d'un tribunal répressif à Bertoua⁵⁷. »

La rengaine colonialiste vise aussi les formations politiques et syndicales jugées vindicatives. La *doxa* les assimile à « des réseaux internationaux d'associations rétrogrades ». L'Union des populations du Cameroun et la Confédération générale des travailleurs de la Kadéï en font l'amère expérience. Il leur est imputé la responsabilité

50 RA 1921, p. 77.

51 Peter Geschiere, « Slavery and Kinship among the Maka (Cameroon, Eastern Province) », *Paideuma*, 41, 1995, p. 207–225 ; « Le ventre plein : les Maka et le < *djambe* > », in Peter Geschiere (dir.), *Sorcellerie et politique en Afrique*, Paris, Karthala, 2005, pp. 37–92.

52 ASPB, Correspondance de Ngomna Jacques à Monsieur le Haut-Commissaire du Cameroun, 4 mai 1945 ; ASPB, Correspondance de Monsieur Douala Nguete Vidal à Monsieur le Sous-Préfet de Bertoua, 1^{er} juillet 1964.

53 Sur les concepts d'herméneutique de soi, culture de soi, techniques de soi sur soi, voir Michel Foucault, *Du gouvernement de soi et des autres*, Paris, Gallimard/Seuil, 1984, p. 66.

54 ARE, Rapport de tournée du 25 juin au 30 juillet 1947, p. 3.

55 *Ibid.*

56 ARE, Circulaire du chef du territoire 1040 CF APA du 24 juillet 1947.

57 ARE, Lom-et-Kadéï 429/R. A/s Rapport de tournée, 8 septembre 1947, p. 1.

d'une scabreuse affaire qui se serait déroulée à la sortie nord de Bertoua, au village Boulembe entre 1948 et 1951. Pour l'administration, leur réseau de sociétés cannibales se compose des sectes dites *Fam* et *Nzo* en pays Bamiléké, *Ngué* en pays Bassa ; en AEF et AOF, des sociétés secrètes « *Zé Mi Mfaka* », « *Mbuiti* » et le « *Ngol* » au Gabon et Congo, de la *Gaullisti* en Guinée espagnole, celui-ci entiendaient des liens étroits avec le Rassemblement Démocratique Africain⁵⁸. L'imagination cannibale des administrateurs qui explique tous les faits sociaux se produisant dans le Sud-est relève de la paranoïa. Pierre Bardel, se faisant l'écho de ses contemporains, écrit en 1953 : « L'optique de l'Africain de la Subdivision est beaucoup plus matérialiste, les paroles et les écrits le frappent peu (...) le jour où pour lui, les soucis « du toit et de la bouche » ne seront plus, il s'intéressera aux doctrines politiques qui lui sont proposées⁵⁹. » Tandis qu'à Bétaré-Oya, le chef de subdivision pense en 1958, que : « Les Baya ne sortent pas de leur cercle cantonal, là se borne leur horizon politique⁶⁰. »

En conclusion, durant le régime colonial, aussi bien l'individu que les formations sociales du Sud-est sont congénitalement liés à un essentialisme primitiviste et belligère qui les confinent à l'attardement. La rhétorique cannibale-sorcellerie est la pancarte infamante qui s'applique à ce territoire avec une dimension performative et transcendante. L'indépendance, proclamée en 1960, modifia-t-elle cette conception ?

L'administration territoriale comme négatif du monstre colonial (1960–1991)

La création de l'École camerounaise d'administration (ECA) en 1959, pour assurer la transition vers une administration nationale, n'abolit pas l'indigénisme⁶¹. L'hologramme en tant que technique d'enregistrement et de reproduction imagée unit ces deux moments de la raison ethnologique⁶². Cette raison ethnologique reproduite consiste en l'usage irrationnel des catégories de la « bibliothèque coloniale⁶³ ». Tonda la pense comme un miroir anormal, négatif photographique de l'État colonial légué à l'État postcolonial⁶⁴.

58 ANY, 1 AC 108, Fétichisme. Anthropophagie à Bertoua, 1949.

59 ANY, 2AC7100, Rapport annuel subdivision de Bertoua 1953, p. 6.

60 Archives départementales Kadey [ADK], Bulletin de renseignement hebdomadaire, Bétaré-Oya, 11/11/1958.

61 Robert Liège, « Des catégories coloniales à l'indigénisme », *L'Homme*, 187–188, 2008, pp. 423–431.

62 Jean-Loup Amselle, *Logiques métisses*, Paris, Payot, 1999.

63 Valentin-Yves Mudimbe, *L'invention de l'Afrique. Gnose, philosophie et ordre de la connaissance*, Paris, Présence africaine, 2021, p. 12.

64 Joseph Tonda, « Derrida, le diable et les miroirs anormaux », *Politique africaine*, n° 97, 2005/1, pp. 172–177.

Les représentations des administrateurs envoyés dans le Sud-est entre 1960 et 1991 s'affirment symétriques au moment colonial et asymétriques à la relation sociale nationale, articulée sur la citoyenneté. Jusqu'au milieu des années 1970, la plupart des anciens subalternes et vieux routards de « la coloniale », des commis, adjoints administratifs et secrétaires d'administration sont propulsés grâce à la politique de camerounisation de la fonction publique, sous-préfets ou des secrétaires d'administration sont élevés préfets. Les cas de Simon Efalet et Félix Sabal Lecco, premiers préfets Noirs du Haut-Nyong et du Lom et Kadéi en 1960, illustrent cette donne. Les plus ambitieux vont se former à l'ECA ou à l'IHEOM à Paris comme Jean Bikanda, le premier chef de subdivision Noir de Batouri en 1957–58, ou Félix Sabal Lecco en 1960, pour devenir administrateurs civils et occuper de plus nobles responsabilités. Mais, aussi bien les « doigts noirs⁶⁵ » que les cuvées de l'ECA reformée sous l'appellation École nationale d'administration et de magistrature en 1964 ou de l'IHEOM, s'auto-représentent et conçoivent leurs administrés au prisme de la « mission civilisatrice ».

Henri Dicka Mpondo Akwa et Alphonse Tchokomeny, successivement sous-préfets de Bertoua (1966–68 ; 1968–71), discutent par exemple sur l'inféodation des chefs au cannibalisme-sorcellaire, comme c'est le cas à Yangamo 1967⁶⁶. L'homme gbaya est de tout temps passé à la trappe, son profil administratif est le suivant :

L'homme Baya reste insensible et intraitable (...) Je sais que l'homme Baya est convaincu qu'il meurt par la sorcellerie plutôt que par le manque d'hygiène et sa consommation du Arki et du chanvre indien n'a nullement avalé des bons mots tendant à faire bannir cette adoration païenne de son sein. Cet homme Baya qui ne veut rien faire est rentré chez lui le cœur bouillonnant de rage, la bile chargée contre l'Administration et la Religion chrétienne qui lui demandent de s'exposer à une mort mystérieuse en travaillant beaucoup, en améliorant son habitat et envoyant son ou ses enfants à l'école, sans espoir d'être vengé fautes de preuves sur la sorcellerie⁶⁷. »

De nombreux poncifs reprenant des réflexes coloniaux servent à son appréhension. En 1972, le gouverneur Stanislas Bias ressuscite un cliché de 1938, en déclarant que :

Jusqu'en 1965, Bertoua n'était encore qu'un modeste chef-lieu d'une Subdivision dont la création remonte aux premiers temps de la colonisation au Cameroun. En 1965 l'éclatement de l'ancien Département du Lom-et-Kadéi a entraîné la naissance du Département

65 L'expression est empruntée à Jacques Kuoh Moukouri qui passa tous les échelons de la territoriale et intégra la diplomatie. Jacques Kuoh Moukouri, *Doigts noirs* : « Je fus écrivain-interprète au Cameroun », Montréal, Éd. à la page, 1963.

66 ARE, Lettre n°42/CF/L/ABE, Bertoua, 6 mai 1966 ; ARE, Rapport de la tournée de recensement fiscal, Bertoua, 22 avril 1968 ; ARE, Lettre n°57/L/ABE, Bertoua, 16 avril 1968 ; ARE, Rapport périodique de tournée du 1^{er} juillet au 30 septembre 1968, Bétaré-Oya, 14 octobre 1968.

67 ARE, Mémoire sur la tournée de prise de contact du Préfet de Lom et Djérem dans l'Arrondissement de Bétaré-Oya, p. 2.

du Lom et Djérem et l'érection simultanée de Bertoua en Chef-lieu de Département et de région. Cette promotion prématurée d'une petite ville en métropole provinciale a causé un véritable traumatisme aux populations aborigènes. Les Bayas, de nature amorphe, jusque-là très marqués par la civilisation soudanaise – ils habitent la case ronde et portent fièrement la gandoura – se trouvant aujourd'hui quelque peu désorientés par la forte pénétration Bantou à Bertoua. Au fur et à mesure que des services se créent et amènent de nouveaux contingents de fonctionnaires arrivant de Yaoundé, le Baya est résigné, se retire subrepticement dans la brousse amenant ses femmes et enfants dans sa plantation de tabac ou à la chasse et laissant la ville aux allogènes (...) C'est aussi la toile de fond de certains autres comportements déplorables : le Baya se tenant un peu à l'écart se livre tout tranquillement à la sorcellerie à côté de son épouse occupée à la distillation de l'« Arki ». Dans ces conditions, ce n'est que par un encadrement efficace que l'on pourrait sédentariser les Bayas et essayer de combattre certaines habitudes⁶⁸.

Le gbaya est donc dans l'environnement administratif camerounais inscrit dans le paradigme de l'« enfance nègre ». Le discours sorcellaire, vindicatif et culpabilisateur le singularise en lui imputant le déficit d'équipements sociocollectifs de base de son milieu. Pourtant, entre 1928 et 1965, le Lom et Djérem compte moins d'une quinzaine d'écoles primaires à cycle complet. Son premier établissement postprimaire voit le jour en 1965, le collège moderne de Bertoua, celui de Bétaré n'apparaît qu'en 1974⁶⁹. Malgré toutes ces évidences, comme en 1938, le semi-nomadisme du gbaya sert encore de grille explicative de sa désaffection supposée pour le progrès social. À cette cause s'ajoute la possession des talismans appelés dans le jargon local « gris-gris » qui justifie aussi le retard infrastructurel des territoires. Un sous-préfet affirme en 1973 : « Après de longs débats, les participants ont conclu que ce sont les « gris-gris » qui fléchissent l'évolution économique et sociale de leur localité⁷⁰. » Ce discours accusateur et injurieux fait florès dans les rapports qui accablent les populations de Bétaré-Oya pour « leur sympathie marquée pour la sorcellerie⁷¹ ».

Cette rhétorique persuasive pousse ses victimes à avoir d'elles « une image transfigurée de soi-même qui tue », en admettant qu'elles sont la cause de leurs malheurs⁷². Comme le prouvent les dires d'un natif de Bétaré au cours d'une réunion : « Actuellement, ces gris-gris, sont implantés à Ndokayo, Mission Catholique Bétaré-Oya et au Carrefour de la Mission Protestante, au lieu de protéger le village contribuent plutôt à la destruction de ce dernier⁷³. » Et le sous-préfet de poursuivre : « Autant que je sache,

68 ARE, Rapport succinct sur la situation administrative, politique, économique et sociale de Bertoua, 27 septembre 1972, p. 6. Sur le cliché colonial, Cf. ADK, Rapport de la tournée du 8 au 21 août 1938 p. 3.

69 AMAT, Rapport politique, économique et social de la province de l'Est au 15 octobre 1988, p. 16–17.

70 ARE, Note pour M. le Préfet a/s d'une réunion présidée par le Sous-préfet de Bétaré-Oya.

71 ARE, Procès-verbal de réunion relative à la protection des fonctionnaires, Bétaré-Oya, 9 avril 1974.

72 Joseph Tonda, « Derrida, le diable, les fantômes et les miroirs anormaux », *art. cit.*, p. 174.

73 ARE, Procès-verbal de la réunion relative à la protection des fonctionnaires, Bétaré-Oya, 9 avril 1974.

ce produit empêchait l'entrée du Blanc ici, de tout étranger. Je pense que c'est cette herbe qui fait en sorte que tous les originaires combattent les étrangers⁷⁴. » En 1979, le gouverneur Bruno Nkeng Peh affuble les contrées de Ngoura et de Bétaré de l'expression d' « espaces statiques qui n'ont pas évolué d'un pouce » depuis ses dernières visites de 1972–1973⁷⁵.

Les rapports sont ponctués de banalités et de généralisations grossières. Quand on ne décrit pas le Bobilis comme animé « par un excès de zèle », c'est le Kaka qui tel en 1909 et 1938, est déclaré vaniteux. Le district de Diang est, en 1966, l'espace de « la juxtaposition (...) de tribus à tempéraments inégaux, voire opposés⁷⁶ ». En 1983, lors de sa tournée à Bertoua, la réponse du nouveau Chef de l'État aux doléances des populations se tourne une fois encore vers la réprimande des populations pour leur goût pour la sorcellerie⁷⁷. En 1988, il est dit du Kaka qu'il occupe son temps à « manger le couscous, boire l'*arki* et danser le *doubleng*⁷⁸ ». Le regard porté sur Diang qui accède au rang d'arrondissement en 1991, est identique à celui d'il y a environ trois décennies. Celui-ci est le suivant : « Les groupes ethniques qui composent les trois cantons de l'Arrondissement (à savoir Maka du Nord, Bamvélé, Bobilis) sont tous bouillants. Mais les Bobilis emportent sur les autres par leur esprit belliqueux⁷⁹. »

De plus, de nombreuses occurrences aux terminologies « autochtones », « allo-gènes », « aborigènes », « sédentaires », « nomades » et « semi-nomades » jonchent la quasi-totalité des rapports écrits après 1960. Ces terminologies déconstruisent les mythes forts psalmodiés d'unité et d'intégration nationales (1960–1985/depuis 1985). En édulcorant la citoyenneté nationale pour promouvoir une appartenance localisée, ethnique, régionale ou géographique, elles entretiennent la distanciation propre à la relation coloniale⁸⁰. C'est dire que la citoyenneté est stratifiée en régimes dont les significations varient selon que l'on est dans son territoire d'origine ou dans un espace sur lequel il n'est reconnu à l'individu aucun lien de sang, c'est-à-dire un attachement primordialiste au sol. Droits du sang et du sol sont alors en collision. Dans le Sud-est comme dans d'autres parties du Cameroun, le recours fréquent à la vulgate et aux poncifs coloniaux apparaît tel un processus linéaire, une « muséification » qui affecte la subjectivité des individus et des groupes. Car cette stigmatisation, ce spectre, procède

74 *Ibid.*

75 A. R. E., Note de renseignement n°139/BR/PS-60 du 25 août 1979, pp. 1–2.

76 ARE, Lettre n°42/CF/L/ABE du Sous-préfet de Bertoua à Monsieur le Préfet du Lom et Djérem, 6 mai 1966, p. 2. L'*Arki* est une boisson artisanale très alcoolisée de couleur limpide connue sous différents noms à travers le pays.

77 *Anthologie des discours du Président de la République*, Yaoundé, SOPECAM, 1983.

78 AMAT, Rapport politique, économique et social de la province de l'Est au 15 octobre 1988, p. 11.

79 ASPD, Rapport relatif à la tournée de prise de contact du Sous-préfet de l'Arrondissement de Diang du 25 juillet au 2 août 1991, p. 1.

80 Cf. ADLD, Rapport sur la situation générale du Département du Lom et Djérem, Bertoua, le 9 mars 2001 ; ADLD, Fiche technique du Département du Lom et Djérem, Bertoua, le 12 mars 2001.

d'une vision construite sur la notion de sociétés statiques, qui, à en croire les administrateurs civils, n'aurait que très peu évolué. En se situant dans les assignations catégorielles coloniales, l'écriture administrative demeure en ce sens fondée sur une relation de pouvoir qui peine à opérer le décentrement de la modernité coloniale européocentrique, et matérialise le faible entrisme des notions et cultures d'État et de République chez ceux qui sont censés les promouvoir.

En définitive, en percevant les populations à travers un certain nombre d'atavismes réels ou imaginaires, l'administration territoriale a réifié la distanciation existante depuis 1892, et est demeurée dans la continuité des régimes coloniaux allemand et français qui l'ont précédée. Celle-ci n'est que la suite logique d'un long travail de l'imaginaire produit par la violence coloniale qui a enfermé des pans entiers de la population camerounaise dans la tribalité. L'inscription du style administratif colonial dans un régime administratif présentiste manifeste l'indispensable déprise dont l'opérationnalisation passe par la révision des instruments juridiques, que sont le préambule de la Constitution camerounaise et certaines dispositions du code des Collectivités territoriales décentralisées, notamment l'article 240 (1) qui réserve l'exercice du pouvoir local à l'autochtonie régionale. Le cas échéant, la précarité du climat social ambiant au Cameroun depuis 1960, et surtout ces trois dernières décennies lors des phases électorales, s'accroît. Il y a donc une urgence de décentrement d'avec l'écriture, l'exercice et le contrôle colonial des libertés publiques en l'élaguant des oripeaux du colonialisme.

Les restes humains issus du continent africain dans une collection d'anatomie strasbourgeoise

Regards croisés entre Allemagne,
Cameroun et France

ELISE PAPE / AGGÉE CÉLESTIN LOMO MYAZHIOM

Au cours des dernières décennies, les demandes de restitutions de restes humains se trouvant dans des collections muséales et universitaires en Europe et dans le monde ont augmenté, et s'inscrivent, entre autres, dans des demandes de reconnaissance et de réparation de crimes perpétrés en contexte colonial.

On distingue deux types de demandes de rapatriement : d'une part des demandes de populations autochtones concernant la restitution de restes ancestraux issus de leurs communautés auprès d'institutions muséales et universitaires se trouvant au sein même de leurs territoires d'origine, comme, par exemple, des communautés amérindiennes en Amérique du Nord demandant le retour de restes ancestraux appartenant à des universités ou des musées étasuniens¹; et d'autre part des demandes de restitution de restes humains formulées par des citoyens de pays anciennement colonisés auprès d'anciennes puissances impériales, comme, par exemple, des demandes de rapatriement de crânes d'Algériens à la France, ou de restes ancestraux de la Namibie à l'Allemagne². Ainsi que le soulignent différents auteurs, la saisie, la conservation, puis l'étude des restes humains ont participé à une objectification, et à une « déshuma-

1 Cressida Fforde, Jane Hubert et Paul Turnbull (dir.), *The dead and their possessions : Repatriation in principle, policy and practice*, London, Routledge, 2002 ; Sarah Fründt, « Alle anders, alle gleich ? Internationale Repatriierungsbewegungen », in Holger Stoecker, Thomas Schnalke et Andreas Winkelmann (dir.), *Sammeln, Erforschen, Zurückgeben ? Menschliche Gebeine aus der Kolonialzeit in akademischen und musealen Sammlungen*, Berlin, Links, 2013, pp. 323–338.

2 Max Brisson et Pierre Ouzoulias, *Rapport d'information, fait par la mission d'information sur les restitutions des biens culturels appartenant aux collections publiques*, Sénat, n° 239, enregistré à la Présidence du Sénat le 16 décembre 2020, URL : <https://www.senat.fr/rap/r20-239/r20-2391.pdf>, 31.03.2023 ; Reinhard Kößler, *Namibia and Germany. Negotiating the past*, Münster, West. Dampfboot, 2015.

nisation³ » de minorités et de personnes issues des anciennes colonies, notamment en Afrique. Les processus actuels de rapatriements revêtent par conséquent plusieurs enjeux : ré-humaniser les restes humains en question, mettre en lumière le rôle joué par la science occidentale dans l'élaboration de théories raciales, déconstruire ce lien et contribuer à un dialogue apaisé entre institutions et individus des pays dits du « Nord » et du « Sud » en contexte postcolonial⁴.

Différents travaux dans le champ de l'histoire ou du droit ont été réalisés au cours des dernières années sur la provenance de restes humains, l'histoire d'institutions propriétaires de restes ancestraux⁵ ou sur les possibilités légales de restitutions⁶. Cependant, on notera que peu d'études ont encore été réalisées sur les impacts sociaux et culturels de la saisie de restes humains dans les territoires anciennement colonisés, et sur le sens que donnent les acteurs de ces requêtes de rapatriement aux restes ancestraux se trouvant dans des collections publiques occidentales.

De plus, les travaux scientifiques existants comme les discours médiatiques appréhendent souvent les collections muséales et universitaires de restes humains à l'aune d'une perspective nationale, se concentrant sur les contextes nationaux depuis lesquels des demandes de restitution sont formulées, et sur les contextes nationaux dans lesquels ces restes ancestraux se trouvent aujourd'hui. Les restes humains se trouvant dans des institutions publiques ont cependant souvent des histoires complexes, pouvant mieux être saisies dans une perspective transnationale et d'histoire croisée⁷. Ainsi, certains restes ancestraux ont été, au fil du temps, transférés d'une collection nationale à une

3 Ciraj Rassool, « Re-storing the skeletons of Empire : Return, reburial and rehumanisation in Southern Africa », *Journal of Southern African Studies*, vol. 41, n° 3, 2015, pp. 653–670.

4 *Ibid.* ; Phil Gordon, « Rapatrier les restes humains : pourquoi, pour qui, dans quelles conditions ? » in Musée du Quai Branly (dir.), *Des collections anatomiques aux objets de culte : conservation et exposition des restes humains dans les musées*, Retranscription du colloque, 2008, pp. 24–26, URL : https://downloads.arqueo-ecuatoriana.ec/ayhpxgv/estandares/Version_Francaise_Symposium_Restes_Humains.pdf, 11.09.2023.

5 Claude Blanckaert (dir.), *La Vénus hottentote : entre Barnum et Muséum*, Paris, Publications scientifiques du Muséum national d'histoire naturelle, 2013 ; Dag Henrichsen (dir.), *Hans Schinz. Bruchstücke. Forschungsreisen in Deutsch-Südwestafrika. Briefe und Fotografien*, Bâle, Basler Afrika Bibliographien, 2012 ; Beate Kunst et Ulrich Creutz, « Geschichte der Berliner anthropologischen Sammlungen von Rudolf Virchow und Felix von Luschan », in H. Stoecker et alli (dir.), *Sammeln, Erforschen, Zurückgeben ?*, op. cit., pp. 84–105 ; Daniel Möller, « Die Alexander-Ecker-Sammlung in Freiburg », in H. Stoecker et alli (dir.), *Sammeln, Erforschen, Zurückgeben ?*, op. cit., pp. 106–120 ; Christelle Patin, « Les vies *post-mortem* de Saartje Baartman. Muséologie et économies morales », in C. Blanckaert (dir.), *La Vénus hottentote*, op. cit., pp. 65–165.

6 Marie Cornu, Vincent Négri et Suzanne Sprungard, *Code du patrimoine 2020–2021*, 4^{ème} édition, Paris, Dalloz, 2020 ; Guillaume Fontanieu, « La question juridique des restes humains sous l'angle de la dignité de la personne », *Les Annales de droit*, vol. 8, 2014, pp. 199–227 ; Anne Wesche, « Im Zweifelsfall als Einzelfall – Überblick zu vorhandenen Empfehlungen für den Umgang mit menschlichen Überresten vor dem Hintergrund zunehmend gestellter Rückgabeforderungen », in H. Stoecker et alli (dir.), *Sammeln, Erforschen, Zurückgeben ?*, op. cit., pp. 339–352.

7 Mariko Asano Tamanoi (dir.), *Crossed histories : Manchuria in the age of Empire*, Ann Arbor, Assoc. for Asian Studies, 2005 ; Michael Werner et Bénédicte Zimmermann, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 58, n° 1, 2003, pp. 7–36.

autre, par exemple dans le cadre de dons ou de ventes⁸. De plus, un certain nombre de frontières au sein des continents européen et africain ont changé au cours des XIX^e et XX^e siècles, impactant la saisie et la conservation de restes humains en contexte colonial. L'Alsace-Lorraine par exemple a appartenu, en fonction des époques, à la France ou à l'Allemagne. À partir de la conférence de Berlin de 1884–1885, les frontières coloniales en Afrique ont également changé plusieurs fois en fonction des intérêts européens. Le Cameroun par exemple était un protectorat allemand, avant d'être divisé entre la France et la Grande-Bretagne après la Première Guerre mondiale.

Cette contribution entend éclairer la question des collections de restes humains issus de contextes anciennement colonisés à partir d'une perspective franco-allemande. Elle prend comme objet d'étude une collection universitaire encore très largement méconnue aujourd'hui : celle des restes humains africains se trouvant à l'Institut d'anatomie de l'Université de Strasbourg. Ces restes humains – majoritairement issus du Cameroun – sont en grande partie entrés dans cette collection entre 1871 et 1918, à l'époque de l'annexion allemande, lorsque l'Université de Strasbourg s'appelait la *Kaiser-Wilhelms-Universität*. Notre texte abordera les questions suivantes : comment cette collection s'est-elle constituée, et en quoi reflète-t-elle à la fois l'histoire complexe de l'Alsace, entre la France et l'Allemagne, et les passés coloniaux respectifs de la France et de l'Allemagne ? Dans quels contextes les restes ancestraux issus du Cameroun ont-ils été saisis, et quelles sont les significations attribuées à ces restes humains dans leur région d'origine ? Quels rapatriements ont été réalisés dans le passé en France et en Allemagne ? Quelles questions le passé franco-allemand de la collection de l'Institut d'anatomie de Strasbourg soulève-t-il au regard des enjeux actuels d'une reconnaissance des conséquences du passé colonial sur le plan européen ?

La collection de restes humains issus d'Afrique à l'Institut d'anatomie de Strasbourg

En 1566, une Académie est créée à Strasbourg à une époque où cette dernière est une ville impériale libre du Saint-Empire romain germanique. En 1621, l'Académie de Strasbourg obtient le statut d'université. En 1670, près de cinquante ans après la création de l'Université, la ville de Strasbourg institue un amphithéâtre qui rassemble et expose des préparations anatomiques, et qui marque la création d'un cabinet d'anatomie. En

8 Elise Pape, « Human remains from Ovaherero and Nama : Transnational dynamics in post-genocidal restitutions », *Human Remains and Violence*, vol. 4, n° 2, 2018, pp. 90–106 ; Holger Stoecker, « Human Remains als historische Quellen zur namibisch-deutschen Geschichte. Ergebnisse und Erfahrungen aus einem interdisziplinären Forschungsprojekt », dans Geert Castrick, Silke Strickrodt et Katja Werthmann (dir.), *Sources and methods for African history. Essays in honour of Adam Jones*, Leipzig, Universitätsverlag Leipzig, 2016, pp. 469–492.

1681, sous Louis XIV, la ville de Strasbourg devient française. À une époque bien antérieure à l'invention du rayon X, de nombreuses dissections et autopsies sont effectuées sur les cadavres de patients décédés à l'hôpital ; elles permettent d'observer des lésions d'organes, et d'enrichir les connaissances scientifiques en anatomie pathologique. À partir des années 1750, des autopsies sont réalisées de façon systématique sur presque toutes les personnes décédées à l'Hôpital civil de Strasbourg⁹. De nombreuses préparations de parties corporelles rejoignent alors le cabinet anatomique, qui devient « Muséum », ou « Musée anatomique » de Strasbourg en 1819, et qui attire de nombreux visiteurs étrangers¹⁰. Le Muséum contient également d'autres « pièces » : des restes humains de personnes saines (souvent, ces restes humains proviennent de détenus décédés en prison, ou de condamnés à mort), des restes humains de personnes issues de différents continents, qui servent à la discipline naissante de l'anthropologie physique, des restes humains anciens, par exemple des momies, ou encore des squelettes d'animaux servant à l'anthropologie comparée, et enfin des minéraux.

Selon les catalogues de l'Institut, les restes humains issus du continent africain entrés dans le Muséum avant 1872 étaient au nombre de douze¹¹. Cinq d'entre eux, les seuls à avoir été retrouvés lors du dernier inventaire en 1997¹², ne sont pas des restes humains à proprement parler, mais des moulages de crânes et d'une tête. Les descriptions de l'origine géographique des restes humains sur lesquels ont été effectués ces moulages sont très vagues : « Hottentot du Cap de Bonne Espérance », « Africain », « Nubien », et « Africain de Bahia ». Les sept autres restes humains, qui n'ont pas été retrouvés en 1997, consistent en « téguments d'Africain », « Squelette monté avec crâne, deux mains absentes, vraisemblablement un mélanoderme (Algérien ? Africain ?), sujet masculin. Tambour dans un régiment français, mort à l'hôpital civil », « organes génitaux d'Africain », ou encore « squelette monté d'Africain, avec crâne¹³ ». Des recherches d'archives restent à mener pour tenter d'établir davantage d'informations sur ces restes ancestraux.

9 Jean-Marie Le Minor, Franck Billmann, Henri Sick, Jean-Marie Vetter et Bertrand Ludes, *Anatomie(s) & pathologies. Les collections morphologiques de la Faculté de Médecine de Strasbourg*, Strasbourg, I. D. l'Édition, 2009.

10 Jean-Marie Le Minor, *Les sciences morphologiques médicales à Strasbourg du XV^e au XX^e siècle*, Strasbourg, PUS, 2002.

11 Les chiffres avancés ne correspondent cependant pas au nombre d'*individus* dont les parties corporelles se trouvent à l'Institut d'Anatomie. En effet, différentes parties du corps d'une même personne étaient parfois répertoriées séparément, et correspondent à différentes « pièces » dans les catalogues (par exemple, le crâne, le squelette, les cheveux d'une même personne), tandis que les restes humains d'individus différents étaient parfois répertoriés sous une même entrée de catalogue, par exemple des « lots » de « pièces squelettiques ».

12 Benoît Ochs, *Inventaire des collections anthropologiques africaines du musée anatomique de Strasbourg et historique de leur constitution*, Thèse présentée pour le diplôme d'État de docteur en médecine, sous la direction de Jean-Marie Le Minor, Université de Strasbourg, 1997.

13 *Ibid.*, pp. 65–66.

En 1871, après l'annexion par l'Allemagne de l'Alsace-Lorraine, Strasbourg devient allemande. En mai 1872, la *Reichsuniversität Straßburg* (renommée *Kaiser-Wilhelms-Universität* en 1877), remplace l'Université de Strasbourg. La faculté de médecine de l'Université française est transférée à Nancy. Le corps professoral de la nouvelle faculté de médecine allemande à Strasbourg est constitué presque exclusivement d'enseignants venus d'Allemagne : seuls quatre des trente professeurs ou agrégés de l'ancienne faculté française rejoignent la *Kaiser-Wilhelms-Universität*¹⁴.

L'Institut d'Anatomie Normale et le Musée d'Anatomie Normale (qui se distinguent de l'Institut d'Anatomie Pathologique et du Musée d'Anatomie Pathologique) sont, durant l'époque wilhelmienne, successivement dirigés par Wilhelm Waldeyer (de 1872 à 1883), Gustav Schwalbe (de 1883 à 1914), puis par Franz Keibel (de 1914 à 1918). Avant sa nomination à Strasbourg, Schwalbe, qui a dirigé l'Institut pendant plus de 30 ans, avait travaillé essentiellement sur les organes sensoriels. Après son arrivée à Strasbourg – qui coïncide avec le début de l'époque coloniale allemande¹⁵ –, il développe un nouveau champ de recherche et devient l'un des défenseurs principaux de l'anthropologie physique, une discipline qui émerge à partir de la fin du XVIII^e siècle et qui a pour objectif d'attribuer des caractères morphologiques et physiologiques à différents groupes humains, de prouver l'existence de différentes « races », et de légitimer une hiérarchisation entre ces dernières¹⁶. La collection anthropologique de l'Institut d'Anatomie Normale connaît un essor considérable sous la direction de Schwalbe, passant de 340 restes humains en 1887 à presque 2000 en 1915¹⁷. Comme dans d'autres facultés et musées en Europe, la collecte de restes humains issus des anciennes colonies pour des fins d'anthropologie physique s'estompe peu à peu à partir des années 1920. L'entrée de cinq derniers restes humains est recensée dans le catalogue de la collection anthropologique de l'Institut d'Anatomie de Strasbourg entre 1919 et 1921¹⁸.

Le nombre des restes ancestraux africains entrés durant l'annexion allemande est de 149. 93 d'entre eux proviennent du Cameroun : 90 sont entrés dans la collection

14 J.-M. Le Minor, *Les sciences morphologiques, op. cit.*

15 À partir de 1884, l'Allemagne possède les protectorats suivants : *Deutsch-Ostafrika* (l'Afrique orientale allemande, qui correspond à la Tanzanie et à des parties du Burundi et du Rwanda actuels), *Deutsch-Südwestafrika* (l'Afrique allemande du Sud-Ouest, qui correspond à la Namibie actuelle), *Togoland* (le Togo), *Kamerun* (le Cameroun), *Deutsch-Neuguinea* (la Nouvelle-Guinée allemande, qui comprend des parties de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Marshall, et une partie des Îles Salomon), *Deutsche Samoa-Inseln* (les Îles Samoa allemandes, qui comprennent la partie ouest des Îles Samoa), et enfin des concessions en Chine à Hankau (dans la région de Wuhan), Tientsin (dans la région de Tianjin) et Kiautschou.

16 Wiebke Ahrndt, Thomas Schnalke et Anne Wesche, « Geschichte und Umstände des Sammelns menschlicher Überreste in Deutschland und Europa », dans *Deutscher Museumsbund (dir.), Empfehlungen zum Umgang mit menschlichen Überresten in Museen und Sammlungen*, 2013, pp. 12–19, <https://www.museumsbund.de/wp-content/uploads/2017/04/2013-empfehlungen-zum-umgang-mit-menschl-ueberresten.pdf>, consulté le 31.03.2023 ; R. Kößler, *Namibia and Germany, op. cit.*

17 J.-M. Le Minor, *Les sciences morphologiques, op. cit.*

18 J.-M. Le Minor et *alli*, *Anatomie(s) & pathologies, op. cit.*

de l'Institut en 1905 et en 1908 par le docteur Theodor Berké (82 de ces restes humains, des crânes, des squelettes entiers ou des parties de squelettes, ont été retrouvés en 1997). Trois autres crânes (dont un seul a été retrouvé en 1997) y sont entrés par le docteur Carl Sick en 1903 et en 1907. 34 des restes ancestraux¹⁹ (31 ont été retrouvés en 1997) proviennent de l'Afrique orientale allemande). 31 de ces restes humains sont ceux de personnes chaggas, un groupe culturel vivant près du Kilimandjaro ; ils sont entrés dans la collection de l'Institut en 1897 par le docteur August Widenmann²⁰. Quatre crânes proviennent du Togo et sont entrés dans la collection par le docteur Stolz en 1911 (un seul de ces crânes a été retrouvé en 1997). Deux crânes enfin sont ceux de Héréros, un groupe culturel décimé lors du génocide perpétré par les troupes coloniales allemandes en Namibie actuelle entre 1904 et 1908. Ces crânes, qui ont tous deux été retrouvés en 1997, sont entrés dans la collection avant le début du génocide par le docteur Carl Sick, en 1903. D'autres restes humains enfin proviennent de territoires qui étaient occupés par d'autres pays européens que l'Allemagne, par exemple la Côte de l'Or (l'actuel Ghana) ou le Congo.

Theodor Berké et August Widenmann, qui sont à l'origine de la présence de la plus grande partie des restes ancestraux issus d'Afrique à l'Institut d'Anatomie de Strasbourg, avaient été médecins militaires, respectivement au Cameroun et en Afrique orientale allemande. Au moins trois des crânes rapportés d'Afrique par ces deux médecins sont ceux de chefs africains.

Contextes de saisie des restes ancestraux issus du Cameroun et significations attribuées aux restes humains dans leur région d'origine

Esquisse des colonisations européennes et sociétés africaines : justifier les massacres et les processus de déshumanisation

Au cours des XIX^e et XX^e siècles, après les vagues précédentes des navigateurs-découvreurs espagnols et portugais (XV^e-XVI^e siècles), des marchands fondateurs de comptoirs, puis des négriers du commerce triangulaire, l'exploitation de l'Afrique Noire, au sud du Sahara, est prise en charge par les États européens. Il n'est plus simplement question d'encourager l'action des découvreurs ou des explorateurs, mais de dévelop-

19 Parmi ces restes ancestraux, on compte un moulage de crâne.

20 Yann LeGall et Mnyaka Sururu Mboro, *Remembering the dismembered: African human remains and memory cultures in and after repatriation*, Thèse de doctorat, Universität Potsdam, 2019, <https://d-nb.info/1238686737/34>, consulté le 31.03.2023 ; Yann LeGall et Mnyaka Sururu Mboro, « Des ancêtres Chagga à Strasbourg : le spectre de la colonisation allemande dans une collection universitaire française de restes humains », Texte présenté au Colloque international ANTHROPO-RESPONSABILITÉ du Musée du Quai Branly, 29 janvier 2021.

per une véritable politique de conquête, d'occupation et d'exploitation des ressources tant naturelles qu'humaines. Il faut étendre les Empires coloniaux, déjà immenses dans le continent asiatique et qui le furent aussi préalablement en Amérique du Sud, vers l'Afrique, et y assurer la colonisation. Aucune puissance qui se respecte n'est alors en droit de se mettre hors du mouvement. Ainsi que le souligne Patrice de Beer : « La colonisation de terres non européennes, commencée par petites touches, en fonction des occasions, de circonstances, dans l'ignorance, voire le désintérêt de l'opinion publique, va devoir devenir une politique concertée, avec une idéologie et sa propagande, avec ses militaires, fonctionnaires, missionnaires et commerçants²¹ ».

Dans son discours d'ouverture de la Conférence de géographie de Bruxelles (1876), Léopold II, roi de Belgique indiquait les enjeux de la colonisation : « Ouvrir à la civilisation la seule partie du globe où elle n'a pas encore pénétré, percer les ténèbres qui enveloppent les populations entières, c'est si j'ose le dire, une croisade digne de ce siècle de progrès. Il s'agit de planter l'étendard de la civilisation sur le sol de l'Afrique centrale et de lutter contre la traite des esclaves ».

La mission pacificatrice, civilisatrice et salvatrice est très bien illustrée par le *Discours sur l'Afrique*, de Victor Hugo, prononcé le 18 mai 1879, lors d'un banquet commémorant l'abolition de l'esclavage. C'est dans une envolée lyrique que Victor Hugo, évoquant la Méditerranée comme un lac de civilisation, demande aux nations les plus illustres du continent de s'emparer de l'Afrique, « univers ignoré », univers de barbarie, « bloc de sable et de cendre, ce monceau inerte et passif qui depuis six mille ans fait obstacle à la marche universelle, ce monstrueux Cham qui arrête Sem par son énormité ». Une Afrique, poursuit Hugo, qui « n'a pas d'histoire » : « un excès de soleil et un excès de nuit » dans laquelle les nations européennes ont le devoir et le droit d'apporter la civilisation : « allez, faites ! faites des routes, faites des ports, faites des villes ; croissez, cultivez, colonisez, multipliez [...] »²².

Le discours de Victor Hugo précède de peu la conférence de Berlin (15 novembre 1884–20 février 1885)²³ qui vient discipliner les mécanismes d'une conquête de l'Afrique commencée depuis fort longtemps, tout en l'accentuant, comme le souligne Joseph Ki-Zerbo : « En 1880, à peine un dixième de l'Afrique était vaguement occupé par les Européens. En vingt ans tout le reste va être pris²⁴ ». Cette conférence marque le plein retour de l'impérialisme colonial allemand. Si, comme le souligne Jean-Jacques Alcantre, Otto von Bismark s'est en différentes occasions opposé à la possession de colonies jugées onéreuses, à travers la création des « Compagnies à charte », il trouve

21 Nicole Priollaud (éd.), *Les reporters de l'histoire, La France colonisatrice*, préface de Patrice de Beer, Paris, Liana Levi / Sylvie Messinger, 1983, p. 9.

22 *Ibid.*, p. 109–111.

23 Henri Brunschwig, *Le partage de l'Afrique noire*, Paris, Questions d'histoire/Flammarion, 1971. On trouve dans cet ouvrage une excellente étude de la situation d'avant et d'après la conférence de Berlin.

24 Joseph Ki-Zerbo, *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Hatier, Paris, 1978, p. 408.

le moyen « d'acquérir des colonies sans charge financière et avec peu de contraintes pour l'État²⁵ ». L'Allemagne pouvait donc s'emparer du *Kamerun* pour assurer « l'occidentalisation²⁶ » et la « civilisation » du territoire, à travers de violentes campagnes de pacification face aux résistances des autochtones. Cette « mission civilisatrice », initiée par des « maisons de commerce » installées sur la côte, repose aussi sur l'évangélisation des peuples sans laquelle la transformation du « sauvage » ne peut être complète. Elle contribue fortement à la pleine mise en œuvre du système colonial sous le « Protectorat » en détruisant les pouvoirs et sacrés des populations autochtones. Le principe fondamental durant cette période est que toute civilisation supérieure doit s'exprimer par sa religion supérieure et ses capacités à évangéliser. Dans cette optique, pour les théologiens catholiques, la colonisation doit s'appuyer sur la religion pour être légitime : « Si la colonisation ne favorise pas en quelque façon l'expansion de la civilisation chrétienne, elle n'est qu'une misérable affaire d'argent ou une étroite combinaison politique : elle cesse, en somme, d'être légitime²⁷ ». La colonisation s'explique pour les chrétiens par la « mission civilisatrice » dévolue plus loin que le droit naturel, le droit divin, aux nations civilisées chrétiennes, ayant reçu les premières la parole de Dieu. Cette colonisation « légitime » devient par conséquent une « affaire » de devoirs qui impliquent des « obligations correspondantes » et, comme le scande le cardinal Verdier, « [...] elle apparaît, dans le plan providentiel comme un acte collectif de charité qu'à un moment donné une nation supérieure doit aux races déshéritées, et qui est comme une obligation corollaire de la supériorité de sa culture²⁸ ». L'évangélisation entérine la destruction des cultures ancestrales, qui sera effectuée durant la progression des troupes coloniales dans le *Kamerun*²⁹. La religion donne le vernis moral et idéologique à la violence coloniale en établissant le principe de la hiérarchie des croyances. C'est ce que montre le peu de prise en compte dans l'espace colonial de questions éthiques et morales³⁰. Le relèvement de la « race noire » est une urgence morale, d'autant plus que les campagnes de collectes font reculer les traditions séculaires et les croyances jugées immondes des « nègres » et participent à l'anéantisse-

25 Jean-Jacques Alcantre, « La Conférence de Berlin 15 novembre 1884–26 février 1885 », *Allemagne d'aujourd'hui*, n°217, 2016, p. 91.

26 Victor Le Vine, *Le Cameroun. Du mandat à l'indépendance*, Paris, Présence Africaine, 1982.

27 René Guiscard, *Doctrine catholique et colonisation*, Paris, Larose, 1937, p. 5.

28 *Ibid.*

29 Soulignons qu'à partir de 1841 et l'installation de missionnaires baptistes anglais, le Kamerun/Cameroun/Camerouns sera le terrain d'affrontement de missionnaires de différents ordres et congrégations religieuses en provenance de différents pays. L'annexion allemande en 1884 du territoire vient renforcer la domination de l'État sur les cultes. Les missionnaires anglais, polonais et français présents sur le territoire sont remplacés par des Pallotins de Limburg et les missions de Bâle. Pour donner l'exemple des Spiritains français, le Baron Von Soden, Gouverneur, estimait que la congrégation était considérée comme « jésuite » et indésirable en territoire allemand.

30 Qui sont réservées à l'espace occidental civilisé. Il faut toutefois souligner l'existence dans les pays européens de mouvement anticoloniaux mais dans lesquels les églises sont minoritaires.

ment de l'altérité³¹. L'encyclique papale du 6 janvier 1886 aux évêques allemands, en faveur de la liberté des missions catholiques dans les nouvelles colonies allemandes, conforte la présence d'aumôniers dans les troupes coloniales afin d'aller « secourir » des « races » en perdition. Ce qui est renforcé par le fait que le « nègre », rejeté et éjecté de l'Histoire, au sens hégélien, est une « race maudite », dont on doute de l'humanité, mais pouvant être très utile dans les travaux anthropométriques évolutionnistes. Les supposées « tares » de la race noire³² sont bien connues depuis la malédiction de Cham³³. Cette ascendance fait d'eux, parmi les peuples non civilisés, « les plus arriérés³⁴ ». Les travaux scientifiques qui passent par la domestication de l'altérité et la réduction de l'autre au même, viennent justifier les mécanismes de spoliation, de prélèvements d'êtres humains ou de reliques des ancêtres. Leur âme n'est pas la nôtre et leurs croyances barbares, alors, pillons, nous avons la loi et Dieu de notre côté ! Les campagnes de collectes des restes humains ressemblent fort bien à d'autres processus mortifères et ethnocidaires³⁵.

Culte des ancêtres : histoire, mémoire, réparations et rapatriement

Les aires d'extraction des restes humains des collections de l'Université de Strasbourg, concernant le *Kamerun*, se situent principalement dans l'ouest du pays, où le culte des morts, des crânes et des ancêtres est le ciment de ces sociétés caractérisées socio-politiquement par l'existence de puissantes chefferies. Les collectes ont été essentiellement réalisées dès 1901 par le Dr Theodor Berké (1870–1949)³⁶. Il parcourut la région des Grassfields avec les troupes coloniales (« *Kaiserliche Schutztruppe für Kamerun* »)³⁷

31 Voir *infra* sur l'exemple de la destruction de la chefferie Bafut en 1907.

32 On peut voir ici l'ouvrage d'Arthur de Gobineau, *Essai sur l'inégalité des races humaines* (1853–1855) qui évoque le Noir comme un sauvage tout en muscle et sans intelligence, qui au mieux est « l'artiste de l'humanité » : Nous avons utilisé l'édition électronique proposée par « Les classiques des sciences sociales », (http://classiques.uqac.ca/classiques/gobineau/essai_inegalite_races/essai_inegalite_races.html, 30.10.2023). Ajoutons que dans la préface de cette édition de 1967, intitulée « Un grand poète romantique », l'écrivain Hubert Juin affirme que Gobineau n'est au final qu'un poète incompris jugé faussement *a posteriori* et au final : « *L'Essai sur l'inégalité* est l'une des très grandes œuvres lyriques du XIX^e siècle. Il faut être aveugle pour ne pas s'en apercevoir, mais fou pour y aller chercher autre chose ».

33 Cf. Déluge, Genèse 6, 5.

34 Société des Missions évangéliques de Paris, *Leçons sur les missions (pour les catéchumènes)*, années 1940. Défap, D.22/I-e.

35 Sur l'ethnocide, voir Robert Jaulin (éd.), *La décivilisation. Politique et pratique de l'ethnocide*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1974 et du même auteur, *La paix blanche. Introduction à l'ethnocide*, 2 tomes, Paris, Union Générale d'Éditions, coll. 10/18, 1974. De même on consultera les travaux de Marc Ferro, Nathan Wachtel et Jean Ziegler.

36 Avant sa période camerounaise, l'assistant-médecin exerçait à Strasbourg. A l'âge de 31 ans, il s'embarque à Hambourg le 11 novembre 1901 sur le paquebot Adolph Woermann.

37 Troupes coloniales de l'Empire allemand actives du 9 juin 1895 à février 1916 au *Kamerun*.

qui avaient mené des campagnes de « pacification » des Highlands jusqu'à la frontière avec le Nigeria (Cross River). Le Dr Theodor Berké collecta à tout va, embarqué avec les troupes coloniales dont le parcours fut marqué par divers massacres et destructions violentes. Si l'on prend l'exemple de la chefferie Bafut, le sanctuaire Achum, le plus important élément architectural et religieux destiné au culte des ancêtres, fut détruit en 1907³⁸. Cette destruction, qui participe d'une logique ethnocidaire, a traumatisé les populations autochtones et empêche la réalisation de leur culte majeur.

Dans la collection d'anatomie et d'anthropologie physique de l'Université de Strasbourg, on trouve, répertoriés à l'Institut d'anatomie principalement en 1905, de nombreuses « pièces » du corps humain. Des crânes avec ou sans mandibule, des squelettes entiers, des lots de pièces squelettiques, des fémurs, tibias, fibules, humérus, radius, omoplates, clavicules, vertèbres, côtes, bassin complet, ou encore des os coxaux et sacrum. La collection concerne tout le monde : hommes, femmes, jeunes sujets et enfants. À ce dernier sujet, la collection recèle le crâne d'un enfant avec mandibule avec la précision suivante : « déformation pathologique et ostéoporose ». Dans la même veine, on retrouve dans un catalogue l'indication de l'existence d'un crâne (« calotte crânienne partiellement détruite ») d'un nouveau-né. Notons que différentes chefferies sont concernées : Bamenda, Bali Kumba, Bafut, Babadjou, Bokom, Bamoum, Batscha, Bangwa, etc. Un élément très intéressant : la collection indique le statut social. On trouve par exemple le cas d'un chef, ce qui ouvre les dimensions autour de la mémoire, de la transmission, du lignage et du culte des ancêtres qui ne peuvent plus être réalisés.

Si les conditions d'appropriation par le Dr Theodor Berké des restes humains ne sont pas clairement déterminées, trois pistes sont à souligner :

1. En tant que médecin, il avait accès aux autochtones et à leurs morts (cadavres) ;
2. Le pillage des « maisons de crânes » (sanctuaires et reliquaires) ;
3. Une extraction de matériaux à partir d'individus volontairement tués, notamment des dirigeants assassinés pour faire des exemples et faire taire toute volonté de rébellion.

Dans les sociétés négro-africaines, les religions traditionnelles prennent source dans le système cosmogonique et les mythes de création. Malgré la diversité des pratiques issues des différents terroirs³⁹, il existe des dénominateurs communs des croyances traditionnelles. Les morphologies religieuses sont semblables et les différences culturelles ou rituelles sont corrélatives à des phénomènes de différenciation imputables aux milieux vécus et à des adaptations particulières. Les similitudes concernent les croyances aux

38 Il a été reconstruit dans les années 1910.

39 Aggée Célestin Lomo Myazhiom, *Sociétés et rivalités religieuses au Cameroun sous domination française (1916-1958)*, Paris, L'Harmattan, 2001.

esprits, les rituels de la vie quotidienne, le sacré social, les sociétés secrètes ou encore la présence des ancêtres⁴⁰. Ce sont des religions qui conduisent à un système de pensée du monde avec un caractère envahisseur, tentaculaire des croyances traditionnelles, *pervasives* au sens de Newell Booth⁴¹. Les principes fondamentaux qui traduisent des croyances spécifiques, des mythes, des symboles et des rituels se retrouvent dans cinq concepts cardinaux interpénétrés : totalité, continuité, vitalité, santé et humanisme.

Afin de préserver l'équilibre du monde inscrit dans la totalité et la continuité, les populations doivent préserver la vitalité issue du monde divin et des ancêtres. La vitalité est la force qui rend la vie possible. Être, c'est la posséder. Elle est « [...] la force universelle qui explique tout, qui justifie la prière et la magie, et permet à l'homme d'agir sur le cosmos et d'en rétablir l'équilibre, d'emporter parfois la décision ou la bienveillance des génies et des divinités secondaires⁴² ». La force vitale est le catalyseur essentiel de l'existence, sa détention permet un déroulement sans encombre de la vie : c'est le critère de bien vers lequel on doit toujours tendre. La force vitale a pour but de maintenir, protéger, conserver et fortifier la communauté. C'est pourquoi chez les Bamoun, l'homme de bien, *Mun Mboket*, s'efforce dans toute son activité d'agir en fonction des intérêts du groupe. Ce, afin de préserver intacte cette pulsion de vie qu'est la force vitale, et d'éviter de se mettre « hors la loi ».

Ce lien entre visible et invisible est au plus haut point exprimé dans le poème de Birago Diop⁴³, *Souffles* (1961) :

Écoute plus souvent
Les choses que les êtres,
La voix du feu s'entend,
Entends la voix de l'eau.

40 Voir notamment les travaux de Jean-Claude Froelich, *Animismes. Les religions païennes de l'Afrique de l'Ouest*, Paris, Éditions de l'Orante, 1964 ; Ernest Dammann, *Les religions de l'Afrique*, Paris, Payot, 1978 [1964] ; Viviana Pâques, « La religion africaine », in Georges Casalis (dir.), *Croyants hors frontières. Hier, demain*, Paris, Éditions Buchet/Chastel, 1975, p. 165 ; Dominique Zahan, *Religion, spiritualité et pensée africaines*, Paris, Payot, 1970.

41 Newell Booth, « An approach to African religion », in *African Religion : A Symposium*, New York-Lagos-London, Nok Publishers, 1977. Newell Booth insiste sur le fait que « Le sacré est rencontré dans les moments forts de leur vie quotidienne ». Il faut souligner l'aspect omniprésent des croyances traditionnelles qui impactent la vie sociale routinière où il n'y a pas de stricte distinction entre sacré et profane. Ceci trouve son expression dans les notions de « continuité » et de « totalité ». Cette dernière se manifestant dans ce souci de renforcement des liens unissant l'Homme au groupe, en même temps que celui de la transmission (intact ou enrichi) de l'héritage reçu. En tant que chaînon d'une lignée familiale, vivant en communion avec son environnement, l'Homme voit tous ses actes placés dans la sphère des traditions, du religieux, et assurément sacrés. Car le religieux englutit toute l'existence des populations camerounaises. Chez les Bamoun, où T. Berké a extrait des « restes humains », toutes les croyances anciennes sont liées aux structures sociales et leur abandon provoque l'enlisement des rouages qui garantissent la cohésion de la société et par conséquent de l'univers.

42 J.-C. Froelich, *Animismes, op. cit.*, p. 54.

43 Diplomate, poète et écrivain sénégalais (1906–1989).

Écoute dans le vent
 Le buisson en sanglot
 C'est le souffle des ancêtres.
 Ceux qui sont morts ne sont jamais partis (...)

Ils sont dans la case, ils sont dans la foule
 Il reedit chaque jour le pacte,
 Le grand pacte qui lie,
 Qui lie à la loi notre sort ;
 Aux actes des souffles plus forts
 Le sort de nos morts qui ne sont pas morts ;
 Le lourd pacte qui nous lie à la vie,
 La lourde loi qui nous lie aux actes.

L'humanisme dans les religions ancestrales est caractérisé par le fait que celles-ci placent l'Homme au centre de tout, il est l'axe primordial autour duquel gravite l'ensemble de la création. Le but de tout individu est de devenir un ancêtre, de faire le lien entre les morts et les vivants. Ainsi, le système cosmogonique, depuis l'apparition des dieux, des demi-dieux et des divinités secondaires apparaît comme cyclique. Les traditions orales (contes, légendes, épopées, mythes, etc.) transmises de génération en génération permettent de suivre ce système cosmogonique, qui revient toujours aux origines, aux temps de la « première fois », aux processus de sacralisation. C'est ainsi qu'apparaissent les ancêtres, ou plutôt les esprits des ancêtres qu'il faut respecter, car ce sont eux qui font le lien entre le visible et l'invisible.

On entrevoit un phénomène de convergence dynamique de l'ensemble des membres de la communauté, de leurs faits et gestes, vers un seul but : la recherche de l'UN à travers le renouvellement et la régénération continue de la société de leurs pères, l'inévitable « temps des commencements ». C'est ce qui explique la notion de Continuité et le processus d'ancestralisation. Les vivants n'oublient pas d'où ils viennent et d'où ils tiennent leurs privilèges : des dieux. C'est ce qui explique la spiritualité et le fait que toute activité est placée sous le sceau du sacré. La continuité, à travers les pratiques rituelles, est le lien entre le passé, le présent et le futur. Elle permet l'unité du groupe, de génération en génération, à travers et malgré les rides du temps : c'est le fondement de la mémoire et de la transmission. Il est important de noter qu'en Afrique subsaharienne, l'individu ne conçoit pas le passé et le futur comme des directions opposées au présent. Ce dernier est le centre du temps, son pivot, mais n'a de sens réel que dans un contexte plus large, en-dehors de lui. Il est le lien entre la communauté des vivants, la communauté des morts et les générations à venir. Le passé représente le temps de la certitude. Il n'est pas un moment irrémédiablement passé. Il est formé et fondé sur des réalisations concrètes qui ont prouvé leur efficacité. Le futur est l'accroissement et l'embellissement des réalisations déjà effectuées. Les campagnes d'exaction, les prélèvements des restes humains de la période coloniale et leur éloignement de la terre

qui les a portés, conduisent à une rupture de la continuité et du rapport entre visible et invisible : l'équilibre du monde est rompu, l'ancestralisation est brisée, la filiation fracturée.

Si on prend l'exemple de la société Bamiléké, le culte est fondé, d'une part, sur les liens de parenté et, d'autre part, sur la notion d'héritage et de succession. Le culte des ancêtres, domestique et collectif, est l'expression du sacré social. C'est un rituel qui engage tous les individus des lignées de l'ethnie ou de la tribu. Les crânes « sont des médiums ». Selon Fouomena :

Il faut noter qu'à côté du culte des ancêtres (NFEC-NSE) du lignage qui est domestique ou familial, il y a dans la société bamiléké, un culte tribal des ancêtres (NSE-NLAH) qui engagerait collectivement toute la communauté tribale indépendamment des lignages. Ce dernier culte s'adresse, soit à des ancêtres fondateurs de la tribu (qui sont généralement les ancêtres du chef de la tribu – les premiers chefs), soit et très souvent d'une Divinité suprême (NSE-NGON) à l'origine de la création⁴⁴.

Dans ces pratiques, les « crânes » (NTOU-FOU) sont logés dans des autels. Ces derniers « sont des supports matériels et rituels des cérémonies de culte, sans lesquels crânes, ce culte n'aurait pas lieu ». Fouomena ajoute :

En effet, (...) lorsqu'un chef de lignage est décédé, avant ses funérailles qui interviendront après deux ou trois ans, son crâne est exhumé au bout d'un ou deux ans pour être conservé dans l'autel familial par son héritier, qui se présentera désormais aux descendants (NZEN-NDAH) de ce chef de lignage, comme successeur et « prêtre de la famille »⁴⁵.

Au final, c'est un culte de cohésion sociale et de transmission des us et coutumes entre les vivants et les morts, lien entre le visible et l'invisible. Dans son ouvrage *Les structures sociales des Bamiléké*, J. Hurault montre la nature des liens qui existent entre les « ancêtres et les descendants » et indique que le culte des ancêtres est une nécessité vitale, « à une utilité matérielle et immédiate : tel ancêtre a la possibilité de me rendre malade, soit pour me punir, soit pour des raisons connues de lui seul ; réciproquement, je peux lui demander de me protéger et de nuire à mes ennemis⁴⁶ ». D'où la nécessité de la conservation par l'héritier, des crânes des prédécesseurs « et ceux des ancêtres dont il était lui-même l'héritier. Il est relié à chacun de ces individus par le rite du culte des ancêtres, qu'il peut exercer, soit à son profit, soit à la demande des membres du lignage qui sont reliés à ces mêmes ancêtres ». Ce culte est un rituel de protection qui invoque la bénédiction des ancêtres dans la vie quotidienne et le lien avec l'invisible.

44 Fouomena, « Système de parenté et culte des ancêtres chez les Bamiléké du Cameroun », *Histoire et Anthropologie*, n°14, 1997, p. 45.

45 *Ibid.*, p. 47.

46 Jean Hurault, *Les structures sociales des Bamiléké*, Paris, Mouton, 1962, p. 23.

La perte des crânes est une privation de la dimension symbolique, perte du lien avec les ancêtres et du sens de l'existence.

Rapatriements réalisés jusqu'à aujourd'hui de collections allemandes et françaises

Depuis les années 1990, les demandes de rapatriement ont gagné en importance dans les territoires anciennement colonisés par l'Europe, et différentes restitutions de restes humains conservés dans des collections publiques dans des pays tels que la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique ou l'Espagne ont eu lieu⁴⁷. On observe des différences importantes dans les rapatriements de restes humains en France et en Allemagne. Au cours des dernières décennies, cinq rapatriements majeurs de restes ancestraux propriétés de collections publiques françaises ont eu lieu : le retour des restes humains de Sarah Baartman en 2002 du Musée de l'Homme vers l'Afrique du Sud ; du crâne de Vaimaca Pirú vers l'Uruguay la même année, également du Musée de l'Homme ; de vingt-et-un *toi moko* (têtes tatouées maories) vers la Nouvelle-Zélande en 2012 de sept institutions françaises, dont le Musée du Quai Branly ; du crâne d'Ataï, un résistant aux colonisateurs français, et de son sorcier Andja en 2014, de la Société d'Anthropologie de Paris vers la Nouvelle-Calédonie ; et de vingt-quatre crânes du Musée de l'Homme en 2020 vers l'Algérie⁴⁸. En comparaison, en Allemagne, depuis les années 1970, environ quatre cents restes humains provenant de plus de vingt institutions publiques ont été rapatriés en Namibie, en Tanzanie, au Brésil, au Paraguay, en Équateur, aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande, en Australie ou au Japon⁴⁹. Les rapatriements de restes humains propriétés d'institutions publiques allemandes ont fortement augmenté dans le contexte de la lutte des Héréros et des Namas pour la reconnaissance du génocide de leurs groupes culturels⁵⁰, commis par les troupes coloniales allemandes entre 1904 et 1908, un génocide formellement reconnu par le gouvernement allemand en mai 2021. Depuis 2018, la provenance de restes humains et d'objets culturels issus d'anciennes colonies fait l'objet de recherches au *Deutsches*

47 H. Stoecker et alli, *Sammeln, Erforschen, Zurückgeben?*, op. cit. ; Françoise Vergès, « Incrire dans l'espace public les mémoires de la colonisation », in Comité pour la Mémoire et l'Histoire de l'Esclavage (CPMHE) (dir.), *Rapport de la mission sur la mémoire des expositions ethnographiques et coloniales*, 2011, p. 15–31, <https://www.vie-publique.fr/rapport/32145-rapport-de-la-mission-sur-la-memoire-des-expositions-ethnographiques-et>, consulté le 20.01.2023.

48 M. Brisson et P. Ouzoulias, *Rapport d'information*, op. cit.

49 Rikke Gram et Zoe Schoofs, *Germany's history of returning human remains and objects from colonial contexts : An overview of successful cases and unsettled claims between 1970 and 2021*, Magdeburg, Deutsches Zentrum Kulturgutverluste, 2022, https://perspectivia.net/receive/pnet_mods_00005364, consulté le 20.01.2023.

50 Andreas Winkelmann, « Repatriations of human remains from Germany – 1911 to 2019 », *Museum & Society*, vol. 18, n° 1, 2020, pp. 40–51.

Zentrum Kulturgutverluste [German Lost Art Foundation], une fondation créée en 2015 à Magdebourg par l'État allemand, les *Länder* et les associations de communes allemandes, et chargée de l'étude de la provenance de biens culturels spoliés appartenant à des personnes juives, de biens culturels déplacés de façon illégale durant la Seconde Guerre mondiale, ou encore de biens culturels perdus en RDA ou plus largement durant l'occupation soviétique en Allemagne.

Le principe d'inaliénabilité des collections nationales françaises explique le faible nombre de rapatriements de restes humains (et d'objets muséaux) détenus en France, comparé à d'autres pays⁵¹. La différence du nombre de restitutions est toutefois également liée à une attitude plus autocritique vis-à-vis du propre passé national en Allemagne qu'en France, qui a donné lieu à des actions postcoloniales particulièrement vives dans l'espace allemand depuis le milieu des années 2000⁵². Entre temps, en France, la loi « relative à la restitution de restes humains appartenant aux collections publiques » a été promulguée le 26 décembre 2023. Elle vise à faciliter la restitution de restes humains propriétés de collections publiques françaises à des États étrangers, et devrait changer la donne dans l'espace français au cours des années à venir.⁵³

Conclusion – perspectives croisées entre Allemagne, France et Afrique

Respectivement en 2019 et en 2020, la *OvaHerero Genocide Foundation* (une fondation en Namibie luttant pour une justice restaurative pour les descendants des victimes du génocide des Héréros et des Namas) ainsi que le *Moshi District Council* (une administration locale et régionale dans la région du Kilimandjaro en Tanzanie), ont adressé à l'Institut d'Anatomie de Strasbourg des demandes d'information sur les restes ancestraux conservés, et des demandes de rapatriement de ces derniers. En 2022, la Présidence de l'Université de Strasbourg s'est engagée publiquement à aborder les questions éthiques que soulève cette collection, et à développer, au cours des années à venir, une politique face aux restes humains en son sein issus de la colonisation sur la mise en place en mai 2023 d'un Conseil scientifique.

Ces demandes exigeront également un travail historiographique sur le passé franco-allemand de l'Université et des recherches historiques et socio-anthropologiques sur l'impact de la saisie et de l'étude de ces restes humains sur le long cours. Par exemple, des recherches sur les travaux scientifiques ayant été réalisés sur ces restes

51 Sophie Vigneron, « The Repatriation of Human Remains in France : 20 Years of (Mal)practice », *Santander Art and culture law review*, vol. 6, n° 2, 2020, pp. 313–338.

52 Elise Pape, « Postcolonial debates in Germany – An overview », traduit du français par Alma Labarthe, *African Sociological Review*, vol. 21, n° 2, 2017, pp. 2–14.

53 Légifrance, « LOI n° 2023-1251 du 26 décembre 2023 relative à la restitution de restes humains appartenant aux collections publiques », 26/12/2023, https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048668800_01.03.2024.

humains, mais aussi concernant la réception de ces travaux par les chercheurs et le grand public au fil du XX^e siècle semblent particulièrement centrales. Ici, les continuités ou les ruptures, les coopérations ou les divergences entre chercheurs en médecine français et allemands demandent à être étudiées. Une enquête sur l'impact de la saisie des restes humains durant l'époque coloniale à partir d'une perspective croisée, notamment franco-allemande, semble également de mise. Par exemple, quels impacts les saisies de restes humains dans la colonie allemande du *Kamerun* ont-elles eu, par la suite, sur la colonisation française de ce territoire après la Première Guerre mondiale ? La colonisation est souvent évoquée comme un processus à travers lequel s'est « forgée » l'Europe⁵⁴. Que diront les résultats de ces recherches sur les enjeux d'une responsabilité européenne partagée de la colonisation, et sur des possibilités de politiques de reconnaissance et de réparation communes ?

54 Frederick Cooper et Ann Laura Stoler, « Between metropole and colony : rethinking a research agenda », in *id.* (dir.), *Tensions of Empire. Colonial cultures in a bourgeois world*, Berkeley, University of California Press, 1997, pp. 1–56.

Guerre froide et décolonisation
Kalter Krieg und Dekolonisierung

Voyager au temps de la Guerre froide en Afrique post-coloniale

Inquiétudes et tensions intérieures suscitées
par le périple du Président du Conseil Mamadou Dia
en URSS et dans les pays de l'Est en 1962

MOUHAMADOU MOUSTAPHA SOW

À l'image des autres États africains nouvellement indépendants, le Sénégal s'emploie, après l'éclatement de la Fédération du Mali en août 1960, à consolider son indépendance et à s'affirmer sur la scène politique internationale. En raison de sa position géostratégique comme principale porte d'entrée de l'Afrique occidentale et de ses relations historiques avec la France, le Sénégal n'échappe pas à lutte d'influence entre les États-Unis et l'Union des républiques socialistes et soviétiques (URSS) dans un contexte international marqué par la Guerre froide. Il en fut un théâtre particulièrement mouvementé.

À partir de l'exemple du voyage du président du Conseil du gouvernement sénégalais, Mamadou Dia, effectué au mois de juin 1962 en URSS et dans les pays de l'Est, nous tentons d'analyser les répercussions de la Guerre froide dans une ex-colonie française. Comment la polémique suscitée par ce périple contribua à la dégradation des relations entre le Président de la République, Léopold Sédar Senghor, et son chef de gouvernement, Mamadou Dia, au point de déboucher sur une crise politique intérieure mettant fin à la première République post-indépendance ?

Nous ne revenons pas ici sur les péripéties de la crise politique sénégalaise mais nous essayons de restituer l'ambiance d'un voyage dans un contexte de politique intérieure tendue. Il s'agit aussi d'analyser les enjeux et les luttes d'influence autour du Sénégal, au moment où il entreprend de se donner une identité d'envergure internationale.

Approche méthodologique de la question

L'historiographie de la Guerre froide s'est longtemps concentrée sur l'étude des relations américano-soviétiques¹. L'émergence d'une « nouvelle histoire de la Guerre froide » a été favorisée, depuis quelques années, par le déclassement d'une somme importante d'archives diplomatiques et de documents inédits venant des États-Unis, d'Europe occidentale de l'ex-URSS. L'exploitation et l'analyse de ces documents ont beaucoup contribué au renouvellement de l'historiographie de la Guerre froide et permis le décentrement de l'échelle d'analyse en intégrant l'Afrique. L'accès à ces ressources documentaires a donné un coup de fouet à l'historiographie africaine sur cet objet d'étude qui est de nos jours en Afrique à un stade embryonnaire². Bien qu'étant encore timide, le déclassement des archives des chancelleries occidentales et celles de l'ex-URSS et des pays de l'Est est ainsi une opportunité permettant de décrypter les stratégies de pénétration et d'influence des États-Unis et de l'URSS en Afrique. L'Afrique francophone, le Sénégal notamment, apparaît dans ces études comme étant le ventre mou de cette « nouvelle histoire de la guerre froide³ ». La focale des historiens africains s'est orientée sur la fin de la colonisation et les débuts de la construction de l'État-nation en Afrique, reléguant ainsi au second plan la thématique de la Guerre froide.

Plus de trente ans après la chute du mur de Berlin et soixante ans après l'indépendance des nations africaines notamment francophones, il est possible d'envisager une lecture historique croisée de la Guerre froide et de ses impacts en Afrique. Le renversement de la perspective de recherche historique à partir de l'Afrique « permet un jeu d'échelle entre le global, le régional, le national et le local qui enrichit considérablement la compréhension du conflit⁴ ». Quelques articles et études portant sur la coopération économique, éducative et culturelle ont déjà ouvert la voie et ont révélé l'intérêt scientifique d'une perspective africaine de la Guerre froide⁵. Notre étude fait

1 Justine Faure et Mario Del Pero, « La Guerre froide globale », *Monde(s)*, n° 18, 2020/2, pp. 9–30.

2 Antoine-Denis N'Dimina-Mougala, « Les manifestations de la guerre froide en Afrique centrale (1961–1989) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 233, n° 1, 2009, pp. 53–65; Manon Tournon, « Le Mali, 1960–1968. Exporter la Guerre froide dans le pré carré français », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 45, 2017/1, pp. 83–95.

3 Il est curieux de constater dans cet ouvrage que l'Afrique est quasiment absente de cette étude consacrée à la Guerre froide. Odd Arne Westad, *Histoire mondiale de la guerre froide. 1890–1991*, traduit de l'anglais par Martine Devillers-Argouarc'h, Perrin, « Domaine étranger », 2019.

4 Justine Faure et Mario Del Pero, *op.cit.*

5 Se référer à Odile Goerg et Marie-Albanin de Suremain (dir.) « Coopérants et coopération en Afrique : circulations d'acteurs et recompositions culturelles (des années 1950 à nos jours) », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, t. 101, n°384–385, 2014; Gabriel Chomentowski, « L'expérience soviétique des cinémas africains au lendemain des indépendances », *Le temps des médias*, n° 26, 2016, pp. 111–125; Constantin Katsakioris, *Leçons soviétiques. La formation des étudiants africains et arabes en URSS pendant la guerre froide*, Thèse de doctorat, EHESS, Paris, 2015; Patrice Yengo et Monique de Saint Martin, « Quelles contributions des élites « rouges » au façonnement des États post-coloniaux? », *Cahiers d'études africaines*, 226, 2017, pp. 231–258.

le pari d'une histoire transnationale⁶ sous l'angle de la mobilité non des étudiants ou des cinéastes mais de celle des circulations des élites au pouvoir, chargées de concevoir et de mettre en œuvre la politique de coopération des États africains nouvellement indépendants. Une telle approche de l'étude de la Guerre froide permet, au-delà des leaders politiques et des diplomates, de saisir les connexions et les échanges culturels. Le récent numéro de la *Revue d'Histoire contemporaine de l'Afrique* (RCHA) consacré aux circulations transimpériales⁷ a révélé aussi la pertinence et la richesse paradigmatique d'une approche historique des connexions transnationales. Cependant, l'épineux problème de la disponibilité et de l'accès aux archives des États africains post-coloniaux constitue un facteur limitant de cette nouvelle entreprise historiographique. De plus, les rapports et notes des missions diplomatiques soviétiques ainsi que les correspondances et journaux personnels des acteurs du système de l'époque auraient été d'un apport certain s'ils nous étaient accessibles.

Pour cette étude, nous nous sommes appuyés sur les archives diplomatiques françaises et les récits du voyage publiés notamment dans les journaux *Dakar-Matin* et *Afrique Nouvelle*, dont le croisement a fini de révéler l'asymétrie en matière de sources diplomatiques et journalistiques. En effet, si les sources diplomatiques sont d'un apport essentiel dans l'appréciation de la politique étrangère et des enjeux liés à la Guerre froide, les comptes-rendus de la presse, en raison du contexte de contrôle politique et de la censure en vigueur aussi bien au Sénégal qu'à Moscou, se limitent à des récits factuels.

La Guerre froide et ses manifestations en Afrique

L'accession à l'indépendance des anciens territoires de l'Afrique occidentale française (AOF) intervint dans un contexte de luttes américano-soviétiques pour la sauvegarde, voire l'extension de leur zone d'influence dans le monde. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis et l'URSS s'étaient déclarés anticolonialistes. C'est pourquoi la lutte d'influence et d'expansion politique et militaire qu'ils se sont livrés entre 1945 et 1960 a souvent été présentée comme un facteur accélérateur de l'accession des peuples sous domination coloniale à l'indépendance. Absents du mouvement d'expansion coloniale en Afrique, les États-Unis et l'URSS encouragèrent la lutte d'émancipation des peuples africains. Lors d'une intervention le 23 Septembre

6 Sophie Cœuré, « Les voyages entre l'URSS et l'Occident : quelle histoire transnationale ? », *Les Cahiers Sirice*, n° 16, 2016/2, pp. 119–126.

7 Damiano Matasci et Miguel Bandeira Jerónimo, « Une histoire transimpériale de l'Afrique : concepts, approches et perspectives », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, n°3, 2022, p. 1–17, en ligne. URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/03fmatascijeronimo>, 11.09.2023.

1960 devant l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), Nikita Khrouchtchev déclarait :

Nous saluons la lutte sacrée de libération des peuples coloniaux, si les puissances coloniales n'écourent pas la voix de la raison et persistent dans leur ancienne politique ... pour maintenir les pays coloniaux dans l'obéissance, les peuples qui optent pour l'abolition du régime colonial doivent accorder une aide maximale à ceux qui combattent ... il faut prêter un soutien moral, matériel, afin de parachever la lutte sacrée et juste des peuples pour leur indépendance⁸.

Cette déclaration illustre ce que fut la politique d'aide et de coopération en faveur des pays africains nouvellement indépendants. Là où l'intervention militaire n'était pas nécessaire, l'URSS et les États-Unis ont privilégié des relations de coopération (assistance économique et technique).

Une partie des États de l'Afrique de l'Ouest se trouvaient ainsi placés sous la dépendance de la France, devenue, pour le bloc de l'Ouest, le premier acteur de la Guerre froide en Afrique⁹. Elle s'y est maintenue et a consolidé sa présence diplomatique, politique et stratégique grâce à une série d'accords « néocoloniaux » qu'elle a signés avec les dirigeants des nouveaux États indépendants¹⁰. Seule la Guinée Conakry, devenue indépendante un peu plus tôt, en 1958, fut exclue à l'origine de ces accords de coopération et d'assistance technique proposés par la France. Dès lors, la République de Guinée Conakry devenait l'un des points d'entrée de la pénétration soviétique en Afrique occidentale, avant que les autres pays de l'ex-AOF ne consentent à choisir librement leurs partenaires en matière de coopération économique, culturelle et éducative. Par la suite, l'indépendance des anciens territoires de l'AOF en 1960 accéléra l'influence soviétique en Afrique occidentale. Conscient de l'intérêt économique et de l'importance politique et diplomatique que représente l'Afrique, le gouvernement de Moscou déploya un effort considérable pour y consolider son influence. En même temps qu'elle développe ses positions en Afrique centrale¹¹, l'URSS mesure tout l'enjeu géostratégique et économique que représente la partie occidentale de l'Afrique dans la lutte d'influence qui l'oppose aux États-Unis et ses alliés. La présence soviétique se signale dans cet espace dès le début des années 1960 en Guinée Conakry, au Soudan

⁸ Simon Nguessan, *Principes et méthodes de l'aide soviétique dans le Tiers-monde*, Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle, Paris, Nanterre, 1977, p. 5.

⁹ Pierre Vermeren, *Le choc des décolonisations. De la guerre d'Algérie aux printemps arabes*, Paris, Odile Jacob, « Hors collection », 2015.

¹⁰ Camille Evrard, « Retour sur la construction des relations militaires franco-africaines », *Relations internationales*, n°165, 2016, « Outil militaire et influence française en Afrique de 1960 à nos jours », pp. 23-42.

¹¹ Antoine-Denis N'Dimina-Mougala, « Les conflits identitaires ou ethnopolitiques africains au XX^{ème} siècle : caractéristiques et manifestations », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 248, 2012/4, pp. 97-119.

devenu Mali en 1961¹², ou au Ghana notamment, par l'installation de missions économiques et de ses diverses représentations diplomatiques¹³. Le continent africain, où l'URSS était largement devancée par le bloc occidental avec la France en particulier, apparaissait comme un terrain propice pour contrecarrer l'avancée du bloc capitaliste. Ainsi, pour matérialiser sa présence et son influence politique en Afrique de l'Ouest, l'URSS privilégia deux modes d'action : les accords de coopération soutenus par une intense propagande médiatique, et une action de propagande culturelle et idéologique. La première action s'est traduite par l'envoi de techniciens, de livraisons de matériels (y compris des armes), et de prêts accompagnés d'une forte publicité. Le deuxième, dont les résultats sont perceptibles à long terme, se manifeste par l'octroi de bourses aux étudiants africains, la mise en place de « cellules communistes » et le soutien des pays dont l'orientation économique se situe vers l'Est¹⁴. Cette coopération culturelle et éducative bénéficia le plus à la jeunesse engagée dans les partis politiques progressistes et dans les mouvements de lutte pour la libération nationale.

Le Sénégal, un enjeu d'influence et de prestige de la Guerre froide ?

Considéré comme la tête de pont de la pénétration française en Afrique, le Sénégal constituait un terrain privilégié de la lutte d'influence entre l'Est et l'Ouest. La France s'y était solidement installée depuis trois siècles¹⁵. Dakar, la capitale de l'AOF de 1895 à 1958, concentrait la masse la plus importante des investissements outre-mer de la France en Afrique au sud du Sahara. Sur le plan militaire, le Sénégal abritait la base française la plus importante de l'Afrique de l'Ouest francophone avec un nombre de soldats estimé à plus de 5 000. Avec son ouverture sur l'océan Atlantique, Dakar jouait un rôle géostratégique important aussi en matière de communication aérienne¹⁶. Eu égard à cette place stratégique et son poids historique, le Sénégal ne pouvait laisser indifférente aucune puissance dans le cadre du jeu d'influence et de positionnement des puissances étrangères en Afrique de l'Ouest. Si la France y était donc solidement installée depuis plus de trois siècles, les États-Unis et l'URSS s'activaient pour eux aus-

12 Manon Tournon, « Le Mali, 1960–1968. Exporter la Guerre froide dans le pré carré français », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 45, 2017/1, p. 83–95 ; Vladimir Bartenev, « L'URSS et l'Afrique noire sous Khroutchchev : la mise à jour des mythes de la coopération », *Outre-mers*, tome 94, n° 354–355, 2007, « L'URSS et le Sud », pp. 63–82.

13 Manon Tournon estime à près de 44 % l'aide soviétique à la Guinée Conakry, au Mali et au Soudan entre 1959 et 1964.

14 Service historique de la Défense (SHD) GR14, État-major, 2^{ème} bureau, note sur la pénétration communiste en Afrique noire, mai-juin 1957.

15 Pierre Biarnès, *Les Français en Afrique noire de Richelieu à Mitterrand*, Paris, A. Colin, 1987.

16 Patrick Dramé, « La base stratégique de Dakar, de l'aménagement au maintien (1942–1962) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 264, octobre-décembre 2016, « Monarques et monarchies pendant la Grande Guerre », pp. 111–134.

si s'implanter au Sénégal. La politique de pénétration américaine au Sénégal se fit en intelligence avec la France, puisqu'elle se déploya sous la forme d'appui complémentaire à celle faite par les pays de l'Europe occidentale. Par exemple, les États-Unis et l'Allemagne Fédérale étaient, au début, très « prudents » dans leur politique de coopération avec le Sénégal.

Les membres des Ambassades de ces deux pays laissent entendre hautement qu'il n'est pour eux question que d'apporter leur modeste contribution à l'admirable et vaste effort de la France dans ce domaine. En réalité deux éléments semblent entrer dans cette attitude réservée : la méconnaissance du pays et un manque de confiance dans l'avenir d'autant plus dissimulé qu'il est bien réel¹⁷.

Les Américains avaient donc, après quelques réticences, apporté leur soutien au plan quadriennal de développement élaboré par le gouvernement sénégalais. Leur soutien s'est aussi traduit au Sénégal par des dons de riz à travers le programme « *Food for Peace* » dont la vente procura au gouvernement sénégalais des ressources qui furent réinvesties dans des programmes de développement¹⁸. L'aide américaine avait surtout des implications politique et idéologique, puisque visant à faire pièce au péril communiste.

Du côté de l'URSS, la pénétration soviétique au Sénégal fut favorisée par la politique de non-alignement et d'équidistance entre les deux blocs défendus par les dirigeants sénégalais, en l'occurrence par le président de la République, Léopold Sédar Senghor, et le président du Conseil de gouvernement, Mamadou Dia. Il s'y ajoute qu'à l'instar des dirigeants politiques de la plupart des États africains nouvellement indépendants, Senghor et Dia ont choisi le socialisme africain et la planification comme voie de développement économique et social. Cette orientation idéologique socialiste les inclinait inévitablement à un rapprochement avec l'URSS et les pays de l'Est. La présence soviétique chez leurs voisins guinéens, maliens et ghanéens, considérés comme les « amis de l'URSS », ne pouvait aussi laisser les dirigeants sénégalais indifférents vis-à-vis de l'URSS et de ses alliés de l'Europe orientale.

Tenant compte à la fois de tous ces paramètres, notamment de la politique de non-alignement et d'ouverture affichée par les leaders sénégalais et de la place géostratégique du Sénégal en Afrique de l'Ouest, le gouvernement de Moscou entreprit des négociations avec son homologue de Dakar, à travers l'envoi de plusieurs missions officielles pour établir des relations diplomatiques, économiques et commerciales avec le Sénégal. Dès 1961, des contacts avaient été établis avec le gouvernement sénégalais au sujet de l'implantation d'une ambassade soviétique à Dakar. L'URSS était certes présente à Conakry et à Bamako, mais la position géostratégique du Sénégal et l'influence

17 Centre des Archives diplomatiques de Nantes (CADN) 184PO/1/307, Divers gouvernements depuis 1960 (1960-1963).

18 Gustave Peiser, « L'aide américaine à l'Afrique noire », *Annales Africaines*, 1965, pp. 95-120, ici p. 116.

occidentale notamment celle de la France justifiaient amplement l'établissement de relations diplomatiques avec le Sénégal. Ainsi, l'influence soviétique et plus globalement communiste au Sénégal s'orienta essentiellement vers deux cibles : d'abord en direction des officiels sénégalais pour nouer des relations de coopération multiples et multiformes, ensuite en direction des partis politiques avec lesquels elle avait des affinités idéologiques. Il s'agit plus spécifiquement du Parti africain de l'Indépendance (PAI) et, dans une moindre mesure, des dirigeants du Parti pour le Regroupement africain du Sénégal (PRAS). Créé en 1957 et dissout trois ans plus tard à l'occasion des élections de juillet 1960, le PAI se retrouva dans la clandestinité. Ses dirigeants, Mahjemout Diop et Tidiane Baydi Ly, entre autres, trouvaient ainsi leur base arrière en Guinée Conakry et au Mali. Au même moment, les membres du Parti restés au Sénégal développaient des stratégies particulières de lutte (tracts, noyautage des partis légaux, etc.) pour s'opposer à la politique « libérale » du gouvernement de Mamadou Dia. Le PAI développa aussi des liens avec les pays du camp socialiste, notamment l'URSS, Cuba et la République démocratique allemande (RDA). Le gouvernement soviétique et ses alliés multipliaient, en retour, l'envoi de conseillers en Afrique pour consolider la formation politique des militants des partis d'obédience communiste et mettre en place des réseaux d'échanges et de diffusion des idées du communisme et du socialisme révolutionnaire en Afrique. Par exemple, le professeur William Mac Lorin¹⁹ fut, au début des années 1960, une des figures qui agit sur l'intelligentsia communiste africaine.

Cette influence des idées communistes au sein de l'élite politique et intellectuelle sénégalaise était un phénomène réel.

Ainsi l'essentiel du personnel gouvernemental et politique a-t-il, à tout le moins, traversé le marxisme. En effet, jusqu'à l'indépendance, nombre d'intellectuels opposés au régime colonial, même lorsqu'ils faisaient carrière administrative ou politique dans son sein, ont trouvé, dans les structures fortement charpentées au Parti communiste français, un accueil qui leur permettait de se connaître et s'organiser²⁰.

L'éclatement de la Fédération du Mali transforme Bamako en sanctuaire des opposants au gouvernement sénégalais. L'importance numérique grandissante des exilés sénégalais, consécutif à la dissolution du PAI en 1960 au Sénégal, amène le gouvernement malien à renforcer les mesures de surveillance et de restrictions de leurs libertés. C'est pourquoi les membres en exil du PAI prirent de plus en plus fréquemment le che-

¹⁹ Mac Lorin est guyanais d'origine française, il a occupé de hautes fonctions au ministère guinéen de l'Éducation Nationale. Expulsé de ce pays pour avoir protesté contre l'arrestation d'un dirigeant du PAI, Seyni Niang impliqué dans le « complot » des Enseignants, Mac Lorin migre à Bamako, fief des communistes africains où se trouvait Mahjemout Diop leader charismatique du PAI.

²⁰ Direction des affaires africaines et malgaches (DAM) 349QO/47, Ambassade France au Sénégal, a/s lettre de Hubert Argod, ambassadeur adressé à Maurice Schuman, ministre des Affaires étrangères, Paris. Dakar le 14 novembre 1967.

min de l'Europe de l'Est, où ils durent donner de suffisants gages de fidélité aux idées marxistes léninistes, pour que le Parti communiste français accordât son patronage à ce parti dès août 1962. Celui-ci cantonnait d'ailleurs son effort sur le terrain universitaire le plus facilement accessible, les enseignants groupés dans le Syndicat unitaire des Enseignants libres (SUEL) et un certain nombre d'étudiants formant le gros de ses troupes²¹.

Le contexte international du voyage

Il faut de l'audace et de la témérité pour un chef de gouvernement d'un État anciennement sous domination coloniale française et nouvellement indépendant pour entreprendre un voyage en URSS et dans les pays de l'Est au moment où la Guerre froide était à son paroxysme. C'est ce que fit président du Conseil, Mamadou Dia au mois de juin 1962. Ce périple du président du Conseil sénégalais se déroula au moment où la France signait avec le Front national de libération (FLN) algérien les accords d'Évian en juillet 1962, mettant ainsi fin à l'une des guerres de décolonisation les plus violentes en Afrique, et à quelques mois de l'éclatement de la crise des missiles à Cuba, au cours de laquelle l'affrontement direct fut évité de très peu entre les États-Unis et l'URSS. C'est pourquoi le séjour du président du Conseil, Mamadou Dia fut très surveillé par les chancelleries occidentales, notamment française. En effet, la France avait d'autant plus à s'inquiéter et à surveiller ce déplacement que les dirigeants maliens venaient de se ranger du côté soviétique depuis la crise fédérale d'août 1960 avec le Sénégal, et que les relations avec la Guinée de Sékou Touré se trouvaient dans l'impasse. Le rapprochement du Sénégal, pays avec lequel elle avait établi de solides relations et où elle disposait d'immenses intérêts, avec l'URSS pouvait apparaître comme lourd de menace pour son avenir en Afrique francophone. La menace soviétique dégageait les apparences d'une politique d'endiguement de la France dans ce qu'il est convenu d'appeler « le pré carré ».

Ayant proclamé son indépendance le 20 août 1960 à la suite de la crise fédérale du Mali, le Sénégal était préoccupé par la reconnaissance de sa souveraineté internationale et par les relations diplomatiques et de coopération qu'il envisageait d'établir avec les États partenaires. Ainsi, dès leurs élections respectives comme président de la République et président du Conseil de Gouvernement le 5 et 7 septembre 1960, Léopold Sédar Senghor et Mamadou Dia adressèrent à la France une lettre de reconnaissance du Sénégal auprès de l'ONU. La portée et le sens de cette décision étaient motivés par la lutte pour le leadership sur le plan international dans laquelle les autorités sénégalaises s'étaient engagées avec les dirigeants de l'ex-République du Soudan devenue

21 DAM 349QO/47, Ambassade France au Sénégal, a/s lettre de Hubert Argod, ambassadeur adressé à Maurice Schuman, ministre des Affaires étrangères, Paris. Dakar le 14 novembre 1967.

Mali²². Cette bataille pour la reconnaissance internationale à laquelle se livraient les deux anciens partenaires de l'ex-fédération eut un impact dans la configuration des relations diplomatiques et de coopération du Sénégal et du Mali. Le premier, tout en revendiquant une position équidistante dans la lutte entre les blocs de l'Ouest et de l'Est, s'inclina progressivement vers le camp occidental et capitaliste, tandis que le second mettait fin à ses relations diplomatiques avec la France et se rapprochait de l'URSS, puis de la Chine. Le Sénégal s'efforça d'opter pour une politique de non-alignement, de dialogue et de coopération en direction de tous les pays susceptibles de l'accompagner dans le cadre de son projet de construction nationale.

La quête d'une reconnaissance internationale alla de pair avec la lutte pour l'indépendance économique du Sénégal. En effet, le chef du gouvernement sénégalais, Mamadou Dia, avait opté pour une voie socialiste de développement enracinée dans les valeurs endogènes. Il adopta un Plan quadriennal de développement, dont la mise en œuvre nécessitait la mobilisation des ressources internes mais également l'apport financier de partenaires privés et internationaux. Cette double préoccupation d'affirmation de sa souveraineté à l'échelle internationale et de bataille pour l'indépendance économique fut décisive dans la politique étrangère du Sénégal, notamment sur le déplacement du président du Conseil en URSS et dans les pays de l'Est. C'est dans ce contexte de bipolarisation du monde et d'affirmation de son leadership international que le chef de gouvernement Mamadou Dia effectua ce voyage. Auparavant, son homologue malien, Modibo Keita, avait aussi effectué une visite à Moscou, au cours de laquelle il avait réaffirmé la politique de non-alignement de son pays et condamné le « maintien des stocks d'armes nucléaires en Afrique, ainsi que la présence dans cette partie du monde des forces armées et des bases étrangères²³ ». Ici, on voit aisément que les voyages de délégations gouvernementales en URSS sont aussi considérés par les autorités soviétiques comme un moyen d'influence discret sur les États africains nouvellement indépendants.

Les inquiétudes suscitées par l'annonce du voyage

Sur le plan de la politique intérieure, le déplacement de Mamadou Dia et de sa délégation fut précédé par deux épisodes politiques majeurs. En février 1962, l'Union progressiste sénégalaise (UPS) organisa son troisième congrès, au cours duquel apparurent d'importantes dissensions dans les rangs du parti gouvernemental. Celles-ci opposaient les proches du président de la République, Léopold Sédar Senghor, aux partisans du président du Conseil, Mamadou Dia. Deux semaines après

22 Les dirigeants du Soudan, qui ont repris le nom du Mali et ses attributs, se positionnaient comme les seuls interlocuteurs de l'ex-Fédération auprès des instances internationales et des États souverains.

23 *Afrique Nouvelle*, semaine du 7 au 13 juin 1962.

le congrès, un conflit de préséance opposa cette fois ce dernier au président de l'Assemblée nationale, Lamine Guèye, début mars 1962. Elle fut très vite étouffée grâce à l'intervention du président Senghor. Ces deux épisodes conflictuels à caractère politique et institutionnel laissèrent des séquelles profondes au sein du parti et dans les relations entre le gouvernement et le parlement. Dans les deux cas, la nature parlementaire du régime avec un exécutif à deux têtes était fondamentalement en cause. En outre, le président du Conseil de gouvernement constituait une cible politique pour ses camarades déçus par le congrès de février 1962, et pour ses collègues députés dépités par la politique d'austérité prise par le gouvernement. Les tensions au sein du parti, du gouvernement et de l'Assemblée nationale prirent une ampleur plus importante lorsque le président du Conseil annonça son voyage prévu en juin et juillet en URSS et dans les pays de l'Est. Les pourfendeurs du secrétaire général adjoint, Mamadou Dia au sein de l'UPS et de l'Assemblée nationale, généralement proches des milieux capitalistes, exprimèrent leurs réticences par rapport à cette mission. Ils considéraient ce voyage comme le signe d'un infléchissement à gauche²⁴ du chef de gouvernement, et donc d'une rupture de la politique de non-alignement choisie par le Sénégal dans le cadre de la lutte d'influence entre les deux blocs.

En même temps, les milieux d'affaires capitalistes, réunis autour de la chambre de commerce, s'inquiétaient de la politique de socialisation et d'étatisation des secteurs économiques. L'État avait lancé sa propre banque (la Banque nationale de développement du Sénégal) en 1960 ; la filière arachidière, secteur vital de l'économie du pays, était quasiment sous le contrôle de l'État par le biais de l'Office de commercialisation agricole (OCA) et des coopératives agricoles mises en place par le gouvernement²⁵. Le rapprochement avec l'URSS et les pays de l'Est renforçait donc l'inquiétude des milieux d'affaires et des pays capitalistes comme la France. Une vaste campagne de propagande est orchestrée par ses adversaires – politiques et milieux d'affaires étrangers – pour lesquels ce périple consacrait le couronnement de la politique de nationalisation et de l'emprise de l'État sur l'ensemble des secteurs d'activités.

L'annonce du projet de voyage du président du Conseil Mamadou Dia ne laissa pas également les confréries religieuses du Sénégal indifférentes. Les principaux guides de ces confréries musulmanes, notamment le khalife général des mourides, El Hadji Faliou Mbacké, et de la famille omarienne, Thierno Seydou Nourou Tall, réputés plus proches du président de la République que du président du Conseil, auraient aussi manifesté leur désapprobation d'une « présence permanente des pays de l'Est au Sénégal ». Dans l'imaginaire populaire, l'idéologie communiste défendue et véhiculée par les Soviétiques était présentée comme une doctrine hostile à l'Islam et dont la politique ne s'accommodait pas avec les aspirations religieuses des musulmans, qui

24 Mamadou Dia, *Afrique prix de la liberté*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 238.

25 *Le Monde* du 15 juin 1962.

constituaient 95 % de la population du Sénégal. Cette propagande, discrètement entretenue par les adversaires du chef de Gouvernement auprès des autorités religieuses et coutumières, eut un effet dissuasif sur la présence d'une ambassade soviétique. La hiérarchie catholique, à laquelle le président du Conseil était très lié, ne s'empêcha pas aussi de l'interpeller au sujet de ce voyage très commenté à Dakar. Mais le président Dia « répondait avec sérénité qu'il était un homme averti, il ne se laisserait pas prendre au chant des sirènes²⁶ » des pays du bloc de l'Est.

Bien qu'il ait marqué son accord en 1961 au sujet de l'établissement de relations diplomatiques avec l'URSS, le projet de voyage en URSS et dans les pays de l'Est souleva aussi des inquiétudes chez le président Senghor. L'entêtement du président du Conseil à effectuer cette mission le rendait un peu circonspect, au point d'y voir « un gauchissement » de la politique économique du président du Conseil. Cet inflexionnement de chef de gouvernement, Mamadou Dia fut, d'après le président Senghor, influencé par ceux qu'il appelle au sein de l'UPS « ses anciens amis du BDS²⁷ », lesquels « voulant faire du socialisme quelque chose de beaucoup plus absolu que la raison ne le commande²⁸ ».

L'annonce du voyage suscita aussi les inquiétudes des autorités diplomatiques françaises. De leur côté, elles étaient aussi préoccupées par ce déplacement d'un chef de gouvernement dont le pays avait des relations séculaires et particulières avec la France. La note de l'agent diplomatique Paul Hubert Le Mire, envoyée à ses supérieurs au sujet de ce voyage, montre à quel point les chancelleries occidentales furent préoccupées. Dans une note confidentielle de l'Ambassade de France à Dakar, il est écrit :

Ce voyage, écrit-il, que d'aucuns trouvent risqué, et qui inquiète particulièrement les Ambassadeurs des États-Unis et d'Allemagne fédérale, est à ma connaissance le premier déplacement d'un homme d'État de l'Afrique dite modérée au-delà du rideau de fer et il sera particulièrement instructif de pouvoir comparer l'accueil qui sera fait au président Dia et à sa suite de celui qu'ont reçu MM. N'Krumah, Sékou Touré et naguère encore l'impétueux M. Modibo Keita²⁹.

L'entretien entre le président Senghor et l'ambassadeur de France à Dakar, Hettier de Boislambert, peut être interprété comme étant le moment à partir duquel la France acta définitivement son soutien à Senghor au détriment de Dia. Celui-ci aspirait à assumer et à exercer pleinement l'indépendance de son pays sans ombrage et sans recevoir

26 DAM 349QO/48, Voyage de Dia dans les pays de l'Est, note de l'Ambassadeur au ministre, Dakar le 20 mai 1962.

27 Bloc démocratique sénégalais, premier parti politique fondé par Léopold Sédar Senghor et Mamadou Dia en octobre 1948. Ce parti d'obédience socialiste formera avec plusieurs autres partis politiques, dont le Parti sénégalais d'action socialiste (ex-SFIO) de Lamine Guèye, l'UPS en 1958.

28 Le président Senghor dans un entretien avec l'ambassadeur de France, Hettier de Boislambert.

29 DAM 349QO/48, Note du chargé d'Affaire de France par intérim J. M. Le Mire adressée au ministre des Affaires étrangères, le 28 mai 1962.

de directives venant de la France. Face à l'intransigeance et à l'entêtement du président du Conseil, la France s'attela dès lors à soutenir Senghor dans la construction de son leadership politique et de son emprise sur la gestion du pouvoir d'État. L'entretien pour évoquer les relations entre le Sénégal et la France servit de prétexte à cet échange, au cours duquel le président Senghor demanda que « sa position personnelle soit bien comprise et qu'il soit aidé³⁰ ». Cette sollicitude adressée à la France, en plus d'être un soutien à Senghor, fut aussi une interpellation auprès de celle-ci, pour qu'elle opérât un choix définitif entre Senghor et Dia.

Sans l'aide de la France sur le plan des armements dont nous avons besoin, sans la compréhension de la France bien que je me fais le champion d'un rapprochement avec la Guinée, je risque de me trouver isolé – je serai coulé- (sic). Je dois convaincre Dia, et ce qui n'est pas facile. Si j'étais amené à quitter la présidence de la République, vous savez qui me désire me remplacer, et dans l'actuel les choses ne seraient pas bonnes pour les rapports franco-sénégalais³¹.

Au-delà du caractère diplomatique et économique de ce voyage, il existe des impératifs stratégiques qui justifiaient les préoccupations de la France. On sait que le Sénégal, étant tête de pont de la pénétration française en Afrique et le point le plus avancé dans l'océan Atlantique, constituait un dispositif stratégique et militaire à protéger face à l'avancée communiste en Afrique.

La France multiplia les contacts et les surveillances en déployant un service de renseignement discret pouvant aussi lui rendre compte dans les moindres détails les déplacements, les audiences, les discours du chef de gouvernement et les contenus des échanges avec les chefs d'État des pays visités. Il apparaît donc que le projet de voyage du président du Conseil suscita plus d'inquiétudes qu'il n'en apaisa, en raison du durcissement des rapports Est-Ouest et des fortes appréhensions exprimées par une bonne partie de l'élite politique, économique et religieuse sénégalaise.

Du côté de l'URSS, les autorités soviétiques avaient un « grand intérêt » dans le déplacement du président du Conseil sénégalais. En effet, ce voyage constituait « la première visite officielle d'un homme d'État africain » dont la politique ne s'inspire pas de l'URSS³². C'est avec beaucoup de publicité que les autorités soviétiques annoncèrent cette visite, qui intervenait quelques semaines après celle du président malien Modibo Keita. Il s'agissait, à travers ces voyages rythmés de visites d'infrastructures économiques et de sites touristiques, historiques et culturels, d'offrir le modèle soviétique en exemple pour renforcer sa coopération.

30 DAM 349QO/48, Note hebdomadaire de Lucien Paye adressée au ministre des affaires étrangères, le 9 juin 1962.

31 CADN 184PO, Note hebdomadaire de Lucien Paye adressée au ministre des affaires étrangères, le 9 juin 1962.

32 *Dakar-Matin* du 7 juin 1962.

Le projet de voyage du président Mamadou Dia en URSS et dans les pays de l'Est suscita beaucoup de réticences dans la société politique sénégalaise. Ses adversaires politiques et les groupes évoqués précédemment saisirent cette opportunité pour jeter le discrédit sur le chef de gouvernement en le qualifiant de « communiste ». Auteur de la conceptualisation et de l'exécution du Plan quadriennal de développement, Mamadou Dia, en dépit des remontrances et des appréhensions formulées par ses camarades de parti, effectua son séjour en URSS et dans les pays de l'Est.

Le voyage proprement dit en URSS et dans les pays de l'Est

Le voyage se déroula du 5 au 24 juin 1962³³. Le président du Conseil de gouvernement était accompagné d'une délégation d'une dizaine de personnalités, composée d'Ibrahima Sarr, ministre du Travail, de Jean Collin, secrétaire général du gouvernement, d'Habib Thiam, directeur de Cabinet du ministre des Affaires étrangères, d'Albert N'Diaye, directeur de la Coopération au ministère de l'Économie rurale, de Cheikh Fall, directeur du Commerce extérieur, de Joseph Mathiam, secrétaire général adjoint du commissariat général au Plan, de Racine Ndiaye, secrétaire général du mouvement des Jeunes du Parti, de Birame Wane, chef de service des Relations culturelles aux Affaires étrangères, d'Alioune Fall et Vieira, journalistes, et enfin d'Alioune Badara Paye, secrétaire général du Syndicat de l'Enseignement Laïque du Sénégal. La présence d'Ousmane Ngom, secrétaire politique de l'UPS, collaborateur direct du président Senghor, était aussi le reflet du bicéphalisme de l'exécutif en vigueur au Sénégal. Sa présence dans la délégation n'est pas due au « hasard », mais bien à une instruction délibérée du Président de la République qui, par lui et d'autres, a voulu que le Président Dia soit « encadré³⁴ ». Cette explication est révélatrice de la crise de confiance ou de la suspicion qui s'installait timidement entre des présidents Dia et Senghor, mais aussi des rivalités de clans. L'importance de la délégation illustre les attentes du gouvernement et de ce que pouvaient être les échanges entre les responsables sénégalais et ceux des pays visités.

La délégation séjourna respectivement en URSS, en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie³⁵. Ces pays avaient, au préalable, réalisé des missions au Sénégal pour étu-

33 Le calendrier est établi comme suit : du 5 au 15 juin en URSS, du 15 au 18 juin en Pologne, du 18 au 21 juin en Tchécoslovaquie et du 21 au 23 juin en Hongrie.

34 DAM 349QO/48, Note hebdomadaire de Lucien Paye adressée au ministre des affaires étrangères, le 9 juin 1962.

35 DAM 349QO/6, Synthèse hebdomadaire 1961-1962. Pièce portant panorama politique du 31 décembre 1961. Le président Dia avait visité auparavant la Yougoslavie et la Scandinavie en 1961 où il avait étudié les différentes formes de socialisme. Comparant les deux formes de socialisme – yougoslave et scandinave – Mamadou Dia semblait se penser vers le socialisme scandinave qui demeure plus pratique, réaliste et non doctrinaire, qui s'apparente davantage au socialisme sénégalais.

dier les possibilités de coopération économique et technique. Au cours de ce voyage, le président du Conseil sénégalais exprima avec beaucoup de courage et de lucidité la ligne politique de son pays fondée sur le non-alignement, la non-ingérence, le désarmement et le dialogue avec tous les pays souverains. À Moscou, c'est le président du Conseil des ministres et Premier secrétaire du Parti communiste Nikita Khrouchtchev qui accueille en personne Mamadou Dia et sa délégation. Souhaitant la bienvenue à son hôte, Khrouchtchev déclara :

Nous souhaitons que de bonnes relations s'établissent entre l'URSS et les jeunes pays d'Afrique conformément aux principes de non-ingérence et de respect mutuel pour l'indépendance. L'URSS souhaiterait que se développe un climat de confiance entre elle et les pays d'Afrique. Nous avons l'espoir que votre visite contribuera au développement de bonnes relations entre nos deux pays. Nous vous montrerons la voie que notre pays aux multiples nationalités, telle qu'elle apparait à la lumière de ses progrès accomplis dans les domaines de la science, de la culture et de l'économie³⁶.

En réponse au discours de bienvenue, Mamadou Dia, dont le séjour était d'une grande importance pour les autorités soviétiques, réaffirma la politique diplomatique du Sénégal fondée sur la non-ingérence, le désarmement, le non-alignement et la paix dans le monde. Ainsi, allait-il visiter le combinat textile de Tachkent (Ouzbékistan), les ateliers et services de production et l'Institut Centrasiatique de recherche scientifique de la mécanisation et de l'électrification de l'agriculture³⁷. Dans la même lancée, la délégation du président du Conseil sénégalais visita aussi les kolkhozes spécialisés dans la culture du coton et dans l'élevage³⁸. Devant Nikita Khrouchtchev, il expliqua les spécificités du socialisme africain :

Notre choix est d'instaurer le socialisme non pas d'une façon abstraite, mais concrètement, non pas selon des schémas théoriques, mais à partir des données humaines, économiques et sociales qui sont les nôtres. C'est pourquoi, nous disons que nous ne voulons nous réclamer d'aucun dogmatisme. Je vous dois cette franchise de vous dire que nous ne prétendons pas être des marxistes-léninistes. Nous sommes tout simplement des hommes de bonne volonté, de bonne foi, soucieux de l'avenir de notre pays et désireux de tirer les leçons de toutes les expériences valables. À ce titre, l'œuvre de l'URSS, qui est la première, dans le temps, ainsi que par les résultats qu'elle a obtenus, à avoir pris la voie de la construction du socialisme, ne peut que revêtir à nos yeux une valeur exemplaire³⁹.

Les relations culturelles et religieuses ont aussi été magnifiées lors de la visite de la mosquée de Tachkent, au cours de laquelle M. Dia reçut en cadeau une édition du

36 *Dakar-Matin* du 8 juin 1962.

37 *Ibid.*

38 *Afrique Hebdomadaire*, semaine du 14 au 20 juin 1962.

39 DAM 349QO/48, Déclaration de Mamadou Dia lors de son voyage en Hongrie, le 22 juin 1962.



Fig. 1 Les chefs de gouvernement M. Dia et N. Khrouchtchev.

Source : Afrique Nouvelle du 27 juin au 3 juillet 1962.

Coran. Soucieux du développement économique et social de son gouvernement, le chef du gouvernement souligna pendant son séjour en Hongrie son attachement à l'indépendance économique : « notre peuple œuvre maintenant à développer son économie, afin de pouvoir devenir indépendant, le plus tôt possible. C'est là une condition essentielle pour que nous puissions liquider définitivement toutes les forces du colonialisme et néo-colonialisme⁴⁰. »

La délégation du président du Conseil visita plusieurs infrastructures économiques, des entreprises industrielles et agricoles et des services culturels, et elle s'entretint aussi avec des experts et techniciens en développement pour donner une impulsion nouvelle à l'orientation économique du Sénégal. Nikita Khrouchtchev réaffirma son « attachement » à la coexistence pacifique et la non-ingérence dans les affaires intérieures des États africains nouvellement indépendants. En Tchécoslovaquie, les Sénégalais ont convenu avec leur hôte de renforcer leurs échanges économiques, et ont condamné le « système colonialiste et néocolonialiste dans toutes leurs formes⁴¹ ». A Budapest en

40 Ibid.

41 *Dakar-Matin* du 22 juin 1962.

Hongrie, le Premier secrétaire du Parti Janos Kadar a aussi souhaité l'établissement de relations diplomatiques entre le Sénégal et son pays⁴².

Les retombées et répercussions du périple du président du Conseil

Le voyage tant redouté par les milieux politiques et diplomatiques eut des retombées et des conséquences significatives sur l'évolution immédiate du Sénégal. Suspecté d'être « communiste » et conscient des réserves observées par le président Senghor et de ses partisans, le président du Conseil précisa dès sa descente d'avion à l'aéroport de Dakar : « Ce voyage, au cours duquel j'ai reçu partout un accueil extrêmement cordial et chaleureux, a été instructif et constructif. Je n'en reviens pas converti au communisme, mais je suis profondément convaincu que des pays comme le nôtre n'ont pas d'autre voie que celle du socialisme⁴³. » Le président Conseil retint de son voyage « une excellente impression ». A la fin de son périple en URSS et dans les pays de l'Est, le président du Conseil est clair : « nous n'avons pas la même orientation, ni le même style, ni même le même tempérament. Mais ce que l'on peut noter c'est qu'il y a certains points de convergence tels que celui de la paix, du désarmement ».

Sur le plan des résultats, les dirigeants soviétiques et sénégalais se sont accordés à établir des relations de coopération économique et diplomatique et une convention sur les échanges culturels⁴⁴. Le président Mamadou Dia s'est réjoui de cet accord en ces termes : « Nous essaierons de vendre nos produits, et nous sommes intéressés par l'acquisition de matériel soviétique d'équipement industriel⁴⁵. » Les accords insistaient aussi sur l'établissement de relations diplomatiques sous la forme d'« un échange d'Ambassadeurs entre Dakar et Moscou ». Cependant, le Sénégal se réservait le droit de limiter à cinq membres la représentation diplomatique soviétique, dont l'installation est effective à partir de février 1963.

Il laissait croire que ces échanges furent importants et bénéfiques pour le Sénégal, notamment avec la Pologne où « la courtoisie des rapports exempts de toute propagande » a été fortement appréciée par le président du Conseil au cours de sa visite. Par contre, en URSS, en Tchécoslovaquie et en Hongrie, les résultats furent globalement mitigés. À Moscou, les visiteurs n'auraient pas apprécié « le paternalisme » et « les allusions aux deux fusées préparées par l'URSS à l'intention de la base OTAN de Dakar⁴⁶ » faites par le président Khrouchtchev. À Prague, l'attitude condescendante des dirigeants tchécoslovaques fut mal accueillie par le chef de gouvernement et sa délégation.

42 *Ibid.*

43 *Afrique Nouvelle*, semaine du 27 juin au 3 juillet 1962.

44 *Le Monde* du 16 juin 1962.

45 *Ibid.*

46 DAM 349QO/48, Premier ministre, note S. D. E. C. E Dakar le 4 juillet 1962.

Le Président DIA à son retour de l'Est Européen :

"Je ne reviens pas converti au Communisme mais je suis persuadé que des pays comme le nôtre ne peuvent se permettre d'ignorer des expériences aussi importantes que celles qui se passent là bas"



L'accueil à l'aéroport du président Mamadou Dia. A gauche les ministres Karim Gaye et Cissé Dia ; à droite Me Valdiodio N'Diaye, ministre de l'Intérieur qui assura l'intérim de la présidence du Conseil ; le président Dia, M. Sellé Guéye, chef du Protocole.

Revenant du voyage officiel qui l'a conduit successivement en URSS, en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie, le président Mamadou Dia accompagné de plusieurs membres de la délégation qui l'accompagnait, est rentré hier matin à 4 h. 30 à Dakar, via Paris.

Le président du Conseil de gouvernement a été accueilli à l'aéroport par Me Valdiodio N'Diaye, ministre de l'Intérieur qui assumait l'intérim de la présidence du Conseil. Le ministre de l'Intérieur, M. N'Diaye, a déclaré que le président Dia, qui est parti pour l'Est de l'Europe, a été très intéressé par les expériences communistes. Le président Dia a déclaré qu'il n'est pas converti au communisme, mais qu'il est persuadé que des pays comme le nôtre ne peuvent se permettre d'ignorer des expériences aussi importantes que celles qui se passent dans les pays de l'Est européen.

Tout naturellement le président Dia a posé de nombreuses questions sur les impressions de son voyage. Il y a répondu fort bonne grâce insistant notamment, comme il le fit à son retour de Paris, sur le fait « qu'il n'est pas converti au communisme » mais affirmant sa conviction que des pays comme le nôtre ne peuvent se permettre d'ignorer des expériences aussi importantes que celles qui se passent dans les pays de l'Est européen. Voici d'ailleurs les questions qui lui furent posées et les réponses précises qu'il leur donna :

de Prix au Sénégal

Le Conseil National de l'U.P.S. se réunira

Un voyage passionnant

« Dans l'ensemble, je suis très satisfait de mon voyage. Une excellente impression, a déclaré le président Dia à la presse qui l'accueillait à son arrivée. C'est un voyage instructif, passionnant et très intéressant, et je suis aussi, très utile sur le plan

Fig. 2 retour d'URSS et des pays de l'Est de Mamadou Dia
Source : Dakar-Matin du 28 juin 1962.

diligence remarquable par les éléments de l'armée sénégalaise cantonnés à Bakel.

C'est Koungahy, village de 300 habitants environ, à 10 kms de Bakel qui a été si durement frappé. La tornade et l'orage ont allumé un violent incendie qui a ravagé 90 % des habitations. La brutalité de l'événement a surpris les habitants dans leurs cases au milieu de l'après-midi. Trente-huit personnes ont péri.

Le Dr Paul N'Diaye est allé aider le personnel hospitalier qui se trouve déjà sur les lieux. Les blessés sont soignés le plus rapidement possible vers Bakel et Dakar. Le ministre Cissé Dia est parti ce matin pour les lieux de la catastrophe.

Signature demain à Moscou des accords: commercial, culturel et d'assistance technique, sénégalo-russes



Le président Dia, M. Khrouchtchev et M. Gromyko au cours d'une réception à Moscou.

La délégation gouvernementale sénégalaise actuellement en visite officielle en U.R.S.S., sous la conduite de M. Mamadou Dia, signera avant son départ de Moscou, demain vendredi 15 un accord commercial, un accord culturel et une convention d'assistance technique avec l'U.R.S.S. a annoncé à la presse le président Dia, à l'issue d'une réception offerte hier soir à Mos-

tendait du développement de relations commerciales avec l'U.R.S.S. : « Nous essaierons de leur vendre nos produits, et sommes par ailleurs intéressés par l'acquisition de matériel soviétique d'équipement industriel. »

SENEGAL

Fig. 3 Signature d'un accord entre l'URSS et le Sénégal.

Source: Dakar-Matin du 14 juin 1962.

Ces comptes-rendus recueillis dans les notes diplomatiques françaises contrastent avec les impressions mentionnées plus haut du président Mamadou Dia.

Sur le plan de la politique intérieure, les répercussions du voyage sont observables en deux temps et avec des conséquences différentes. Dans l'immédiat, le compte-rendu de la délégation dirigée par le président du Conseil contribua à dissiper les inquiétudes des acteurs gouvernementaux et politiques. En effet, l'exposé fait par Mamadou Dia devant le Bureau politique de l'UPS, parti gouvernemental, et confirmé par Ousmane Ngom, homme de confiance du président de la République, a convaincu que le président Dia « n'a pas outrepassé les instructions reçues, et seules les méthodes propres à l'information dans les pays de l'Est doivent être incriminées⁴⁷ ». La publicité et l'opération de propagande menée par les dirigeants soviétiques autour de ce voyage, dont les résultats sont plus spectaculaires que concrets, semblent avoir déplu aux acteurs politiques proches des milieux capitalistes et nombreux au sein des instances du parti gouvernemental. Pour les accords culturels, le bureau politique du parti, suivant les propositions de Mamadou Dia, a décidé de « n'envoyer à l'Est que des militants UPS, convaincus, à l'exclusion des étudiants⁴⁸ ».

Si dans l'immédiat, le compte-rendu fait par le président du Conseil fut rassurant, il n'a pas pour autant freiné, dans le long terme, l'ardeur de ses adversaires politiques à stigmatiser sa politique économique et sa sympathie pour les expériences soviétiques et yougoslaves. En effet, ses contempteurs persistèrent à le présenter comme un « communiste », eu égard à sa politique de nationalisation et de socialisation de l'économie. Cette perception contribua à la dégradation des relations entre les partisans du président du Conseil et ceux du président de la République, avant de déboucher sur la crise politique et gouvernementale de décembre 1962, à l'issue de laquelle le premier est démis de ses fonctions. Ce fut la fin du régime parlementaire et la naissance de la deuxième République d'inspiration présidentielle.

Conclusion

Le voyage du président du Conseil Mamadou Dia constitue un cas d'étude intéressant pour comprendre la Guerre froide et ses enjeux géopolitiques en Afrique post-coloniale. Si elle a pris la forme d'un affrontement direct en Afrique centrale, notamment au Congo Léopoldville, tel ne fut pas le cas en Afrique de l'Ouest en général et au Sénégal en particulier. Dans ce dernier cas, la lutte d'influence entre l'Est et l'Ouest s'est traduite sous la forme d'une concurrence entre deux modèles de coopération en

47 DAM 349QO/48, Dossier général, 1961–1962 : voyages de M. Mamadou Dia dans les pays de l'Est, Dakar le 16 juillet 1962.

48 DAM, Premier ministre, note S.D.E. C.E, Voyage du présidentiel en URSS et dans les pays de l'Est, Dakar le 16 juillet 1962.

matière diplomatique et d'assistance économique, éducative et culturelle. Grâce au leadership de son président du Conseil, le Sénégal sauvegarda sa politique de dialogue, de non-alignement et d'ouverture vis-à-vis des deux blocs. Ni Khrouchtchev, ni le président français Charles de Gaulle n'ont infléchi leurs positions. D'une manière générale, le voyage effectué par le président Mamadou Dia n'était pas une nouveauté dans les relations Est-Ouest, mais il dévoile dans une certaine mesure une autre facette de la Guerre froide qui opposa les États-Unis et l'URSS. Le voyage de Dia s'est présenté comme une volonté de « rattraper » tout ce qui a préparé au cours de cette période non moins tumultueuse.

Sur le plan de la politique intérieure, le voyage du président du Conseil en URSS et dans les pays de l'Est eut des répercussions importantes et immédiates sur la vie et le fonctionnement du parti au pouvoir et du gouvernement. Les retombées économiques et diplomatiques positives obtenues au terme de ce périple firent de Mamadou Dia un partisan d'une politique prosoviétique, alors que Senghor représentait le bloc de l'Ouest et plus précisément les intérêts de la France. Tout compte fait, le voyage de Dia en URSS et dans les pays de l'Est constitua un tournant majeur dans la détérioration des relations entre les présidents Mamadou Dia et Léopold Sédar Senghor. Sous ce rapport, la crise politique qui opposa les deux têtes de l'exécutif sénégalais en décembre 1962 peut être appréhendée comme le prolongement des divergences apparues au sein de la classe politique et gouvernementale au moment de ce voyage dans les pays du bloc de l'Est.

Relation triangulaire France, Togo et RFA

Que retenir du jeu d'influence de la RFA et de la France au Togo, 1960–1966 ?

KODZO GOZO

Entre 1884 et 1960, le Togo a connu successivement une colonisation allemande et une domination française qui ont laissé certaines marques sur le pays. Après l'accession de celui-ci à l'indépendance fin avril 1960, la France et la RFA ont cherché, par diverses stratégies, à consolider leurs présences respectives.

Entre l'octroi d'appuis budgétaires et les politiques d'aides au développement, la promotion d'investissements surtout privés ou l'action d'une diplomatie culturelle, Paris et Bonn ont multiplié les initiatives pour s'assurer ou conserver une place de choix parmi les partenaires du pays. Aussi, tous ces apports en faveur du « développement » du Togo ont-ils éveillé l'impression d'une concurrence. De 1960 à 1966, tout porte à croire que ces deux États se sont livrés à une sorte de jeu d'influence(s) au Togo.

Ce jeu s'inscrit dans une asymétrie de puissances, qui mériterait qu'on prenne un tant soit peu en compte la RDA en tant qu'acteur parallèle, par rapport à son rôle d'alliée inconditionnelle aux côtés de l'URSS dans sa stratégie africaine. En contexte de Guerre froide, la RFA s'est présentée dans son approche du Togo comme la seule Allemagne, héritière de celle que l'on y a connu depuis le temps impérial. À ce titre, elle a veillé à éviter toute implantation est-allemande dans le pays. C'est cette dernière préoccupation qui fonde même son action à l'égard du Togo. Au même moment, elle devait tenir compte aussi de l'assise française dans ce pays.

La contribution vise à étudier ce jeu à trois, au travers d'un examen des tentatives d'influence germano-allemande dans le pays après 1960, et de certaines pratiques françaises destinées à se repositionner et à s'affirmer en tant que premier partenaire du pays au lendemain de l'indépendance. De même, elle entend mettre en lumière le rôle des dirigeants togolais, qui ont cherché, à un moment ou à un autre de l'évolution des relations avec ces puissances, à instrumentaliser à leur avantage les rivalités constatées entre celles-ci.

L'analyse s'appuie sur une étude de sources de natures différentes, entre archives diplomatiques et archives de presse, et issues des trois pays concernés : archives diplomatiques allemandes conservées aux Archives politiques de l'*Auswärtiges Amt*, archives diplomatiques françaises conservées au Centre des archives diplomatiques de Nantes, et archives de la presse togolaise, en particulier des éditions de *Togo-Presse*, l'organe de presse gouvernemental togolais². Elle tient compte du contexte international, marqué entre autres par la redéfinition des liens européen-africains après 1960, par des conflits idéologiques de Guerre froide, mais aussi par les évolutions intervenues sur la scène politique intérieure togolaise, témoignant des différentes échelles investies par la relation trilatérale mise à l'étude.

L'accession du Togo à l'indépendance et la redéfinition des relations avec les anciennes puissances coloniales

L'évolution politique du Togo après la victoire des Alliés en Europe en 1945, et surtout après les élections devant permettre au pays d'intégrer pleinement l'Union Française en déléguant un député en métropole, a, d'une manière ou d'une autre, dessiné l'avenir qui allait être le sien. Avec le Cameroun, le territoire alors sous tutelle empruntait une voie particulière parmi les possessions françaises. 1958 a d'ailleurs été une année charnière dans le développement l'amenant vers l'indépendance. En ce sens, Sylvanus Olympio, le premier ministre togolais d'alors, fait tout pour entretenir de bonnes relations avec la puissance tutélaire. Il sait qu'il devait compter sur son aide. Il met donc en œuvre entre 1958 et 1960 une politique d'entente « cordiale » avec la France.

Décolonisation au Togo : quelles relations avec la France après l'indépendance ?

Les négociations pour la redéfinition des relations entre la France et le Togo débutent entre 1958 et 1960. Ces relations allaient être régies par divers accords de coopération, économique et financière. « Une fois ce processus en bonne route, Olympio s'empresse de définir avec la France une nouvelle convention monétaire », note Guia Migani³. Paris répond cependant par la négative. Elle programme en fait les négociations

1 Conservées à Berlin, elles rassemblent les archives diplomatiques ouest-allemandes en plus de la documentation laissée par le ministère des affaires extérieures de la RDA (*Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten der DDR, MfAA*).

2 Elles sont conservées au service des périodiques à la Direction de la Bibliothèque et des Archives Nationales du Togo (DBAN), Lomé.

3 Guia Migani, « La CEE ou la France, l'impossible choix de Sylvanus Olympio, président du Togo », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 77, 2005, « Europe et Afrique au tournant des indépendances », pp. 25-31.

sur la monnaie pour la phase post-indépendance, mais s'est fait l'idée de garder le Togo dans la zone franc et dans l'Union douanière des pays de l'Afrique de l'Ouest.

Olympio s'est ensuite montré favorable à la dernière idée et aurait accepté les règles de cette zone monétaire, applicables aux Territoires d'Outre-mer (TOM). Il n'a demandé toutefois qu'une seule dérogation : il veut que le Togo ait le pouvoir de négocier et de conclure des accords commerciaux avec les pays étrangers. Jusqu'en mars 1960, soit un mois avant l'indépendance du Togo, les pays ne s'entendent pas sur un accord. Le gouvernement togolais trouve toutefois un compromis avec la France sur la question monétaire : le Togo accepte de rester dans la zone franc, et Paris lui concède de son côté la possibilité de disposer d'un institut national d'émission.

Sur un autre plan, la France entend contrôler les relations qu'allait entretenir le Togo, qui évoluait plus ou moins en marge des TOM, avec Bruxelles, dans le cadre de son association au marché commun européen. Dans le même temps, le pays semble investir, par le biais du FAC (Fonds d'Aide et de Coopération) d'énormes fonds dans des projets culturels au Togo⁴ ; des fonds qui furent apparemment détournés. Ces projets entrent dans le cadre de la diplomatie culturelle française⁵.

Selon S. Olympio, l'appui budgétaire accordée par la France au Togo à partir de 1953 a été un « artifice », surtout celui pour l'année 1959, l'année précédant l'indépendance du pays. Il pense que cette aide, qui équivaut au tiers du budget mobilisé par le Togo lui-même alors (2,5 milliards de Francs), était inutile. « En outre, il n'a pas été possible de déterminer dans tous les cas où l'argent est passé⁶. » Il déplorait l'absence de traçabilité des dépenses. Au sein des milieux gouvernementaux togolais, l'on avait l'impression que ces fonds étaient utilisés à d'autres fins. Ces fonds ont-ils servi, par voie détournée, à la mise en place des projets culturels mentionnés précédemment ?

La documentation ne permet pas de répondre avec précision à cette question. Mais cette forme d'aide constitue une méthode de prise d'influence sur la planification économique du Togo. Il semble que cela était une méthode prisée par Paris dans l'entretien de relations avec ses anciennes colonies. D'après le ministre togolais des affaires

4 Sur le fonctionnement du FAC, voir : *La Documentation Française*, n° 2706 d'octobre 1960, « La République du Togo », pp. 34–35.

5 Il s'agit ici d'utiliser ces projets culturels, entre autres initiatives, comme des vecteurs d'une politique d'image au Togo. La France avait une certaine expérience en la matière. Selon Jean-Claude Allain et Robert Frank, c'est précisément la France, qui, redoutant un déclassement, était la première à comprendre, très tôt, l'importance de l'utilisation de sa « culture comme moyen d'influence, dans le développement d'une politique culturelle extérieure ». Cf. Jean-Claude Allain et Robert Frank, « Les composantes de la puissance », in Robert Frank (dir.), *Pour une histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012, pp. 139–167, ici p. 159.

6 Cf. Rapport n° 214/59 de l'ambassadeur de la RFA à Accra, « Vier Tage in Togo », le 16 mai 1959, p. 3. Archives Politiques de l'*Auswärtiges Amt* (PA AA), B 34, Bd. 188, Staat, Innenpolitik und allgemeine politische Angelegenheiten, bilaterale politische Beziehungen (1960).

économiques et des finances de l'époque, Hospice Coco, ce type d'aide française (appui budgétaire) permettait aux États de la zone franc de couvrir à plus des deux-tiers leur budget respectif, ce qui fait penser à une sorte de pratique généralisée⁷.

Au cours d'un entretien qu'il a avec Carl Stein, l'ambassadeur ouest-allemand en poste à Accra, de passage à Lomé en mai 1959, Olympio s'offusque de cette pratique de détournement présumé de fonds, et n'hésite pas à moquer la générosité apparente de la France qui se serait bien gardée de concrétiser la mise en place du Service du contrôle financier, pourtant promise⁸. Cette réaction fait office de critique, témoignant d'un début de revirement stratégique du dirigeant togolais.

Une fois son pays indépendant, et fort de son expérience de *trader* à *United Africa Company* (UAC), Olympio se montre bien résolu à ne pas définir une politique commerciale commune avec l'ancienne puissance coloniale⁹, entre autres points d'achoppement des négociations de coopération qu'il mène avec la France. Il confie sans ambages à Alexander Török, l'ambassadeur ouest-allemand au Togo, n'avoir accepté aucune avance des Français qu'il connaîtrait trop bien¹⁰.

En fait, si le gouvernement Olympio réagissait ainsi, c'est qu'il entendait mener une politique de « porte ouverte » – loin de toute relation privilégiée avec une quelconque ancienne puissance coloniale, relation pouvant saper l'indépendance acquise. Et en ce qui concerne les deux puissances colonisatrices que le Togo a connu entre 1884 et 1960, Olympio déclare le 27 avril 1960 que le pays ne gardait aucun « ressentiment » envers celles-ci. Son gouvernement, et avec lui les Togolais, n'éprouveraient « que de la reconnaissance envers les puissances qui ont administré » les « affaires » togolaises. Il loue autant les présences allemande que française comme étant décisives pour la *Nation Building* dans son pays. C'est donc sur fond de reconnaissance d'un prétendu « travail considérable » abattu trente ans durant par le *Reich*, par exemple, que la RFA allait nouer des liens avec le pays. Ceci est en revanche présenté comme un retour de l'Allemagne au Togo. La RDA envoie également dans le cadre d'une *Visiting and Travelling Diplomacy*¹¹ des missions pour établir des relations avec le pays.

7 PA AA, B 34, Bd. 285, Bilaterale Beziehungen zwischen Togo und der BRD, 1961.

8 Voir le rapport n° 214/59 de l'ambassade de la RFA Accra, « Vier Tage in Togo », *op. cit.*

9 Cf. rapport n° 185/60 de l'ambassade de la RFA Lomé en date du 5 mai 1960, « Außenpolitik Togos », p. 3, dans *ibid.*, B 34, Bd. 34, Politische Beziehungen der BRD zu den französischen Ländern.

10 *Ibid.*

11 Cf. entre autres le Texte de l'intervention du Représentant Permanent ouest-allemand auprès de l'OTAN, Bruxelles, « Report on the situation in Africa », le 7 novembre 1979. Archives diplomatiques de Nantes (CADN), 105PO/1/90, carton 122, dossier « RDA/DAM (1976-1980) ».

Approches allemandes pour un « retour » au Togo

Le discours « cordial » du premier ministre togolais ne doit pas occulter le climat de méfiance régnant alors entre la France et le Togo. Il a peut-être même été l'une des raisons qui ont poussé le premier ministre togolais à adresser, à partir de mars 1959, des invitations répétées à la RFA pour qu'elle installe une représentation diplomatique à Lomé. Car dès janvier 1960 le consul dépêché par la RFA remarque :

« Les relations [du Togo] avec la France se sont fondamentalement normalisées. Avec le temps, cependant, le désir togolais à plus de liberté économique pourrait conduire à certaines tensions entre les deux États¹². »

En d'autres termes, la diplomatie ouest-allemande savait alors sur quel terrain elle allait évoluer, voyant l'état des relations franco-togolaises. Contrairement à la France qui a décidé de préserver son influence tant politique, économique que culturelle au Togo, la RFA a choisi d'y initier une action fondée sur la mise en valeur de la mémoire. Les diplomates ouest-allemands ont conscience de la place « positive » du passé du *Reich* dans les interactions à conduire à l'égard du Togo. Ils se font une idée de comment composer avec ce qu'ils appellent la « tradition » allemande au Togo.

Déjà, dans les instructions de service adressées au premier ambassadeur de la RFA devant occuper le nouveau poste de Lomé, il lui est signifié « d'adjoindre l'image du *Reich* que le Togo connaissait à celle de la République fédérale libre¹³ », et de toujours sensibiliser les Togolais sur les problèmes inhérents à la division allemande. Cette dernière est imputée à l'URSS qui soutenait alors le « régime de Pankow ». La concurrence interallemande battait effectivement son plein et l'approche africaine ouest-allemande était généralement fondée sur l'aide au développement, subordonnée à la doctrine Hallstein.

Le marché togolais n'étant pas assez attractif – ses courants sont dirigés, depuis plus d'une quarantaine d'années, presque exclusivement vers l'ancienne métropole française – on ne peut se leurrer quant aux efforts de Bonn à l'égard du Togo. Selon Henri-Francis Mazoyer, ambassadeur français au Togo, si les Allemands de l'Ouest ont cherché à reprendre pied dans le pays, une fois indépendant, c'est à cause de certaines préoccupations politiques. Au Togo, comme en Guinée, soutient-t-il,

Dès que ce pays eût voté « non » au référendum de 1958, comme dans tous les pays nouvellement indépendants d'Afrique, la République Fédérale a voulu devancer la République

12 Rapport n° 17/60 du 15 janvier 1960 du consulat ouest-allemand Lomé. PA AA, B 34, Bd. 35, Politische Beziehungen der BRD zu französischen Besitzungen in Afrika (hier auch : Überreichung Beglaubigungsschreiben).

13 Sur l'importance de la mobilisation et de l'entretien de l'image de l'Autre dans les relations germano-togolaises, voir la thèse en préparation de Kodzo Gozo, « Les ambivalences des relations germano-togolaises : entre mémoire, intérêts et relations d'égaux », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / Université Humboldt de Berlin.

Démocratique. Sachant que les peuples, comme les individus, ne sont sensibles qu'à l'intérêt, elle propose ses services et elle fait des offres alléchantes que lui permettent et son développement industriel et sa situation financière florissante. Ce faisant, elle espère [...] empêcher Pankow de nouer des relations diplomatiques avec les pays africains. Elle a réussi au Togo¹⁴.

Évidemment, Bonn a réussi, car le régime socialiste est-allemand ne put s'établir au Togo que bien des années plus tard¹⁵. Toutefois, lorsque que la RDA décide d'entreprendre à nouveau de s'implanter au Togo, puisqu'il n'a pas trouvé la faveur de S. Olympio en 1960, elle a essayé de s'appropriier la même « tradition » germanophile liée à la « colonisation modèle » allemande¹⁶. La diplomatie française a observé avec intérêt le parcours est-allemand vers le Togo.

Si cette dernière scrute toutes ces stratégies de « réinstallation allemande », c'est que ces stratégies l'ont inquiétée. On pourrait même dire, sans trop exagérer, qu'elle était anxieuse – comme l'étaient les Américains qui ont présagé dès 1960 un « retour en force » des Allemands en Afrique, en prenant le Togo comme point d'entrée¹⁷. Aussi, les différents pouvoirs qui se succèdent au Togo ont su jouer sur les atouts de ces partenaires, cherchant à augmenter leurs influences dans leur pays en fonction des intérêts togolais.

Jeu de pouvoirs et jeu d'influences étrangères au Togo (1960–1966)

Les stratégies des acteurs comptant nouer des relations avec le Togo sont empreintes d'un certain pragmatisme. Préoccupations politiques pour les uns, recherche d'intérêts économiques, ou encore diplomatie culturelle d'influence pour les autres, en constituent le menu. Il a été aussi question d'échelles : nationale, européenne, mais aussi mondiale, avec la question de la Guerre froide. L'analyse entend montrer, com-

14 Rapport de l'ambassadeur Mazoyer au Premier Ministre de la République Française, le 14 avril 1961, p. 5, dans CADN, 105PO/1/160, dossier « Relations germano-togolaises (1962–1963) ».

15 La RDA a tenté, dans le contexte de l'accession du Togo à l'indépendance, de nouer des relations au niveau diplomatique avec le pays et a envoyé trois missions auprès de S. Olympio à cet effet. Elle entendait jouer ainsi son rôle d'alliée sûre de Moscou dans la division de travail apparue dans le Bloc soviétique. Cf. les précisions de Kodzo Gozo, « Les ambivalences des relations germano-togolaises », *op. cit.*

16 Voir le Rapport 133/79 du 22 octobre 1979 de l'ambassade de la RDA à Accra, dans PA AA, MfAA ZR 1389/81, « Akkreditierung DDR-Botschafter in Togo. 1978 », p. 3. L'inclinaison est-allemande habituelle à critiquer le colonialisme et l'impérialisme allemand n'a pas primé sur le rôle dévolu à la RDA dans le camp soviétique, même dans les années qui ont suivi les indépendances africaines.

17 « There are dozens of Indications [...] that point to Germany's intention to make the little West African State the focal point of a drive to win friends and business throughout the Gulf of Guinea » relèvent les renseignements américains. Cf. Rapport de George H. Pipal, 16 avril 1960, dans PA AA, B 34, Bd. 34, *op. cit.*

ment un jeu de pouvoirs au Togo a drainé, et canalisé, entre 1960 et 1966, la volonté d'élargissement des influences de ces anciennes puissances coloniales du pays. En ce sens, l'examen de la politique d'aide au développement, mise en œuvre par ces pays, est privilégié, car celle-ci est censée être au service d'une certaine politique de puissance et de modernisation socio-économique.

Diversifier les influences étrangères pour développer le Togo
grâce à l'économie : les priorités de Sylvanus Olympio

Au début des années 1960, S. Olympio n'était préoccupé que par une seule chose : résoudre les problèmes économiques de son pays et financer son développement. En plus d'efforts d'attraction de diverses aides étrangères, il est particulièrement soucieux des relations commerciales avec la France, mais aussi avec l'espace commun européen. Il choisit donc d'impulser pour son pays une politique qui ne tient pas compte des divergences idéologiques mondiales, mais qui ne s'appuie pas non plus sur des relations bilatérales trop étroites de type néo-colonial. Pour ces raisons, il apprécie particulièrement l'assistance de l'ONU, du fait de son caractère « apolitique ».

Il entendait également profiter des avantages qu'offraient les liaisons de son pays avec la Communauté économique européenne (CEE), mais loin de toute emprise française. Une vingtaine de jours après les négociations faites avec la France fin mars 1960, Olympio écrit une lettre à Walter Hallstein, le président de la Commission européenne, demandant à entretenir des liens directs avec la CEE, précisément dans le cadre d'une association qui « n'implique aucun engagement spécial à titre individuel avec les États membres de la CEE¹⁸ ». Indirectement, le dirigeant togolais faisait allusion à la France. Le Togo voulait avoir son propre représentant auprès de Bruxelles¹⁹.

Il est très intéressant de constater qu'avant même cette demande, Olympio a pris une autre mesure, devant lui permettre d'avoir une certaine liberté d'action. Dès janvier 1960, il a contacté les Allemands de l'Ouest pour l'envoi d'un conseiller économique²⁰ – alors même que les négociations avec Paris n'avaient pas connu d'évolutions, notamment sur les questions financières. Toujours au titre de la coopération bilatérale, il signe avec la RFA un accord-cadre de coopération économique et technique en juillet 1960, à peine trois mois après l'accession du Togo à la souveraineté nationale²¹.

18 Guia Migani, « La CEE ou la France » *art. citée*.

19 Ce qui lui a été concédé le 2 mars 1961.

20 Voir *infra*.

21 Trois jours après la signature de cet accord, la France adresse un « Aide-Mémoire » au premier ministre togolais pour lui rappeler la nécessité de la consulter d'abord avant toute négociation avec les Allemands de l'Ouest, ce qu'Olympio considéra comme un « affront ». Voir l'aide-mémoire du 23 juillet 1960 dans PA AA, B 34, Bd. 190, Politische Beziehungen zu dritten Staaten (1960).

Il convient de même de retenir que le dirigeant togolais cherchait à attirer, grâce à une diplomatie économique, des investisseurs, dont les Allemands de l'Ouest, avec lesquels il pouvait conclure un accord de garantie et de protection des investissements privés. Au même moment, Bonn multiplie des efforts pour faire du Togo une « vitrine de l'aide économique allemande ». Paris, quant à elle, semble ne plus avoir bonne presse au Togo. L'invitation du président togolais à effectuer une visite officielle en RFA en mai 1961, séjour à l'issue duquel il passe officieusement à l'Élysée sur le chemin retour, vient confirmer cette mise en concurrence franco-allemande.

En effet, si cette invitation permet à Bonn de lancer, grâce à la présence d'Olympio, un message de soutien et un signe d'encouragement pour l'indépendance des nouveaux États africains, ce dernier allait en RFA pour nouer des contacts afin que les investissements privés ouest-allemands tant désirés puissent affluer vers le pays²². L'accord sur la garantie des investissements privés ouest-allemands, dont le processus de négociation allait servir de modèle aux autres États indépendants, n'avait pas tenu toutes ses promesses.

Il allait aussi plaider auprès de ses hôtes en faveur de l'approbation du financement du projet du Port Autonome de Lomé, entre autres projets soumis à l'assistance de la RFA depuis quelques temps. Au regard de ces évolutions, on ne peut que rappeler un constat bien pertinent posé par Roland de Margerie, ambassadeur de France près la RFA, et qui se résume de façon suivante :

Le Togo [ancienne < colonie-modèle > du *Reich*] n'allait-il pas devenir le < pays sous-développé modèle > [...] ?²³.

À Lomé, Mazoyer se montre consterné par un « envahissement allemand » comme le montre ce rapport envoyé à Paris : « Les activités allemandes ont paru débordantes au début et donner l'impression qu'elles allaient largement entamer notre influence. Nos compatriotes en étaient impressionnés et inquiets²⁴. » Comptant au tout début la RFA parmi les soi-disant « nouveaux venus », ces Français vont vite s'inquiéter face « aux percées allemandes ». La position influente acquise entre-temps par le conseiller aux affaires économiques ouest-allemand auprès à la fois d'Hospice Coco et de Sylvanus Olympio a posé bien des réflexions, surtout dans les milieux diplomatiques et des finances.

22 Jusqu'alors, la réalisation la plus spectaculaire effectuée par les Allemands était la création d'un centre culturel à Lomé qui attire des foules de Togolais désireux d'apprendre la langue allemande !

23 Télégramme n° 334-41 du 14 janvier 1963 de l'ambassade de France à Bonn. CADN, 105PO/1/160, dossier « 1962-1963, AL 9, n° 2, TOGO. Lomé – Indépendance 27.4.1960. Relations avec l'Allemagne Fédérale. 1.11.62. RFA + DDR ».

24 Rapport de l'ambassadeur Mazoyer au Premier Ministre de la République Française, *op. cit.*, p. 8.

La place de l'expertise allemande dans le développement économique du Togo

Nanti d'un double doctorat et d'une certaine expertise internationale, l'économiste ouest-allemand Erwin von Mann a occupé une position stratégique dans le dispositif devant permettre au Togo de parvenir à une véritable indépendance économique, selon la vision d'Olympio. Pour les Allemands de l'Ouest, son envoi à Lomé présente une belle occasion « d'influencer la politique économique et avec elle toute la politique de cet État » en leur sens²⁵. Présenté comme un « oiseau rare », cet expert occupait une position délicate.

Il est effectivement appelé à rassembler les éléments de base, indispensables à l'élaboration d'un plan de développement économique et social du pays²⁶. Le Professeur von Mann intervient même sur des dossiers sensibles. Il élabore des propositions de réforme des relations monétaires entre le Togo et la France. Aussi, il est le conseiller qui accompagne le ministre togolais des Affaires économiques aux négociations franco-togolaises précédemment évoquées. Celles-ci doivent permettre de parvenir à un accord entre autres sur les différends monétaires. Par conséquent, son activité à Lomé est bien observée par certains milieux français.

Les réactions françaises face aux travaux du Professeur von Mann

Le représentant de la France auprès de la CEE écrit au sujet de l'expert ouest-allemand en septembre 1960 :

La place qu'occupe M. von Mann à Lomé mérite, en raison de la nationalité de ce conseiller, d'être prise en considération. [...] il conviendra de prendre garde aux influences qui pourraient être exercées de Bonn par son intermédiaire au cours des négociations à venir²⁷.

De son côté, le directeur local de la BCEAO (Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest), à la suite d'un entretien avec von Mann en octobre 1961, attire l'attention de Paris sur la possible intervention de Bonn – en soutien au Togo – au cas où les négociations franco-togolaises n'aboutiraient pas.

25 Dépêche de Török, le 26 janvier 1960, « Bereitstellung eines Volkswirtschaftsexperten für Togo », pp. 1–2. PA AA, B 68, Bd. 136.

26 Lettre n° 93/ME-AE du ministère des affaires étrangères de la République Togolaise à l'*Auswärtiges Amt*, le 17 octobre 1962. *Ibid.*

27 Archives du ministère des affaires étrangères français, service de coopération économique, (CEE-Euratom), dossier 723, lettre du représentant permanent de la France auprès des Communautés européennes, 22 septembre 1960, cité dans G. Migani, « La CEE ou la France » *art. cité*.

Effectivement, von Mann aurait promis en interne à Olympio un soutien ouest-allemand sur la question monétaire²⁸. Mais Bonn se montre d'abord très hésitante. S'il est difficile de prouver que les Français ont été au courant de cette dernière information, il faut quand même constater que Mazoyer accuse von Mann et Török d'entretenir d'« illusions » le Togo au sujet de l'aide que la RFA était en mesure de lui accorder. Török agirait, selon lui, avec « zèle » pour donner une position prééminente à la RFA, lorsque la France allait rencontrer trop de réticences de la part des autorités du pays²⁹.

Or, l'action menée par ce dernier était pensée aller dans un sens privilégiant les intérêts du bloc capitaliste, vu le contexte de Guerre froide. Mais cela ne contribua pas de prime abord à dissiper les suspicions de Mazoyer. Même malgré les « bons offices » ouest-allemands³⁰ antérieurs aux négociations de juin 1962, on a continué à redouter une ingérence de Bonn dans les relations franco-togolaises, vue l'influence acquise entre-temps par von Mann aux côtés d'Hospice Coco et d'Olympio.

La connaissance de la position qu'allait adopter les représentants du Togo – affaiblissant du coup les marges de négociations de ceux-ci – n'a pas empêché Paris de continuer à suspecter Bonn. Elle avait pour ce faire d'autres raisons : le projet du Port de Lomé, dont le financement et la construction allaient être assurés par la RFA, n'était pas de son goût, ni d'ailleurs de celui de son voisin ghanéen Kwame Nkrumah³¹.

Les activités allemandes ont constitué, selon les termes de notes diplomatiques françaises, une « bousculade » pour les Français, leur imposant une « pause forcée ». Que s'est-il passé, une fois le Togo revenu dans le « pré carré » français après janvier 1963 ?

Le régime Grunitzky : jouer sur les atouts des Français et des Allemands ?

Le coup d'État de janvier 1963 au Togo a semblé marquer un arrêt aux relations nouées par la RFA avec le pays. L'ambassade de la RFA à Lomé a remarqué bien des années plus tard que les origines du putsch et du changement de régime seraient liées à de

28 Rapport n° 999/62 de l'ambassade de la RFA à Lomé, « Technische Hilfe für Togo ». PA AA, B 68, Bd. 136, *op. cit.*

29 Dépêche n° 20. 028 du 18 mai 1961 de Mazoyer, cité dans son rapport n° 244/DAM, A/S : Fin de la Mission de l'Ambassadeur d'ALLEMAGNE, p. 3. CADN, 105PO/1/160, 1962 1963 AL 9, n° 2, TOGO, *op. cit.*

30 Hans Hermann Kahle, un fonctionnaire de l'*Auswärtiges Amt*, a informé par l'avance l'ambassade de France à Bonn sur la position très « dure » qu'allait adopter la délégation togolaise à la négociation financière du 26 juin 1962. Il informait son interlocuteur français que les Togolais étaient bien décidés à rompre la négociation « pour chercher ailleurs », au cas où ils ne pouvaient obtenir gain de cause à Paris. Cf. Télégramme départ n° 2940-44 du 22 juin 1962 de Courson « À communiquer au Ministère des Finances ». *Ibid.*

31 La France a offert le port de Cotonou au Dahomey et espérait voir le Togo voisin l'utiliser au lieu d'une nouvelle construction. Taxée de « cadeau allemand », celle-ci allait par le même entamer l'attractivité du port de Téma. Ce qui place ledit projet au cœur de rivalités sous-régionales, soit à une autre échelle des relations étudiées.

prétendues tendances germanophiles du gouvernement togolais, et non à une faible « affinité française » d'Olympio³².

Au-delà de la désolation créée par la mort du président et des réflexions sur l'avenir du Togo³³ se sont aussi posées des difficultés de reconnaissance du nouveau gouvernement du pays, vus les développements politiques apparus dans toute l'Afrique de l'Ouest³⁴. Si l'on accusait Nicolas Grunitzky, le nouveau président, d'être avant tout francophile³⁵, on avait aussi certaines inquiétudes par rapport à une possible volte-face togolaise ; le risque de voir le nouveau régime se tourner vers la RDA était grand.

Effectivement, ce gouvernement a essayé de s'ouvrir à la RDA en 1963, et il a envisagé, dans son souci d'entretenir des relations avec les deux Républiques allemandes, de nouer des contacts d'ordre économique avec elle³⁶, mais cette initiative ne semble pas avoir eu de suites. À la suite de la reconnaissance par la France et par la RFA du gouvernement Grunitzky, les relations entre celles-ci à propos du Togo ont repris leur cours, mais dans un esprit de méfiance.

Les relations franco-ouest-allemandes au Togo

La nouvelle situation politique au Togo a semblé profiter à la présence française, d'un point de vue ouest-allemand. Avec appréhension, l'ambassade de la RFA à Lomé note une ouverture subite opérée par les officiels français par rapport aux sujets relatifs au Togo. Elle constate que : « La situation actuelle est en quelque sorte trop belle pour être vraie, sinon pour pouvoir durer³⁷. » Ce qui lui pose particulièrement problème, c'est l'appréciation faite par l'ambassade de France à Lomé de la situation d'alors qu'elle jugeait comme tout à fait ordinaire. Elle constate l'intérêt soudain accordé par la même représentation française au projet du Port de Lomé, le plus important projet

32 Cf. rapport n° 528/85 du 8 août 1985, « Togos Beziehungen zu F und D », p. 2. PA AA, B 34, ZW 141020, Togo (1984-1985).

33 L'ambassade de France Bonn a longuement observé les réactions au sein de la Présidence fédérale ouest-allemande et de l'*Auswärtiges Amt*, après le putsch. Voir entre autres les télégrammes n° 1636-43 du 28 février 1963 et celui n° 3293-95 envoyé le 9 mai 1963 de cette ambassade. CADN, 105PO/1/160, 1962 1963 AL 9, n° 2, TOGO, *op. cit.*

34 On a assisté entre autres à des formations de groupes d'États, les uns autour du Nigéria, qui se montraient fidèles à la mémoire du président défunt et pour les autres, un groupe mobilisé apparemment par la France autour du projet de l'UAM (Union Africaine et Malgache) qui soutiendrait le nouveau gouvernement piloté par N. Grunitzky.

35 Voir le rapport n° 207/63 du 25 mars 1963 de l'ambassade de la RFA à Lomé, « Politische Entwicklung Togos », p. 2. PA AA, B 34, Bd. 446, Togo 90. 39 Innenpolitik. Gewerkschaften (1963).

36 Dépêche du 13 juin 1963 de la délégation commerciale de la RDA au Ghana au ministère est-allemand des affaires étrangères, « Togo ». *Ibid.*, M1, Bd. 7400, Beziehungen auf außenpolitischem Gebiet sowie auf dem Gebiet des Hoch- und Fachschulwesens, der Volksbildung und des Sports zwischen der DDR und Togo (1962-1968).

37 Rapport n° 207/63 du 25 mars 1963, « Politische Entwicklung Togos », p. 4. *Ibid.*, B 34, Bd. 446.

de l'assistance ouest-allemande au Togo, qu'elle voudrait voir vite aboutir. De plus, les coopérateurs français traiteraient leurs collègues ouest-allemands avec une attention particulière, dans un véritable esprit d'amitié et de coopération entre Européens.

Toujours est-il que le nouveau gouvernement togolais signe, le 9 juillet 1963, l'accord de financement du Port avec le gouvernement ouest-allemand. Le jour suivant, il réussit de même à conclure les accords de coopération avec la France. Celle-ci et la RFA aident même le Togo à mettre sur pied son plan de développement national. Le fameux plan quinquennal a été élaboré par les instituts SEDES (Société d'études pour le développement économique et social) de Paris et IFO (*Institut für Wirtschaftsforschung*, Institut de recherche économique) de Munich, avec un financement de la CEE.

Mais, comme le relate l'ambassadeur Karl-Gerhard Seeliger, qui dit être l'un des instigateurs de l'initiative, « malheureusement le plan est très marqué par la SEDES et les fonctionnaires compétents de la France auprès de la CEE, et dans une moindre envergure par l'IFO ou nous [Allemands]³⁸. » Achievé en fin d'année 1966, il a toutefois constitué un véritable instrument de gouvernance économique du Togo, dans la mesure où l'élaboration de ce plan a été suivie d'autres, au point où le pays connut, jusqu'en 1985, au total quatre plans.

Mais cette impression de « coopération » entre Français et Allemands en faveur du Togo n'était que de nature ponctuelle. En novembre 1964, alors que le président Grunitzky était en visite officielle à Bonn, le président ouest-allemand Heinrich Lübke lui fit part de rumeurs autour d'une certaine « friction » entre Allemands et Français au Togo³⁹. Les propos de Lübke ont surpris son interlocuteur. Or, l'année suivante, la réalisation d'un projet de l'assistance ouest-allemande dans un secteur sensible de la vie publique au Togo, celui de l'information, met rapidement au jour certaines rivalités franco-allemandes au Togo.

L'analyse examine précisément le jeu d'influences que celles-ci ont généré dans le pays, à l'aune de l'étude de projets d'assistance technique, impliquant des experts ouest-allemands et français.

38 Rapport n° 1109/66 du 15 décembre 1966, « Überprüfung der Ergebnisse unserer Entwicklungshilfe », p. 2. *Ibid.*, B 58, Bd. 857, Togo, Allgemein (1.11.1963–31.12.1966).

39 Cf. compte-rendu en date du 17 novembre 1964 d'une rencontre entre le président Grunitzky et le Secrétaire d'État aux affaires étrangères, Prof. Carstens, le 9 novembre 1964, p. 1. *Ibid.*, B 34, Bd. 537, Togo Gesamtberichte 1964 (1. Januar 1964 – Dezember 1964).

Aide ouest-allemande dans le secteur de l'information, réactions françaises

Après l'indépendance du Togo, son gouvernement reçoit une aide considérable de l'assistance ouest-allemande. Celle-ci accepte de financer, à partir de février 1962, la suite d'un projet de construction d'une imprimerie nationale dans le pays, entamé plus tôt par son gouvernement, et contribue à équiper la Radiodiffusion togolaise. Ainsi, Bonn envoie-t-il pendant plusieurs années des experts et fournit des machines à l'imprimerie qui édite *Togo-Presse* depuis le 27 avril 1962. Elle dote également *Radio-Togo* d'une station émettrice comprenant un émetteur TSF de 100 KW et un studio qu'elle inaugure en octobre 1964. Les Allemands détachent aussi un ingénieur d'émission à Lomé pour le suivi du projet. Le projet finance la formation de deux radio-techniciens togolais en RFA. Ceux-ci assistent l'expert ouest-allemand dans ses tâches.

Il faut noter que le projet renoue avec l'action allemande dans le domaine des télécommunications avant la Première Guerre mondiale. La firme Telefunken, qui a pourvu l'émetteur et s'est chargée de son installation, a bien fait de le souligner dans ses correspondances avec l'Office de presse et de l'information du gouvernement fédéral ouest-allemand⁴⁰, chargé de la mise en œuvre du projet, de concert avec l'*Auswärtiges Amt*. Avant la Guerre, le *Reich* avait fait installer, hormis la puissante station transcontinentale de Kamina (localité située au centre du Togo), un centre émetteur de télécommunications près de Lomé, sur la côte atlantique. L'organe de presse du gouvernement togolais n'a pas manqué de rappeler ces actions et de souligner l'importance du dernier centre, qui a d'ailleurs été reconstruit pour abriter les installations du nouvel émetteur de *Radio-Togo*⁴¹.

Mais au-delà de ce rapport au passé, le projet constitue en même temps un projet novateur. À sa création dans les années 1950, la dernière radio disposait d'un émetteur de 200 W qui a été remplacé par un autre de 1 KW, onde moyenne. À celui-ci se sont ajoutés un émetteur de 4 KW et un autre de 1 KW, exploitables tous deux sur ondes tropicales, renseigne la presse gouvernementale⁴². On comprend dès lors que la mise en service du nouvel émetteur 100 KW allait permettre à la RFA d'inaugurer une initiative pionnière sur le continent africain. On peut même dire qu'elle est conforme aux pratiques de l'assistance ouest-allemande, qui accorde dès ses débuts une préférence marquée à des projets pilotes, aux influences certaines.

40 Cf. entre autres, la lettre du 4 décembre 1961. *Ibid.*, B 68, Bd. 174, Togo Projekte der Technischen Hilfe (1960–1963).

41 *Togo-Presse* du samedi 18 janvier 1964, p. 4.

42 *Togo-Presse* du lundi 27 avril 1964, p. 10.

L'envoi d'un conseiller programme à la radio nationale togolaise et les possibilités d'influence ouest-allemande

Les demandes d'envoi d'un conseiller programme, censé accompagner l'octroi de l'émetteur, ont été exprimées par le gouvernement togolais et les autorités compétentes de la radio à différentes reprises⁴³. Le gouvernement togolais accordait alors une certaine attention à cette radio, pour son rôle dans le développement du pays. Avec le nouvel émetteur, elle allait même devenir un objet de rayonnement sous-régional⁴⁴. Car Olympio, alors encore président, le présentait aux Allemands de l'Ouest comme devant aider à faire entendre dans la région, jusqu'ici habituée aux « voix extrêmes » de Sékou Touré et de Kwame Nkrumah, des voix plus modérées⁴⁵. Le gouvernement dépense dès lors une somme de 75 millions de Francs CFA pour l'exécution du projet, alors que la RFA fournit 180 millions de Francs CFA (3 millions de DM)⁴⁶.

Le projet, tel qu'il est conçu par les Allemands de l'Ouest, est censé permettre à la RFA d'exercer son influence sur la formation de l'opinion publique au Togo, bref dans tout le domaine de l'information où elle aidait également l'organe de presse nationale. Le placement du conseiller programme est entrevu par certains comme un moyen idéal pour atteindre ces objectifs⁴⁷. Ceci d'autant plus que les diplomates ouest-allemands à Lomé observaient dans ce secteur certaines soi-disant « tendances de gauche⁴⁸ ». De façon intéressante, le président Grunitzky renouvelle la demande de l'envoi du conseiller programme lors de l'inauguration de l'émetteur.

Grunitzky présentait l'émetteur comme devant participer à une campagne de sensibilisation, doublée d'une diplomatie publique, censée être élargie aux pays ouest-africains, en vue de barrer la voie à l'expansion du communisme. Stratégie pour convaincre les Allemands de l'Ouest ou pas, son idée était *a priori* conforme aux intérêts de la RFA⁴⁹. Aussi accueille-t-il avec satisfaction l'envoi du Comte Schönburg, censé assurer

43 Cf. entre autres : rapport de l'ambassade de la RFA à Lomé, le 24 février 1961, « Zusammenarbeit zwischen dem togoländischen Rundfunk und deutschen Rundfunkgesellschaften ». PA AA, B 68, Bd. 112, Togo (1959–1963) ; Note en date du 29 mars 1961 de l'*Auswärtiges Amt* adressée à l'Office fédéral de presse et de l'information. *Ibid.*

44 Seuls le Ghana et le Nigéria disposaient des émetteurs du même type en Afrique, en 1960. En 1964, on comptait à part ceux-ci le Congo-Brazzaville, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Sénégal qui avaient un émetteur de la même puissance.

45 Rapport n° 251/60 du 23 mai 1960 de l'ambassade de la RFA Lomé, « Deutsch-togoländische Wirtschaftsverhandlungen », p. 3. *Ibid.*, B 68, Bd. 112, *op cit.*

46 *Togo-Presse* du lundi 19 octobre 1964, p. 5.

47 Voir entre autres la correspondance entre Török et le conseiller de légation M. Jovy (*Auswärtiges Amt*) en date du 4 décembre 1962. PA AA, B 68, B 173, Togo. Projekte der Technischen Hilfe (1960–63).

48 On y qualifiait notamment les directeurs de *Radio-Togo* et de *Togo-Presse* d'« intellectuels de gauche ».

49 La RDA venait d'inaugurer une imprimerie au Ghana voisin, en présence de l'adjoint au président du Conseil des ministres est-allemand, ce qui amène l'ambassade de la RFA à Lomé à faire du projet « un contre-poids contre des efforts de la zone soviétique en Afrique de l'Ouest ». PA AA, B 34, B 538, Togo Gesamtberichte 1964 (Januar 1964 – Dezember 1974).

la conception d'un programme radio à *Radio-Togo*. Cela renforce l'assistance de la RFA à la radio, à part l'entretien technique de l'émetteur qu'elle assure déjà.

Il est surprenant de constater que, malgré l'intérêt et les « garanties » de Grunitzky par rapport au projet de Schönburg, les Allemands de l'Ouest se plaignent bientôt de « conditions de travail peu satisfaisantes qui lui ont été données⁵⁰ ». Cet état de fait serait lié à la présence d'un conseiller programme français à la même radio⁵¹. Il semble que les tâches de Schönburg se réduiraient uniquement à la planification d'un seul « programme international », « pendant que le conseiller français conçoit le programme national nettement plus important⁵² ».

Les allers-retours de Schönburg entre Lomé et Bamako dans le courant de l'année 1965, pour faire un travail similaire dans la capitale malienne, confirmeraient l'idée des « conditions de travail peu satisfaisantes ». S'il est appelé par l'*Auswärtiges Amt* à faire de temps à autre ces mouvements jusqu'en décembre 1965, il est aussi prouvé qu'il devait servir entre-temps de directeur-adjoint de l'imprimerie nationale du Togo ou encore d'attaché de presse de l'ambassade de la RFA à Lomé⁵³. S'insurgeant contre le « développement fâcheux » qu'aurait pris le projet, des voix au sein du ministère de la coopération économique (*Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit, BMZ*), appellent même à faire rappeler l'expert en RFA, jusqu'à ce que le président Grunitzky arrive à « aménager enfin des possibilités suffisantes de travail et d'action » à Schönburg⁵⁴.

Réactions françaises au projet ouest-allemand

En novembre 1965, on apprend que « le travail du Comte Schönburg n'a pu prouver, en raison de l'influence française plus grande là-bas et de l'activité de l'OCORA, toute son efficacité, bien qu'il ait joui de l'appui du président togolais⁵⁵ ». De ceci, on peut retenir qu'une situation de travail autre que ce qui a été prévu s'est instaurée à la radio. Inquiète, l'assistance française a vu dans les aides ouest-allemandes apportées à *Ra-*

50 Cf. le dossier portant sur le projet « Émetteur 100 KW ». *Ibid.*, B 58, Bd. 857.

51 Jusqu'en octobre 1961, la France avait subventionné *Radio-Togo* à hauteur de près de 12 millions de F CFA par an.

52 *Ibid.*

53 Voir la lettre de Herbert Theierl (*BMZ*) à l'ambassade de la RFA Lomé, le 21 décembre 1965, sur « Technische Hilfe für Togo ; hier : Programmberater an Sender Lomé ». PA AA, B 58, Bd. 1256, Projekte der Technischen Hilfe (1963-1973).

54 *Ibid.* Le *BMZ* avait reçu en 1964 une attribution pour l'aide technique, raison pour laquelle il est intervenu « à chaud » sur le dossier de l'émetteur togolais, géré jusqu'alors par l'Office de presse et d'information et l'*Auswärtiges Amt*.

55 Rapport de l'Office de presse et d'information du gouvernement fédéral ouest-allemand intitulé « Programmberater Togo », le 12 novembre 1965. *Ibid.*, B 34, Bd. 615, Togo 90. 39/65 Gesamte Berichte (Jan-Dez. 1965).

dio-Togo « une nouvelle étape du développement de l'influence de l'Allemagne Fédérale au TOGO⁵⁶ ». Selon Claude-François Rostain, ambassadeur de France au Togo, les aides risquaient d'empiéter sur la participation que la France apportait au Togo dans le domaine radiophonique⁵⁷. Pour éviter des problèmes de « compétences », l'assistance française a veillé à ce qu'il y ait une « division de travail » pour ce qui concerne les programmes gérés par les conseillers programmes.

Lors d'un entretien entre Schönburg et un fonctionnaire de l'Office de presse et de l'information du gouvernement fédéral ouest-allemand, Krause-Brewer, le premier a expliqué que les limitations à son travail seraient liées au fait que l'Office de Coopération Radiophonique (OCORA) français, après la construction de l'émetteur et l'envoi du personnel ouest-allemand, ait

« fait des propositions de coopération franco-togolaises dans le domaine radiophonique et de conseil programme d'ampleur plus importante, que les Togolais ne pouvaient bien refuser, vue l'aide budgétaire française plus grande⁵⁸ ».

L'ambassade de la RFA à Lomé avait déjà fait savoir au service de coopération de l'Office de presse que l'OCORA aurait conclu « en toute hâte » avec la radio togolaise un accord d'assistance technique visant à « éliminer toute participation allemande⁵⁹ ». La tentative d'explication de l'expert Schönburg, qui confirme cette information, tend à remettre au centre des débats dans la relation trilatérale la question des répercussions des appuis budgétaires accordés par la France à des pays africains, dont le Togo.

Des renseignements obtenus par l'ambassade de la RFA à Paris auprès du département culture du ministère français de la coopération font état de la signature, le 23 novembre 1964, d'une « Convention Radiophonique » entre la France et le Togo, d'après laquelle « le Togo se tourne en premier lieu vers la France dans des questions de la coopération technique⁶⁰ ». La convention se rapporte « à l'assistance technique à proprement parler, à la formation du personnel qualifié en France et à l'envoi de conseillers pour la mise en place du programme⁶¹ ». Or, suivant l'inauguration de l'émetteur qu'elle a offert au Togo, le 17 octobre 1964, la RFA a approuvé le 16 novembre 1964 – soit un mois après l'inauguration et une semaine avant la signature de la convention

56 Rapport de l'ambassade de France au Togo, « Inauguration du poste émetteur de 100 kws offert par l'Allemagne Fédérale », le 21 octobre 1964, p. 4. CADN, 105PO/1, carton 147, dossier « 1964–1968 AL n° 3, TOGO = Lomé. Relations avec la RFA. Relations avec la RDA, du 1.1.64 – au 31.12.67 ».

57 *Ibid.*

58 Rapport de l'Office de presse et d'information du gouvernement fédéral ouest-allemand intitulé « Programmberater », *op. cit.*

59 Télégramme n° 8306 de l'ambassade de France Bonn, le 11 décembre 1964. CADN, 105PO/1, carton 147, dossier « 1964–1968 AL n° 3, TOGO, *op. cit.*

60 Rapport de l'ambassade de la RFA à Paris, le 5 mars 1965, « Deutsche Hilfe für den 100 kw-Sender Radio Lomé ».

61 *Ibid.*

franco-togolaise – l’envoi du conseiller programme, Schönburg, pour une durée de deux ans⁶².

D’après Krause-Brewer, la division de travail serait salubre, puisqu’elle laissait toujours à la RFA la possibilité d’exercer une certaine influence au Togo⁶³. Or, jusqu’à l’arrivée de l’émetteur français à Lomé⁶⁴, « le programme international ne peut cependant qu’être diffusé dans une très petite ampleur, puisque la couverture nationale passe en priorité⁶⁵ ». Indirectement, ceci supposait que le travail de Schönburg dépendait de l’arrivée de l’émetteur français, alors même que le dernier « programme national » devait être « diffusé grâce à l’émetteur allemand ».

Face aux développements enregistrés par rapport à l’implication de la RFA dans le secteur de l’information au Togo, après le départ de Schönburg⁶⁶, l’ambassadeur ouest-allemand note : « Nous devons en tirer la leçon pour soit lier en même temps des cadeaux à des conditionnalités, soit renoncer [carrément] à une prise d’influence⁶⁷. » L’assistance ouest-allemande a consisté à s’insérer dans un secteur dans lequel la France entendait conserver toute son influence, et on pourrait dire, grâce à l’aide implicite du gouvernement togolais.

Si les marges d’action du gouvernement se trouvaient apparemment limitées par l’aide budgétaire qu’il recevait de la France, on doit quand même reconnaître que la stratégie de Grunitzky a consisté à jouer sur les avantages à cumuler les assistances française et ouest-allemande.

Il faut noter au terme de cette analyse que le jeu d’influences mettant aux prises la France et la RFA au Togo n’a pas pris la forme d’affrontements. Il a toutefois consisté en des rivalités tacites. Il s’est accompagné d’un jeu de pouvoirs politiques dans l’État togolais. Par rapport aux circonstances et dans la mesure du possible, les dirigeants du Togo ont favorisé telle ou telle autre influence. Entre 1960 et 1966, les gouvernements togolais ont fait une politique des *possibilités* dans leurs relations avec la France et la RFA.

62 Voir PA AA, B 58, Bd. 1256, *op. cit.*

63 Cf. rapport « Programmberater Togo », *op. cit.*, p. 2.

64 Il s’agissait de concrétiser l’engagement que la France aurait pris de livrer au Togo un émetteur 30 KW ondes courtes et un émetteur 10 KW ondes moyennes « prévus au programme FAC 1961 ».

65 *Ibid.*

66 La mission de son successeur (Lusmeyer) s’achève mal.

67 Annexe au rapport n° 1109/66 de l’ambassade de la RFA Lomé, le 15 décembre 1966, « Überprüfung der Ergebnisse unserer Entwicklungshilfe », p. 3. PA AA, B 58, Bd. 857, *op. cit.*

Entre romantisme exotique et paternalisme socialiste

L'Afrique et le monde arabe vus par le cinéma est-allemand

PERRINE VAL

En novembre 1979, une délégation est-allemande conduite par Erich Honecker visite la République démocratique populaire du Yémen dirigée par le socialiste Abdul Fattah Ismail. Ce voyage officiel est filmé par le groupe de production *Camera DDR* qui en tire le documentaire *Begegnungen der Freundschaft – Jemen* (1980). Malgré sa brièveté, un plan retient l'attention. Vers le milieu du film, dans un centre de formation, un membre est-allemand de la Jeunesse Libre Allemande (*Freie Deutsche Jugend, FDJ*) forme un travailleur yéménite à la mécanique. Tandis que celui-ci se concentre sur les gestes à accomplir, la présence d'observateurs rend fébrile le formateur, qui, pour s'occuper les mains, tape alors familièrement sur l'épaule du travailleur dans un encouragement maladroit et condescendant, en consultant la caméra du regard. Cette scène synthétise les écueils de la production cinématographique de la République démocratique allemande (RDA) en Afrique et dans le monde arabe, prise entre l'envie de contribuer à l'élan de solidarité est-allemand envers les pays socialistes dits du « Tiers-Monde » et l'inscription dans des représentations paternalistes, avec le cliché raciste du Blanc partageant son savoir avec un Noir obéissant.

Les recherches sur les relations entre la RDA et le « *Global South* » se concentrent majoritairement sur les dimensions politiques et économiques de ces échanges¹ et en

1 Haile Gabriel Dagne, *The Commitment of the German Democratic Republic in Ethiopia. A study based on Ethiopian sources*, Berlin, Lit, 2006 ; Harald Möller, *DDR und Äthiopien. Unterstützung für ein Militärregime (1977–1989). Eine Dokumentation*, Berlin, Verlag Dr. Köster, 2003 ; Ulrich van der Heyden, *GDR International Development Policy Involvement. Doctrine and Strategies between Illusions and Reality, 1960–1990. The example (South) Africa*, Berlin, Vienne, Zurich, Lit, 2013 ; Gareth M. Winrow, *The Foreign Policy of the GDR in Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 ; Christian Saehrendt, *Kunst im Kampf für das « sozialistische Weltsystem » : Auswärtige Kulturpolitik der DDR in Afrika und Nahost*, Stuttgart, Franz Steiner

soulignent l'importance pour les deux partis. En nouant des liens avec leurs homologues étrangers, Walter Ulbricht puis Erich Honecker affichent la présence de la RDA sur la scène internationale face à sa concurrente ouest-allemande et œuvrent à sa reconnaissance, tandis que les dirigeants africains et arabes se réclamant du socialisme trouvent auprès de la RDA un soutien extérieur qui complète celui de l'URSS. L'aide apportée par la RDA se limite essentiellement à la formation de fonctionnaires, de travailleurs et de sportifs africains et à l'envoi de matériel militaire souvent daté. Les relations culturelles occupent en revanche une place très réduite dans ces études. Hormis la description de quelques échanges liés au sport et au spectacle vivant, aucune recherche plus générale n'a été menée jusqu'à présent sur les liens cinématographiques entre la RDA et ses partenaires africains². Le constat est le même dans le champ des études cinématographiques : si les films de la société étatisée de production et de distribution du cinéma en RDA (*Deutsche Film A. G., DEFA*) ont fait l'objet de plusieurs approches transnationales³, aucune ne s'est encore spécifiquement penchée sur le continent africain. Méconnue et donc très peu documentée, la (co)production de films est-allemands dans plusieurs pays africains⁴ se caractérise néanmoins par une relative régularité, du milieu des années 1950 jusqu'à la chute du Mur. L'Afrique sert en effet de décor à quelques films de fiction de la *DEFA* et elle est plus souvent l'objet de documentaires. Notons d'emblée que dans les deux cas, le public potentiellement touché par ces films s'avère *a priori* restreint : les fictions sont majoritairement des films pour enfants, tandis que la plupart des moyens-métrages documentaires n'ont pas été diffusés dans le circuit commercial. Ce corpus filmique se découpe en trois temps, qui se doublent d'une progression géographique du Maghreb vers l'Afrique de l'Est et l'Afrique subsaharienne.

Les premiers pays africains à faire l'objet de films est-allemands sont l'Égypte (trois documentaires entre 1955 et 1958) puis l'Algérie et la Tunisie (cinq films entre 1958 et 1966) pendant et après leur accès à l'indépendance. Les documentaires alors produits par la *DEFA* témoignent certes d'un engagement revendiqué auprès des indépendantistes, mais qui s'exprime à travers le filtre d'une relecture antifasciste et ne s'attarde

Verlag, 2017 ; Ewald Weiser (dir.), *DDR Bildungshilfe in Äthiopien. Interaktive Erkenntnisse, Erfahrungen und Eindrücke*, Berlin, Münster, Londres, Vienne, Zürich, LIT, 2013.

2 Dans sa thèse sur les relations entre la RDA et l'Égypte, Amélie Regnaud détaille le dynamisme des activités cinématographiques menées par la RDA en Égypte, à travers l'organisation de semaines du film et la participation à différents festivals, mais reprend l'expression de « fiasco politico-culturel » employée par le Ministère est-allemand des Affaires étrangères pour décrire les écueils rencontrés. Amélie Regnaud, *La RDA en Égypte, 1969-1989*, thèse de doctorat soutenue à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2015, pp. 345-350.

3 Notamment Skyler Arndt-Briggs, Barton Byg, Andy Räder, Evan Torner et Michael Wedel (dir.), *DEFA International. Grenzüberschreitende Filmbeziehungen vor und nach dem Mauerbau*, Wiesbaden, Vs Verlag, 2012.

4 Plusieurs films tournés au Proche-Orient partagent les mêmes caractéristiques que ceux tournés en Afrique et s'inscrivent donc dans ce corpus.

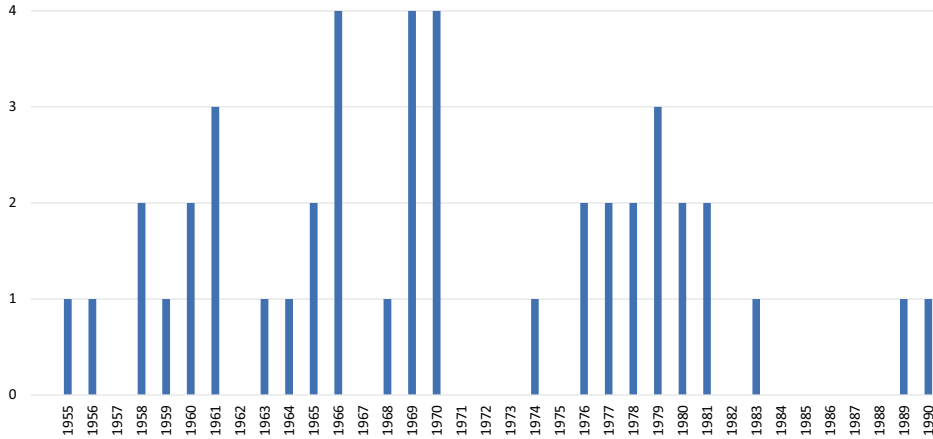


Fig. 1 Nombre de films produits par la DEFA en Afrique et dans le monde arabe

pas sur les luttes anticoloniales. Au cours des années 1960, la *DEFA* produit une série de documentaires sur la Guinée (sept entre 1960 et 1970) et le Ghana (quatre entre 1959 et 1965) qui témoigne des échanges avec la RDA, par exemple à travers le séjour d'un étudiant ghanéen à Leipzig⁵ ou celui d'une jeune Allemande de l'Est en Guinée⁶. Les films sur ce dernier pays sont par ailleurs les seuls à être coréalisés avec un professionnel africain : le documentariste Gerhard Jentsch collabore à deux reprises⁷ avec son homologue guinéen Moussa Kémoko Diakité⁸, l'une des seules personnalités africaines créditées au générique de ces productions. L'intérêt de la *DEFA* se déplace ensuite vers l'Est, avec la production de documentaires sur le Soudan (six entre 1966 et 1969), la Somalie (trois en 1976–1977) et l'Éthiopie (quatre entre 1978 et 1981), avec une incursion sur l'autre rive de la mer Rouge avec trois documentaires sur le Yémen (entre 1977 et 1980) qui reprennent les mêmes schèmes. De manière plus ponctuelle, les pays au sud de l'Afrique (Namibie, Afrique du Sud, Angola, Mozambique, Zimbabwe) font l'objet de quelques documentaires de la *DEFA* dans le courant des années 1970 et 1980. Au total, on dénombre une petite cinquantaine de documentaires de la *DEFA* sur l'Afrique et le monde arabe⁹, auxquels s'ajoutent environ trois films de

5 *Institut der Freundschaft*, Heinz Fischer, 1964.

6 *Professor Flimmerichs Reise nach Guinea*, Gerhard Jentsch, 1970.

7 *Guinea heute* (1970) et *Hirde Dyama* (1970).

8 Né en 1940 à Mamou (Guinée), Moussa Kemoko Diakité étudie à Paris puis en RFA dans les années 1960. Peu après le tournage des documentaires avec la *DEFA*, il est incarcéré plusieurs mois à Conakry suite à la répression menée par le régime de Sékou Touré. Il poursuit ensuite sa carrière et devient à la fin des années 1990 le directeur de l'Office national de la Cinématographie de Guinée.

9 Cette estimation n'inclut pas les dizaines voire centaines de reportages diffusés par le magazine est-allemand d'actualités filmées *Der Augenzeuge*.

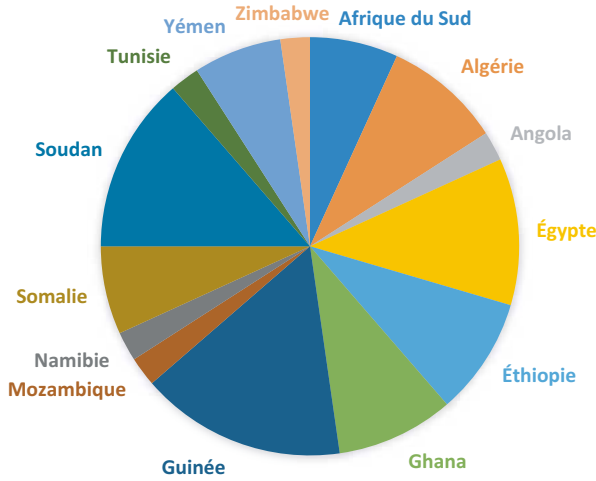


Fig. 2 Répartition géographique des films est-allemands produits en Afrique et dans le monde arabe

fiction¹⁰ et un court métrage d'animation¹¹. Ces films apportent un éclairage précieux sur la manière dont la RDA construit cinématographiquement un discours sur la décolonisation, sur le tournant socialiste pris par plusieurs pays africains à partir des années 1960 et 1970 et, d'une manière plus générale, sur l'imaginaire associé à l'Afrique.

Si la majorité des films de ce corpus circulèrent peu à l'époque de leur diffusion, une exception doit être évoquée. Bien que tourné à Munich, *Der lachende Mann – Bekenntnisse eines Mörders* (*L'Homme qui rit*, 1966) participe à la construction du regard est-allemand sur l'Afrique. Dans ce documentaire en noir et blanc, deux jeunes cinéastes issus du journalisme, Walter Heynowski et Gerhard Scheumann, interviewent Siegfried Müller, un soldat ouest-allemand surnommé « Kongo Müller ». Après avoir combattu dans les rangs de la *Wehrmacht*, Müller s'est installé en Afrique où il s'engage comme mercenaire pour combattre au Congo dans la première moitié des années 1960, après l'indépendance. À la tête du « Commando 52 », il prend part aux exactions commises sur place, tout en arborant les décorations militaires acquises pendant la Seconde Guerre mondiale. Heynowski et Scheumann voient en lui l'incarnation de l'ancien soldat nazi qui continue à sévir en toute impunité, protégé par la RFA. La dénonciation d'une continuité entre le Troisième *Reich* et la RFA constitue l'un des thèmes récurrents du cinéma documentaire de la *DEFA* des premières décennies, qui

10 *Kein Pferd für Hamida* (Jean Mailland-Michaud, 1966) ; *Zum Beispiel Josef* (Erwin Stranka, 1974) ; *Ein Schneemann für Afrika* (Rolf Losansky, 1977).

11 *Warum jeder ein Körnchen Weisheit besitzt*, Bruno Böttge, 1959.

traque certains anciens criminels nazis¹². *Der lachende Mann* poursuit la même visée, mais en ayant recours à une mise en scène et à un montage encore plus modernes et efficaces. Les documentaristes se font passer pour des journalistes ouest-allemands qui approuveraient le discours de Müller. Ils mettent ce dernier en confiance et lui font boire de l'alcool. Müller est assis devant un fond noir et raconte de manière détendue les agissements de ses mercenaires (majoritairement ouest-allemands) au Congo. Les réalisateurs dénoncent ensuite la cruauté de ses propos par le montage, en isolant certains détails avec des gros plans sur sa croix de fer de la *Wehrmacht* ou sur son sourire, qui apparaît alors particulièrement pervers, en entrecoupant l'interview de Müller de photographies des victimes et des combats. Le film rencontre un succès tel (aussi bien auprès des responsables politiques est-allemands que de la critique et du public) que Heynowski et Scheumann créeront leur propre studio au sein de la DEFA (le Studio H&S). *Der lachende Mann* dénonce ainsi la continuité impérialiste dans certains pays d'Afrique et propose une illustration concrète des conséquences du système colonial, mais n'y parvient qu'en restant à distance et à travers le détour de l'affrontement entre les deux Allemagnes. Cette aspiration et ces limites ponctuent les relations cinématographiques entre la RDA et l'Afrique. Celles-ci s'étant essentiellement déroulées à sens unique – à l'exception de rares étudiants africains venus étudier le cinéma à l'école de Potsdam-Babelsberg et ayant filmé la RDA à cette occasion¹³, aucun pays africain ne semble avoir produit de film sur la RDA –, il s'agit ici de revenir sur l'ambiguïté qui sous-tend ces échanges, entre envie, voire nécessité, de s'ouvrir à autrui et préjugés ou tentation du repli sur soi. C'est ce mouvement oscillatoire que cette contribution propose d'explorer.

Du continent hors d'atteinte à la « solidarité anti-impérialiste »

À l'instar des déplacements à l'étranger, les tournages hors des frontières est-allemandes constituaient un privilège rare pour les équipes de la DEFA. Pour y être autorisés, les cinéastes et les techniciens devaient bénéficier de l'entière confiance des autorités politiques. Leur déplacement impliquait en outre l'obtention de moyens financiers suffisants. Les premiers films tournés hors du continent européen pour la DEFA s'avèrent donc être des projets ambitieux, confiés à des professionnels activement engagés dans la défense du socialisme. Le parcours du documentariste Joris Ivens

12 L'un des exemples les plus emblématiques est *Urlaub auf Sylt* (*Vacances à Sylt*, Annelie et Andrew Thorndike, 1957) qui montre comment l'ancien SS Heinz Reinefarth, notamment responsable de la répression de l'insurrection de Varsovie, est devenu maire sur l'île ouest-allemande de Sylt sans jamais avoir été jugé pour ses crimes de guerre.

13 Mentionnons ici le film *Begegnung mit Berlin*, réalisé en 1965 par Charles Owúsú, étudiant ghanéen de la *Hochschule für Film und Fernsehen* de Potsdam. URL : <https://www.dhm.de/zeughauskino/vorfuehrung/begegnung-mit-berlin-this-side-of-paradise-former-east-former-west-4289/>, 13.09.2022.

l'incarne pleinement. Déchu de sa nationalité néerlandaise après la Seconde Guerre mondiale¹⁴, Ivens est accueilli par plusieurs républiques socialistes d'Europe centrale et orientale et s'installe à Berlin-Est en 1951. Il bénéficie alors d'une large reconnaissance internationale et les amitiés qu'il a précédemment forgées en URSS, en France puis aux États-Unis lui assurent un réseau professionnel solide. La DEFA met à sa disposition les moyens qui lui permettent d'envoyer des opérateurs filmer dans le monde entier : les images ainsi recueillies donnent lieu à l'une de ses grandes fresques poétiques, *Das Lied der Ströme* (*Le Chant des fleuves*, 1954), documentaire sur la condition ouvrière dans le monde. Ce film est non seulement à la mesure du talent d'Ivens, mais permet aussi à la DEFA d'attirer l'attention et de recevoir les compliments de critiques étrangers, comme Georges Sadoul¹⁵. Les années 1950 constituent en effet une période au cours de laquelle la DEFA est vivement incitée par les dirigeants du Parti socialiste unifié (*Sozialistische Einheitspartei, SED*) à promouvoir une image positive de la RDA à l'extérieur de ses frontières, en vue d'œuvrer à la reconnaissance internationale qui lui fait cruellement défaut. Malgré cet encouragement à nouer des liens avec des publics et des professionnels étrangers, très rares sont les cinéastes de la DEFA à se déplacer hors de la RDA. La trajectoire de Karl Gass illustre la manière dont cette confiance se gagne étape par étape : formé aux côtés d'Andrew Thorndike, dont les documentaires illustrent la propagande du régime, Gass est dans un premier temps autorisé à filmer au sud de l'Europe (en Grèce, en Espagne et en Italie) avant de pouvoir se rendre au Brésil puis en Tunisie. Les tournages à l'étranger produits par la DEFA sont en outre tributaires des relations diplomatiques entretenues par la RDA avec le pays en question. Cela explique par exemple les nombreux films est-allemands tournés en Chine, en dépit de la distance : jusqu'au début des années 1960, les deux États entretiennent de bonnes relations et soutiennent les échanges cinématographiques¹⁶.

L'une des premières traces d'un engagement de la DEFA en lien avec l'Afrique date de la guerre d'indépendance algérienne¹⁷. En 1957, le documentariste français René Vautier tourne dans le maquis, aux côtés des indépendantistes algériens. Blessé par une balle française, il est accueilli en RDA – l'absence de relations diplomatiques avec la France annule tout risque d'extradition. Il y demande le soutien de ses collègues est-allemands pour post-produire son documentaire anticolonialiste. L'implication de

14 Son pays natal le nomme commissaire du cinéma du gouvernement des Indes néerlandaises. Pour montrer son désaccord avec la colonisation, Ivens démissionne et il est privé de sa nationalité. Günter Jordan, *Unbekannter Ivens. Triumph, Verdammnis, Auferstehung. Joris Ivens bei der DEFA und in der DDR 1948–1989*, Berlin, DEFA-Stiftung, 2018.

15 Georges Sadoul, « Le vrai chant du monde », *Les Lettres françaises*, 9 septembre 1954.

16 Qinna Shen, « A question of ideology and realpolitik: DEFA's Cold War documentaries on China », in Qinna Shen, Martin Rosenstock (dir.), *Beyond alterity: German encounters with modern East Asia*, New York, Berghahn Books, 2014, pp. 94–114.

17 Auparavant, en 1955 et 1956, les opérateurs de la DEFA réalisent deux courts métrages documentaires en Égypte, mais ceux-ci ne sont pas consultables.

la *DEFA* permet à *Algérie en flammes* de circuler en allemand, anglais, arabe et français dans plusieurs pays¹⁸. C'est ce premier documentaire qui encourage la *DEFA* à envoyer Gass sur les pas de Vautier. En 1961, Gass et son équipe se rendent donc en Tunisie et en rapportent trois moyens métrages documentaires. En dépit du caractère inédit de ces images au sein de la filmographie de la *DEFA*, la trilogie révèle en creux la manière dont la guerre d'indépendance algérienne est détournée par la RDA pour promouvoir son propre discours antifasciste. De plus, le Maghreb y est utilisé comme un réservoir d'exotisme. Cela se vérifie dans le premier film de la trilogie, *Mit Kombi und Camping durch Tunesien (En break et camping en Tunisie)*, qui a la particularité d'être destiné aux enfants. Sur la vingtaine de minutes que dure le film, seules cinq sont consacrées à la guerre et à ses conséquences pour les réfugiés algériens. La majeure partie du film se concentre sur le périple accompli par l'équipe de tournage dans une contrée présentée comme lointaine et exotique. Le chargement des voitures, la traversée à bord d'un paquebot, le campement dans le désert constituent le cœur du film. À l'inverse, la guerre de décolonisation n'est évoquée que lors d'une seule séquence tournée dans un camp de réfugiés situé à la frontière avec l'Algérie. Cette séquence illustre par ailleurs une dissonance que l'on retrouve dans de nombreux documentaires postérieurs sur d'autres pays africains : tandis que le commentaire en *voice-over* et les images témoignent du dénuement dans lequel vivent les réfugiés et du drame traversés par les enfants orphelins, la musique conserve une tonalité joyeuse, refusant par-là de prendre entièrement au sérieux le tragique de la situation. Cette dissonance révèle l'ambiguïté de la posture officielle est-allemande à l'égard de l'Algérie reflétée par le film : il s'agit moins de soutenir activement les indépendantistes que de valoriser la lutte menée par la RDA. La séquence du retour en RDA montre les opérateurs de la *DEFA* soulagés de retrouver leurs propres enfants, autrement dit : le malheur dans lequel sont plongés les Algériens soulignent par contraste la chance des habitants de la RDA.

Le deuxième film de la trilogie, *Sorah und Ali*, se concentre sur le sort de deux orphelins du camp de réfugiés. Sans réduire l'importance de ces images, le film semble avoir été en grande partie inspiré par le regard de documentaristes français engagés aux côtés des indépendantistes : c'est en effet René Vautier qui, avec Frantz Fanon, avait eu l'idée d'un film sur ce camp et avait informé Karl Gass de son existence avant d'encourager le tournage la même année (1961) d'un autre film mettant également des enfants du camp au premier plan, *J'ai huit ans* (Yann Le Masson, Olga Baïda-Poliakoff). Il faut attendre le dernier film de la trilogie, *Allons enfants ... pour l'Algérie*, pour reconnaître l'esthétique de Karl Gass, à savoir un sens aigu du montage qui lui permet de s'appuyer sur l'actualité de l'Algérie pour livrer un pamphlet revendiqué¹⁹ – et primé au

18 Sur la genèse du film, voir Perrine Val, « Entre anticolonialisme et propagande communiste : produire des films sur la guerre d'Algérie en RDA », *Regards sur la RDA et l'Allemagne de l'Est*, 2018. URL : <https://allemagnest.hypotheses.org/617>, 13.09.2022.

19 Interview de Karl Gass dans *Positif*, n° 49, décembre 1962, pp. 29–31.

festival du film documentaire de Leipzig – contre l’impérialisme et contre la RFA. Divisé en trois chapitres, le documentaire s’ouvre à Berlin-Ouest le 14 juillet 1961, lors du défilé des forces militaires françaises à l’occasion de la fête nationale. La première (et la plus longue) partie revient sur la présence de la Légion étrangère en Algérie et insiste sur la participation d’Allemands de l’Ouest. Deux de ces anciens légionnaires, depuis réfugiés en RDA, témoignent en *voice-over*. Leurs propos sont illustrés par des photographies et le commentaire prend le relais en présentant l’obstination de la France en Algérie comme étant liée à la volonté d’y poursuivre l’exploitation capitaliste des ressources (charbon, pétrole). La RFA réapparaît sous les traits du premier partenaire de la France à cet égard. Le montage très dynamique de ce chapitre associe les images d’industriels ouest-allemands à celles du travail d’enfants algériens, de la guerre et d’explosions. Avant d’en venir aux essais nucléaires effectués par l’armée française au Sahara, une allusion est faite à la filiation entre les anciens nazis et les dirigeants ouest-allemands. L’une des conclusions qu’en tire le commentaire consiste à présenter l’amitié franco-ouest-allemande comme une menace pour la RDA. Les Allemands de la Légion étrangère sont encouragés à désertir pour rejoindre Berlin-Est²⁰. Le deuxième chapitre du film s’attache à une nouvelle figure synecdotique, Aïcha. Infirmière algérienne née à Paris, elle raconte l’assassinat de son époux lors d’une manifestation pour l’indépendance, son engagement du côté des combattants algériens et sa mission auprès des réfugiés. Aïcha rappelle les femmes filmées par Vautier dans *Algérie en flammes*, et certains plans sont tirés des deux moyens métrages précédents (*Mit Kombi und Camping ...* et *Sorah und Ali*). Le discours s’avère à la fois fataliste (Aïcha poursuit ses visites tout en déclarant que rien ne pourra sauver certains blessés) et apitoyant (elle n’a que très peu de médicaments mais assure que c’est déjà beaucoup). Le dernier chapitre, qui ne dure que quatre minutes, se présente comme un message d’espoir pour « l’Algérie algérienne », en mêlant des chants, des images de manifestations pour l’indépendance, des gros plans sur des mains tendues et un plan d’ensemble final sur des réfugiés du camp à la frontière avec la Tunisie qui, au coucher du soleil, montent en haut de la colline pour saluer leur pays. Si ces derniers chapitres recentrent le propos sur le peuple algérien, le discours qui les accompagne et le montage des séquences sont nettement moins élaborés que ceux de la première partie, dans laquelle Gass prenait soin de tisser son argumentation à partir d’une grande variété d’images, de localités filmées (Berlin-Ouest, Sahara, Paris et Bonn) et de témoignages en *voice-over*, avec un montage très rapide.

Cette disparité entre les différents chapitres du film – l’énergie déployée pour attaquer la RFA *versus* un discours attendu et des images déjà vues pour soutenir les Algériens – fait écho à l’analyse de Fritz Taubert sur le rôle de la RDA pendant la guerre

20 La désertion constituait l’une des difficultés auxquelles fit face la Légion étrangère pendant la guerre d’indépendance. André-Paul Comor, « La Légion étrangère dans la guerre d’Algérie, 1954–1962 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 237, 2010/1, pp. 81–93.

d'indépendance, à savoir l'importance de « l'enjeu idéologique » pour les dirigeants est-allemands, mais dont « le but principal [...] était d'emporter des victoires aussi importantes que possible dans la lutte contre son rival occidental, la RFA²¹ ». Ce manque d'intérêt réel pour l'Algérie se confirme cinématographiquement après l'accès à l'indépendance : à l'inverse d'autres pays marqués par des conflits comme le Vietnam ou le Chili, l'Algérie ne fait l'objet d'aucune rétrospective et les films de fiction sur la guerre d'Algérie diffusés en RDA furent ceux exportés par la France à partir des années 1970. Le seul long métrage produit par la DEFA évoquant la guerre d'Algérie (*Zum Beispiel Josef*, Erwin Stranka, 1974) le fait de manière sommaire, à travers la figure d'un ancien légionnaire devenu asocial car traumatisé par la mort de son meilleur ami pendant la guerre. L'Algérie n'est jamais citée explicitement et les scènes de flash-back ont recours à des décors pastichant le Sahara.

Faire du socialisme africain un conte: l'exemple du Ghana

Ce mouvement de relégation de l'Algérie à l'arrière-plan est contrebalancé par des projets cinématographiques liés à d'autres pays africains nouvellement indépendants et plus intéressés par des échanges avec la RDA. Les films de la DEFA sur le Ghana au tournant des années 1960 montrent comment le regard est-allemand tente d'inclure les enjeux du colonialisme et du socialisme à l'univers de traditions et de contes associés à l'Afrique. En 1959, le cinéaste Bruno Böttge, spécialisé dans la conception de films d'animation en silhouettes découpées (à la suite de Lotte Reiniger), propose une adaptation d'un conte ghanéen avec *Warum jeder ein Körnchen Weisheit besitzt* (*Pourquoi chacun possède un grain de sagesse*), dans lequel des animaux prennent conscience de l'importance de ne pas se défaire de leur sagesse au profit d'un seul. Lorsque le Ghana devient une république en 1960, une équipe de la DEFA tourne le moyen-métrage documentaire *Ghana heute* (*Le Ghana aujourd'hui*) qui s'ouvre avec des séquences sur le « Ghana d'hier » (une dénonciation de l'esclavagisme et du colonialisme) et se poursuit avec le « Ghana de demain » annoncé par les chantiers de construction et la nouvelle génération œuvrant à la modernisation du pays. L'année 1960 correspond aussi à la création de *DDR Magazin*, une série de documentaires sur la RDA qui sera remaniée en 1969 pour devenir *Camera DDR*. Très formatés, les films réalisés dans ce cadre visent à mettre en avant les avantages du système socialiste dans tous les domaines (santé, industrie, agriculture, éducation, etc.) et sont utilisés par le Ministère est-allemand des Affaires étrangères comme un outil de propagande à destination de l'étranger. *Ghana heute*, coproduit par le DEFA-Studio für populärwissenschaftliche Filme qui collabore à

21 Fritz Taubert, *La Guerre d'Algérie et la République démocratique allemande: le rôle de l'« autre » Allemagne pendant les « événements » (1954 à 1962)*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2010, p. 277.

DDR Magazin, emprunte la même structure narrative et les mêmes motifs esthétiques, à savoir : un rappel du passé à l'aide de gravures anciennes et d'objets muséaux, une présentation des différentes activités économiques (ici la culture du cacao et la production d'or), un aperçu de la vie quotidienne d'une famille, la prise de parole d'un leader politique (Kwame Nkrumah) et une conclusion ouverte sur l'avenir en guise de *happy-end*, le tout commenté de manière quasi-ininterrompue par un commentaire en *voice-over*. Ce découpage est très proche de celui des documentaires sur la RDA produits par *DDR Magazin / Camera DDR* comme *Thüringen, Land und Leute* (*La Thuringe, le pays et les hommes*, 1963), *Vier Kapitel DDR* (*Quatre chapitres sur la RDA*, 1976) ou *Auskünfte über ein Land : DDR* (*Informations sur un pays : la RDA*, 1985). Au Ghana comme en RDA, les films proposent un panorama général du pays pour permettre à un spectateur étranger d'en saisir les enjeux et de s'identifier au sort de ses habitants. *Ghana heute* doit ainsi contribuer à une meilleure compréhension du Ghana par les Allemands de l'Est et œuvrer au rapprochement culturel entre les deux pays.

Cependant, on relève quelques différences marquantes dans *Ghana heute*. On observe d'abord une atténuation des traumatismes traversés par le Ghana. L'esclavage et l'exploitation coloniale sont certes rappelés, mais la musique qui accompagne ces séquences reste légère et affaiblit la gravité des faits présentés. À l'inverse, la conclusion du documentaire se présente comme ouverte sur l'avenir, mais plusieurs inquiétudes formulées par le commentaire témoignent du doute concernant la capacité du peuple ghanéen à s'émanciper du système colonial. Si ces inquiétudes paraissent légitimes, elles sont absentes des documentaires sur la RDA dans lesquels on ne trouve pas l'ombre d'un doute sur la capacité des Allemands de l'Est à venir à bout de la pénurie de logements ou à achever les transformations en cours, des enjeux pourtant réels. *Ghana heute* révèle la manière dont la RDA se reconnaît dans le sort du Ghana, en tant que pays héritier d'un lourd passé et déterminé à construire un avenir différent, mais ce sentiment de proximité est nuancé par une mise en avant des différences : l'aide apportée par la RDA au Ghana est mentionnée dès la première moitié du film, soulignant l'asymétrie des relations entre les deux États. Pour la RDA, qui vient de célébrer sa première décennie d'existence, être en posture d'aider une nation plus récente ne peut qu'être valorisant. Quelques années plus tard, une nouvelle équipe de la DEFA (du *Studio für Wochenschau und Dokumentarfilme*) revient au Ghana pour tourner le documentaire *Der schwarze Stern* (1965). Cette fois, les doutes ont disparu et l'accent est mis sur la modernisation en cours, avec des séquences sur la construction de bâtiments, sur l'université et sur un barrage hydroélectrique et se termine avec le défilé d'une foule en liesse qui fête le président Kwame Nkrumah. Le commentaire en *voice-over* est absent de certaines longues séquences, sans pour autant laisser la parole aux personnes filmées. La seule voix en son direct est celle de l'enseignante est-allemande venue donner des cours de marxisme aux étudiants ghanéens. Cette rareté du commentaire interroge, car elle n'est pas dans les habitudes du studio documentaire de la DEFA, qui cherche à l'inverse à guider le visionnage. Une hypothèse pour l'expliquer

repose sur le sentiment de décalage qui se dégage du film. Les séquences sur la modernisation du pays révèlent comment la société ghanéenne s'est occidentalisée et ne suit pas la voie du communisme : les inégalités apparaissent (les jeunes citadins vivent dans des quartiers neufs et vont à l'université, mais les bidonvilles sont encore là), les églises catholiques attirent les foules, les mineurs extraient l'or et les diamants dans des conditions toujours aussi rudimentaires. Aucune de ces images n'est commentée, comme si le film ne savait pas comment interpréter et présenter les paradoxes du Ghana.

Des « petits frères » communistes ?

Camera DDR remédie à ce sentiment de dissonance en changeant de fil conducteur dans les reportages tournés en Afrique et dans le monde arabe dans les années 1970. Dans la série *Begegnungen der Freundschaft*, il s'agit moins de présenter un pays et ses habitants que de documenter la visite officielle d'une délégation est-allemande. Ce changement de perspective correspond à une plus grande réciprocité dans les relations diplomatiques établies entre la RDA et des pays comme l'Éthiopie, le Yémen ou la Somalie. Dans le précédent cas des anciennes colonies françaises ou britanniques, la RDA cherchait à revendiquer son anti-impérialisme, à se faire reconnaître dans le contexte d'une concurrence avec la RFA²² et à prospecter pour nouer des échanges commerciaux. Dans les années 1970, la RDA est dans une position d'attente : ce sont les pays africains et arabes en quête de nouveaux alliés politiques qui voient dans les pays communistes européens de potentiels soutiens pour leur projet de modernisation socio-politique. Si l'action de la RDA en Afrique se développe en complément des engagements de l'URSS, elle s'avère plus régulière que celle des autres pays du Pacte de Varsovie. La RDA a en effet un intérêt particulier à étendre son réseau diplomatique en Afrique et au Proche-Orient, puisque son existence est reconnue à l'échelle internationale depuis 1973 seulement. En établissant des partenariats, il s'agit de consolider ce nouvel élan.

Le cinéma accompagne ce processus et le discours des films se déplace. C'est le cas pour l'Éthiopie : n'étant pas considérée comme une ancienne colonie, ce n'est le terrain ni d'une confrontation à distance avec la RFA, ni du rappel de la lutte anti-impérialiste. Les documentaires de *Camera DDR* se définissent d'ailleurs par leur discours « positif » : ils rompent avec les représentations de la RDA par la négative, comme

22 En témoigne encore ce texte de Herbert Warnke, président du *FDGB* (syndicat des travailleurs est-allemands), après un voyage en Guinée et au Ghana : « Nous avons dépeint la lutte soutenue par les travailleurs allemands contre l'impérialisme allemand et sa politique coloniale en Afrique. [...] Nous avons analysé le rôle des deux États allemands, dont l'un continue de poursuivre des visées impérialistes, tandis que sur le territoire de l'autre, la RDA, l'impérialisme est à jamais extirpé et un État ouvrier et paysan a été constitué ». Günter Schabowski (dir.), *Chez des amis en Afrique libre. Avec la délégation du FDGB en Guinée et au Ghana*, Berlin, Editionstribüne, 1960, pp. 3-4.

un État « anti » (antifasciste, anti-impérialiste), pour proposer une image attractive, en soulignant notamment l'amitié avec certains pays africains et arabes dans la série *Begegnungen der Freundschaft*. En février 1979, des épisodes sont tournés en Angola, en Zambie, au Mozambique, en Libye, au Yémen et en Éthiopie, en même temps que les visites officielles effectuées par Honecker. Ces six documentaires proposent un enchaînement de séquences quasi-identique d'un film à l'autre. Chacun s'ouvre sur l'accueil de la délégation est-allemande sur le tarmac de l'aéroport par les responsables politiques locaux, avec des embrassades joyeuses. Plusieurs plans d'ensemble présentent ensuite des quartiers de la capitale en mentionnant un passé douloureux sans entrer dans plus de détails, puis des plans rapprochés montrent des artisans au travail et des passants dans les rues. On retrouve ensuite la délégation officielle en visite dans une usine, avant d'aller à la rencontre de paysans. Ces séquences s'entrecoupent de discours prononcés par Honecker et son homologue local. On retrouve des visites de chantiers de construction, de centres de formation, d'écoles et d'universités, et des spectacles traditionnels (chants, danses), avant la signature du programme de coopération, de nouvelles embrassades et le décollage de l'avion de la délégation. Parmi les motifs récurrents, on note la place réservée aux femmes, qui apparaissent comme un curseur de la modernité du pays. Jamais évoquées par le commentaire, les rares apparitions de femmes coïncident toujours avec des moments clés. Lorsque le commentaire évoque le passé douloureux du pays visité, à l'image apparaissent des femmes voilées et/ou en costume traditionnel. À l'inverse, pour incarner la modernisation du pays visité, la caméra s'attarde à l'université sur de jeunes femmes vêtues à l'occidentale. Les écueils et les spécificités sont systématiquement tués ou lissés par le commentaire. L'épisode sur la Libye (*Begegnungen der Freundschaft – Libyen*, 1979) l'illustre bien. La délégation est-allemande rend visite à Mouammar Kadhafi en février 1979. Or, en mars 1978, Werner Lamberz, politicien est-allemand très engagé dans le processus de rapprochement avec les pays africains se réclamant du socialisme²³ et considéré comme un successeur potentiel de Honecker, meurt en Libye dans un accident d'hélicoptère. Son décès suscite de vives réactions en RDA, mais le documentaire de *Camera DDR* n'y fait aucune allusion. Plus largement, la grande absente de ces films est la question du racisme. Brièvement évoquée dans un discours d'Honecker retransmis dans *Begegnungen der Freundschaft – Jemen* (1980), la lutte contre le racisme ne fait l'objet d'aucun commentaire dans ces films, alors que le racisme était un problème récurrent en RDA et que les victimes en étaient nombreuses²⁴. En dépit de leur ton didactique et de leur visée pédagogique, aucun film est-allemand sur les pays dont étaient originaires une

23 Haile Gabriel Dagne, *The Commitment of the German Democratic Republic in Ethiopia. A study based on Ethiopian sources*, Berlin, Lit, 2006, p. 17.

24 Irene Runge (dir.), *Ausland DDR: Fremdenhass*, Berlin, Dietz Verlag, 1990 ; Harry Waibel, *Der gescheiterte Anti-Faschismus der SED. Rassismus in der DDR*, Francfort/Main, PL Academic Research, 2014.

grande partie des travailleurs immigrés racisés ne revient sur ces enjeux²⁵. À l'inverse, la série *Begegnungen der Freundschaft* contribue à ancrer dans l'imaginaire est-allemand une catégorisation et une hiérarchisation des individus en présentant les peuples africains dans une position inférieure, comme les bénéficiaires de l'aide apportée par la RDA, tandis les Allemands de l'Est apparaissent sous les traits de bienfaiteurs. Alors qu'ils auraient pu être l'occasion d'éduquer les spectateurs est-allemands et de lutter contre les préjugés racistes, ces films ne font que contribuer à la glorification d'Honecker et à la survalorisation du rôle de la RDA en Afrique.

Conclusion

Si l'exploration de cette filmographie mériterait d'être étendue, elle en révèle déjà davantage sur la RDA et ses propres représentations que sur les pays africains et arabes filmés. La mise à distance des différences et des éléments allant à contre-courant du socialisme est-allemand témoigne des fragilités de la RDA, trop peu établie à l'étranger pour être en mesure de valoriser des initiatives socialistes non-européennes. L'Afrique permet à la RDA d'adopter une posture valorisante, à travers les liens tissés et l'aide fournie, sans jamais s'interroger sur le regard post-colonial qui imprègne ces échanges. Le passé colonial de la plupart de ces pays est présenté comme un chapitre douloureux mais définitivement clos. Les documentaires donnent très rarement la parole aux Africains et aux Africaines et n'établissent aucun lien entre ces populations et les émigrés venus travailler en RDA, alors que l'un des buts des visites officielles était la signature d'accords pour favoriser l'envoi de main d'œuvre. Comme un clin d'œil ironique à la séquence avec le formateur est-allemand et le travailleur yéménite évoquée en introduction, Andreas Dresen réalise en 1989 *Jenseits von Klein Wanzleben (Au-delà de Klein Wanzleben)*. Commandé par la FDJ, le documentaire suit le déménagement au Zimbabwe des membres d'une brigade de l'amitié avec leurs familles (et leur mobilier) mais tourne en dérision le mythe du « sauveur blanc » qui perdurait dans les productions est-allemandes. Dresen révèle avec humour le décalage entre ces Allemands de l'Est qui persistent à vouloir reproduire leur modèle socialiste et leur environnement d'accueil peu réceptif à leur démarche. Estimant que la commande n'avait pas été respectée, la FDJ ne soutint finalement pas le film, l'un des seuls pourtant à interroger frontalement la présence de la RDA en Afrique.

25 La RDA trouve en Afrique la main d'œuvre qui lui manque et la signature d'accords bilatéraux facilite ce processus. Dennis Kuck, « < Für den sozialistischen Aufbau ihrer Heimat > ? Ausländische Vertragsarbeitskräfte in der DDR », in Jan C. Behrends, Thomas Lindenberger, Patrice G. Poutrus (dir.), *Fremde und Fremd-Sein in der DDR*, Berlin, Metropol, 2003, pp. 271-281.

Postface

ROMAIN TIQUET

Cet ouvrage, issu de deux journées d'études intitulées « France, Allemagne, Afrique : représentations, transferts, relations », témoigne d'un dynamisme réel depuis plusieurs années dans les initiatives franco-allemandes en lien avec le continent africain. À ce titre, le Centre Marc Bloch de Berlin, structure franco-allemande de recherches, qui a accueilli ces deux journées en novembre 2021, concentre un certain nombre de projets et de collaborations scientifiques avec des collègues du continent. Dès 2016, 2 journées d'études franco-allemande ont été organisées autour des (dés)ordres (post) coloniaux en Afrique, rassemblant « jeunes » chercheur.es français.es et allemand.es sur ces thématiques. Le CMB accueille par ailleurs depuis plusieurs années des chercheur.es européens et africains en lien avec les études africaines. Ces échanges ont été récemment renforcés avec la signature d'une convention avec l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et l'organisation conjointe en novembre 2022 d'une école d'hiver à Gorée réunissant chercheur.es français.es, allemand.es et sénégalais.es autour des questions de bureaucratisation en Afrique et dans l'espace atlantique¹. Enfin, tout dernièrement, les autorités françaises et allemandes ont créé un fonds commun franco-allemand de recherche, hébergé par le CMB, afin de favoriser les études sur la « provenance des biens culturels produits en Afrique sub-saharienne »².

Cet inventaire à la Prévert rend ainsi compte d'initiatives multiples et fécondes entre la France, l'Allemagne et le continent africain dans le champ des études africaines, champ aux traditions académique, historiographique et géographique multiples. Il n'est pas question ici de revenir sur la genèse de « l'africanisme » dans le monde, mais

1 URL : <https://cmb.hu-berlin.de/zentrum/neuigkeit/rapport-de-lecole-dhiver-pratiques-bureaucratiques-et-expertise-professionnelle-dans-le-contexte-colonial-et-postcolonial-xviii-xxe-siecles-afrique-caraibes> 30.10.2023.

2 URL : <https://www.culture.gouv.fr/Presse/Communiqués-de-presse/La-France-et-l-Allemagne-lancent-de-nouveaux-projets-communs-en-matière-culturelle> 30.10.2023.

il est important de rappeler que les études africaines se sont développées à des époques différentes et avec des spécificités propres à l'histoire de chaque pays.

Les études africaines dans le monde anglosaxon (principalement États-Unis et Royaume-Uni) se taillent la part du lion. Il y a d'un côté la tradition britannique, qui s'est développée en lien avec le moment colonial³, et qui, de par le partage d'une langue commune, est très liée au champ des études africaines étatsuniennes. Les études africaines aux États-Unis concentrent d'ailleurs le plus grand nombre de centres de recherches et de spécialistes en dehors du continent africain⁴. L'*African Studies Association* fut créée en 1957 et réunit à chaque fois plusieurs milliers de participants internationaux lors de son congrès annuel. Frederick Cooper, figure centrale de l'histoire impériale et africaine, revient d'ailleurs dans un article récent sur l'évolution de ce champ d'études aux USA en prenant comme point de départ sa propre carrière⁵.

Au-delà du monde anglophone, les champs africanistes français comme allemand se sont développés concomitamment avec l'épisode colonial des deux pays⁶. La tradition africaniste allemande est tout de même plus limitée que celle de son voisin français du fait d'une histoire coloniale extra-européenne qui s'est arrêtée après la Première Guerre mondiale. En Allemagne, ce champ d'études fut dominé dans un premier temps par la linguistique avant que les études africaines ne s'ouvrent aux sciences sociales dans les années 1970⁷. Le pays accueille d'importants centres d'études africaines depuis la réunification, mais le poids institutionnel n'est pas comparable à celui de la France et ses nombreux laboratoires s'intéressant à ces questions⁸. La France a même ouvert en 2019 – certes bien tardivement – une chaire consacrée à « l'histoire et l'archéologie des mondes africains », tenue par François-Xavier Fauvelle, au sein du Collège de France, l'une des plus prestigieuses institutions scientifiques du pays.

Dans un article de 2005, Peter Probst résume le positionnement des études africaines en Allemagne par la formule « *betwixt and between* » que l'on pourrait traduire

3 John McCracken, « New directions in African studies in the United Kingdom », in Paul Tiyambe Zeleza (dir.), *The study of Africa. Volume 2: Global and transnational engagements*, Dakar Codesria Book Series, 2006, pp. 146–156.

4 Pour un aperçu des études africaines sur le continent, voir Paulin J Hountondji, « Knowledge of Africa, Knowledge by Africans: Two Perspectives on African Studies », *RCCS Annual Review*, 2009, doi : <https://doi.org/10.4000/rccsar.174>.

5 Frederick Cooper, « Histoire, politique et situation coloniale », *Politique Africaine*, N°161–162, 2021 pp. 363–381.

6 Pour le champ français, voir Catherine Coquery-Vidrovitch, « De l'« africanisme » vu de France. Le point de vue d'une historienne », *Le Débat*, 118, 2002, pp. 34–48 ; Emmanuelle Sibeud, *Une science impériale pour l'Afrique ? La construction des savoirs africanistes en France, 1878–1930*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2002.

7 Peter Probst, « Betwixt and Between : African Studies in Germany », in P. T. Zeleza (dir.), *The study of Africa. op.cit.*, pp. 157–187.

8 Marie-Pierre Ballarin, Richard Banégas Emmanuelle Beauville et al., *Les études africaines en France, un état des lieux*, [Rapport de recherche] Groupement d'intérêt scientifique (GIS) Études africaines en France, 2016.

par « ni l'un ni l'autre » ou « entre les deux ». Par rapport aux études africaines britanniques et françaises, l'Allemagne a su s'inspirer et naviguer entre ces deux sphères d'influence, tout en développant de son côté une forme d'autonomie et de tradition propre⁹.

Au regard des profils et des contributions de ce livre collectif, il est aussi possible d'avancer que cette formule « *betwixt and between* » peut s'appliquer à la nouvelle génération de chercheur.e.s français.e.s, allemand.e.s et africain.e.s en histoire de l'Afrique. Ce que montre cet ouvrage, au-delà de l'apport heuristique des thématiques et méthodologies proposées (j'y reviendrai plus tard dans le texte), c'est aussi et avant tout l'émergence d'une nouvelle génération de chercheur.es connecté.es, au profil beaucoup plus international, qui navigue dans des espaces académiques nationaux variés, au gré de séjours de recherche et d'opportunités scientifiques. Cette nouvelle génération est ainsi porteuse de nouvelles façon de faire, de nouvelles manières de travailler et arrive à se créer de nouveaux espaces dans un champ académique aux rapports de pouvoir et aux logiques d'héritage et de rente (disciplinaire, d'école de pensée, thématiques, etc.) encore très présentes.

Je me permets à ce titre de parler d'une expérience éditoriale qui à mon sens résume très bien cette capacité d'une nouvelle génération de chercheur.es à se créer de nouveaux espaces et de nouvelles façons de travailler : la parution en 2021 d'une nouvelle revue, la *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique* (RHCA)¹⁰, dont un certain nombre des contributeur.trices de cet ouvrage ont déjà eu l'occasion de publier des articles. Le point de départ de la création de cette revue en accès libre, hébergé par l'Université de Genève, était de constituer un réseau de chercheur.es internationaux représentant le dynamisme de l'histoire de l'Afrique contemporaine de langue francophone. Constitué d'un comité de rédaction intégrant des chercheur.es venu.es d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Afrique, la RHCA s'est fixée comme objectif principal « de penser de manière critique les mécanismes – économiques, politiques, institutionnels et disciplinaires – qui permettent de se jouer des chronologies classiques, tout en réfléchissant au traitement approprié des sources pour interpréter et écrire l'histoire du continent après le moment colonial. Cette séquence mérite en effet une plus grande attention et une réflexion sur la difficulté d'accès, non seulement aux archives africaines, mais aussi à certains terrains ou aux recherches réalisées sur place et peu diffusées. Il s'agit somme toute de sortir du nationalisme méthodologique et de contribuer à une narration multiple des faits et à une histoire des processus, aboutis ou non »¹¹.

9 Ulf Engel, « Gedanken zur Afrikanistik. Zustand und Zukunft einer Regionalwissenschaft », *Africa spectrum*, 38–1, 2003, pp. 111–123.

10 URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca> 30.10.2023

11 Lire la politique éditoriale de la RHCA, URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/edito> 30.10.2023

Dans la même veine, ce livre collectif regroupant 11 contributions, et divisé en trois axes de recherches, soulève les défis actuels auxquels sont confrontés les chercheurs.e.s en histoire de l'Afrique.

À première vue, on pourrait penser que le premier axe *Ordres coloniaux et rivalités impériales* a déjà fait l'objet de nombreuses études approfondies. Certes, la période coloniale et les multiples formes de contraintes, politiques, économiques et sociales mise en place en situation coloniale ont été largement documentés depuis des décennies. Cependant, et c'est là l'une des nombreuses forces de cet ouvrage, les chapitres proposés dans ce premier axe témoignent de nouvelles approches historiographiques plus tournées vers l'histoire sociale et la navigation à plusieurs échelles d'analyses. Ces contributions s'appuient sur des sources classiques de l'histoire de l'Afrique avant 1960 (archives coloniales en particulier), mais en proposant de nouveaux angles méthodologiques. En bref, les contributions du premier axe de ce livre rappelle qu'il reste encore beaucoup à écrire sur le « moment » colonial¹², période au demeurant très courte de l'histoire du continent.

Ces contributions constituent d'ailleurs une belle démonstration par l'exemple que quoi qu'en disent les « grincheux » et autres « mandarins » adeptes des chasses gardées thématiques (il.elles sont plus nombreux.euses qu'on ne le pense) « lorsqu'on entend dire, ou que l'on s'entend dire soi-même, que tel sujet ne vaut pas la peine d'être étudié, parce que ça a déjà été fait, cela signifie justement que le moment est venu de commencer à travailler dessus » pour reprendre les mots très justes du sociologue Howard Becker qui nous a quitté récemment¹³.

Dans les deux axes suivants, les contributions soulèvent l'intérêt, au-delà des histoires nationales, de l'analyse des multiples connexions, circulations et négociations entre les pays africains nouvellement indépendants et le reste du monde, dans un contexte marqué par la Guerre froide. Écrire l'histoire de l'Afrique après 1960, à une époque où la majorité des pays du continent (colonies portugaises mise à part) acquièrent leur souveraineté, c'est ainsi contribuer à penser les sociétés africaines « comme les autres », « [pour] penser leur banalité et, singulièrement, leur banalité politique » comme l'écrivait il y a déjà près de 35 ans Jean-François Bayart¹⁴.

Cet appel à banaliser l'histoire du continent n'est pas sans constituer un défi méthodologique de taille : comment et avec quelles sources écrire l'histoire de l'Afrique après 1960 dans un contexte où les sources écrites administratives, quand elles n'ont

12 Camille Lefebvre, M'hamed Oualdi, « Remettre le colonial à sa place. Histoires enchevêtrées des débuts de la colonisation en Afrique de l'Ouest et au Maghreb », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 4, 2017, pp. 937-943.

13 Howard Becker, *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2002, p. 151.

14 Jean-François Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989, p. 19.

pas été tout simplement détruites, restent parfois très difficile d'accès¹⁵. Comme en témoignent les matériaux utilisés par plusieurs contributions du livre, on assiste depuis plusieurs années à une utilisation plus généralisée des sources de presse et audiovisuelle¹⁶ ou des sources diplomatiques des anciennes puissances coloniales ou des États-Unis¹⁷. Par ailleurs, la présence de témoins encore vivants pour des périodes plus contemporaines permet de croiser sources écrites et entretien oraux.

On ne peut donc que se réjouir de l'aboutissement d'un tel projet, mettant à l'honneur, d'abord dans des rencontres puis dans ce livre collectif, une nouvelle génération d'historien.nes de France, d'Allemagne et du continent africain. Cependant, au risque de jouer les Cassandre, il ne faut pas oublier dans quel contexte difficile ces chercheur.es travaillent.

Que ce soit en France ou en Allemagne, la communauté scientifique évolue dans un contexte de grande précarité (qui s'accroît d'année en année). Il suffit de voir les parcours du combattant des « jeunes » chercheur.es (entendons les chercheur.es sans poste, donc précaires) pour s'en rendre compte¹⁸. Les politiques néolibérales de la recherche ont acté le fait de financer la précarité au travers d'appels à projets chronophages, à la lourde bureaucratie et limités dans le temps – et donc allant à l'encontre de la temporalité nécessairement longue de la recherche.

L'Allemagne a d'ailleurs été récemment marquée par une mobilisation massive contre la précarité généralisée du monde académique (où les postes fixes sont encore plus limités qu'en France). En protestation de la *Wissenschaftszeitvertragsgesetz* (WissZeitVG), le *hashtag* #IchBinHanna est devenu viral sur Twitter (maintenant X) où plus de 134 000 chercheur.es ont décrit sur le réseau social la précarité dans laquelle il.elles travaillent. Ainsi « jeunes » chercheur.es français.es comme allemand.es évoluent dans un écosystème de plus en plus « darwiniste » pour reprendre les termes d'Antoine Petit, PDG du CNRS, qui au moment des débats en France sur la Loi de Programmation de la Recherche (LPR) – qui a fait l'objet d'une mobilisation elle aussi importante – vantait une loi « ambitieuse, inégalitaire – oui, inégalitaire, une loi vertueuse et darwinienne [...] »¹⁹. Dès lors, il ne faut pas oublier que bien que les contributions du livre témoignent d'une richesse et d'un dynamisme sans équivoque, ils se

15 Voir le dossier 42 de la revue *History in Africa* et en particulier le texte de Luise White, « Introduction – Suitcases, Roads, and Archives : Writing the History of Africa after 1960 », *History in Africa*, 42 2015, pp. 265–267.

16 Cassandra Mark-Thiesen, « Neglected Historiography from Africa : The Case for Postindependence Journals », *The Journal of African History*, 64–1, 2023, pp. 5–12.

17 Joe Gazeley, « Mali-France. Exhumer une voix africaine à partir d'archives européennes et en contexte de terrain fermé », *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*, en ligne, 2021, DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2021.e499> 30.10.2023

18 Charles Bosvieux-Onyekwelu, *Précarité générale : Témoignage d'un rescapé de l'Université*, Paris, Editions Textuel, 2023.

19 Cité par cet article du Monde, URL : <https://www.lemonde.fr/blog/huet/2019/12/12/antoine-petit-conteste-au-cnrs/> 30.10.2023

font à un prix coûteux, économiquement et personnellement, du fait d'un environnement précaire où les débouchés sont de plus en plus incertains.

Enfin, l'introduction de ce livre comme le début de ce texte vantait à raison l'importance et la richesse des coopérations universitaires et scientifiques entre les partenaires français, allemands et africains. Nos institutions, en France, comme en Allemagne, nous poussent d'ailleurs toujours plus à établir, construire et pérenniser des partenariats avec des institutions et des collègues du continent. Il suffit de voir les projets fléchés « Afrique » du CNRS ou de la DFG pour s'en apercevoir. Cependant, il y a une contradiction fondamentale entre l'injonction (parfois) de nos institutions à construire des coopérations universitaires, monter des projets entre partenaires français/allemand/africain, lancer de grands congrès qui appellent à décoloniser les études africaines, et une politique des visas restrictive, et parfois punitive, à l'égard des collègues du continent.

Un exemple significatif, parmi tant d'autres. Début juin 2023 s'est tenu le congrès du réseau d'études africaines européen à Cologne, en Allemagne. Trois jours de conférences et de panels, plusieurs milliers de participant.es venant des quatre coins du monde. À l'entrée du congrès, une table avec les badges à récupérer pour les participant.es inscrit.es. À la fin des trois jours, les badges restant sur la table représentent celles et ceux qui n'ont pas pu venir. Dans leur très grande majorité, ces badges étaient ceux de collègues africain.es qui, faute de visas (refusés ou obtenus trop tardivement malgré des frais engagés en amont pour les transports et les hébergements) n'ont pu se rendre à Cologne²⁰.

Ce débat n'est pas nouveau et anime la communauté scientifique en « études aréales » en France depuis plusieurs années. Une tribune collective de juin 2023 publiée dans le journal *Le Monde* s'est émue des « multiples expériences malheureuses, absurde, voir humiliantes » rencontrées par des collègues venant d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient dans leur parcours du combattant pour obtenir un visa suite à l'invitation officielle de partenaires académiques français. Ils dénonçaient ainsi une incompatibilité fondamentale entre politique scientifique et politique des visas²¹.

Plus récemment, en septembre 2023, suite aux coups d'État successifs qui ont lieu au Mali, au Burkina Faso et au Niger, la France nous a offert un triste exemple de diplomatie de la sanction, en suspendant toutes les demandes de visas des chercheur.es et artistes des pays du Sahel²². Cette décision témoigne d'une blessure narcissique profonde de l'ancienne « puissance » coloniale. Elle rentre en contradiction avec ce

20 Pour voir les badges voir ce tweet, URL : <https://twitter.com/ibalilebali/status/1664188209629102082>, 30.10.2023.

21 URL : https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/06/17/nous-denoncons-une-incompatibilite-de-plus-en-plus-forte-entre-politique-scientifique-et-politique-des-visas_6178103_3232.html, 30.10.2023.

22 URL : https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/09/15/la-france-suspend-les-mobilites-etudiantes-avec-le-niger-le-mali-et-le-burkina-faso_6189617_3224.html, 30.10.2023

que nos institutions scientifiques appellent de leur vœu, soit plus de coopération. Elle est méprisante pour tous les collègues investis et touchés par cette « diplomatie de la punition ». Et elle ne pourra être, sur le long terme, que délétère pour l'avenir des relations entre la France et les pays africains. Voici une preuve par l'exemple que « l'Empire ne veut pas mourir », pour reprendre le titre d'une somme sur le sujet de la Françafrique paru récemment²³.

Il serait difficile de finir cette postface sur cette note peu réjouissante. Malgré le contexte difficile, ce volume rappelle le dynamisme extraordinaire d'une nouvelle génération d'historien.nes de l'Afrique, en Europe comme sur le continent, qui s'attèlent à construire l'histoire sociale de l'Afrique dans ses dimensions tant coloniale que postcoloniale. Par ailleurs, en analysant les connexions et les circulations existantes entre de nombreux pays du continent et le reste du monde, cet ouvrage contribue toujours un peu plus à provincialiser l'Europe, et à creuser le sillon d'une histoire contemporaine, que certains ont récemment proposé de qualifier d'« afroglobale.²⁴ »

23 Thomas Borrel, Boukari Yabara Amzat, Benoît Collombat, Thomas Deltombe (dir.), *L'Empire qui ne veut pas mourir. Une histoire de la Françafrique*, Paris, Seuil, 2021.

24 Pour reprendre le titre d'un panel au 54^{ème} Deutscher Historikertag organisé par Joël Glasman et Cassandra Mark-Thiesen : « Afroglobal History of the Present (Contributions to Theoretical Approaches to Global History) », URL : <https://www.historikertag.de/Leipzig2023/en/programm/sektionen/afro-global-history-of-the-present-contributions-to-theoretical-approaches-to-global-history/> 30.10.2023

Index des auteurs Autorenverzeichnis

Gilbert Dotsé Yigbe enseigne la littérature allemande, les théories littéraires, la traduction et la littérature générale et comparée au département d'allemand de l'Université de Lomé. Doyen de la faculté des lettres, langues et arts (FLLA), il est également le responsable scientifique de l'équipe de recherche sur les langues, les littératures et les identités germano-africaines (LIGA). Ses recherches récentes et actuelles portent sur les écritures missionnaires et le Togo dans les relations franco-allemandes depuis la Première Guerre mondiale.

Publications récentes: « Zwischen Autonomie, Autochthonie und politischem Trotz: Die Entwicklung einer selbstständigen evangelischen Ewe-Kirche nach dem Ersten Weltkrieg », in Ulrich van der Heyden und Helge Wendt (Hg.), *Mission und dekoloniale Perspektive. Der Erste Weltkrieg als Auslöser eines globalen Prozesses*, Missionsgeschichtliches Archiv 30, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2020, pp. 265–272 ; « Deutsch-Togo und die Folgen » in Wolfgang Geiger / Henning Melber (Hrsg.), *Kritik des deutschen Kolonialismus. Postkoloniale Sicht auf Erinnerung und Geschichtsvermittlung*, Frankfurt a. M. Brandes & Apsel Verlag, 2021, pp. 81–94.

Emmanuel Droit est professeur d'histoire contemporaine à Sciences Po Strasbourg et directeur adjoint du Laboratoire interdisciplinaire en études culturelles de l'Université de Strasbourg (LinCS). Spécialiste de l'histoire de la RDA, ses recherches portent également sur l'histoire de la Guerre froide et de la mémoire collective en Europe.

Publications récentes: *La dénazification, Post-histoire du III^e Reich*, Paris, PUF, 2024 ; *Les suicidés de Demmin. 1945, un cas de violence de guerre*, Paris, Gallimard 2021 ; *24 heures de la vie en RDA*, Paris, PUF, 2020 ; *Les polices politiques du bloc de l'Est*, Paris, Gallimard, 2019.

Robin Frisch est doctorant en histoire africaine à l'Université de Bayreuth. Ses champs de recherche portent sur l'histoire du franc CFA, l'histoire sociale de l'argent et l'histoire du colonialisme au Togo et au Cameroun. Publications récentes : « One Country, One Government, One Flag and Soon One Currency » : *Le Franc CFA Au Cameroun Anglophone (1960–1963)* ». *Revue d'histoire Contemporaine de l'Afrique*, novembre 2022 ; « Fraudonomics » : *Cartooning against Structural Adjustment in Togo*. *International Review of Social History*, 66–29, pp. 139–160.

Delphine Froment est maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'université de Lorraine (Nancy). Spécialiste de l'histoire des savoirs et des empires en Afrique de l'Est au 19^e siècle, ses recherches actuelles portent en particulier sur le Kilimandjaro et le Mont Kenya dans la construction des pratiques, représentations et identités est-africaines au XX^e siècle. Publications récentes : « Contre le piège de l'évidence. La controverse des neiges du Kilimandjaro (1848–1862) », *Communications*, 2, 113, 2023, pp. 101–111 ; « Collaborer avec ses rivaux. Les soutiens britanniques et zanzibarites à la conquête allemande du Kilimandjaro (1887–1889) », *Revue d'Histoire contemporaine de l'Afrique*, 3, 2022, pp. 19–34.

Kodzo Gozo est doctorant en co-tutelle à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / Université Humboldt de Berlin. Sa thèse porte sur les ambivalences des relations germano-togolaises : entre mémoire, intérêts et partenariat d'égaux, 1960–1990. Il est spécialiste des relations entre l'Allemagne et l'Afrique, de l'époque coloniale jusqu'à l'époque contemporaine, il est l'auteur, entre autres, de « Trois acteurs privés de la diplomatie du Land de Bavière au Togo, 1977–1990 : L'Association Bavaro-Togolaise et les Fondations Hanns-Seidel et Eyadéma », *Les Cahiers Sïrice*, vol. 2, n° 25, 2020, pp. 51–58.

Johannes Großmann est chercheur et chargé de cours à l'Université de Tübingen. Il est spécialiste de l'histoire transnationale de l'Allemagne et de l'Europe occidentale du vingtième siècle, particulièrement de la Seconde Guerre mondiale, de la Guerre froide, de l'intégration européenne et des relations (post) coloniales. Publications récentes : *Zwischen Fronten. Die deutsch-französische Grenzregion und der Weg in den Zweiten Weltkrieg*, Göttingen, Wallstein, 2022 ; *Frankreich, Deutschland und die USA in den « langen » 1960er Jahren. Ein transatlantisches Dreiecksverhältnis*, Stuttgart, Steiner, 2018 (dir. avec Hélène Miard-Delacroix) ; *Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemande (1939–1940)*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2017 (dir. avec Olivier Forcade, Olivier, Mathieu Dubois, Fabian Lemmes et Rainer Hudemann).

Anne Kwaschik est professeure d'histoire contemporaine à l'Université de Constance. Spécialiste de l'histoire des savoirs, ses recherches actuelles portent sur l'histoire du colonialisme et du féminisme.

Publications récentes : *Mobilisations de femmes et savoirs médicaux depuis les années 1970 (Critique internationale 99 (2023) (avec Émeline Fourment (éd.), « We Witches. » Knowledge Wars, Experience and Spirituality in the Women's Movement in the 1970s, Journal of the History of Science, Technology and Medicine 31 (2023), pp. 171–199 ; Die Verwissenschaftlichung des Kolonialen als kultureller Code und internationale Praxis, Historische Anthropologie 28 (2020), p. 399–423 ; Der Griff nach dem Weltwissen. Zur Genealogie von Area Studies im 19. und 20. Jahrhundert (= Kritische Studien für Geschichtswissenschaft, 229), Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen 2018.*

Silke Mende est professeure d'histoire moderne et contemporaine (XIX^e–XXI^e siècles) à l'Université de Münster. Ses travaux portent sur l'histoire allemande, française et européenne du XIX^e au XXI^e siècle. Ses recherches actuelles s'intéressent à l'histoire de la démocratie et de la représentation, ainsi qu'à l'histoire de la laïcité en France postcoloniale.

Publication récente : *Ordnung durch Sprache. Francophonie zwischen Nationalstaat, Imperium und internationaler Politik, 1860–1960*, Berlin/Boston 2020.

Daniel Georges Nana Komey : Chargé de recherches au Centre National d'Éducation (Yaoundé-Cameroun). Ses champs de recherche sont la marginalité urbaine, les pentecôtismes, l'anthropologie coloniale, le discours administratif et les constructions identitaires au Cameroun. Publication récente : avec Samba Dembélé et Soumaré Mamy, « De l'accès des ménages à la propriété foncière et au logement à Bamako (Mali) et à Maroua (Cameroun) : contraintes et stratégies », in Manga Kalniga (dir.), *Impenser l'urbain au Cameroun*, Paris l'Harmattan, 2023, pp. 71–100.

Aggée Célestin Lomo Myazhiom est docteur en histoire et habilité à diriger des recherches en sociologie. Il est actuellement maître de conférences à l'Université de Strasbourg. Il est membre du Laboratoire interdisciplinaire en études culturelles (LinCS, UMR 7069) et de l'Institut thématique interdisciplinaire « Littératures, éthique et arts » (Lethica). Global Associate de la Tokyo University of Foreign Studies (Japon), il a été USIAS Fellow (2018–2022). Il effectue des recherches sur l'histoire de la colonisation et des migrations en Afrique subsaharienne et, dans une perspective comparative, sur la socio-histoire des vulnérabilités de la maladie et des déficiences.

Publications récentes : *Au carrefour de l'altérité. Pratiques et représentations du handicap dans l'espace francophone*, Namur, Presses Universitaires de Namur, 2020 ; *Présence Africaine : espaces, cultures, politiques et sociétés*, Strasbourg, éd. H&A, 2022 ; *Corpos e sociabilidade* », dossier revue *Realis*, PPGS|UFPE, Pernambuco, Brésil, v. 13 n. 2, 2023.

Élise Pape est sociologue et chercheuse associée au Laboratoire d'Anthropologie Politique (UMR 8177) à l'EHESS-Paris et Fellow de l'Institut Convergences Migrations. Ses recherches portent sur la sociologie des migrations, les mémoires (post)coloniales, les comparaisons franco-allemandes et l'approche socio-anthropologique.

Publications récentes : « Décoloniser les musées – Liens entre restes humains, objets ethnographiques et humains dans l'espace muséal et scientifique allemand », *Histoire et Anthropologie*, dossier « *Présence africaine* : Espaces, cultures, politiques et sociétés », coordonné par Yutaka Sakuma, Aggée Célestin Lomo Myazhiom et Takayuki Nakamura, 2022, pp. 221–250 ; « Human remains of Ovaherero and Nama : Transnational dynamics in post-genocidal restitutions », *Human Remains and Violence*, 2018, vol. 4, n° 2, pp. 90–106 ; « Postcolonial debates in Germany – An overview », traduit du français par Alma Labarthe, *African Sociological Review*, 2017, vol. 21, n° 2, pp. 2–14.

Martin Rempe conduit des recherches et enseigne à l'Université de Constance sur l'histoire allemande, européenne et africaine aux XIX^e et XX^e siècles. Depuis 2020, il bénéficie du soutien du programme Heisenberg de la DFG. Ses axes de recherche sont l'histoire du développement, l'histoire sociale de la musique et et l'histoire du travail culturel.

Publications récentes : *Art, Play, Labour : The Music Profession in Germany, 1850–1960*, Leiden, Brill 2023 ; *From Statistics to Development : The Historical School of Economics and the International Statistical Institute*, in : *European Review of History / Revue européenne d'histoire* 30, 2023, pp. 33–52.

Mouhamadou Moustapha Sow : Titulaire d'un doctorat d'histoire moderne et contemporaine de l'Université Cheikh Anta Diop, Mouhamadou Moustapha Sow est enseignant-cher-

cheur au département d'Histoire de l'Université Cheikh Anta Diop UCAD et chercheur associé au Centre franco-allemand Marc Bloch de Berlin (Allemagne).

Ses recherches ont d'abord porté sur l'analyse des rapports complexes entre la chefferie locale et le pouvoir colonial et leur impact sur les organisations politiques et les luttes partisans en au Sénégal. Il travaille aujourd'hui sur les crises politiques et militaires de l'État post-colonial en Afrique de l'Ouest et sur les formes d'engagement et de mobilisations populaires des jeunes dans les arènes politiques en Afrique francophone.

Publications récentes « Front pour une révolution anti-impérialiste, populaire et panafricaine (FRAPP) : microhistoire d'une organisation citoyenne au Sénégal », *Revue internationale et stratégique*, 2024/1 (N° 133), pp. 143–153;

Histoire de la politique du « développement participatif » de Mamadou Dia, (1958–1962) : autopsie d'un projet économique « révolutionnaire » à l'heure de « l'indépendance du Sénégal », *Revue sénégalaise d'histoire*, 2021, pp. 379–410.

Emmanuel Tchumtchoua est Professeur des universités. Titulaire d'un HDR de l'Université de Bordeaux-Montaigne, membre du Syndicat des Enseignants du Supérieur (SYNES), il est également membre de la Société Française de l'Histoire des Outre-mers (SFHOM) et du CRE-DIC (Centre de Recherche et d'Échanges sur la Diffusion et l'inculturation du christianisme). Il a été pendant 8 ans chef du département Histoire et Sciences du patrimoine à l'université de Douala. En outre, Il est aussi membre associé du laboratoire « Les Afriques dans le Monde » de l'université de Bordeaux et du Centre d'études africaines de l'Université de Porto. Il est par ailleurs membre du Comité scientifique de *Africana Studia* 26 *Revista Internacional de Estudos Africanos / International Journal of African Studies* de l'Université de Porto

Auteur de quatre ouvrages et co-auteur de plusieurs ouvrages collectifs, il a aussi écrit de nombreux articles scientifiques publiés au Cameroun et à l'étranger. Ses centres d'intérêt sont l'histoire politique, l'histoire économique et sociale, les sciences du patrimoine et les relations internationales.

Son dernier ouvrage a pour titre : « L'espace caféier au Sud-Cameroun sous administration française (1919–1945). Conflits, mutations et résistances », Paris, l'Harmattan, 2023, 254 p.

Romain Tiquet est chargé de recherche CNRS à l'Institut des Mondes africains et actuellement chercheur au Centre Marc Bloch de Berlin. Ses recherches actuelles s'intéressent à l'histoire de la marginalité urbaine en Afrique de l'Ouest au moment des décolonisations.

Publication récente : *Travail forcé et mobilisation de la main-d'œuvre au Sénégal, années 1930 – années 1960*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019.

Perrine Val est historienne du cinéma et ATER à la Sorbonne Nouvelle. L'ouvrage issu de sa thèse s'intitule *Les relations cinématographiques entre la France et la RDA : entre camaraderie, bureaucratie et exotisme (1946–1992)* (Presses du Septentrion, 2021). Avec Lucie Česálková, Johannes Rhein et Paolo Villa, elle co-dirige l'ouvrage *Nonfiction Cinema in Postwar Europe. Visual Culture and Reconstruction of Public Space* à paraître à l'Amsterdam University Press en 2024. Elle est également la co-curatrice de l'exposition en ligne « Frames of Reconstruction » sur le cinéma documentaire dans la culture visuelle de l'après-guerre en Europe.

Seit der Aufklärung wurde die Geschichte Afrikas meist mithilfe von Kategorien und Begriffen aus dem Zettelkatalog der europäischen ‚Kolonialbibliothek‘ erzählt. Sie fungierte auf vielfältige Weise als Europas Projektionsfläche eines außereuropäischen „Anderen“, der diskriminiert oder unterdrückt wurde. Die Autorinnen und Autoren nehmen die europäisch-afrikanische Beziehungsgeschichte neu in den Blick, indem sie nach deutsch-französisch-afrikanischen Transfers und Verflechtungen fragen. Die Beiträge beleuchten die Beziehungen von europäischen und afrikani-

schen Akteurinnen und Akteuren auf lokaler, nationaler und internationaler Ebene zwischen Dakar, dem Kilimandscharo, Berlin und Straßburg. Die deutsch-französische Perspektive konturiert darüber hinaus aktuelle Fragen der Geschichtspolitik (u.a. Fragen der Erinnerungskultur und Restitutionsdebatten) neu und verdeutlicht Unterschiede und Gemeinsamkeiten in den Entwicklungen und Auseinandersetzungen. Der Band bietet eine breite, interdisziplinär inspirierte Diskussion, die strukturelle Bedingungen ebenso berücksichtigt wie Praktiken und Repräsentationen.

ISBN 978-3-515-13702-7



www.steiner-verlag.de

Franz Steiner Verlag